





Lib 747

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010046527

TA 515

UNE ANNÉE
DE
L'HISTOIRE DU VALAIS.





1829

GENÈVE. — IMPRIMERIE F. RAMBOZ.

UNE ANNÉE
DE
L'HISTOIRE DU VALAIS,

Précédée d'une Introduction

ET

*ACCOMPAGNÉE D'UNE CARTE DU VALAIS
ET DE DOCUMENTS OFFICIELS,*

Par

M. RILLIET DE CONSTANT,

Colonel fédéral.

**Libertas : quæ sera tamen
respexit inertem. (VIRGILE.)**

(Transparent de la maison de M. Dolbec,
à Sion, le 5 septembre 1802.)



GENÈVE,
JULLIEN ET FILS, LIBRAIRES,
Bourg-de-Four, 71.

1841



TA 515

GOUVERNEMENT DU VALAIS.



Très-Honorés Messieurs,

*Daignez agréer l'hommage de ce
petit écrit : Il me fut inspiré par
l'affection profonde que je porte au
pays que vous administrez si bien.*

*Si cet ouvrage obtient votre appro-
bation, & s'il inspire à quelques Suisses
le désir d'étudier cette intéressante contrée,*

à laquelle vous donnez une nouvelle vie,
il aura atteint le but que je me suis
proposé en l'écrivant.

Permettez-moi, Très-Honorés Mes-
sieurs, de saisir cette occasion pour vous
offrir l'expression du respectueux dé-
vouement avec lequel j'ai l'honneur
d'être,

Votre très-humble & très-obéissant
Serviteur,

LOUIS RILLIET,
Colonel Fédéral.

AVANT-PROPOS.

Les événemens dont le Valais a été le théâtre dans les deux années qui viennent de s'écouler , ont vivement préoccupé la Suisse. Ils ont excité des discussions passionnées et une polémique qui n'a pas toujours été impartiale. Là se sont retrouvés en présence , ces deux principes qui se livrent bataille partout où ils peuvent se rencontrer , le progrès et la résistance ; sous ce point de vue , la révolution du Valais a présenté quelques-uns des caractères que l'on a pu signaler dans les diverses révolutions dont la Suisse a été le théâtre depuis 1830 ; mais aussi elle a offert des traits distincts et singulièrement honorables. L'étincelle électrique que les journées de juillet 1830 avaient dégagée , n'avait point enflammé le Valais ; ce pays n'a pas fait de révolution parce que la mode voulait que l'on en fit ; il n'a pas ajouté aux complications étrangères par des discussions intestines. Il a examiné son état intérieur , il a sondé ses plaies , et il a pris la ferme résolution de les guérir. Lorsque cette détermination a été arrêtée il y a persisté sans jactance et sans faiblesse , et ne s'est point détourné du but auquel il tendait. Aussitôt que ce but a été atteint , il a offert à ses adversaires sa main désarmée. Avare de promesses , cette révolution a la noble ambition d'être riche en bons résultats , et l'arme avec laquelle il a conquis sa liberté fumait encore que déjà le Valaisan , souriant avec bonhomie à son antagoniste de la veille , lui disait :

« Viens frère , nous avons perdu beaucoup de temps en vaines querelles , travaillons ensemble au bonheur commun. » Profondément convaincu que les voies de la démocratie représentative , que l'égalité des droits , que la tendance libérale des institutions , que ces voies-là sont les voies de la Suisse , j'ai suivi avec un vif intérêt toutes les phases de la révolution du Valais. A cet intérêt politique se joignait un intérêt de cœur : excité par la part directe que des amis qui me sont chers ont prise à cette révolution , j'ai vu naître leurs espérances , j'ai compris leurs inquiétudes , j'ai compati à leurs angoisses , je me suis réjoui de leurs succès.

C'est principalement comme Suisse , que la révolution du Valais m'a préoccupé. Je me réjouis pour l'union fédérale , de voir un de ses membres entrer dans la voie du progrès , et j'en augure d'heureux résultats pour l'avenir. Mais il me semble que cet avantage a été chèrement acheté ; la Suisse n'est pas sortie de cette lutte sans blessures. Des fautes graves , des mesures inconsidérées , ont fait tort au bon renom de la Confédération. Il y a dans les événemens dont le Valais a été le théâtre , des exemples à suivre , des leçons dont on doit garder la mémoire , des fautes dont il faut éviter le retour.

J'ai désiré conserver le souvenir de ces faits. Je pourrai être taxé de partialité. Si ce reproche ne s'adresse qu'à mes sympathies , je ne m'en justifierai pas ; s'il s'étend jusqu'à la manière dont je raconte les événemens , je le repousse. Je rapporte ce que me disent les actes officiels que j'ai sous les yeux et dont je transcris les plus importans ; ce que m'ont raconté des témoins dignes de foi ; ce que j'ai vu moi-même.

Je parlerai franchement des hommes et des choses. Je m'attends à être blâmé ; il est des gens qui pensent qu'en ne par-

lant pas des événemens on parvient à les faire oublier. Il en est d'autres qui s'écrieront que je veux déconsidérer les pouvoirs fédéraux ; d'autres , enfin , qui soutiendront qu'en retraçant le tableau de divisions intestines , je veux semer la discorde. Je proteste d'avance contre toutes ces imputations. Je crois que le tableau fidèle des querelles politiques fait plus vivement sentir le bonheur de l'union et de la concorde ; je crois aussi que dans une république il faut signaler sans ménagemens les fautes des dépositaires du pouvoir ; les erreurs sont personnelles à ceux qui les ont commises ; exposées en relief , elles sont des jalons qui tracent la route à leurs successeurs. Que serait une république où l'on ne pourrait exposer ni les faits ni les actes ? un homme d'esprit l'a dit : « Il n'y a que les petits hommes « qui craignent les petits écrits. » Je crois enfin qu'il y a plus de loyauté à parler des gens lorsqu'ils sont là , prêts à répondre ; lorsque le souvenir des faits est rapproché , lorsque les rectifications sont faciles. Juge quelquefois sévère de certains actes , je les regarde bien plutôt comme le résultat de l'erreur que comme celui d'une intention malfaisante ; il faut savoir faire la part des circonstances , des événemens , des antécédens , des préjugés ; et conserver pour ceux qui se sont trompés les sentimens d'indulgence dont on a pour soi-même un si grand besoin.

Le Valais , plongé dans la torpeur , était peu connu ; il entre maintenant dans la vie active , il est doté d'organes de publicité , il ne manquera pas d'historiens à l'avenir. Je n'aspire point à ce titre relevé ; simple narrateur , je cherche , dans une courte introduction , à faire connaître ce que fut jadis le Valais ; puis , je m'efforce d'exposer avec quelques détails les événemens de l'année 1839 et des trois premiers mois de 1840. C'est un temps qui ne sera jamais oublié dans

le Valais. Puissent les arrière-neveux des hommes qui y ont joué un rôle, bénir cette époque comme une ère de régénération et de bonheur !



INTRODUCTION.



Des bords du Léman jusqu'aux sources du Rhône, enfermée par les montagnes les plus élevées de l'Europe, s'étend une vallée longue de trente-six lieues, et qui compte à peine une lieue dans sa plus grande largeur. Elle est parcourue par un beau fleuve, qui voit successivement son cours se grossir par les courans impétueux que déversent sans cesse les sommités des hautes Alpes. — L'étranger qui parcourt cette grande route que le génie créateur de Napoléon a destinée à lier le nord au midi, l'étranger, disons-nous, admire une richesse de végétation inconnue ailleurs. Il voit à ses pieds les plantes de l'Europe méridionale croître sous l'influence d'un climat qui le dispute à la Calabre et aux rivages de l'Espagne ; à quelques pieds au-dessus de sa tête, il remarque les productions de régions plus sévères ; puis il voit les prairies remplacer les terres cultivées. Bientôt l'herbe devient rare ; le noir sapin, le mélèze, le bouleau étalent leur végétation norvégienne. Il porte plus haut son regard : il arrive au désert, à la nature morte ; et le cri de la cigale retentit encore à ses

oreilles, que déjà il entend le battement des grandes ailes du lämmergeyer, tournoyant autour des glaces éternelles et guettant le chamois qui vient brouter les dernières mousses de la montagne.

De cette grande vallée, que parcourent incessamment les brillans équipages de l'Anglais, du Russe, du Français, partent, comme autant de canaux, de profondes vallées inconnues, que le pied solide du mulet peut seul parcourir avec sûreté ; elles viennent aboutir d'une part aux Alpes bernoises, de l'autre aux gigantesques remparts de l'Italie, au Mont-Velan, au Matterhorn, au Mont-Rosa. Ces vallées, dont le nom est à peine connu des voyageurs, recèlent une population toute empreinte de mœurs antiques ; les bruits du monde pénètrent rarement jusqu'à elle, elle a conservé ses vieux préjugés, ses vieilles habitudes, ses vieux défauts, ses antiques vertus. Ces hommes sont robustes par l'effet d'une vie dure et frugale ; braves et chérissant l'indépendance, ils estiment peu les avantages que les peuples policés regardent comme un dédommagement de la liberté perdue.

Ce pays, c'est le Valais, qu'habitent quatre-vingt mille citoyens dont l'origine n'est point la même, mais qu'unissent des souvenirs communs, des intérêts identiques, des besoins semblables ; qui ont à lutter contre les mêmes difficultés, qui peuvent recueillir les mêmes trésors, car la nature en a été prodigue pour eux. Au point de vue physique, comme sous le rapport moral, le Valais est une grande jachère à qui d'habiles agronomes peuvent faire supporter les plus laborieux assolemens. La richesse végétale de cette contrée est incroyable, et le

règne minéral n'offre pas des sources moins importantes de revenus à qui saura se les approprier. Le peuple est honnête, religieux, simple, sobre, vrai. Le Valais est une machine bien construite, solide, prête à agir ; il ne lui manquait que le coup de piston qui devait la faire mouvoir : le moteur vient d'être trouvé.

Avant l'ouverture du Simplon, ce pays n'était en communication régulière avec le reste du monde que par les rives du lac de Genève ; partout ailleurs de hautes montagnes l'entouraient ; des sentiers rares, difficiles, souvent impraticables permettaient à peine, pendant quelques mois de l'année, de traverser ces formidables remparts, dont les Lépontins, les Vibériens, les Sédunois et les Véragres, habitans primitifs de cette contrée, surent tirer parti pour leur défense et que les Romains, commandés par Sergius Galba, un des généraux de César, ne franchirent qu'après des combats répétés. Ce fut par le Saint-Bernard (le Mont-Jovis) qu'il entra dans le Valais ; ce passage fut toujours un des plus fréquentés avant l'ouverture du Simplon.

Dès ces temps reculés, nous distinguons la différence des races qui dès lors occupèrent ces vallées. La partie que nous appelons le Bas-Valais, est habitée par les descendans des Helvétiens et des Burgondes ; le Haut-Valais fut la demeure des Allemani ; ils conservèrent la langue germanique, tandis que les premiers adoptèrent l'idiome romand corrompu. Cependant tout le *pagus vallensis*, reconnut un moment les lois des Burgondes ; saint Sigismond fit don à l'abbaye d'Agaune (Saint-Maurice) de tout le pays qui s'étend de Martigny

au lac Léman, et il y ajouta, dans le Haut-Valais, *Loèche*, *Naters* et *Brigg*. Au sixième siècle, les Lombards et les Francs se disputèrent les passages de ces montagnes ; le pays entier prit alors le nom de *Vallesia*. Dès le quatrième siècle, aux lieux immortalisés par le martyre de la légion thébaine, s'éleva l'illustre abbaye de Saint-Maurice, qui réclame, non sans titre, le privilège d'être la plus ancienne maison religieuse de la chrétienté européenne ; elle eut part en même temps à la puissance temporelle. Jusqu'en l'année 1077, les abbés de Saint-Maurice étaient comtes de la province d'*Againe* ou vieux Chablais, qui s'étendait de Vevey, sur les deux rives du Rhône, jusqu'à *Martigny*. Les évêques de Sion ne tardèrent pas aussi à représenter à la fois l'autorité de l'Eglise, le pouvoir temporel qu'ils exerçaient au nom de l'empereur, sous le titre de comte et préfet du Valais (1), et le rang de prince du Saint-Empire. Au dixième siècle, Sion succéda à *Octodurum* (Martigny), qui dès le quatrième siècle formait un siège épiscopal. Cette montagne qui avait vu les aigles de César traverser ses pentes glacées, le Mont-Jovis, vit la croix s'élever sur les débris du temple de Jupiter et protéger l'asile que la charité chrétienne offrit aux malheureux et aux voyageurs. Bernard de Menthon donna son nom à l'hospice et à la montagne, et ce nom, déjà cher à l'humanité, est devenu impérissable depuis qu'un nouveau César a fait

(1) Hugues, évêque de Sion, reçut l'investiture du Haut-Valais avec le titre de *Comte*, du roi Rodolphe III de Bourgogne, par acte daté de Cudrefin l'an 999.

de ces déserts la route triomphale qui lui rendit l'Italie.

Les révolutions politiques et religieuses n'agitèrent pas seules cette terre : des montagnes s'écroulèrent et interceptèrent l'issue de la principale vallée dont une partie devint un lac ; les eaux se firent jour avec une violence dont les désastres de Bagnes ont donné de nos jours une faible idée, et répandirent la désolation sur les rives les plus éloignées du Léman. D'autres fléaux affligèrent ces contrées au dixième siècle : au sein de ces vallées on vit paraître des guerriers au teint bazané, à l'aspect étrange ; ils parlaient des langues inconnues. C'étaient d'une part les descendants des Huns qui venaient de la Germanie, et de l'autre des bandes de Sarrazins qui avaient traversé les Alpes. Ils firent une alliance de brigandage et ravagèrent le pays en commun ; plusieurs d'entr'eux, lassés de piller et de détruire, s'établirent dans l'*Entremont* et le peuplèrent. On retrouve des traces de ces Sarrazins dans d'autres parties de la Suisse. Au Vully, sur les bords du lac de Morat, on montre encore la Tour des Sarrazins.

L'évêque de Sion étendait sur le pays les droits de souveraineté qu'il tenait de l'empire, mais ils étaient circonscrits par les libertés dont jouissait le peuple, soit par concession, soit par un usage immémorial (1). Au

(1) Le Canton (*Deseni*) de Sion formait anciennement, comme le territoire de Pontarlier, une *baronie* ; on appelait les habitans : *Cives sedunenses tamquam Judices et Barones*. Ils élisaient librement leurs magistrats. Ces institutions étaient tellement anciennes au quatorzième siècle, qu'il n'y avait pas de souvenir de leur commencement.

neuvième siècle, le pays entier, qui plus tard devait se partager en dominateurs et en sujets, le Valais disons-nous, fut réuni sous le sceptre paternel des rois de la Petite-Bourgogne. Il n'y avait alors ni Haut ni Bas-Valais, dans le sens que pendant trois siècles on a attaché à ces désignations ; il n'y avait aucune prédominance d'une partie sur l'autre. La présomption du rang, si elle pouvait s'établir par induction, appartiendrait à la partie inférieure de la grande vallée, car là fut fondé le royaume ; là fut couronné le roi Rodolphe de Straetlingen, à Saint-Maurice, en 888 ; là étaient les seigneurs les plus riches. Mais aussi le Haut-Valais, en raison de sa pauvreté même, fut moins affecté du régime féodal ; les notions d'indépendance y germèrent plus vite, et lorsqu'après l'extinction de la seconde royauté de Bourgogne, cet état eut fait retour à l'empire, les Valaisans n'admirent pas les prétentions des ducs de Zähringen, vicaires impériaux dans ces contrées. — Le duc Berchthold V, après avoir battu les nobles de l'Oberland, fit irruption dans le Valais ; mais les braves habitans du pays mirent ses troupes en déroute près d'Ulrichen, en 1211. Les comtes de Savoie furent plus habiles et plus heureux ; souples et hardis, insinuans et persévérans, ils furent les complaisans des ducs de Zähringen et aspirèrent à devenir leurs successeurs dans l'Helvétie occidentale. Le comte Aimé, dit le comte Vert, et surtout Pierre de Savoie, le petit Charlemagne, réalisèrent une partie de ces plans. Ils établirent dans le Bas-Valais, frontière de leurs états, une domination qu'ils se flattèrent

d'étendre à tout le pays (1) ; mais en 1233 le pays prit les armes et repoussa avec bonheur les entreprises du comte de Savoie. Moins sages, les citoyens cherchèrent plus tard un appui auprès de ces mêmes princes et appelèrent à leur aide, en 1250, Pierre de Savoie : celui-ci les délivra d'un certain Mangepan, méchant gentilhomme qui les opprimait depuis son château du Mærill. Pierre de Savoie accourut, mais ce fut pour entreprendre aussi contre leurs droits et leurs libertés ; il s'empara de Sion et d'autres villes fortifiées. Instruits par l'expérience, les Valaisans ne cherchèrent plus des amis à la cour des princes ; ils conclurent leur première alliance avec la jeune Berne dans l'année 1243 , et ils la renouvelèrent en 1289. En 1275, ils s'allièrent avec l'évêque de Coire ; et peu d'années après, appelés par ce prélat et par des nobles de la Rhétie, des colons valaisans traversèrent les sommets glacés de la Furca , pénétrèrent dans la vallée du Rhin, et formèrent des établissemens près de Davos, où l'on retrouve encore des traces de l'idiome valaisan. Les hostilités continuaient toujours avec le parti de Savoie et les seigneurs ses adhérens. En 1303, les Valaisans détruisirent, près de Loèche, une armée entière conduite par les nobles de l'Oberland, qui prétendaient les asservir. Le lieu où se passa cette action san-

(1) Dès l'année 1076, l'empereur Henri IV avait institué le comte Amédée II de Maurienne , gardien (*Advocatus*) du vieux Chablais (*provincia Agaunensis*), qui jusqu'alors avait été l'apanage des abbés royaux de Saint-Maurice ; cette province s'étendait de Vevey à Martigny.

glante a conservé le nom de (Seufzer-Matt), la plaine des soupirs.

Dès ces temps reculés, nous voyons le Haut-Valais divisé en sept petites républiques, sous le nom de dizains (1). Leur lien commun est un conseil (diète ou land-rath). Mais les dizains ne délèguent que des pouvoirs très-restreints ; ils se réservent la solution des questions importantes. Le chef électif du pays est un landshauptmann. La noblesse a un grand pouvoir ; elle possède des châteaux forts et se signale souvent par des actes arbitraires et tyranniques. Les plus puissans de ces nobles furent successivement les comtes de Blandra, de Thurn et de Raron. L'évêque de Sion a sa part de la puissance temporelle, et tient à la fois le sceptre et l'encensoir. Cependant le lieu même de sa résidence possède des libertés et des franchises ; Sion a son bourgmestre et ses conseils. Le Bas-Valais est soumis aux princes de Savoie.

Aussi longtemps que les nobles furent puissans, les évêques furent leurs rivaux et s'appuyèrent sur le peuple dont ils se constituèrent les protecteurs.

Nous n'écrivons pas une histoire du Valais, et nous ne redirons pas au lecteur les longues querelles qui s'élevèrent à diverses reprises entre les prélats et les seigneurs, les scènes sanglantes qui les accompagnèrent.

Ce fut ainsi que le puissant comte de Thurn de Gestelenbourg, meurtrier de l'évêque Wichard de Ta-

(1) En latin *Deseni* et en allemand *Zenten*, mot teutonique qui signifie en général une juridiction. (*Ditio.*)

velli, vit en 1371 les dizains se soulever pour punir le sacrilège, détruire son château, le chasser du pays et le réduire à aller mendier les secours de la cour de Savoie. Il les obtint ; Sion fut occupé de nouveau, mais ce triomphe fut court, et les Valaisans, sous la conduite de Pierre de Raron, battirent complètement, près de Viège, l'armée ennemie, le 20 décembre 1388.

Cette maison de Raron prenait dans le pays la place qu'avait occupée celle de Thurn de Gestelenbourg. Un de ses membres devint évêque, un autre landeshauptmann ; mais la prospérité enivra cette famille, elle devint fière et oppressive. Les Valaisans ne purent le souffrir et bientôt la Masse (1), ce signe de la vengeance

(1) La *Masse* était un pieu de bois, taillé grossièrement comme la tête d'un homme ; on donnait autant que possible une expression triste à cette figure, qui était environnée d'épines et de branchages arrachés ; ceux qui voulaient prendre part à l'insurrection plantaient un clou dans la *masse*, puis ce cortège tumultueux se mettait en marche dans le pays. A différentes reprises, on s'adressait à la masse : « Masse, qui crains-tu ? » On lui nommait différens noms ; elle demeurait immobile jusqu'à ce que le nom fatal eût été prononcé ; alors elle s'inclinait et son porteur, répondant pour elle, disait : « La masse s'est plainte ; que celui qui veut la sauver lève la main. » La masse était ainsi promenée de village en village ; près d'elle on portait une bannière sur laquelle était peinte une chienne entourée de ses petits ; enfin la masse était arrêtée vis-à-vis des maisons des amis du proscrit, on y entraît et on les pillait. Les diverses phases de cette étrange cérémonie étaient symboliques. L'arbre arraché était l'image du soulèvement ; la figure couronnée d'épines,

populaire, fut levé contre Raron et ses adhérens en 1411. Ce seigneur eut recours à la fuite et parvint, non sans peine, à soulever Berne contre ses concitoyens. Le pays fut ravagé par les hordes qu'il avait rassemblées. Les autres Cantons se portèrent comme médiateurs. La puissante Berne rassembla ses forces ; 13000 hommes, débouchant par le Grimsel et par Ober-Gestelen, inondèrent la partie supérieure du Haut-Valais, brûlant et saccageant tout sur leur passage. Mais les souvenirs de la première journée d'Ulrichen n'étaient pas éteints. Un simple citoyen, Thomas In der Bündt, les fit vibrer dans le cœur de ses concitoyens et arrêta en ce lieu même les Valaisans qui fuyaient éperdus ; cette faible troupe de six cents hommes repoussa les Bernois, coupa et battit leur arrière-garde. Thomas périt glorieusement dans la mêlée. Les Valaisans poursuivirent les Bernois jusqu'au delà du Grimsel, tandis que les hommes de Sion et de Sierre, repoussaient la diversion que venait de tenter par le Sanetsch un corps d'Oberlandais. Cette bataille se livra en 1420. Une pacification suivit bientôt cette journée. Raron ne revint pas dans sa patrie, il mourut à la cour des princes étrangers ; son frère l'évêque perdit une partie des droits de l'épiscopat. Tant de querelles et de troubles, ouvrirent la porte à des

celle des chagrins ; et la chienne avec ses petits celle de la poursuite. Cette coutume ressemblait beaucoup à l'espèce d'Ostracisme, nommé *Wargre*, exercé chez les peuples teutons, par le peuple, contre tout individu tombé dans sa disgrâce.

désordres de tout genre ; c'est des Valaisans de cette époque que Tschudi disait : « Les Valaisans sont très-
« inhabiles, ils ont peu d'ordre et ne savent pas gou-
« verner leur pays ; l'un veut ceci, l'autre veut cela ; ils
« ne savent pas se posséder eux-mêmes, ne se compor-
« tent pas avec décence, à leur grand dommage ; ne se
« mettent d'accord ni dans les conseils ni dans les faits,
« ne sont ménagers ni de leurs biens ni de leurs corps,
« et ne peuvent souffrir d'égaux auprès d'eux. »

Cependant les esprits se calmèrent, des notions plus sages entrèrent dans les têtes, les magistratures devinrent plus stables. Enfin les Cantons comprirent de quel intérêt était pour eux cette espèce de chemin couvert qui les protégeait contre la Savoie et le Milanais. Une alliance fut conclue entre le Valais et les états confédérés d'Uri, de Lucerne et d'Unterwald, dans les années de 1416 et 1472. L'alliance avec Berne fut renouvelée en 1446. Les uns et les autres ne tardèrent pas à en recueillir les fruits. — La guerre de Bourgogne éclata. A l'approche des dangers extérieurs, les mécontents du dedans relevèrent la tête. En 1471 le descendant des Raron, Ruff Asperling, réclama les biens de ses pères. L'évêque de Genève, Jean-Louis de Savoie, prélat belliqueux, lui prêta secours ; il rassembla une armée de 10,000 hommes, dans le double but d'envahir le Valais et d'assurer aux Milanais, alliés de Bourgogne, les passages des Alpes. La marche fut conduite avec habileté, et, le 12 de novembre, cette armée parut à l'improviste devant Sion. Le cri d'alarme retentit dans le pays, et bientôt tous les Valaisans, renforcés de quel-

ques Oberlandais et de quelques Grisons , se réunirent. Mal armés et découragés, ils n'osaient se mesurer avec l'ennemi, mais Berne et Soleure leur envoyèrent des renforts qui débouchèrent par le Sanetsch. Déjà l'ennemi se croyait vainqueur, tous les villages autour de Sion étaient en flammes : il paya cher sa confiance. Attaqué à l'improviste sur les bords de la Morge, il fut mis dans une déroute complète, malgré la résistance de la brave noblesse de Savoie, qui laissa trois cents des siens sur le champ de bataille. Le reste de l'armée s'enfuit dans toutes les directions entraînant avec elle les traîtres qui l'avaient amenée. Un riche butin et la conquête du Bas-Valais furent les fruits de cette journée, qu'on nomma la bataille de la Planta. Dix-sept châteaux forts tombèrent entre les mains des vainqueurs. — L'année suivante, 1476, les Valaisans battirent encore, dans le Val d'Entremont, une armée de Lombards qui avait passé le Saint-Bernard pour venir au secours du duc de Bourgogne ; ils la rejetèrent au delà des monts et étendirent leurs conquêtes jusque dans le Chablais, qu'ils rendirent à la paix, en conservant la souveraineté du Bas-Valais. Pourquoi ne s'être pas rappelé alors que les seuls rapports qui eussent existé jadis entre le Haut et le Bas-Valais avaient été l'égalité sous les rois de Bourgogne ! Pourquoi les Haut-Valaisans ne profitèrent-ils pas de leur bonne chance pour constituer ce pays sur le principe de l'égalité ! Mais, dès que le premier vœu des hommes pour la liberté est satisfait, l'ambition de dominer à son tour, se glisse dans les cœurs ; ainsi firent les Suisses, ainsi firent les Valaisans. Ils partagèrent ce pays en six

dizains ou *bannières* qui furent gouvernés par des baillis ou gouverneurs, envoyés tous les deux ans par les dizains supérieurs. — Les Valaisans furent toujours fidèles à l'alliance confédérale. A l'époque de la guerre de Souabe, ils fournirent à leurs alliés un contingent de huit cents hommes. Ils prêtèrent secours à Berne contre la Savoie en 1531, s'avancèrent de nouveau dans le Chablais, conquirent le pays jusqu'à la Dranse, et le gardèrent jusqu'en 1558. A cette époque ils rendirent Evian à la Savoie, mais ils conservèrent une partie de Saint-Gingolph, Vouvrier, Monthey et le Val d'Illiers.

L'évêché de Sion ne manqua pas de titulaires distingués ; nous citerons , en 1482, Jost de Silenen , de Lucerne, évêque de Grenoble, ambassadeur de France auprès des Confédérés, qui fut appelé au siège de Sion. On lui doit plusieurs constructions importantes, entr'autres celle de la cathédrale , l'exploitation de mines d'argent dans la vallée de Bagnes, l'établissement des bains de Loèche. Fier et résolu , il voulut venger par les armes une insulte faite à un Valaisan dans le duché de Milan ; cette expédition, entreprise en 1487, ne fut pas heureuse, huit cents Valaisans y périrent et la faveur populaire abandonna l'évêque avec la fortune ; on éleva la masse contre lui , et il fut chassé du pays dans l'année 1496 et remplacé par Nicolas Schinner.

Le successeur de ce dernier n'était pas destiné à ramener la paix dans l'évêché de Sion ; c'était le fameux Matthieu Schinner, connu sous le nom de Cardinal de Sion. Neveu de Nicolas, il était ennemi juré des Français, véritable cause de la bataille de Marignan , fidèle au

pape et à l'empereur, génie audacieux, doué de qualités éminentes, mais emporté par ses passions. Issu de basse extraction, il était né au village de Mühlbach dans le dizain de Conches ; il se livra de bonne heure à l'étude avec ardeur. On raconte que, suivant la coutume des pauvres étudiants de cette époque, souvent il mendiait son pain. Un jour un vieillard l'interroge, et, frappé de ses réponses, il s'écrie : *Ce jeune homme deviendra notre évêque !* Jost de Silenen fut le premier auteur de sa fortune et l'appela au chapitre de Sion. Élevé par son génie et ses talens aux premières dignités de l'Église, il eut d'abord pour appui, et plus tard pour adversaire politique dans le pays, George auf der Flue (Supersax), le même qui avait levé la masse contre Jost de Silenen. Partisan de Schinner, il avait été secrètement acheté par le parti français. Homme rusé et violent, qu'aucun scrupule ne retenait lorsqu'il s'agissait de satisfaire son avarice et ses passions, il leva la masse contre Schinner, comme il l'avait fait contre Silenen ; il réussit aussi à l'expulser du pays, mais il en fut chassé à son tour. L'un et l'autre moururent hors de leur patrie, laissant le Valais agité pour longtemps par les commotions qu'ils avaient excitées.

On représente généralement Matthieu Schinner sous les traits d'un prélat audacieux, turbulent, fait pour porter le glaive plutôt que l'encensoir ; on ignore que le Cardinal de Sion était ami des lettres et du progrès intellectuel. Zwingli lui-même eut part à ses bienfaits. Un ami du réformateur écrivait à ce dernier : « Le Cardi-
« nal t'aime et fait cas de toi, surtout parce que tu es

« un homme évangélique et que tu as le courage de dire
« la vérité à ces hommes peu accoutumés à l'entendre. »

Loin de rougir de la pauvreté où il avait vécu, il en était fier, et n'oublia jamais ceux qui l'avaient aidé et secouru. Prince de l'Eglise et ambassadeur du pape, il alla rechercher à Berne une pauvre femme qui avait jadis secouru le petit orphelin; il l'appela sa mère et la combla de présens. Aussi ses adversaires mêmes, et en particulier le chroniqueur Valérius Anshelm, ont-ils rendu pleine justice à son caractère droit, élevé, persévérant, que la prospérité ou l'infortune ne firent jamais dévier du chemin qu'il s'était tracé (1).

Matthieu Schinner ne fut pas le seul homme distingué dont le Valais se glorifia au commencement du seizième siècle. Thomas Platter eut à lutter contre des difficultés non moins grandes; et s'il n'avait préféré obéir à la voix de sa conscience qui l'entraînait vers les doctrines réformées, il est permis de croire qu'il aurait pu revêtir les mêmes honneurs que le Cardinal de Sion. Il naquit de parens qui le destinèrent à l'état ecclésiastique. Aujourd'hui, où à chaque pas s'ouvrent des écoles qui offrent gratuitement à la jeunesse tous les bienfaits de la science, on ignore ce qu'était, au temps dont nous parlons, la vie d'un pauvre enfant dévoré du besoin d'apprendre. Il fallait courir au loin dans des régions

(1) Le mauvais succès de la bataille de Marignan fut le signal de la chute du crédit de Matthieu Schinner en Suisse. Cependant si ses avis eussent été suivis, les Suisses, vainqueurs le premier jour, auraient évité la défaite du lendemain.

inconnues en se soutenant par des aumônes et souvent par des vols ; telle fut la triste nécessité où Platter fut réduit. Nous engageons nos lecteurs à lire le récit de sa vie , tel que les historiographes du temps nous l'ont transmis ; ils y trouveront des tableaux de mœurs intéressans. Ainsi nous voyons ces étudiants vagabonds se diviser en tireurs (*Schützen*) et en bacchantes ; ceux-ci étaient les anciens, les autres, hélas ! étaient ce qu'on appelait en France les *conscrits*, en Angleterre les *fags*, en Allemagne les *füchse*, c'est-à-dire les plus jeunes, dévoués au bon plaisir de leurs aînés. Ils devaient les servir, quêter pour eux, dérober s'il le fallait ; en un mot, tout faire pour les nourrir, faute de quoi ils étaient battus et rudoyés par les bacchantes.

Platter fit longtemps le métier de *tireur*, et maintes fois il souffrit de la faim ; souvent aussi sa qualité de Suisse¹ lui vint en aide. A Breslau, célèbre université qui avait alors bien peu de relation avec la Suisse, il fut rencontré, mendiant, par un citoyen nommé Fugger. « Qui es-tu ? lui dit celui-ci. — Je suis Suisse, lui répondit Platter. — Si tu dis vrai, reprit Fugger, je te prendrai chez moi, je serai ton répondant devant le conseil et je t^e traiterai comme mon fils. »

Près de Dresde, il cheminait avec d'autres compatriotes. Un paysan à qui ils avaient parlé courut vers sa mère qui était au lit et s'écria : « Ma mère, je t'ai souvent entendu dire que tu serais bien contente de voir un Suisse avant de mourir ; en voici un que je t'ai invité. » La mère le remercia, en disant : « J'ai entendu dire tant de bien des Suisses, que j'ai ardemment souhaité d'en voir ; maintenant je mourrai contente. »

Nous ne suivrons pas Platter dans ses nombreux voyages. Il n'avait point abandonné son projet de devenir prêtre ; mais l'ignorance de ceux de ses camarades qui entraient dans les ordres le dégoûta, et bientôt les prédications et les écrits de Zwingli donnèrent un autre cours à ses idées. Il revint au Valais plein de zèle pour les nouvelles doctrines ; mais il y trouva un peuple plongé dans la plus profonde ignorance, et un clergé qui n'était guère supérieur à ses ouailles. Il eut un jour une dispute avec un curé sur l'invocation des saints. « Est-ce
« la Bible qui vous a enseigné cette doctrine ? demanda
« Platter. — Je l'ai apprise de ma grand'mère, répondit
« le curé. — Je comprends, reprit Platter, votre grand'-
« mère, c'est votre Bible. » Une autre fois, son oncle, châtelain de Viège, voulait l'empêcher de retourner chez les Zurichois, qui, disait-il, avaient déclaré ne vouloir professer que ce qu'enseignent l'Ancien et le Nouveau Testament. « Mais, n'ont-ils pas raison ? demanda Plat-
« ter. — Le diable les emporte avec leur Nouveau Tes-
« tament ! répliqua l'oncle en colère. — Dieu ! comment
« parlez-vous ? s'écria Platter ; savez-vous ce que c'est
« que le Nouveau Testament ? — C'est votre croyance
« hérétique, répondit l'oncle, on me l'a assuré. »

Hâtons-nous d'ajouter que cette ignorance ne fut accompagnée d'aucun esprit de persécution. En restant attaché à son ancienne croyance, le peuple du Valais se distingua par sa tolérance et sa modération. Platter, dont la réputation augmentait de jour en jour, jouit de l'estime de ses concitoyens dont il combattait les doctrines. L'évêque Adrien de Riedmatten alla jusqu'à lui

offrir la place de chef de l'enseignement dans le pays, offre que la Diète du Valais renouvela plus tard. Il refusa, et cependant la fortune ne l'avait pas encore favorisé. A cette époque il était marié; il avait pu à grand peine se procurer une bouteille de vin. « Tiens, dit-il à sa femme, bois-le, puisque tu es nourrice ! — Bois-le plutôt, dit-elle, puisque tu dois tant étudier et te fatiguer à enseigner. » Il se retira à Bâle où il eut encore à lutter contre l'amour-propre et l'envie des professeurs de l'Université. Enfin ses immenses travaux et sa persévérance reçurent le prix qui leur était dû. Voici comment il parle de lui-même dans une lettre à son fils : « Combien Dieu m'a protégé ! que d'épreuves ont environné le commencement de ma vie ! Nous nous sommes mariés, ta mère et moi, pauvres l'un et l'autre, et maintenant, à force de peines et de travail, nous sommes arrivés à la richesse. Je suis venu à Bâle sans savoir où trouver un abri ; aujourd'hui je possède plusieurs maisons. Issu d'une naissance obscure, je suis depuis trente et un ans à la tête de l'enseignement dans la célèbre Bâle ; de savans docteurs, des hommes d'état distingués sont sortis de mon école, et ce qui vaut mieux encore, ils sont tous restés mes amis. » Il mourut en 1582 âgé de quatre-vingt-trois ans.

Nous avons donné avec quelque étendue ces détails sur Platter, parce qu'indépendamment de l'intérêt qui se rattache à cet homme comme Valaisan, il nous a paru qu'ils faisaient connaître les mœurs et les habitudes du temps. Dans toute la Suisse, et surtout dans le Valais, les mœurs et les institutions étaient simples ; ces der-

nières étaient principalement fondées sur d'anciennes traditions ; il régnait alors une parfaite égalité devant la loi. Malheureusement dans les procès criminels la torture jouait un grand rôle ; les longues guerres, le service étranger avaient introduit une rudesse de mœurs qu'il fallait réprimer par une pénalité sévère ; la loi du talion était souvent appliquée ; le faux témoin souffrait la peine qu'eût encourue l'accusé ; les églises et autres lieux consacrés, ouverts d'abord aux coupables par imprudence, devinrent bientôt des asiles où trop souvent le criminel osa braver la juste sévérité des lois. Les fils continuaient généralement la profession de leurs pères, les ouvriers étaient astreints à des réglemens sévères, mais aussi leur condition était protégée.

Dans le Valais l'agriculture, ou plutôt le soin des bestiaux, était la principale occupation des habitans ; la plupart des pâturages étaient communs ; les richesses consistaient en troupeaux , en prairies, en montagnes. La servitude personnelle dans les campagnes avait peu à peu disparu ou était devenue nominale.

L'Etat n'était pas régi par des principes constans, mais plutôt suivant les circonstances du moment. Ainsi la libre entrée et la libre sortie des marchandises étaient tour à tour permises ou défendues. Les maisons religieuses pourvoient en grande partie à l'entretien des pauvres. Mais déjà à l'époque que nous cherchons à faire connaître, celle qui suivit la conclusion de la paix perpétuelle avec la France, on se plaignait de la dégénération des mœurs et on l'attribuait en grande partie à la passion pour le service étranger , à l'importation des

mœurs étrangères. Le luxe de la table, des habits, des armes, des ameublemens, la passion du jeu et des plaisirs, surtout l'amour désordonné de l'argent, excitent les lamentations des écrivains de cette époque. Le Valais, renfermé dans ses hautes montagnes, fut atteint de ce mal à un degré moins grand que le reste de la Suisse, où les chefs du pays donnèrent souvent l'exemple des plus honteux dérèglemens. Les mœurs étaient plus simples dans le Valais que dans le reste de la Suisse; les paysans étaient vêtus d'étoffes de laine rudes et épaisses, les maisons de bois de mélèze ou d'arole (*pinus cymbro*) dans les hautes vallées, devenaient noires comme l'ébène par l'effet du temps; les toits étaient généralement couverts en pierres plates; on ne voyait des maisons en maçonnerie que dans les villes et les bourgs; le commerce se bornait à quelques objets d'échange. Le peuple était belliqueux, passionné pour sa liberté et toujours prêt à la défendre. Les ressources pour l'instruction étaient nulles; les riches envoyaient leurs enfans étudier au dehors; les étudiants pauvres imitaient Matthieu Schinner et Platter, ils mendiaient pour gagner leur vie.

A cette époque, comme aujourd'hui, le goût du tir était la passion des Suisses.

Zurich donna, en 1504, un grand tir où se réunirent deux cent trente-six tireurs de cinquante-quatre lieux différens. On se festoyait réciproquement et avec une abondance dont nos repas modernes ne donnent aucune idée.

Ce que nous avons dit en parlant de Platter, suffit pour faire comprendre combien la culture de l'esprit

était bornée. Au commencement du seizième siècle, bien peu de gens savaient lire et écrire. En Valais, c'était à la cour de l'évêque et dans les cloîtres que l'on apercevait quelques lueurs d'instruction. L'élan que l'imprimerie donna aux esprits dans le reste de la Suisse, se fit à peine sentir dans le Valais, surtout dans la partie supérieure. Le Bas-Valais ne pouvait être entièrement soustrait à l'effet du contact avec des pays où la civilisation suivait son cours d'un pas plus assuré.

Ce mouvement des esprits, un grand événement contribuait à l'accélérer : la réformation. Les idées des novateurs pénétrèrent aussi dans la vallée du Rhône, et si elles n'y prirent pas racine, elles furent accueillies sans colère et sans persécution. Les curés de Sion, de Brigg, de Viège, n'étaient point opposés aux idées des réformés. En 1554, les premiers personnages du pays se rassemblaient dans la maison du capitaine du pays (*Landeshauptmann*), Stockalper, pour chanter des psaumes et lire les écrits de Luther et de Zwingli. Sans adopter toutes les idées des réformateurs, et en s'effrayant du nombre de sectes qui divisaient déjà la nouvelle Eglise, ils reconnaissaient que l'Eglise existante devait être ramenée à des doctrines plus évangéliques ; des réformés se trouvaient aussi à la cour épiscopale (1).

(1) La partie du pays (le Bas-Valais) qui vient de se lever au nom de la liberté civile, fut alors beaucoup moins accessible aux idées de la réforme que le Haut-Valais ; un des magistrats actuels du Valais rappela, dans un discours publié à Savièse le 24 juin 1839, que tandis que dans le Haut-Valais

Il est vrai que, sur la réquisition des Cantons catholiques, on défendit la traduction de la Bible ; mais lorsque le dizain de Conches proposa d'expulser violemment les réformés, les autres dizains s'y opposèrent et voulurent que chacun pût professer son culte en liberté et étudier où bon lui semblait. Cette tolérance dura jusqu'en 1595, époque où le Valais entra dans la *Ligue d'Or* (1). Les ordonnances contre le culte réformé devinrent plus sévères, et, le 17 mars 1707, les réformés furent bannis du pays. Cette *Ligue d'Or*, ou ligue de *Borromée*, fut due à l'influence du cardinal de ce nom. Conclue en 1586, elle fut le grand acte qui constitua deux Suisses, une protestante et une catholique. Les Cantons qui professaient la religion romaine, après avoir vainement essayé de réduire les réformés par la force des armes, s'unirent alors solennellement pour le maintien de la religion catholique, déclarant qu'*aucun traité antérieur ne prévaudrait contre celui-ci*, et s'engageant à retenir de force une partie contractante, si plus tard elle voulait y renoncer.

A cette ligue, formée sous l'influence étrangère, ac-

on prêtait l'oreille aux idées de la réforme, le Bas-Valais avait été sourd aux prédications de l'*Hérésie*. A Sion, un de Kalbermatten allant droit au prédicateur qui, du haut de la chaire enseignait la doctrine de Calvin, lui dit : *Descends de là, où je te brûle la cervelle*. Un de Quarteri rendit le même service à la religion dans le Bas-Valais. Quelle controverse évangélique !

(1) Goldenbund.

céda le Valais et même le roi d'Espagne. Cette dernière accession imprima à la *Ligue d'Or* son véritable caractère. En 1564 le Valais et les Cantons catholiques avaient conclu avec la France une alliance, qui fut renouvelée en 1582. Dans l'année 1578, le Valais convertit les différens traités qui l'unissaient à certains Cantons, en une alliance générale avec le corps helvétique, dont il fit dès lors partie; en 1580, il fut admis aux Diètes générales.

Ainsi, au milieu de la tourmente religieuse, le Valais demeura catholique, et il est resté jusqu'à nos jours fermement attaché à cette ancre de sa foi. Cependant il subit aussi, comme toute la catholicité, l'influence de la réformation. Les pays attachés à l'Eglise romaine, et les Cantons catholiques en particulier, ne purent voir s'élever à côté d'eux une Eglise qui fondait son influence sur l'instruction et le développement intellectuel; ils ne purent voir chez leurs voisins des écoles florissantes ouvertes à la jeunesse, des établissemens de charité bien ordonnés remplacer les distributions peu judicieuses des couvens; ils ne purent, disons-nous, voir ces choses sans éprouver le besoin d'améliorer l'état intellectuel de leurs peuples: ils voulurent fonder une université suisse catholique et un séminaire ecclésiastique commun. Les petites jalousies locales, dominant même la ferveur religieuse, firent échouer ce plan; mais le prélat créateur de la *Ligue d'Or*, le cardinal Borromée, devint le réformateur de la Suisse catholique. Doué d'une âme élevée et d'un zèle apostolique, ce prince de l'Eglise parcourut les lieux les plus reculés et les plus sauvages des hautes Alpes, montrant aux pâtres étonnés la pourpre

romaine entourant le bâton du pèlerin consolateur. Le saint archevêque disait la messe dans les plus chétives chapelles, exhortant les prêtres, consolant les malades, soulageant toutes les infortunes, réformant la discipline des couvens; il couronna son œuvre en fondant à Milan ce collège qui, pendant deux siècles et demi, a porté son nom, où quarante Suisses destinés à l'état ecclésiastique étaient admis, pourvu qu'ils contractassent l'engagement de se consacrer au service de l'Eglise dans leur patrie. Il appela à son aide, comme auxiliaires de ses travaux, les jésuites et les capucins. L'état du clergé s'améliora en Suisse et dans le Valais. Cet état, partie du corps helvétique, suivit dans une mesure plus ou moins rapide, les divers mouvemens qui agitèrent les Cantons, et leur politique extérieure fut la sienne. La redoutable masse se montrait bien rarement depuis la chute des seigneurs; cependant, en 1540, les dizains de Brigg, de Loèche, de Viège, de Sierre, de Raron et de Conches, élevèrent ce signe redouté en haine d'un homme qui leur déplaisait, Pétermann Heimgarten. Les confédérés intervinrent pour étouffer cette étincelle; en 1556, la masse fut enterrée solennellement et ne reparut plus. — A la fin du seizième siècle, la vallée de Bagnes et les vallées inférieures éprouvèrent un de ces désastres dont la nature a, de nos jours, affligé cette contrée; à Martigny seul, cinq cents maisons furent détruites. — Ce fut aussi au commencement du dix-septième siècle que la Suisse tout entière eut à supporter ce fléau cruel, qui, sous le nom de *mort noire*, décima les populations de l'Europe. Les secours de l'art, si im-

parfaits à cette époque, furent impuissans à le combattre; les villes en souffrirent plus que les campagnes : le Valais ne fut pas épargné, mais il était en proie à d'autres maux. Un mauvais régime hygiénique, peu de propreté dans les demeures et sur les individus, une alimentation détestable y développèrent le fléau du *crétinisme*, cet abâtardissement prématuré de la race humaine, qui disparaît peu à peu devant de meilleures habitudes et un régime domestique mieux entendu (1).

Le Valais prit peu de part aux guerres qui agitèrent la Suisse pendant le dix-septième siècle. Ainsi, la grande guerre des paysans qui désola les Cantons de Berne et de Lucerne, ne le toucha point. Attaché au parti catholique, il lui fournit quelques secours, mais il ne prit aucune part directe à la première guerre de Vilmergen. Tandis qu'un autre pays allié des Suisses, celui des Grisons, malheureux théâtre d'hostilités entre la France et l'empire, soutenaient des luttes sanglantes pour défendre son indépendance, le Valais sommeillait, mais il ne profitait pas de son repos pour améliorer son état intérieur. Contens de leur domination sur leurs châtellenies du Bas-Valais, les hommes du Haut ne cherchèrent pas

(1) On a longtemps prétendu que les Valaisans regardaient la présence d'un crétin dans une famille comme une bénédiction du Ciel. C'est une erreur, loin de là, ils se félicitaient réciproquement lorsqu'ils ne possédaient point de ces malheureux, qu'ils nommaient *gouchen*. A la naissance d'un enfant ils avaient coutume de dire : *Gott syge gelobt das Kind wirdt kein gouecht werden.* (Simler *Fallesia*, p. 21.)

à étendre plus loin leurs conquêtes ; l'esprit guerrier qui les avait agités dans le siècle précédent, ne se manifestait plus que par leur empressement à courir au service des princes étrangers. Ce fut là que les premières familles du pays acquirent des titres, des honneurs et des richesses, au moins de l'aisance, et rapportèrent dans leurs vallées une élégance de mœurs et d'habitudes qui contrasta avec la simplicité primitive de leurs concitoyens. Cependant il faut le reconnaître, et c'est un trait honorable du caractère valaisan, cette vie de courtisans militaires ne les rendit ni dédaigneux, ni fiers. Ils retrouvaient avec délices leur patrie, et reprenaient bien vite le vieux jargon, les mœurs simples, les vieilles habitudes du foyer paternel, sans y importer des besoins factices et des coutumes étrangères. Les événemens du dix-septième siècle qui intéressent le Valais, se bornent à un renouvellement d'alliance avec la France en 1646, et à des capitulations militaires en 1632 ; neuf cents Valaisans partirent pour la France, et cent vingt seulement en revinrent ; cependant, en 1699, il y avait deux mille quatre cents Valaisans au service de cette puissance. En 1624, il y eut de grandes dissensions entre les dizains et l'évêque de Sion.

Au commencement du dix-huitième siècle, tandis que la succession d'Espagne mettait les armes à la main à tous les princes de l'Europe, le démon de la guerre civile secoua de nouveau ses torches funèbres sur notre patrie. Zurich et Berne avaient vu leur puissance s'accroître par une administration vigoureuse ; ils cherchaient une occasion de se rétablir dans cette préémi-

nence, dont la première bataille de Vilmergen les avait fait déchoir. A la première requête qui leur fut adressée par les sujets de l'abbé de Saint-Gall, ils se constituèrent les protecteurs du Toggenbourg réformé, contre son suzerain, le prince abbé. Ce prince trouva auprès des Cantons catholiques le même empressement à le soutenir; et bientôt les deux partis se mesurèrent sur des champs de bataille où ils croyaient être conduits par le ciel, mais où ils n'auraient jamais versé le sang de leurs frères s'ils n'y avaient été excités par la voix perfide de l'étranger : alors, comme aujourd'hui, comme toujours, l'étranger était pour le Suisse le serpent tentateur qui l'entraînait dans la voie du péché.

Cette guerre eut toutefois le véritable caractère d'une guerre de religion : cantiques, prières d'une part; processions, invocations des saints de l'autre; tels étaient les accessoires obligés de tous les mouvemens militaires. Le Valais envoya un premier contingent aux Cantons catholiques, et il en préparait un second plus considérable, lorsque le premier revint au pays, après le combat de Bremgarten, furieux du méchant accueil que ses alliés lui avaient fait. Le mécontentement fut si grand dans le pays, que, sans l'intervention de l'envoyé de France, le Valais aurait rompu son alliance avec les cinq Cantons catholiques.

En vain Berne et Zurich, vainqueurs à Wyll, dans le Toggenbourg, à Bremgarten, conquérans de Baden, consentirent-ils au congrès d'Arau, où un projet de traité fut proposé. La voix de l'ultramontanisme était seule écoutée des Cantons catholiques; l'anarchie régnait partout; le Valais aussi se divisa en deux camps.

Au milieu des négociations pour la paix, un corps bernois fut attaqué à l'improviste au pont de Sins, sur la Reuss, et eut plusieurs des siens massacrés. Les Zurichois furent pareillement assaillis à Richtenschwyll. De tels faits détruisirent tout espoir d'accommodement, et la seconde bataille de Vilmergen eut lieu le 25 juin 1712. Elle anéantit l'espoir des catholiques; il fallut accepter la paix au prix de sacrifices plus blessans pour l'amour-propre, qu'onéreux aux véritables intérêts des Cantons; il fallut céder les droits sur Rapperschwyll, admettre Berne à la co-souveraineté de la Thurgovie, du Rheinthal, de Sargans, et des districts supérieurs du Freyamt : ce fut la seconde paix d'Arau.

Nous avons rappelé ces événemens, qui tiennent à l'histoire générale de la Suisse, parce que le Valais y prit une part plus directe qu'à d'autres faits antérieurs.

Dès lors, l'épée des Confédérés et des républicains du Valais rentra dans le fourreau et n'en sortit plus que pour le service des souverains étrangers, jusqu'à ces temps marqués par la sagesse d'en haut, où l'édifice vermoulu s'écroula sous les foudres de la Révolution française. Le Valais, lié par le funeste précédent de la *Ligue d'Or*, prit part au traité que, le 9 mai 1715, les Cantons catholiques conclurent avec la couronne de France, traité dont la ratification fut accompagnée de cadeaux et de chaînes d'or de grand prix pour les députés des Cantons, tandis que ceux-ci rendaient hommage au portrait du roi Très-Chrétien, élevé sur la grande porte de la cathédrale de Soleure. Ce traité singulier ne fut lu qu'une fois aux députés, puis renfermé dans

une boîte cachetée, d'où vint le nom qui lui fut donné de *Schachtel-Bund* (en patois *Trückli*) Ligue de la Boîte (1). Cet acte a donné lieu à plusieurs commentaires; et il est bien constant aujourd'hui, qu'à la suite d'articles patens qui tendaient au maintien de la religion catholique et à la sécurité réciproque des Etats contractans, il s'en trouvait de secrets où le monarque français promettait son assistance pour ramener les Cantons hérétiques, et notamment Berne et Zurich, dans le giron de l'Eglise; pour rendre Genève, Lausanne et le pays de Vaud à la Savoie, donner un prince français à Neuchâtel; pour reconstituer, en un mot, la Confédération sur des bases qui eussent rendu les treize Cantons parfaitement égaux en territoire et en population. Telles furent ces œuvres de nos pères que l'on oppose toujours à la corruption des temps modernes!

Les successeurs de Louis XIV cherchèrent, par des maximes plus habiles, à étendre sur toute la Confédération l'influence que le vieux monarque dévot avait voulu exercer sur la Suisse catholique. Le régent, Louis XV, Louis XVI, ne se prévalurent jamais du traité de la Boîte; ils préférèrent, par des traités de commerce, par des arrangemens pour le sel, par des pensions, par des cadeaux, par des titres, surtout par l'attrait des capitulations militaires, établir en Suisse une influence à l'abri

(1) Ce paquet, dont les sceaux furent rompus en 1798, existe dans les archives de Lucerne; il portait pour suscription : *Ne doit être ouvert qu'en présence de l'Envoyé du Valais.*

des événemens. Lorsqu'ils y furent parvenus, ils se gênèrent moins et ménagèrent si peu, en maintes occasions, les justes susceptibilités d'un peuple libre, que les Suisses le témoignèrent souvent avec amertume. En 1744, le roi étant venu à Huningue, les Suisses n'en tinrent aucun compte et n'envoyèrent point d'ambassade à un prince qui ne paraissait pas disposé à les recevoir honorablement.

Plus tard, la crainte de voir les Suisses se rapprocher de l'empire, fit adopter une politique plus conciliante. En 1777, sous l'ambassade de M. de Vergennes, une alliance défensive fut conclue à Soleure entre les treize Cantons et leurs alliés d'une part, et la couronne de France de l'autre, pour le terme de cinquante ans. Elle assurait des avantages importans aux membres du corps helvétique. Le Valais y prit part; le traité fut signé en son nom par le *landshauptmann* Wegener et le *landschreiber* Gassner. Mais les belles promesses du traité furent mal accomplies; et lorsque les Suisses voulurent s'en prévaloir dans l'intérêt de leur commerce, il leur fut répondu, en l'année 1780 : « Que les devoirs
« du gouvernement envers ses sujets, et les principes
« d'une sage économie politique ne lui permettaient pas
« d'établir un monopole au profit d'étrangers. » Cette alliance de 1777 est une époque intéressante pour le Valais ! dès ce moment son député prit séance régulièrement aux Diètes suisses; jusqu'alors il n'y avait siégé que sur une invitation spéciale. Le Valais entretenait aussi des relations particulières avec la cour de Sardaigne : depuis 1742, un régiment de quatorze cents Va-

laisans était au service de la cour de Turin. Ces relations n'étaient pas toujours bienveillantes : le roi de Sardaigne fit séquestrer, en 1750, des propriétés du couvent du Saint-Bernard, parce qu'on ne faisait pas droit à ses prétentions concernant l'élection du prieur ; les deux Etats eurent aussi de longues discussions pour des rectifications de frontières. Quoi qu'il en soit, le Valais, depuis la guerre du Toggenbourg, avait traversé la plus grande partie du dix-huitième siècle dans une paix profonde, qu'avaient à peine troublée quelques débats sur des élections d'évêques ; et si le service étranger n'avait mis plusieurs de ses citoyens en rapport avec l'Europe, il est probable que tous les bruits du monde seraient venus expirer au pied des hautes Alpes qui l'enseignaient. La rudesse des mœurs et l'ignorance de beaucoup de besoins étaient pour le peuple une compensation à sa pauvreté. La négligence dans la culture des terres et dans l'économie domestique montrait assez que, depuis des siècles, un concours de causes morales et politiques le retenait dans une honteuse ignorance.

Le gouvernement cheminait comme ces vieux rouages qu'il faut se garder d'examiner : si l'on veut y faire une réparation minime, ils s'anéantissent et tombent en poussière. L'évêque avait vu, depuis le milieu du seizième siècle, convertir en titres honorifiques les droits réels qu'il prétendait tenir comme prince de l'empire, et il avait solennellement renoncé à cette qualité de prince, en octobre 1613. Il était encore nominalemeut *prefectus et comes Vallesie* ; il présidait le *Landrath* ; on battait

monnaie : en son nom ; il avait le droit de grâce , mais son pouvoir temporel était borné , d'une part , par les droits généraux du pays , de l'autre , par les franchises de la ville de Sion : c'était une espèce de doge de Venise. Quant à une direction administrative , à une jurisprudence civile ou criminelle , à une justice fondée sur les lois , il n'en était pas question. Les sept petites républiques indépendantes appelées dizains , savoir : Conches, Brigg, Viège, Raron, Loèche, Sierre et Sion, formant ensemble trente paroisses, avaient chacune leurs conseils et leurs tribunaux , et nommaient chacune anciennement deux et plus tard quatre députés au Landrath ou Diète du pays, que convoquait le Landeshauptmann, et qu'il présidait alternativement avec l'évêque ; ce dernier représentait un dizain ; dans certains cas il se joignait au Landrath deux députés du chapitre. Cette assemblée , qui se réunissait deux fois par an , votant suivant des instructions méticuleuses , pourvue d'attributions très-limitées , ne sachant et ne pouvant faire le bien , représentait dans les relations extérieures la république du Valais ; elle était à la fois le corps administratif supérieur, le conseil législatif et le tribunal suprême, tant pour le pays souverain que pour le pays sujet. Lorsqu'elle n'était pas réunie, le Landeshauptmann, assisté en certaines occasions d'un conseil permanent, veillait à l'exécution des lois. Le Landrath nommait, suivant un ordre de rotation , les gouverneurs ou châtelains des dizains ou bannières du pays sujet, au nombre de six, savoir : Monthey, Ardon, Saillon, Entremont, Martigny et Saint-Maurice, comprenant vingt-

cinq paroisses. Les gouverneurs, nommés pour deux ans, étaient à la fois administrateurs et juges : disons mieux, ils n'étaient là que pour amasser quelques écus au moyen de cette soi-disant justice, qu'ils savaient bien se faire payer. Les communes avaient leurs administrations particulières dans le Haut et le Bas-Valais ; les maisons religieuses avaient aussi leurs privilèges et leurs fortunes particulières (1).

En résumé, ce gouvernement n'avait ni le savoir, ni le vouloir, ni le pouvoir ; aussi n'a-t-il pas laissé un établissement utile, pas un monument de son existence, rien qui puisse le rappeler au souvenir des générations futures. Il est vrai qu'il était pauvre ; ses revenus étaient bornés. Aujourd'hui le mot impôt fait frissonner les Valaisans, alors il n'eût pas même été compris ; on cheminait d'habitudes en habitudes, de traditions en traditions ; et telle était l'insouciance générale, que les métiers même les plus nécessaires étaient pratiqués par des étrangers. La seule force prépondérante dans le pays, le clergé, n'avait aucun moyen, ou peut-être aucun désir de faire sortir le Valais de cette torpeur. Il n'avait qu'à perdre en influence au plus léger changement. Ainsi un peuple brave, hospitalier, bienveillant, loyal, végétait dans une enfance prolongée, au milieu d'un paradis ter-

(1) Comme les Dizains désignaient les candidats pour les places de gouverneurs du pays sujet, les hommes qui y prétendaient allaient solliciter à prix d'argent dans chaque commune, et ils se récupéraient de ces pertes sur leurs administrés.

restre dont son imprévoyance faisait un désert. Nous cherchons en vain quelques hommes distingués dans le Valais pendant cette longue période ; sans doute, l'abbaye de Saint-Maurice renfermait quelques savans modestes, dont le nom ne nous est pas parvenu, à l'exception toutefois des chanoines *Rivaz*, connus par des travaux astronomiques importans et par des recherches historiques. — S'étonnera-t-on si le pays ne comprenait pas les enseignemens redoutables que le monde extérieur commençait à lui donner, lorsque la savante Zurich, lorsque la judicieuse Berne et tant d'autres ne savaient pas les entendre ? Cependant un cri de liberté avait traversé les mers ; cependant au delà de l'Atlantique ces mots : *plus de sujétion, fraternité, indépendance*, avaient été un cri de victoire, devant lequel avaient reculé les pavillons de l'Angleterre ; cependant aux lieux où trois siècles plus tôt les sauvages erraient dans les forêts vierges, treize brillantes étoiles, emblèmes de treize jeunes nations, apprenaient au monde que lorsque des sujets ont conquis par leur intelligence, leur persévérance et leurs travaux, une position sociale égale à celle de leurs maîtres, ceux-ci doivent cesser de l'être, et reconnaître pour frères ceux dont ils furent les dominateurs.

N'y avait-il pas quelque chose de mystérieux dans cet emblème ? et les treize étoiles de l'Amérique, semblables à l'astre conducteur qui guida les mages à la vérité et à la vie, ne semblaient-elles pas dire aux treize Cantons de l'Helvétie : « Fondateurs en Europe de cette « liberté à laquelle nous élevons aujourd'hui des autels

« sur les rivages du Nouveau Monde, soyez sages et
« prudents ; les temps ont marché, et vous n'avez pas
« marché avec eux. Ils ont grandi à vos côtés ceux dont
« votre vaillance sauvage fit naguère des sujets, ils sont
« venus à l'âge d'homme, et vous, vous touchez à la
« vieillesse ; donnez-leur ce qu'ils vont vous demander,
« ce qu'ils vous arracheront ; faites-vous des appuis
« contre la tourmente qui s'approche. Rajeunissez-vous
« par l'inoculation de nouveaux citoyens. Emancipez
« vos sujets ; faites-le, parce que cela vous est utile ;
« faites-le, surtout, parce que cela est juste. Ils sont mûrs
« pour la liberté, et la liberté, chacun y a droit lors-
« qu'il est *majeur*, lorsqu'il est apte à posséder cet
« héritage dévolu à tous les hommes, en tous les temps
« et dans tous les lieux. »

Ce langage, Berne ne sut pas l'entendre. Ah ! si elle l'eût écouté ; si elle eût appelé à la liberté Vaud et l'Argovie ; si elle eût fait de leurs habitans des soldats fanatiques de dévouement et de reconnaissance, au lieu d'ennemis acharnés ; si elle eût entraîné par son exemple les autres Cantons ; croit-on que l'Helvétie eût vu flotter sur ses montagnes les bannières étrangères ? croit-on que d'insolens Gaulois eussent osé violer l'antique asile de l'indépendance et de la liberté ? Berne, au moins, il faut le reconnaître, avait quelques excuses dans ses illusions, quelques titres à se croire supérieure à ses sujets. Mais le Haut-Valais, en vertu de quel mérite, de quelle supériorité morale ou intellectuelle, osait-il dire au Bas-Valais : « Vous continuerez
« à m'obéir ? » Aussi, lorsque le feu couvrait encore

ailleurs, il éclata dans son sein, ou plutôt l'étincelle électrique, courant avec rapidité du nord au sud, communiqua une commotion simultanée aux sujets des patriciens de Schaffhouse dans le district de Hallau, et aux vassaux du Haut-Valais à Monthey. Les uns et les autres, armés d'instrumens agricoles, de toutes les armes que leur fournit le désespoir, se précipitèrent sur leurs dominateurs. Ce soulèvement local n'eut pas de succès; les gens du Haut-Valais recoururent au seul moyen de conciliation qui fût à leur portée, à la force brutale; ils fondirent sur les mécontents, et ne furent arrêtés dans l'exécution de mesures plus sévères que par l'intervention des Confédérés. Le chef de cette insurrection fut un nommé *Bellet*, du Val d'Illyer, simple paysan, remarquable par sa force, son courage, sa bonne mine et son originalité; on conserve son portrait dans le pays, comme celui d'un héros populaire; mandé devant le landrath à Sion, pour y faire sa soumission, il s'y rendit en costume pittoresque et martial, et fit encore, dit-on, trembler ses maîtres. En 1794, il y eut un second mouvement dans le dizain de Monthey, qui fut suivi d'exécutions sanglantes; mais il paraît que cet événement se liait à des plans de brigandage, qui n'avaient aucun rapport avec la cause de l'émancipation. Au demeurant, ce n'étaient là que des avant-coureurs. Examinons si, comme membre du corps helvétique, le Valais trouvait dans les institutions fédérales alors existantes des motifs de sécurité.

La Confédération comprenait les treize Cantons et

les neuf états alliés ou associés (1) au corps helvétique, savoir : Saint-Gall (ville et abbaye), Bienne, Grisons, Genève, Valais, Neuchâtel, l'évêque de Bâle et Mulhouse (depuis la guerre de trente ans, les liens qui avaient uni la Suisse avec la ville de Rottwyll étaient à peu près rompus) ; trois petites souverainetés protégées ; enfin, dix-huit baillages, communs à tous les Cantons, ou à quelques-uns d'entr'eux seulement (2). Dans le nombre des pays sujets, il s'en trouvait qui jouissaient de franchises et de privilèges plus ou moins étendus. Ce mélange hétérogène de gouvernans, de gouvernés, d'alliés, de protecteurs, de protégés, composait une Confédération d'états que devaient diriger un Vorort et une Diète. Il n'existait point de pacte général ; la Confédération s'était formée par une agrégation successive des états autour du centre commun, les trois Cantons fondateurs, Uri, Schwytz et Unterwald. Ces actes d'agrégation n'étaient point identiques. Les huit anciens Cantons possédaient des droits qui n'appartenaient point à leurs frères cadets ; ainsi les huit anciens pouvaient, en réservant toutefois les droits de l'alliance confédérale : conclure des traités avec les états étrangers, leur déclarer la guerre, conclure la paix, tandis que les cinq derniers étaient obligés, pour effectuer ces mêmes opérations, d'obtenir l'assentiment préalable de leurs confédérés ; ils devaient aussi rester neutres si la

(1) *Zugewandten Orte.*

(2) Appenzell n'avait part qu'au gouvernement du Rheinthal ; il était exclu de tous les autres.

guerre civile éclatait entre les anciens, et revêtir l'office de médiateurs. Cette médiation dans les guerres intestines et le maintien de l'indépendance à l'extérieur, tels étaient les grands objets de l'alliance fédérale.

Zurich était le Vorort perpétuel; il transmettait aux états les affaires qui intéressaient la Confédération et convoquait la Diète; mais il n'avait aucun pouvoir et ne pouvait rien ordonner de son chef dans l'intérêt de la Confédération. La Diète se composait des députés des treize Cantons; Appenzell et Glaris ne votaient qu'autant que les deux parties, entre lesquelles chacun de ces Cantons était divisé, se trouvaient d'accord. Dans l'Unterwald, Obwald et Nidwald envoyaient alternativement le député qui votait au nom du Canton, avec un suffrage entier. L'abbé et la ville de Saint-Gall, et Bienne, siégeaient et votaient aux Diètes générales; mais les autres états alliés (*Zugewandten*), comme le Valais, ne prenaient séance que lorsqu'ils étaient invités. Depuis 1777, le Valais prit séance habituellement.

Les députés des huit anciens Cantons étaient placés sur des sièges plus élevés que les autres.

La Diète se réunissait jadis dans des lieux indéterminés; plus tard, elle se réunit régulièrement une fois par année à Bade, et depuis la paix d'Arau à Frauenfeld.

Les députés votaient suivant les instructions les plus minutieuses, et donnaient bien rarement un vote définitif. Les discussions se terminaient ordinairement par une prise *ad audiendum*, *ad referendum*, *ad instruendum*, et rarement *ad ratificandum*. Bien peu de résolutions réunissaient une majorité; il y en

avait encore moins qui fussent obligatoires pour tous les états, et dans ce dernier cas même, la résistance, l'amour-propre, l'égoïsme, paralysaient l'effet de toutes les décisions. De là résultait l'impossibilité d'instituer quelque chose d'utile pour la Confédération ; le *Défensional*, cet acte du dix-septième siècle, qui posait le principe d'une défense commune et réciproque, se contentait de fixer le contingent de chaque Canton, laissant à ceux-ci le soin d'instruire et d'organiser leurs troupes suivant leur caprice ou leur bon vouloir. Quelques associations particulières ayant en vue l'utilité publique, s'efforçaient d'opérer pour le bien général ce que la Diète était impuissante à accomplir. La Société Helvétique, et d'autres sociétés, militaires et économiques, doivent être mentionnées avec de justes éloges.

La Diète tomba dans un tel discrédit au dix-huitième siècle, que les envoyés étrangers ne prirent plus la peine de s'en occuper.

Depuis que la Suisse avait arboré deux bannières religieuses, les véritables Diètes étaient d'une part celle des états catholiques à Lucerne, et de l'autre celle des réformés à Arau. Ces deux assemblées enveloppaient leurs tractations d'un profond mystère. Le gouvernement des Baillages communs était l'opération la plus intéressante, parce qu'elle était productive pour les parties intéressées.

Tous les dix ans on renouvelait le serment de l'alliance, vaine formule qui ne servait qu'à rendre plus frappante la faiblesse de cet antique lien. — Telle était la Confédération ; édifice usé, qu'avaient élevé jadis la

passion pour la liberté, la soif de l'indépendance, le sentiment d'un danger commun, le besoin d'un appui mutuel. Sa position géographique, ses souvenirs, la jalousie réciproque des grands états ; et pourquoi n'ajouterions-nous pas, la protection divine, l'avaient maintenue depuis trois cents ans, à l'abri des attaques du dehors ; mais elle était incapable de résister aux coups de la tempête. Il eût fallu des prodiges de dévouement et d'union pour compenser la faiblesse du lien politique ; tandis que la jalousie des Cantons entr'eux, celle des villes et des campagnes, la méfiance réciproque des catholiques et des réformés, paralysaient tous les efforts que faisaient quelques hommes sages et clairvoyans pour changer en un acte clair et précis, les divers lambeaux de traités qui unissaient ou plutôt qui *désunissaient* les Suisses. On opposa à toutes ces tentatives, cette réponse péremptoire : *Il faut l'unanimité des états pour opérer un changement quelconque.* Depuis la seconde journée de Vilmergen, les petits Cantons catholiques renonçant au rôle agressif que leurs forces ne comportaient point, s'étaient réfugiés dans la résistance passive ; cette résistance, ils l'étendaient à tout. Alors, comme aujourd'hui, toute idée d'améliorations et de progrès venait échouer devant leur veto. Mais alors ils croyaient leurs montagnes inaccessibles, et aujourd'hui, où les souvenirs de Schwytz et de Nidwald sont encore vivans, ils conservent ces mêmes illusions ! Cette réponse prévalut, et la Confédération tomba comme l'épi sous la faucille ; elle tomba sans *résistance*, et nous pouvons presque dire sans *honneur*.

Les actes d'héroïsme isolés, qui accompagnèrent sa chute, rendent selon nous cette chute plus honteuse; ils font voir ce qu'auraient pu produire le courage, soutenu par l'esprit de sacrifice et par l'union. O, Suisse, chère et belle patrie, auras-tu donc toujours des yeux pour ne point voir, et des oreilles pour ne point entendre!

Cependant le temps ne manqua point au corps helvétique. Les premières phases de la révolution française s'accomplirent sans que l'indépendance de la Suisse fût sérieusement menacée. Il est vrai que les régimens au service de France furent licenciés avec dédain, il est vrai que les proconsuls français prirent avec elle un ton de hauteur insultant. Toutefois la France, harcelée par l'Europe, n'osa pas grossir le nombre de ses ennemis, en déclarant la guerre aux plus vieux républicains de l'ancien monde. Alors comme aujourd'hui la Suisse ne sut prendre aucun parti. Elle avait à choisir : adopter franchement, non les excès, mais les principes de la révolution française ; jeter le gant aux rois de l'Europe ; revenir elle-même à son point de départ, et sans prendre part à la lutte armée, annoncer qu'à la première agression contr'elle, elle livrerait à la France les Alpes et cinquante mille vaillans soldats. Mais il fallait alors faire soi-même sa révolution, appeler les sujets à l'indépendance, rendre au peuple ses droits envahis. Voilà ce que demandaient les *clubs* suisses organisés à Paris, dans les nombreux pamphlets dont ils inondaient l'Helvétie. Voilà ce que souhaitèrent bien des patriotes éclairés. Elle pouvait, d'autre part, renforçant le principe

aristocratique, porter le défi à la Convention ; demander compte du sang de ses enfans versé au 10 août, de la violation du territoire de l'évêché de Bâle ; appeler ses peuplades à la défense de l'humanité et des autels. Tel était l'avis courageux d'un vieillard, doué d'une de ces âmes fortes qui n'empêchent pas les hommes et les états de succomber, mais qui les font tomber debout, tout ensemble, fiers, respectés, prêts à ressortir du tombeau au signal de la trompette de l'ange. C'était l'avoyer de Berne, *Nicolas Frédéric de Steiguer*.

Il y avait des chances pour la Suisse dans l'une et l'autre de ces alternatives : elle recula devant une décision ; elle gronda sourdement, elle fit la moue ; elle montra aux uns du mauvais vouloir, aux autres une nullité complète ; les deux partis se retirèrent d'elle. Enfin, elle pouvait essayer une neutralité armée ; elle en eut la velléité. Les coalisés la sommèrent de défendre son territoire, qu'ils sauraient, disaient-ils, défendre eux-mêmes. Elle appela ses contingens. Un cri d'effroi retentit dans les petits Cantons. « Cela nous coûtera de
« l'argent, dirent-ils ; à quoi bon des soldats ? Plaçons
« quelques poteaux sur nos frontières ; qu'ils portent
« cette inscription : « Ce pays s'appelle la Suisse ; les
« ancêtres des hommes qui l'habitent ont triomphé, il y
« a trois siècles, de Charles-le-Téméraire. »

Ils croyaient, les insensés, que ces souvenirs suffiraient à les protéger : de cette pépinière de soldats, à peine put-on rassembler deux mille hommes, pour faire respecter par l'Europe en armes, le sol qu'avaient foulé tant de héros !

L'envoi, comme ministre de France, d'un homme bienveillant, Barthélemy, en 1792 ; la conclusion de la paix de Bâle entre la grande république et le roi de Prusse en 1795, donnèrent à la Suisse quelques apparences de repos ; mais la fortune se déclara contre la France, ses armées poursuivies par l'Autriche, se rapprochèrent du Rhin. La Suisse essaya alors de couvrir ses frontières : elle décréta la formation d'un corps d'observation, le 9 octobre 1796. Le contingent de Berne fut fixé à quinze mille hommes, dont cinq mille étaient destinés à la défense du pays de Vaud. Le 6 décembre de cette année, les Autrichiens entamèrent le territoire bâlois. La France se plaignit, et les officiers bâlois qui commandaient sur le point compromis, encoururent une punition sévère. Un cordon de neutralité fut établi au petit Huningue : le colonel Scheuzer, de Zurich, le commandait ; il fit exécuter des retranchemens armés de batteries. La paix de Campo-Formio arrêta pour un temps les hostilités.

Mais les incertitudes de la Suisse devaient porter leur fruit ; la France avait appris que les gouvernemens suisses la redoutaient et la détestaient, et la France de son côté avait appris à dédaigner l'Helvétie ; elle lui avait épargné la guerre, elle l'attaqua par la propagande : c'était appliquer la mèche à une mine prête à éclater.

Aussi longtemps que le sort de la révolution française fut incertain, les défenseurs du privilège en Suisse purent concevoir quelque espérance de conserver ce qui leur tenait tant à cœur. En effet, les premiers mouve-

mens de Hallau, du Bas-Valais, de Vaud, des bords du lac de Zurich, en 1790 et 1795, furent étouffés par la terreur. Mais lorsque la victoire eut sanctionné la déclaration des droits de l'homme ; lorsque l'on put envisager la portée du décret de la Convention nationale du 15 décembre 1792, qui promettait *aide et assistance à tous les peuples qui réclamaient la liberté*, il fut aisé de prévoir quel serait le sort de l'Helvétie. Genève avait donné le signal ; elle avait suivi toutes les phases de la révolution française ; elle en avait fidèlement copié les folies, les inconséquences et les horreurs. L'abbaye de Saint-Gall fit des concessions sages : elles auraient dû être un avertissement pour les maîtres ; elles ne furent qu'un encouragement pour les sujets. Le mouvement s'étendit à la Thurgovie et au Rheinthal. Il fut plus décisif dans la Valteline, à Chiavenna et à Bormio. Ces trois belles contrées, sujettes des Grisons, en contact avec l'Italie, que les victoires de Bonaparte remuaient jusque dans ses entrailles en 1797, réclamèrent des Grisons l'égalité ou l'indépendance. La réponse se fit attendre : l'épée de Bonaparte trancha la question ; elle enleva en pleine paix, au corps helvétique, des provinces importantes. La Suisse dévora ce nouvel outrage. Le 16 avril de cette même année, des mouvemens éclatèrent dans les baillages italiens ; en même temps les Suisses perdirent l'homme, dont le caractère droit et conciliant avait su conquérir leur estime et leur confiance : Barthélemy venait d'être nommé *Directeur*, poste dangereux, d'où il fut précipité par la proscription qui atteignait successivement tous les gens

de bien. La conduite violente de la France envers Venise, devait faire pressentir à la Suisse le sort qui l'attendait. Les projets formés contre elle devenaient tellement évidens, qu'un législateur français, Dumolard, les dénonça publiquement dans un discours du 28 juin 1797 (1). Le Directoire de France avait compris, en effet, que le moment d'accomplir ses desseins contre la Suisse était arrivé, et, pour que rien ne manquât à la honte de celle-ci, elle tomba sous les coups, non des sauvages et énergiques chefs du comité de Salut Public, qui promenaient dans l'Europe leur liberté terrible, mais elle céda aux attaques de cinq hommes sans pudeur, nommés Directeurs, qui, peu soucieux des droits et des libertés populaires, couvraient de ces noms respectables leur avidité, leur misérable soif de l'or.

Nous n'avons pas mission de décrire des événemens dont nous n'avons voulu présenter qu'un rapide tableau. Bientôt Mulhouse et l'évêché de Bâle, détachés du tronc helvétique, furent réunis à la grande nation; Vaud reçut des encouragemens. Assuré du concours de la France, les soulèvemens s'y multiplièrent; une armée française, commandée par Ménard, s'en rapprocha. Les troupes bernoises l'évacuèrent sans coup férir; la république Lémanique fut proclamée. La cause des Vaudois était juste; elle méritait un autre baptême que celui qu'elle reçut de Mengaud et de Ménard. L'honnête Barthélemy avait été remplacé en Suisse par Mengaud; Mangourit avait été envoyé en Valais, Guyot dans les Grisons. A

(1) *Moniteur*, juin 1797.

Bâle, le peuple des campagnes se souleva, les châteaux des baillis devinrent la proie des flammes, la révolution fut accomplie.

Ce fut sous ces auspices que la dernière Diète de l'ancienne Confédération se rassembla à Arau, le 26 décembre 1797, et qu'un député, celui de Glaris, osa dire : « Qu'il ne comprenait pas pourquoi l'on s'inquiétait, la France ne manifestant aucun mauvais dessein « contre la Suisse. »

Après beaucoup de vaines paroles, le 25 janvier 1798, au son des cloches, au bruit du canon, les députés prêtèrent, pour la dernière fois, leur serment de Confédérés ; ils jurèrent de vivre et de mourir ensemble, de défendre la patrie, de rester fidèles au souvenir de leurs aïeux ; le lendemain ils se séparèrent pour ne plus se revoir : le désordre devint général.

Quelques semaines auparavant, Bonaparte se rendant au congrès de Rastadt, avait traversé la Suisse plus en triomphateur qu'en étranger voyageur. Il s'était arrêté complaisamment dans le pays de Vaud, patrie du général Amédée de La Harpe, qui, proscrit par les Bernois, était devenu un des glorieux compagnons de ses campagnes d'Italie et était mort au champ d'honneur. Lausanne, Moudon furent illuminés sur le passage du jeune héros. Il s'arrêta à l'ossuaire de Morat, rendit hommage à la mémoire des anciens braves, et manifesta quelque dédain pour leurs descendants (1). Il gardait

(1) « Quelle était la force de l'armée du duc de Bourgogne ? » demanda-t-il à un magistrat fribourgeois qui se trouvait près

rancune aux Suisses ; les Valaisans avaient refusé à ses troupes le passage sur leur territoire , l'année précédente. Le 2 décembre 1797, les Grisons avaient accompli leur révolution. Chaque jour les journaux du Directoire devenaient plus menaçans. On a peine à en croire ses yeux, quand on lit dans le *Moniteur* de cette époque la nature des griefs articulés contre la Suisse. La France reprochait en particulier aux Bâlois d'avoir pris des commissions trop élevées sur le prix des fournitures qu'ils avaient faites pour l'armée française..... Quel *casus belli* !...

Le 5 janvier, le gouvernement français garantit, par un arrêté, à tout Vaudois, la liberté individuelle ; dès lors, le pouvoir des Bernois fut anéanti de fait. Le général Ménard entra dans le pays de Vaud avec son armée, sous le futile prétexte d'un prétendu guet-apens contre deux hussards français, près de Moudon. Le mouvement insurrectionnel gagna bientôt la frontière du Valais et il ne s'y arrêta pas. Le 28 janvier 1798, les auto-

de l'ossuaire. « 60,000 hommes , » lui répondit le magistrat « C'est impossible , » dit Bonaparte , « elle aurait couvert ces collines. » Il avait raison , le corps du comte de Romont avait été détaché , et l'armée du duc n'excédait pas 40,000 hommes. Il examina l'ossuaire et fit la remarque qu'il y avait beaucoup d'os d'animaux ; arrivé à Morat il fut l'objet de la curiosité générale. « Est-il possible , » s'écria un bon Moratois qui le considérait avec attention , « qu'un si grand homme ait un si petit corps ! » — « C'est la taille d'Alexandre , dit un officier. » — « Ils ont bien d'autres traits de ressemblance , » répliqua le Moratois. (Extrait du *Moniteur*, septembre 1797.)

rités de Saint-Maurice « abdiquèrent leurs pouvoirs entre
« les mains d'un comité de dix-huit personnes choisies par
« le peuple ; le gouverneur haut-valaisan partit le même
« jour, en abandonnant les clefs du château. » Monthey,
Martigny et le dizain d'Entremont suivirent l'exemple de
Saint-Maurice. Le gouvernement s'était avisé quelques
jours auparavant, mais un peu tard, de concéder au Bas-
Valais l'égalité des droits ; quelques semaines plus tôt,
cette concession aurait satisfait les opinions et les aurait
toutes ralliées.

Les premiers jours du mois de mars de cette même an-
née virent l'antique Berne expirer, retrouvant à son heure
suprême le courage qui avait fait monter si haut son re-
nom, qui avait attaché un saint respect à ses étendards.
Nous ne redirons point ces journées de deuil ; toutefois ce
n'est pas sans orgueil que nous lisons, dans les rapports
officiels des généraux français, ces témoignages de l'es-
time que de généreux adversaires surent leur inspirer.
Le style dévergondé de l'époque donne à ces récits un
caractère de vérité plus frappant. « Les soldats des
« oligarches, disaient-ils (*Moniteur* du 13 mars 1798),
« ont combattu avec une vaillance digne d'une meilleure
« cause ; lorsque nos soldats, touchés d'un si grand cou-
« rage, voulaient les épargner, ils se précipitaient en
« furieux sur nos canons pour empêcher qu'on n'avancât
« sur leur patrie. Nous n'avons dû nos succès qu'à la
« supériorité de notre artillerie et de *nos généraux*. »

Le reste de la Suisse assista à cette lutte *l'arme au bras* !

Les communes réunies du Valais avaient formé un

comité central constituant; ce comité décréta dans ce même mois de mars :

1° Que les taillabilités et les droits personnels étaient abolis, et l'homme rendu à sa dignité;

2° Que les cens et redevances féodales étaient rachetables, et que le taux en serait équitablement réglé;

3° Que les poursuites pour faits politiques étaient annulées, les condamnations abrogées, les bannis rappelés;

4° Que les hommes qui en avaient été l'objet, n'avaient jamais perdu leur innocence et leurs droits de citoyen;

5° Que les sentences pour délits communs, prononcées suivant les formes légales, seraient maintenues;

6° Que les peines afflictives et infamantes ne frappaient que les individus et non les familles.

Certes, si l'on compare ces premières déclarations d'un peuple émancipé aux fougueuses déclamations de leurs voisins, on reconnaîtra qu'ils étaient dignes de la liberté, ces hommes qui ne séparaient point les notions de la liberté du besoin de l'ordre et de la justice.

Brune, le conquérant de la Suisse, voulut en être le législateur; il ne fut pas heureux dans ses essais. Il créa, le 16 mars 1798, une République Rhodanique, composée de cinq Cantons : *Léman, Sarine et Broie, Oberland, Valais et Tessin*, avec l'accompagnement obligé d'un Corps législatif et d'un Directoire exécutif. Cette république devait avoir pour sœurs deux autres républiques : l'une, dite le *Tellgau*, aurait compris les petits Cantons; l'autre, la République helvétique, pro-

prement dite, aurait été formée du reste de la Suisse. Cet état nouveau dura dix-sept jours. Le 22 mars, ce même Brune proclama la Suisse République une et indivisible, et ordonna qu'un congrès national se réunirait à Arau; puis il quitta la Suisse, honteux de ses mésaventures législatives, et laissa à Schaumbourg le soin de compléter l'œuvre de la démolition qu'il avait si bien commencée, et de tenter la reconstruction où il avait échoué.

La plus grande partie de la Suisse se résigna : dix Cantons avaient déjà envoyé leurs députés à Arau, et la République helvétique fut constituée avec un grand Conseil, un Sénat et un Directoire de cinq membres. Ces derniers étaient des hommes modérés : Oberlin, Bay, Pfiffer, Legrand, Gleyre ; ils sommèrent les récalcitrans de se joindre à eux. La Thurgovie, Saint-Gall et Appenzell obéirent à regret ; le Valais , heureux d'être suisse, interrompit l'œuvre de sa reconstitution particulière : les petits Cantons refusèrent. Aloys Reding releva le gant que venait de jeter Schaumbourg. Nous ne retracerons pas , pour les affaiblir, ces scènes de gloire et de malheur, ces journées toutes empreintes de la poésie des anciens âges, où les héros de Morgarten, se soulevant des tombeaux dans lesquels ils sommeillaient depuis cinq siècles, saluèrent avec orgueil leurs héroïques descendans. Ce fut un brillant météore ; son éclat fut passager. Ils avaient pris les armes le 20 avril et le 12 mai.... l'antique liberté du Grutli était descendue au cercueil ! Les mêmes causes qui avaient armé les petits Cantons avaient soulevé le Haut-Valais : c'étaient

l'horreur de l'étranger, l'horreur du changement, la voix des prêtres. Cependant, peu de jours auparavant, l'évêque de Sion avait fait remise de ses droits de souveraineté à la Diète d'Arau. Le Bas-Valais avait accueilli avec transport la révolution ; dans le Haut-Valais même, le dizain de Rarognes procédait déjà aux élections que la nouvelle constitution lui imposait. Mangourit, le résident de France, invitait par ses proclamations le Haut-Valais à cesser de s'opposer au nouvel ordre de choses ; mais à Conches , à Loèche et dans les montagnes , le cri *aux armes !* retentit avec furie. L'évêque, abjurant la paix, publia un mandement incendiaire ; les prêtres le répétèrent, appelant le peuple à la défense de la religion menacée, et promettant que saint Théodule, saint Maurice, que les vieux martyrs protecteurs du Valais , marcheraient devant ses drapeaux. Près de quatre mille Valaisans répondirent à cet appel : tels que le Rhône impétueux qui arrose ces contrées, ils se précipitèrent sur Sierre, le soulevèrent et se présentèrent devant Sion, qui leur ouvrit ses portes, tandis que le résident s'enfuyait à Saint-Maurice. Ils ne s'arrêtèrent pas à la capitale, et, le 15 mai 1798 , leurs avant-postes occupèrent Saxon, à deux lieues de Martigny. Les dizains inférieurs savaient quel sort leur préparait l'insurrection triomphante ; ils appelèrent les Vaudois à leur secours. Sept cents hommes et six pièces de canon marchèrent à la première réquisition. Un combat d'avant-garde eut lieu à Saxon ; les Valaisans se retirèrent derrière la Morge, torrent qui coule en avant de Sion et qui était jadis la limite du pays sujet. Deux jours après ils y furent

attaqués par le général Lorges, avec une division franco-vaudoise et douze pièces de canon. Ils occupaient une bonne position flanquée, et ils la défendirent avec intrépidité, disputant chaque ravin, chaque rocher, chaque arbre, chaque maison ; le bataillon Mont-Serrat, détaché sur la gauche, vers les montagnes, y soutint les combats les plus acharnés : « Presque tous les hommes furent blessés, » dit le rapport du général français.

Enfin les Valaisans cédèrent, les Français parurent devant Sion où le drapeau blanc fut arboré ; mais par une méprise fatale, au moment où le peloton d'avant-garde des Français se présentait aux portes, il fut accueilli par un feu de mitraille. Si les Valaisans ne connaissaient pas les lois de la guerre, les Français oublièrent celles de l'humanité : Sion fut livré au pillage, le sang y coula par torrens, un prêtre fut égorgé tandis qu'il portait le saint-sacrement. Les Valaisans essayèrent encore de résister dans les bois de Finges, entre Sierre et Loèche, et dans les montagnes. Le général français leur envoya une dernière sommation : ils devaient payer 600,000 francs de contributions, déposer les armes, livrer les auteurs de l'insurrection, relever les arbres de la liberté. Les Valaisans se soumirent ; la contribution fut réduite à 150,000 francs : c'était bien assez pour ce pauvre peuple. Plus de soixante de ses principaux citoyens furent enfermés à Berne et à Chillon ; enfin, ils acceptèrent la nouvelle Constitution, réservant leur haine et leur vengeance pour des temps meilleurs.

Tout disparut de l'ancienne Suisse, tout, hors les souvenirs, qui sont trop haut placés pour que les op-

presseurs puissent les atteindre. La République une et indivisible fut proclamée avec dix-neuf Cantons ou départemens , régis par des préfets ; si quelques noms anciens étaient conservés, ils semblaient l'être par une amère dérision. Il y avait des Cantons d'Argovie, de Baden, de Bâle, de Bellinzona, de Berne, de Fribourg, du Léman, de la Linth, de Lugano, de Lucerne, de l'Oberland, du Sentis, de Schaffouse, de Soleure, de Thurgovie, des Valdstetten, du Valais, de Zurich et des Grisons.

Cependant, à tant de maux, succédèrent quelques jours de calme ; les Conseils helvétiques cherchaient à lier le passé à l'avenir : ils respectèrent les droits privés, conservèrent les bourgeoisies, rendirent le droit de libre établissement universel ; ils proclamèrent des amnisties ; ils eurent l'intention de cicatriser les plaies récentes. Mais ce n'était pas le compte de la France, et pour faire comprendre à la Suisse tout ce qu'elle voulait entasser sur elle d'injustices et d'humiliations, elle lui envoya les commissaires Rapinat et Rouilhères..... Nous ne souillerons point ces pages du récit de tous les vols, de toutes les violences que se permirent ces odieux agens. Les arsenaux de la Suisse furent vidés. *On désarme à force la Suisse*, disait le *Moniteur*. Le pays fut écrasé de contributions ; les sceaux nationaux posés sur les caisses publiques furent brisés ; ces caisses furent pillées ; enfin, joignant l'outrage à la dévastation, les commissaires français osèrent prétendre qu'ils étaient les maîtres du pays, et qu'ils pouvaient en modifier à leur gré la législation. Rapinat fit chasser du Directoire,

Pfiffer et Bay, et les remplaça par Ochs et La Harpe. Le Directoire de France, qui ne rougissait de rien, rougit enfin des procédés de Rapinat : il rappela cet homme, beau-père du directeur Rewbell.

La France et la Suisse s'unirent par un soi-disant traité d'alliance : peut-il exister d'alliance entre un maître et un serviteur ?

La législature helvétique ordonna dans toute la Suisse la prestation d'un serment civique ; le Valais s'y soumit, mais Schwytz, Unterwald et Appenzell le refusèrent, et, oublieux des malheurs passés, ils défièrent de nouveau les vainqueurs de l'Europe et le sénat d'Arau.

La foudre atteignit les plus rapprochés ; la résistance de l'Appenzell, s'éteignit sans mesures coercitives. Le gouvernement helvétique, acerbe dans ses paroles, mais impuissant à agir, appela les colonnes de Schaubourg à son aide, et ce général les dirigea contre Nidwald. Ce pauvre peuple, les yeux fixés sur le passé, ignorant du présent, attendit le choc du colosse sans en être ému. Les vieux drapeaux flottèrent dans les airs, les vieux cœurs battirent dans les poitrines ; mais le miracle de David, contre le Philistin, ne devait pas se renouveler. Entre les journées de deuil qui ont affligé la Suisse, nulle ne fut plus cruelle que le 9 septembre 1799. Nous n'en redisons point les détails.

Au lever de l'aurore de ce jour-là, Nidwald était un lieu de délices ; quand le soleil disparut derrière les montagnes, c'était un désert. Cependant au milieu de sa colère, le doigt paternel de Dieu se montrait encore ;

il voulut qu'un peuple, qui avait vécu de souvenirs héroïques, descendit au tombeau en laissant un renom sur la terre ; et il dicta à Schaumbourg ces paroles de vérité consignées dans son rapport : « C'est la journée la plus chaude de ma vie ; j'ai perdu bien du monde ; « jamais on ne combattit avec une telle valeur. »

Schwytz se soumit, et en fut quitte pour une contribution de 60,000 francs. Les conseils helvétiques voulurent en faire don à l'armée de Schaumbourg ; mais le général républicain les repoussa avec dédain, en déclarant que le vœu de son armée était que cette somme fût distribuée entre les malheureuses victimes de l'insurrection. A défaut d'or, le gouvernement helvétique prodigua l'adulation. Il décréta *que l'armée française avait bien mérité de l'Helvétie* ! Escher, de Zurich, osa seul combattre ce honteux décret. Ainsi la dévastation, la misère, le désespoir et la honte étaient les prémices de cette nouvelle ère de félicité ; tous les liens se relâchaient ; les Grisons se séparaient de la république et appelaient les Autrichiens, le sol de l'Helvétie se couvrit de patriotes Grisons, qui fuyaient leur patrie.

Le moment de la délivrance parut arrivé pour les ennemis de la révolution. La fortune avait abandonné les Français : Suvarow en Italie, l'archiduc Charles, Hotze et Korsokoff en Suisse, avaient refoulé les armées de la république ; la moitié de l'Helvétie était en leur pouvoir ; encore quelques jours et la France aurait à défendre la ligne du Jura. Ces succès des coalisés furent salués avec joie dans une partie de la Suisse ; le malheureux pays fournit à toutes les armées belligérantes ses contingens.

Le Valais ne resta pas à l'abri de la réaction. Les dizains supérieurs reprirent les armes ; ils y furent encouragés par la proclamation que, le 11 mai 1799, les généraux russes et autrichiens, Milloradovitch et Wukassowitch, adressèrent de Brigg au peuple du Bas-Valais. Elle l'invitait au nom de la religion à poser les armes, et elle se terminait ainsi : « Si au mépris de
« notre proclamation, si nonobstant les liens qui vous
« unissent au ci-devant Haut-Valais, si sans égard au
« désir de S. M. I. et R., énoncé dans la proclamation
« du prince Charles du 30 mars dernier, de voir réta-
« blir dans l'Helvétie l'ancien et légal ordre de choses ;
« si quelqu'un d'entre vous est trouvé les armes à la
« main, nous vous annonçons qu'il sera, sans grâce,
« passé au fil de l'épée, ses biens confisqués, sa femme
« et ses enfans ne seront pas même épargnés pour ser-
« vir d'exemple aux mutins. C'est pourquoi Valaisans,
« rentrez en vous-mêmes, tournez enfin vos armes con-
« tre vos véritables ennemis, qui vous trompent en se
« disant vos amis ; songez que votre dernière heure a
« sonné, et qu'il tient encore à vous, dans cet instant,
« de choisir votre parti. »

Ainsi encouragée, l'insurrection s'étendit bientôt dans toute la vallée du Rhône. Sion fut occupé de nouveau, et le Bas-Valais envahi ; les insurgés, commandés par le comte de Courten (1), s'avancèrent jusqu'à Martigny,

(1) Le comte de Courten, qui depuis commanda un régiment de la Garde française et un régiment au service de Rome, avait alors 19 ans ; les paysans armés se rendirent

mais les secours promis n'arrivèrent point ; les troupes françaises et vaudoises, et celles du Bas-Valais, marchèrent derechef ; on se battit avec acharnement à Martigny et à Sierre. Au *bois de Finges*, entre Sierre et Loèche, les Valaisans maintinrent leur position avec bravoure et intelligence, et la ruse seule parvint à les déloger le 28 mai. Ils résistèrent encore à Viège, puis ils se dispersèrent en partis isolés qui se maintinrent, quoique sans résultat, jusqu'à la fin de la guerre en Helvétie.

Cet événement eut lieu au mois d'octobre 1799. La bataille de Zurich des 25 et 26 de ce même mois, et les désastres de Souvarow, anéantirent les espérances de la coalition ; les débris de ses armées évacuèrent la Suisse. Ce malheureux pays offrait un spectacle désolant ; la misère était partout, l'épuisement était général : on le comprendra sans peine, lorsque nous dirons que les réquisitions s'élevaient pour le seul Canton de Zurich à près de 15,000,000, dans le petit pays de Glaris à plus de 2,000,000, et dans le Canton de Berne, avec la spoliation du trésor à plus de 43,000,000 de francs ! Voilà ce qu'il en coûta pour avoir abandonné la patrie ; il n'en eût pas coûté la moitié pour la défendre pied à pied. Nulle part le tableau des malheurs publics, n'était plus sombre que dans le

à Sierre, chez lui, et le proclamèrent leur chef. Il refusa ce dangereux honneur. « Ah ! tu ne veux pas venir, lui dirent-ils, parce que tu as peur qu'on brûle ta maison ; eh bien, pour t'ôter ce souci, nous allons la brûler nous-mêmes ; » le comte de Courten céda. C'est son fils qui a commandé les hommes du Haut-Valais, au mois d'avril 1840.

Haut-Valais. A peine si les habitations les plus élevées avaient été épargnées ; la plaine n'était qu'un désert ; les habitans affamés erraient autour de leurs demeures consumées. Cependant, au milieu de ces désastres, les Haut-Valaisans rêvaient encore domination , tant ce sentiment était enraciné dans leurs cœurs. La bienfaisance privée chercha à soulager tant d'infortunes, les orphelins furent recueillis et secourus dans le Bas-Valais ; on redevint frères dans le malheur. Les conseils helvétiques votèrent des secours aux Valaisans ; une première somme de 6,000 francs fut mise à la disposition du commissaire helvétique dans ce pays , pour procurer des outils d'agriculture, et quelques provisions à ceux qui avaient tout perdu. Un commissaire du gouvernement, Zschokke, défendit avec un zèle honorable la cause de l'humanité dans les Waldstetten.

A tant de fléaux, vint se joindre celui de l'anarchie. Nous l'avons dit, le premier Directoire helvétique avait été composé d'hommes modérés, trop modérés pour plaire aux agens français ; les personnes avaient été changées.

L'un des nouveaux Directeurs était La Harpe. Nous laisserons à d'autres à faire connaître son caractère et sa vie ; qu'il nous suffise de dire ici, que, frappé de la nullité où était tombé le corps législatif, il conçut l'idée de sauver la patrie par un coup d'état. Il voulait que le Directoire prit en main tous les pouvoirs, et que les Conseils législatifs fussent ajournés ou dissous. Trois de ses collègues consentirent à soutenir ce dix-huit Brumaire au petit pied ; deux autres , dont faisait partie

le président Dolder, s'y opposèrent. Réunis au Corps législatif, ils furent les plus forts ; et le 7 janvier 1800 , prévenant le coup dont ils étaient menacés, les conseils proclamèrent la dissolution du Directoire et le remplacèrent par une commission de sept membres, dont les deux Directeurs fidèles, Dolder et Savary, firent partie. La Harpe échappa à l'arrestation dont il était menacé et s'enfuit à Paris, où Bonaparte reçut assez froidement son maladroit imitateur.

La législature avait renversé la constitution ; elle donna une nouvelle preuve de cette vérité que l'expérience des siècles a confirmée, qu'il est plus facile de détruire que de réédifier. Après bien des mois, et après avoir prononcé beaucoup de paroles, elle en revint au remède ordinaire, un coup d'état. Le 7 août, la force armée ferma la porte des deux conseils, et en dispersa les membres ; la commission exécutrice les remplaça par une commission législative de quarante-trois personnes. Celle-ci revit et modifia le projet conçu par le précédent corps législatif. Encouragée dans ses travaux par le traité de Lunéville, du 9 février 1801, dont l'article onze consacrait le droit de chaque état à se constituer librement, elle termina au mois de mars de cette année un projet de constitution, basé sur le principe unitaire. Mais avant de le soumettre au peuple, elle l'envoya prudemment au premier consul. Celui-ci ne l'approuva pas : il avait compris que pour rendre la paix à la Suisse il fallait s'éloigner de l'unité, et se rapprocher du fédéralisme ; il avait compris que la pauvre Helvétie ne pouvait supporter le poids de dix-huit administrations cantonales,

de dix-huit tribunaux de Canton, de trente mille municipaux, de trente mille régisseurs. Il renvoya un contre-projet qu'on a appelé le projet de la Malmaison, qui tenait le milieu entre les deux systèmes. Il ne satisfit personne; le principe de la représentation proportionnelle y était établi; c'en fut assez pour effaroucher les petits Cantons.

Dans ce projet, Bonaparte préludait à l'accomplissement de ses vues sur le Valais : il demandait que cet état fût détaché de la Suisse, et il offrait en échange le Frickthal, qui avait appartenu à l'Autriche. Le Valais et la Suisse s'élevèrent contre cette proposition. La commission législative se remit à l'œuvre, en s'efforçant d'accorder les opinions de ses meneurs et les volontés du premier consul. Enfin, elle convoqua, pour le 7 septembre 1801, une Diète qui devait revoir le projet primitif, le rejeter ou le sanctionner; le Valais y envoya ses députés. Mais l'anarchie s'introduisit dans le sein de la Diète, comme elle avait envahi tous les pouvoirs qui l'avaient précédée. Le parti fédéraliste, représenté par Aloys Reding, s'en retira brusquement, et le 27 octobre 1801, aidé du concours obligé des troupes françaises, le corps législatif déclara la Diète dissoute, et la remplaça par un sénat. Le parti fédéraliste y domina; appelé à nommer le pouvoir exécutif, le sénat éleva Aloys Reding à la dignité de premier landamman. Le nouveau pouvoir fut, comme ceux qui l'avaient précédé, prodigue de promesses et de flatteuses espérances; et comme ceux qui l'avaient précédé, le landamman se hâta d'aller à Paris prendre le mot d'ordre dans le salon du premier consul. Il n'y trouva pas le secret de ramener la Suisse à l'union

et à la paix. Ce nouveau gouvernement ne fut qu'un tiraillement perpétuel entre le fédéralisme et l'unitarisme. Le premier finit par succomber. Au mois d'avril 1802, Reding et ses amis rentrèrent dans la vie privée.

Un autre événement qui intéresse plus directement notre sujet, s'était accompli pendant ce même mois d'avril 1802 : le sort du Valais avait été décidé. Depuis deux ans ce Canton suisse était occupé par la division du général Thureau, qui formait l'extrême droite de l'armée d'Helvétie. Employé d'abord à repousser les ennemis et à réprimer l'insurrection, ce général avait fait preuve d'habileté militaire ; il en montra plus encore lorsqu'il reçut la mission d'opprimer un peuple inoffensif et malheureux, mission digne de celui qui avait organisé dans la Vendée les trente colonnes infernales. Piller les caisses administratives, séquestrer les impôts, destituer les fonctionnaires publics, les arrêter, les exiler ; en un mot jouer, au nom de l'égalité et de la liberté, le même rôle que les baillis de l'Autriche avaient joué au commencement du quatorzième siècle dans les Waldstetten, au nom du despotisme, tels furent les actes de Thureau. En vain le Gouvernement helvétique fit-il entendre ses protestations ; en vain adressa-t-il ses plaintes à Paris : le général et son gouvernement les repoussèrent avec dédain. Des troupes furent placées à discrétion dans les communes, les habitans furent contraints de fuir leurs demeures ; et cependant, disons-le bien haut à l'honneur de cet excellent peuple valaisan, le malheur opéra ce que trois siècles de vie commune n'avaient pu faire : il réunit le Haut et le Bas-Valais dans

une pensée unanime, celle de tout souffrir plutôt que de céder. Les députés de quatre-vingt-treize communes du Haut et du Bas-Valais traversant les neiges des hautes Alpes, le 2 mars 1802, se rendirent à Berne pour protester contre tout projet qui tendrait à séparer le Valais de la Suisse. « Comme un enfant, disaient ces députés, « qu'on veut arracher à une mère chérie, la serre dans « ses bras, pour empêcher qu'on ne le sépare d'elle ; « ainsi, nous venons nous réfugier dans le sein de la « mère-patrie, et lui demander protection et secours. »

Que pouvaient-ils pour les autres, ceux qui ne savaient se protéger eux-mêmes ? Le 4 avril, le premier consul déclara que le Valais formerait un Etat indépendant. Il eût pu se contenter de dire : *Je le veux*, et ne pas ajouter avec dérision : « Qu'il croyait ainsi faire droit « aux vœux souvent manifestés par le Valais. » Par une proclamation du 5 septembre 1802, signée Thureau, Lambertenghi et Muller-Friedberg, les républiques française, italienne et helvétique se déclarèrent les protectrices du nouvel Etat, et reconnurent son gouvernement formé d'une *Diète* et d'un Conseil d'Etat de trois membres, avec autant de suppléans. Le chef de l'Etat était un grand-bailli : M. Augustini revêtit le premier cette charge. Le pays était divisé en douze dizains ; la représentation proportionnelle était établie, et le principe de l'égalité des droits reconnu. Ce même jour, la musique du 87^{me} de ligne français, appela le peuple à se réjouir de l'indépendance mensongère qu'on lui donnait ; le canon des fêtes se fit entendre, le drapeau rouge et blanc, orné de douze étoiles flotta dans les airs ; l'évêque chanta le

Te Deum : diner, feu d'artifice, illuminations , transparents, rien ne manqua à l'expression de la joie ordonnée ; le premier toast fut : *A Napoléon Bonaparte, le restaurateur du Valais !* Nous avons choisi pour épigraphe le vers de Virgile, qui brillait en transparent sur la maison de M. Dolbec ; puisse cette épigraphe être plus vraie aujourd'hui qu'elle ne le fut alors.

En Suisse, la crise approchait de son terme ; le gouvernement provisoire, sans force , voyait partout son autorité méconnue ; des bandes effrénées parcouraient les campagnes dans le Léman : on les nommait *brûle-papiers*. Elles entraînaient dans les anciennes maisons seigneuriales, dévastaient les archives, brûlaient tous les titres, espérant par là anéantir tous les droits ; il fallut l'aide des Français pour arrêter ces insensés.

Pendant une assemblée de notables élaborait, à Berne, une nouvelle constitution ; elle fut mise au jour le 20 mai 1802 ; soumise à l'acceptation du peuple , 72,000 voix l'acceptèrent, 92,000 la rejetèrent, mais 166,000 non votans, furent comptés comme acceptans, et la Constitution devint la loi de l'Etat. L'inévitable Dolder fut mis à la tête du gouvernement comme landamman. Un état de choses forcé ne pouvait durer ; une haute intelligence voulut accélérer la crise finale, et l'ordre fut donné aux troupes françaises d'évacuer la Suisse à journées d'étapes : elles quittèrent le pays dans les premiers jours d'août. Aussitôt le fédéralisme se releva les armes à la main. Le 28 du même mois, les troupes d'Unterwald attaquèrent et battirent l'avant-garde helvétique sur la Rengg, entre Lucerne et Obwald ; l'insur-

rection s'étendit comme un feu dévorant ; les sentimens si longtemps comprimés reprenaient leur essor. Le 15 septembre, les insurgés entrèrent à Zurich ; le 16, Arau leur ouvrit ses portes ; le 18, ils se présentèrent devant Berne, et ils y entrèrent le lendemain ; les contingens de tous les Cantons y furent réunis. Au bruit des acclamations d'un peuple en délire, le Gouvernement helvétique s'enfuit à Lausanne ; les Suisses le poursuivirent. Le 30 septembre, ils culbutèrent les troupes helvétiques à Faoug, près d'Avenches : celles-ci ne tinrent plus nulle part. Le 3 octobre, dix mille hommes couronnaient les sommets du Jura ; Lausanne était à leurs pieds. Le courageux préfet du Léman, Henri Monod, faisait en vain battre la générale ; le Gouvernement helvétique n'avait plus d'autre alternative que de fuir au delà de la frontière ou de se soumettre aux vainqueurs. Un aide de camp du premier consul, le général Rapp, arrêta le mouvement ; il intima l'ordre de cesser les hostilités : il fallut obéir. Cependant, une Diète s'était réunie à Schwytz, sous la présidence d'Aloys Reding. Ses premières paroles avaient été de proclamer l'oubli du passé et l'égalité des droits ; mais vingt mille français, sous les ordres de Ney, venaient appuyer la mission de Rapp. La Diète se sépara, et le Gouvernement helvétique rentra à Berne, le 18 octobre. Ce n'étaient cependant pas des pensées d'oppression qui avaient dirigé le premier consul ; il voulait donner à la Suisse le repos dont elle avait tant besoin. Il appela à lui, dès le mois de novembre suivant, cette *Consulta* de cinquante députés suisses, dont plusieurs plumes éloquentes ont décrit les travaux. Toutes les

opinions y furent représentées et y eurent un libre essor. Après six semaines de travaux, la *Consulta* soumit son œuvre au premier consul : il l'examina, l'approuva, et prit avec justice le titre de Médiateur de la Confédération suisse. Le 21 février, il remit solennellement cet acte aux députés de la Suisse, en l'accompagnant de paroles empreintes d'une admirable sagesse : « Ma médiation est
« pour vous, dit-il, ce que le gouvernail est à un vaisseau
« en danger de naufrage ; je vous la donne, ne l'abandon-
« nez pas , autrement votre indépendance est perdue. »

Napoléon demeura fidèle à ses promesses, et le conquérant de tant d'Etats fut, jusqu'au dernier jour de sa puissance, le médiateur et l'ami de l'Helvétie. L'histoire impartiale, rendra justice à cette œuvre qui liait si admirablement le passé, le présent et l'avenir, qui faisait la part de traditions chéries , tout en consacrant les grands principes pour lesquels on avait combattu : l'abolition des privilèges, l'égalité des droits, le libre commerce, le libre établissement ; qui rendait à la Suisse rajeunie, le fédéralisme, cette loi de son existence, et qui ouvrait une porte si large à tous les partis, que les aristocrates entrèrent en foule dans les gouvernemens de ces dix-neuf Cantons, où le principe de l'égalité des droits était expressément consacré. Après tant de malheurs, la Suisse reprit son rang entre les nations européennes. Elle goûta dix années d'une paix intérieure, qui lui permit de guérir de cuisantes blessures.

Nous l'avons dit, le Valais avait fêté, par ordre supérieur, le 5 septembre 1802, son retour à une indépendance dont il se défiait à bon droit. A peine la Confé-

dération suisse fut-elle constituée, qu'elle renouvela avec ses vieux amis du Valais une alliance offensive et défensive. Ce pays goûta quelques années de paix ; l'égalité des droits avait anéanti la source des querelles, une administration sage travaillait à réparer les maux de la révolution ; des lois très-sages furent votées, telles que les lois sur le rachat des dîmes, des fiefs, sur l'abolition de toutes les prestations personnelles et des coutumes locales. Sans doute, les progrès étaient lents : l'état des lumières chez le peuple et l'exiguïté des ressources de l'Etat expliquent cette lenteur. Ce n'est pas sans quelque surprise, toutefois, que nous avons entendu exprimer tant de regrets, parce que l'on n'était pas revenu, en 1815, purement et simplement à la Constitution de 1802. Cette Constitution, donnée par la France, n'avait qu'un seul objet : l'établissement de la route du Simplon ; les titres 2 et 3 s'en occupent exclusivement ; ils sont déclarés immuables. Le principe de l'égalité des droits est reconnu, il est vrai, mais à raison d'un député par deux mille habitans. Les présidens de dizains étaient députés de droit, l'évêque avait une voix délibérative, l'élection était une élection à *trois degrés* ; conseil de commune, conseil de dizains, Diète. Pour être éligible, il fallait avoir exercé des emplois ou avoir été officier ; il fallait parler l'allemand et le français ; enfin nous y retrouvons cette multiplicité de tribunaux que nous considérons dans nos Etats suisses, comme une plaie du pays. Nous l'avouons, le bien qui s'est opéré sous la Constitution de 1802, nous paraît tenir moins au mérite de cette Constitution, qu'à la

compression extérieure, qui forçait le gouvernement à s'occuper d'améliorations administratives, au lieu de se perdre dans des débats politiques.

Mais depuis longtemps le Valais était appelé à d'autres destinées. La route du Simplon, dont il avait admiré la haute conception, fut le lien qui servit à l'enchaîner. Napoléon voulait que des Français seuls eussent la garde de ce passage, et il fallut que les Valaisans devinssent Français ; la même parole qui les avait fait libres les rendit sujets. Le *Moniteur* du mois de novembre 1810 apprit à l'Europe, que le Valais était réuni à la France, et devenait le département du *Simplon*. Le motif apparent de cet anéantissement d'existence était singulier : « Le Valais, disait le considérant du décret, « n'avait pas tenu les engagements qu'il avait contractés « lorsque la route du Simplon avait été commencée. »

Le Valais ne fut pas convaincu de l'équité de la mesure et n'apprécia pas son bonheur ; il ne trouvait pas que le nom Valaisan lui fît déshonneur et dût se perdre à toujours. Que pouvaient de vaines plaintes ? Le 14 novembre 1810, le grand-bailli Stockalper, dans une dernière proclamation, annonça qu'il fallait se résigner et surtout se réjouir (1).

L'empereur communiqua son décret de réunion à la Confédération, en cherchant à la rassurer contre les événemens de cette nature qui pourraient l'atteindre.

Le Valais fut divisé en trois sous-préfectures : Brigg,

(1) Proclamation du 14 novembre 1810. *Stockalper*, grand-bailli.

Sion et Saint-Maurice ; son collège électoral fut fixé à soixante membres , et son conseil général de département à douze. Les diverses parties de l'administration, de l'instruction, l'administration de la justice, les tribunaux de justice, de paix et de police furent établis sur le modèle de ceux de la France. Les impositions y furent perçues comme dans le reste de l'empire, à l'exception, toutefois, des droits réunis.

L'évêché de Sion fut conservé ; l'abbaye de Saint-Maurice fut réunie au couvent du Saint-Bernard. Les habitans des communes furent admis, comme les bourgeois, à la jouissance des biens communaux. Un préfet bienveillant, M. Derville-Malechard, fut chargé d'administrer le pays. Heureux le Valais, si en perdant momentanément son indépendance chérie, il eût hérité, comme Genève, de quelques-unes des institutions judiciaires et administratives, dont il aurait recueilli plus tard, en les modifiant, des avantages précieux !

Il est vrai que le passage du Valais, sous la domination étrangère, fut court. L'astre qui avait ébloui le monde approchait de son déclin ; les neiges de la Russie affaiblirent l'éclat de ses rayons, et Leipsick lui enleva son auréole. Les Français repassèrent le Rhin ; l'œuvre que Napoléon avait accomplie en Suisse disparut avec lui. La neutralité sur laquelle il avait droit de compter, et que, à défaut de reconnaissance, l'honneur imposait à la Suisse le devoir de maintenir, ne fut qu'un vain mot ; les Suisses ne firent rien pour la défendre : ils rejetèrent cet acte de médiation qui avait été leur planche de salut. Chacun releva la tête ; beaucoup re-

demandèrent le passé. Ce vœu était naturel à Genève et dans le Valais, c'était redemander l'indépendance ; mais il eût dû ne pas aller plus loin, ne pas se rattacher à des souvenirs de privilège que la sagesse devait anéantir.

La Providence permit que les hommes politiques à qui fut confié l'examen des intérêts de la Suisse, fussent assez prudents pour conjurer l'orage que de folles prétentions allaient exciter.

Nous renfermant dans ce qui concerne particulièrement le Valais, nous regrettons d'avoir à dire, qu'outre les vœux si naturels qu'il manifestait d'être de nouveau réuni à la Suisse, le Haut-Valais, à peine délivré du joug, voulut l'imposer à ses concitoyens, et réclama son ancienne souveraineté sur le Bas-Valais. Il proposa une constitution basée sur ces prétentions : il voulait rétablir les sept anciens dizains, n'en donner que trois au Bas-Valais, et constituer une Diète dans laquelle chaque dizain enverrait quatre députés. Les ministres alliés intervinrent avec sagesse ; leurs paroles méritent d'être recueillies. Après quelques réflexions générales, ils disent : « Les ministres ont mûrement réfléchi aux motifs
« que l'on a mis en avant pour soutenir les prérogatives
« du Haut-Valais. Si les souvenirs respectables de l'an-
« cien ordre de choses ne peuvent avoir perdu toute
« leur autorité, ils ne sauraient néanmoins prévaloir sur
« les droits que le Bas-Valais a acquis depuis seize an-
« nées ; la population de cette partie, sa liberté recon-
« nue, les principes démocratiques sur lesquels toute la
« Constitution repose, exigent une proposition plus équi-

« table dans le nombre et la répartition des dizains. Les
 « ministres n'hésitent donc pas à déclarer, que la de-
 « mande du Haut-Valais, tendant à conserver les sept
 « anciens dizains et n'en donner que trois au Bas-Valais,
 « est absolument inadmissible. »

Après avoir posé le principe d'équité, les envoyés tergiversèrent ; ils proposèrent :

Cinq dizains supérieurs peuplés de 18,850 âmes.

Trois dizains du centre avec 15,163

Cinq dizains du Bas avec 29,514

reconnaissant franchement que cette disposition avait pour objet d'assurer aux dizains supérieurs, une prééminence égale aux dizains du Bas-Valais, avec 11,000 âmes de population de moins, et de donner « à la ville
 « de Sion, une position plus favorable à ses anciennes
 « institutions aristocratiques. » Chaque dizain n'aurait eu qu'une voix, l'évêque et le grand-bailli auraient eu chacun un suffrage, et les deux vice-baillis un suffrage, lorsqu'ils auraient été d'accord ; l'évêque était le seul ecclésiastique qui pût faire partie de la Diète. D'après cette combinaison, en supposant aux deux extrémités du pays des nuances d'opinion bien tranchées, le vote décisif aurait toujours appartenu aux dizains du centre, qui auraient déterminé la majorité.

Cette note, en date du 23 octobre 1814, était signée *Schraut, Krudener et Addington*. Nous l'avons reproduite pour montrer combien les vues des puissances étaient plus sages que celles des meneurs du Haut-Valais ; aussi ces derniers réclamèrent-ils fortement contre les bases proposées. Des conférences s'ouvrirent à Zu-

rich, chez le ministre d'Autriche ; on en vint à faire entendre les mots de séparation en Haut et Bas-Valais. Cette proposition fut repoussée par la Diète et par les puissances elles-mêmes qui réclamèrent le maintien de l'unité du Canton. Fatigué de tiraillemens et de secousses, le Valais pouvait être tenté quelquefois de regretter ce régime français, où il trouvait, sinon l'indépendance au moins le repos ; des scènes orageuses eurent lieu dans le sein de la commission constituante. Enfin, après dix mois d'une lutte opiniâtre, les puissances signataires de l'acte du congrès de Vienne firent comprendre au Valais qu'il était temps d'en finir. Le congrès venait de décider la réunion du Valais à la Suisse, comme Canton. Napoléon reparaissait sur le sol français ; il fallait se constituer. La Constitution du 12 mars 1815 fut adoptée ; ouvrage d'une volonté étrangère, cette constitution ne fut pas soumise au peuple, ni même aux conseils des dizains (1) ; elle mécontenta les deux partis. Elle ne réalisait point dans toute leur étendue les rêves de suprématie dont s'était bercé le Haut-Valais ; aussi fit-il insérer une protestation au protocole, déclarant qu'il ne se soumettait qu'à la nécessité. D'autre part, le Bas-Valais voyait repoussé le principe pur et simple de la représentation proportionnelle : chaque dizain devait nommer quatre députés quelle que fût sa population, le territoire était divisé en treize dizains, Conches, Brigg, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion, Herens, Con-

(1) Voyez Constitution de 1815, Pièces justificatives.

they, Martigny, Entremont, Saint-Maurice, Monthey. On retrouvait plusieurs dispositions tirées de la Constitution de 1802, l'élection à trois degrés, le référendum des lois attribué dans certains cas aux communes, dans d'autres aux conseils de dizains. Les arrêtés dérivant des obligations fédérales n'étaient pas soumis au référendum.

Le conseil exécutif était composé de cinq membres, dont deux devaient nécessairement appartenir aux dizains occidentaux.

Dans l'intention de tous les partis, cette Constitution fut considérée comme une œuvre transitoire. Les uns la regardaient comme le marche-pied qui devait les ramener au trône de la suprématie; les autres la considéraient comme une pierre d'attente qui disparaîtrait lorsque l'édifice constitutionnel pourrait être assis sur la base large et solide de l'égalité des droits.

Mais c'est aux constitutions que devraient s'appliquer surtout ces paroles du livre de vie. « La lettre tue et l'esprit vivifie. » Nous n'appartenons pas à cette classe d'hommes qui croient que les nations doivent être classées suivant certaines formules applicables à tous les temps et à tous les lieux. Nous pensons, au contraire, qu'il n'y a d'universellement vrai que la morale et les grandes lois de la nature, car elles dérivent de la source même de l'éternelle vérité. Mais les œuvres des hommes sont au contraire éternellement changeantes, parce que l'homme étant infiniment perfectible, chaque pas est un échelon sur lequel il s'établit un moment pour reprendre haleine et pour monter plus haut. Nous

pensons encore que les moyens pour arriver à ce perfectionnement, sont infiniment variés ; le but est unique, mille chemins y conduisent. Appliquant cette manière de voir aux nations, nous croyons que les constitutions politiques, expression des besoins du jour et destinées à pourvoir aux éventualités de l'avenir, ne peuvent pas satisfaire complètement à ces dernières ; les vues bornées de l'homme ne peuvent jamais en avoir une perception nette et complète. Une constitution sera sans doute d'autant meilleure, et par conséquent d'autant plus durable, qu'elle aura mieux prévu les nécessités futures. Alors elle sera longtemps respectée ; mais elle ne le sera pas toujours , et il faudra la changer, lorsque les circonstances qui lui avaient donné naissance, et celles qu'elle avait prévues , auront disparu. Nous croyons aussi que c'est dans les spécialités d'un peuple, qu'il faut chercher les élémens de sa constitution, et non dans une pâle imitation de ce qui se pratique ailleurs. Autant vaudrait pour habiller et chauffer une armée, avoir une mesure unique d'habits ou de souliers. Dans ces spécialités nous comptons pour beaucoup les souvenirs historiques, puisqu'ils sont pour les hommes et pour les peuples le seul bien dont la possession ne peut être contestée.—Faisant application de ces données au sujet que nous traitons, nous ne dirons point, en parlant de la constitution du Valais : elle ne pouvait subsister, parce qu'elle se trouvait en opposition avec tel ou tel principe posé par l'Assemblée Constituante des Français, ou par le Congrès de l'Amérique du nord. Mais nous l'examinerons dans ses résultats ; nous avons le droit d'être

exigeans, car de l'aveu même de ses défenseurs, cette constitution fut l'œuvre de ministres étrangers ; elle fut acceptée par nécessité, le suffrage populaire ne l'avait point sanctionnée, et elle froissait l'égalité des droits, bases du gouvernement démocratique. Fruit d'une contrainte morale, cette constitution ne fut, ni l'œuvre d'une réconciliation sincère, ni la propre création du peuple. Nous ferons cependant abstraction de son origine, et nous rechercherons la somme de bonheur dont le peuple du Valais, régi par elle, eut à se féliciter ; cet examen nous fera comprendre plus facilement la cause et la nature des événemens que nous avons voulu décrire.

Ici se termine la première partie de cet écrit, résumé incomplet des événemens dont le Valais fut le théâtre dans les temps qui ne sont plus. Comme tant d'autres, il avait voulu essayer une quasi-restauration du passé, au moyen de la constitution de 1815 ; mais les restaurations, elles ne sont possibles qu'à certaines conditions, que les restaurés n'ont jamais su accomplir : nous verrons si le Valais fut plus heureux dans sa tentative.

UNE ANNÉE
DE
L'HISTOIRE DU VALAIS.

CHAPITRE PREMIER.

Le Valais sous la Constitution de 1815.

Dans le tableau rapide qui nous sert d'introduction , nous avons cherché à faire connaître quel avait été le Valais, et quelles furent les vicissitudes, et les destinées de cet état jusqu'au moment où la constitution de 1815 vint mettre un terme aux dissensions qui l'agitaient. Un terme, disons-nous ; non, ce fut une trêve, une courte trêve; il eût fallu des prodiges de sagesse et de bonne administration, pour que le peuple valaisan, tournant toute son attention vers les progrès de son bien-être intérieur, oubliât les griefs qu'il élevait contre la constitution de 1815, ou plutôt pour qu'il fût conduit à penser qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre le progrès vers lequel il voulait tendre, et son régime constitutionnel. Nous l'avouons sans embarras, notre croyance dans les mérites et dans les démérites d'une constitution

n'est point absolue ; nous venons de le dire , le bonheur des peuples n'est pas nécessairement dépendant de certaines formules.

Ainsi nous pensons, qu'une administration sage et intelligente, peut consoler de l'absence d'un régime constitutionnel; nous pensons aussi que ce régime, fût-il conçu par un ange, demeurera une lettre morte, si son développement est confié à l'ignorance, au mauvais vouloir, à la paresse, à la cupidité ; reconnaissons toutefois que dans l'état constitutionnel, le remède au mal est toujours possible, par un retour aux principes de la constitution, tandis que sous le gouvernement absolu le bien est, comme on l'a dit ailleurs, un heureux accident.

Le Valais, sous la constitution de 1815, pouvait être heureux et prospère, car la constitution ne défendait pas que le peuple fût instruit ; elle ne disait pas qu'il dût végéter dans la plus honteuse ignorance, qu'aucun moyen d'instruction ne lui serait offert; elle ne disait pas que le jeune Valaisan, doué par la nature d'heureuses facultés, n'aurait aucun moyen de les cultiver, que le monopole de l'enseignement serait concédé aux Jésuites, sans contrôle et sans inspection. Elle ne défendait pas que l'agriculture fût encouragée, que des travaux publics destinés au bien général fussent entrepris, que la justice fût bien administrée, que les emplois fussent accordés en vue du pays et non en vue des fonctionnaires, que les places fussent accessibles à tous, non-seulement en droit, mais en fait. La constitution n'empêchait pas que le Valais fût successivement doté d'un clergé qui conservât le dépôt de la foi, sans re-

pousser les lumières, qui ne fit pas à la foi, cette mortelle injure de la déclarer incompatible avec l'avancement de l'esprit et de l'intelligence. La constitution de 1815 ne disait pas qu'un cumul scandaleux des places dût exister, de telle sorte qu'un individu fût pourvu de sept ou huit emplois, dont quelques-uns devaient se contrôler réciproquement. Elle ne disait pas qu'une jurisprudence criminelle, barbare, dût être dépassée en absurdité par un système pénal, dont rougiraient les nations africaines. Elle ne disait pas qu'une prison centrale n'aurait pas même un registre d'écrou, que les détenus jetés dans ce repaire, sans qu'on sût pour quels motifs et pour quelle durée ils y étaient conduits, verraient leur jeunesse se perdre dans l'abrutissement, sans possibilité de régénération morale ; elle ne disait pas que des enfants de onze ans, coupables de vols minimes, y seraient envoyés pour leur vie ; que les sexes seraient confondus et livrés aux plus honteux désordres ; que là il n'y aurait d'organisé que la corruption, et que le système d'intimidation y serait mêlé à la plus incroyable insouciance ; que tandis que d'une part, on entendait le bruit des chaînes dans la prison, pour la plus grande commodité du geôlier, de l'autre ce même geôlier interrogé, répondrait au visiteur étranger : « Vous ne les voyez pas tous, les autres sont en vendanges » admirable système pénal, chacun à leur tour, dans les fers ou en vendanges.

Elle ne disait pas, la constitution de 1815, que les procès seraient interminables, que le conseil d'état, dont on pouvait invoquer la compétence, ne décidant jamais

sur cette compétence, arrêterait par là le cours des procédures pendant vingt années. Elle ne disait pas que le Conseil d'Etat, occupé de niaiseries, mettant gravement le holà dans les disputes d'auberge, laisserait sans réponse les réclamations les plus importantes, ne donnerait de solution sur rien, perdrait les pièces qui lui seraient confiées, interromprait ses travaux sous le prétexte le plus futile, laisserait le désordre le plus honteux s'introduire dans toutes les branches de l'administration, n'exécuterait des lois et des décrets que ce qui lui conviendrait, laisserait tarir les sources les plus précieuses de la fortune publique, telles que le produit des forêts et celui des postes, tandis qu'à côté de cet appauvrissement du pays, il permettrait à quelques hommes privilégiés de faire fortune au moyen des contraventions les plus scandaleuses. Elle ne disait pas, cette constitution, qu'on ne pourrait rien écrire, rien publier sans soumettre préalablement son écrit à une censure impitoyable et illégale (1). Elle se gardait de dire que le Valais s'effacerait tellement dans la politique fédérale, qu'il deviendrait un objet de risée pour ses confédérés; elle se gardait de dire qu'un peuple brave, patient, frugal, robuste, qu'un peuple, possédant tous les élémens qui font les bons soldats, ne recevrait ni organisation, ni instruction militaire, tellement que, fait pour être un des ornemens de l'armée suisse, gardien de sa frontière la plus importante, il serait placé au dernier degré de

(1) Le Valais sous la constitution de 1815 à 1839.

l'échelle des milices fédérales, par l'effet d'une administration détestable. Enfin, elle ne disait pas, elle ne pouvait pas dire, cette loi suprême du pays, que les trésors que la nature a prodigués au Valais, que le sens droit de ce bon peuple, que sa simplicité de cœur, que son esprit pieux, modéré, persévérant, que tous ces élémens du bien, seraient enfouis et perdus par l'inhabileté de ceux qui devaient cultiver ces heureux germes.

Non, la constitution de 1815 n'a point dit que ces choses dussent avoir lieu; si elles ont eu lieu, il ne faut pas l'en rendre responsable, mais on peut l'accuser de n'avoir offert aucun moyen de prévenir les maux, ou d'avoir écarté le remède qui pouvait les guérir.

Le tableau que nous venons d'esquisser, est-il celui que le Valais a offert dans les années qui se sont écoulées depuis 1815? Nous le pensons, nonobstant les dénégations; car les dénégations ne peuvent rien contre les faits. Nous estimons moins que personne le bonheur et la liberté arrangés par d'autres; et si l'administration qui prit les rênes de l'état en 1815, en ajournant l'avancement intellectuel du peuple valaisan, avait donné un grand développement à son bien-être matériel, nous la jugerions sans aucune sévérité. Mais en parcourant ce pays, en voyant l'incurie qui semble avoir présidé à tout, l'absence d'une direction raisonnée dans les travaux d'utilité générale, en voyant un peuple, exposé par sa position à tant d'accidens imprévus, et en voyant en même temps que rien n'a été conçu pour les prévenir ou les réparer, nous avons le droit de regarder comme fondés les griefs élevés contre l'administration

que la constitution de 1815 appela à la tête du pays.

Tel était l'état général du Valais. Cependant cette contrée, pliée sous le même niveau, présentait des nuances bien tranchées ; il est bon de les faire connaître pour l'intelligence des faits que nous aurons à raconter. — Beaucoup de causes peuvent concourir à l'avancement intellectuel d'un peuple, à ses progrès dans la civilisation. Nous indiquerons, en particulier, la facilité des communications de l'extérieur à l'intérieur, et la multiplicité des points de contact avec des peuples plus avancés. Sous ces rapports le Bas-Valais était dans des conditions meilleures que le Haut : la route du Simplon le parcourant en entier, y amenait les nombreux étrangers qui quittaient le Nord pour se rendre au Midi, ou qui du Midi retournaient au Nord. Sans doute le Haut-Valais participait à cet avantage, mais pour une partie seulement de son territoire : au delà de Brigg, il n'était en contact qu'avec les glaces éternelles ; les vallées perpendiculaires à la grande vallée du Rhône, vivaient dans une ignorance des choses de ce monde que l'on a peine à concevoir. Il n'en était pas de même dans la partie occidentale du pays. Si le populeux dizain d'Entremont, n'était pas riverain de la route du Simplon, il était parcouru dans toute son étendue par la route du Saint-Bernard, voie de communication très-importante et très-fréquentée. Ajoutons que les dizains de Monthey et de Saint-Maurice, parlant français, et séparés du Canton de Vaud seulement par le Rhône, étaient en communication continuelle avec ce beau Canton, où les principes d'une liberté sage, les conséquences qui en

découlent, et la culture de l'esprit faisaient chaque jour de nouveaux progrès.

Ce n'est pas tout ; comme deux sentinelles placées aux deux extrémités du pays, deux maisons religieuses étaient les postes de douaniers intellectuels qui devaient arrêter ou laisser passer les produits destinés à la consommation de l'intelligence : c'étaient d'une part, l'abbaye de Saint-Maurice, et de l'autre le collège des Jésuites à Brigg. Or, l'abbaye de Saint-Maurice savait réunir à la pureté de la foi, un esprit de tolérance et de libéralisme modéré, qui réagissait généralement sur les élèves qui sortaient de son collège, et sur le clergé du Bas-Valais ; elle se sentait assez forte pour permettre la pensée et la réflexion, tandis que les doctrines absolues, professées à Brigg, trouvaient des échos fidèles dans les curés de cette partie du pays, hommes ignorans, qui aimaient cette ignorance dont ils tiraient bon parti, et dont l'influence sur leurs ouailles ne se bornait pas au domaine spirituel.

L'évêque de Sion, qui dans ce pays éminemment et profondément catholique, avait un rôle si beau à jouer, ne sut pas ou ne voulut pas comprendre la mission qui lui était dévolue. Dans le Bas-Valais beaucoup d'hommes avaient acquis, soit par leur frottement avec l'administration française, soit par des voyages, soit par de bonnes études au dehors, un développement intellectuel qui leur rendait plus sensibles les défauts que présentait leur état intérieur. Ils avaient le désir d'un meilleur ordre de choses, ils entrevoyaient la possibilité d'y arriver, et ils s'indignaient des obstacles qui

les arrêtaient dans l'accomplissement de leurs désirs. Le Bas-Valais avait aussi l'avantage d'être *homogène*; le joug qui avait pesé longtemps sur lui, avait établi un niveau général; il n'y avait pas de nuances, pas d'intérêts de localité qui contrariaient le vœu général; enfin, les hommes du Bas-Valais avaient un peu de la vivacité de conception que l'on peut remarquer dans les races gauloises; elle contrastait avec le flegme germanique de leurs concitoyens des dizains orientaux. Ajoutons, que la longue domination qui avait pesé sur eux, les iniquités judiciaires auxquelles ils avaient été en butte, leur avaient donné un esprit un peu ergoteur, l'amour de la discussion, la poursuite du droit jusque dans ses dernières conséquences, une tendance à appliquer à la politique les principes rigoureux du droit civil. — Le Haut-Valais présentait plus de variétés. Sion était dans une position expectante; destiné à être dans toute combinaison le chef-lieu du pays, la résidence de l'évêque, il ne redoutait pas un changement, mais il n'avait pas de motifs pour le provoquer. Le dizain de Sierre offrait plus qu'aucune autre partie du Valais, une réunion d'hommes, que le service militaire avait mis en contact avec les états étrangers; c'était à bon droit que l'on avait surnommé ce riant pays, *la noble contrée*, on rencontrait à chaque pas dans les rues de ce bourg des comtes, des gentilshommes, des chevaliers. C'était le siège de la famille de Courten, dont presque tous les membres avaient obtenu, par le service étranger, des titres, des honneurs et des pensions. En consultant les anciens annuaires militaires, on voit des régimens dont presque

tous les officiers étaient des *de Courten*. On trouvait dans leurs demeures de l'urbanité, un accueil hospitalier, de l'aisance, en un mot l'existence de bons gentils-hommes de province. Ces hommes-là comprenaient mieux que d'autres ce qui manquait au Valais, ce qu'il aurait fallu lui donner ; mais leur existence à eux était basée sur le *statu quo*. Sierre était leur lieu de retraite, pourquoi en auraient-ils troublé la douce quiétude ? pourquoi auraient-ils lancé le pays dans un système d'améliorations qui, en élevant son bien-être, aurait déplacé les positions ? la leur était relativement bonne, pourquoi risquer de la changer ? Nous avons nommé la famille de Courten, parce qu'elle est la plus importante de celles qui habitent Sierre ; mais on aurait tort de croire qu'elle formait un *clan* obéissant à une impulsion uniforme. L'opinion politique de ses divers membres était différente ; ainsi, tandis que le grand-bailli était le chef de la résistance, son frère prenait peu de part aux affaires, et le fils de ce dernier, M. Joseph de Courten, désapprouvant formellement la ligne politique que l'on faisait suivre au Haut-Valais, s'était éloigné du pays ; il n'y revint qu'après l'assassinat de son malheureux père. Le général Eugène de Courten, et son fils le comte Louis ne prirent non plus aucune part aux débats politiques.

Loèche était divisé : était-ce le contact des étrangers que les bains amenaient chaque année ? n'était-ce pas plutôt le retour de quelques hommes qui avaient été chercher au dehors l'instruction qui leur manquait chez eux ? Il y avait à Loèche lutte entre le parti progressif

et le parti stationnaire. Restaient les quatre dizains orientaux, allemands purs, en défiance contre les idées venues de l'occident ; préférant la misère avec le repos, à l'aisance résultat du travail ; accessibles seulement à la voix des prêtres qui, l'avons-nous dit, aimaient un ordre de choses où l'influence pouvait s'acquérir sans études, sans talent et sans travail.

Dans une pareille situation, est-il surprenant que le Bas-Valais mécontent, examinât avec soin la constitution qui le régissait, pour chercher à en modifier les conditions de telle sorte que la majorité du pays pût écouter les griefs et voter des changemens ? Cependant ce ne fut pas du Bas-Valais que partit le premier cri de réforme : ce fut d'un des districts du Haut, de celui où siégea plus tard le parti du *statu quo* ; ce fut Sierre qui le fit entendre. Ce dizain, l'un des plus populeux, frappé de voir qu'il avait en Diète une représentation égale au dizain le plus faible, demanda un changement dans la représentation en 1820 ; cette demande, dictée par l'équité, fut repoussée.

Avant de continuer le récit des faits, nous devons justifier l'emploi du mot *équité*, dont nous venons de nous servir ; ce mot a une grande portée, et si le motif d'équité est admis, l'application ne doit pas en être bornée au Valais. Dans le principe, la communauté valaisane se forma par l'alliance que firent entr'elles de petites républiques appelées dizains. Chacune d'elles avait en propre son administration, ses tribunaux, ses biens, chacune d'elles représentait une unité de souveraineté. Dans cette position l'on peut comprendre, sans

toutefois l'approuver, que, la souveraineté étant l'idée dominante, chaque souveraineté distincte eût une voix égale dans les assemblées générales, quelle que fût son importance. Mais les changemens survenus depuis 1798 avaient totalement changé cet état de choses. Le Valais avait été reconstitué sur le principe de l'unité, les dizains n'étaient plus que des divisions territoriales, nommées ailleurs districts, arrondissemens, établies par des convenances administratives, et auxquelles il n'y avait aucune idée politique à rattacher. Nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'il est fâcheux de conserver les désignations quand les choses désignées ne sont plus les mêmes ; il en résulte de la confusion dans les idées, surtout chez les peuples qui réfléchissent difficilement.

Quoi qu'il en soit, le Valais était, avons-nous dit, constitué sur le principe de l'unité ; sa position, comme état libre et comme état suisse, lui imposait des charges à supporter, des devoirs à remplir. Ces charges étaient réparties sur tout le pays, elles l'étaient proportionnellement à la population ; là où il y avait plus d'hommes, on requérait plus de soldats et de plus fortes contributions ; or, le corrélatif de cette augmentation de charges, étant une augmentation d'influence par une part plus considérable à l'exercice de la souveraineté, la demande du dizain de Sierre était conforme aux notions de l'équité : il fournissait plus de soldats que le dizain de Brigg, il avait plus de charges que le dizain de Brigg, il était naturel qu'il réclamât, dans l'exercice de la souveraineté, une part plus considérable que le

dizain de Brigg. Sans doute, la forme de la réclamation n'était pas heureuse ; il ne fallait pas envisager la question de dizain à dizain ; il fallait s'attacher à l'idée simple de la représentation proportionnelle, telle qu'elle fut reproduite plus tard.

La demande du dizain de Sierre étant écartée, le Valais chemina avec sa chétive administration, jusqu'à la grande époque de 1830. Les idées qui fermentèrent alors dans tous les esprits ne pouvaient s'arrêter aux frontières du Valais ; il était impossible, qu'après une épreuve de quinze années, en présence d'une administration détestable, qui n'avait réalisé aucune espérance, il était impossible, disons-nous, que les hommes préoccupés de l'avenir du pays, ne cherchassent pas, en modifiant les conditions fixées par la constitution, à changer cet ordre de choses en un meilleur. Il ne s'agissait plus, comme en 1820, lorsque Sierre fit sa première demande, d'une simple notion d'équité ; les hommes qui réclamaient un changement se présentèrent appuyés sur les faits : ils étaient tous en leur faveur. Mais en raison même de l'excellence de leur cause, ils se sentaient trop forts pour être violens ; ils ne mirent point à profit, comme tant d'autres, l'effervescence du moment ; ennemis des choses, ils n'étaient point hostiles aux individus ; et faisant la part de la pression qu'avaient pu exercer sur le Valais les principes de la Restauration et de la Sainte-Alliance pendant quinze années, ils voulurent laisser à leur gouvernement le temps de venir à résipiscence, de provoquer lui-même les changemens reconnus indispensables, et de leur donner ainsi un ca-

ractère de spontanéité et de libre volonté qui devait en assurer la réussite et la durée.

Le gouvernement ne voulut, ou plutôt ne sut pas mettre à profit cette bonne position.

Au milieu de la paix profonde dont le Valais jouit pendant deux ans, les patriotes de ce Canton restèrent dans un calme honorable, aussi longtemps que des complications extérieures parurent menacer la Suisse.

Les deux principes qui se partagent le monde : le mouvement et la résistance, se heurtèrent en Suisse, comme ils se heurtaient ailleurs. Notre mission n'est pas de rappeler tous les événemens auxquels ils donnèrent lieu dans notre pays ; nous nous bornerons à dire ceux qui concernent spécialement le Valais.

Sa politique fut misérable. Une voix secrète criait au gouvernement, que, résultat d'une anomalie constitutionnelle, il devait se résigner à un changement, si le mouvement l'emportait sur la résistance ; elle lui disait, que le maintien du *statu quo* ne pouvait résulter pour lui que des principes proclamés par la ligue de Sarnen ; aussi toutes ses sympathies étaient pour elle, mais la hardiesse de Sarnen ne s'accordait pas avec sa timidité naturelle. Il ne put se résoudre à des mesures décisives, il prit le parti que prennent toujours les faibles et les inhabiles : il manifesta ses répugnances et ses sympathies, et il ne fit rien pour leur donner efficacité ; il courut de Schwytz à Zurich, de Zurich à Schwytz (1), es-

(1) Recès de la Diète de 1832 et 1833.

pérant, sans doute, se rendre considérable aux yeux des deux partis, tandis qu'il se rendait seulement ridicule. Le seul auxiliaire qu'il appela à son aide, fut l'ultramontanisme ; il acheta l'appui du clergé par la soumission la plus absolue, et, en ceci, il laissa loin derrière lui tous les membres catholiques de la conférence de Sarnen. Sa répugnance pour la nouvelle politique que la Suisse avait adoptée, était naturelle ; il prévoyait qu'en y prenant part il serait appelé tôt ou tard à en subir les conséquences, c'est-à-dire la reconnaissance de l'égalité des droits.



CHAPITRE II.

Tentative de changemens. — Première Constituante.

Cependant l'année 1833 avait avancé la solution de la question. Trop confiante dans des espérances que nous ne voulons pas pénétrer, la conférence de Sarnen avait voulu quitter ses positions défensives et prendre l'initiative de l'attaque. Chacun sait quel fut le résultat des expéditions de Prattelen et de Kussnacht; une de leurs conséquences fut de fixer, à Zurich, la députation errante du Valais. Mais d'autre part, ces événemens et les causes qui les avaient amenés, avaient fait une impression trop profonde sur les patriotes valaisans, pour leur permettre de conserver plus longtemps une position expectante; ils sentirent qu'il fallait réclamer ce qu'on ne paraissait pas disposé à leur offrir. Les délégués des quatre dizains occidentaux, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey se réunirent, et dans un Mémoire sous la date du 13 novembre 1833, adressé au Conseil d'Etat, ils demandèrent à ce corps de provoquer les modifications constitutionnelles nécessaires pour obtenir la reconnaissance du principe de l'égalité des droits et de la représentation proportionnelle (1). Cet écrit, remarqua-

(1) Mémoire adressé au Conseil d'Etat du Canton du Valais en novembre 1833.

ble par une modération d'expressions qui n'excluait point la force des pensées et du raisonnement, rappelait les diverses phases constitutionnelles que le Valais avait parcourues depuis 1798 ; il faisait sentir dans quel abîme ce pays fût tombé, si le gouvernement eût cédé complètement au penchant qui l'entraînait vers la ligue de Sarnen ; il démontrait par des chiffres irrécusables la justice de sa demande ; la nécessité absolue de donner au Valais une représentation qui fût l'expression fidèle de la majorité du pays.

Dès ce moment la question fut nettement posée, et tous les hommes éclairés durent prévoir qu'elle devait, tôt ou tard, recevoir une solution. Sous un vain prétexte d'informalité, cette demande, présentée à la session de décembre 1833 de la Diète valaisane, fut ajournée à la session suivante. A cette époque, les Polonais s'étaient réfugiés en Suisse ; leur tentative contre la Savoie avait eu lieu ; les réfugiés politiques agitaient la Suisse ; les notes des puissances étrangères étaient devenues menaçantes ; les essais de reconstitution fédérale avaient échoué ; les cantons sarniens avaient converti en une opposition systématique, au sein de la Diète, la résistance armée qu'ils avaient cherché vainement à lui opposer. Toutes ces causes furent exploitées par le gouvernement du Valais, et il obtint à la session de la Diète cantonale de 1834, que la discussion sur la représentation proportionnelle fût renvoyée à des temps plus tranquilles. Plus habile à diviser qu'à gouverner, il chercha par des menées sourdes à jeter la division dans le parti patriote ; les hommes que ce parti avait honorés de sa confiance

furent représentés comme des esprits inquiets, égoïstes, ambitieux, couvrant leurs vues particulières du manteau du bien public. Ces insinuations eurent quelque succès, et pendant quatre années la question constitutionnelle ne fut pas débattue. Dans cet intervalle, une complication grave avec la France vint occuper la Suisse, et fut suivie de l'affaire de l'espion *Conseil*. Dans cette dernière occasion, le chef du gouvernement du Valais, et avec lui la majorité de l'assemblée législative, donnèrent des instructions honorables à la députation valaisane ; le pays leur en sut gré, quoique, par un abus de confiance éminemment coupable, le député chargé de soutenir cette bonne instruction, l'eût mise de côté et en eût annulé l'effet (1).

Mais des incidens ne pouvaient détourner les patriotes valaisans du but qu'ils poursuivaient avec persévérance ; le bon sens du peuple avait fait justice des préventions par lesquelles on avait voulu l'égarer ; il avait reconnu que les hommes auxquels il avait donné sa confiance en étaient dignes, que la reconnaissance de leurs concitoyens et le sentiment du bien public étaient la seule récompense qu'ils ambitionnaient pour la tâche ingrate et pénible à laquelle ils s'étaient dévoués. Le peuple, consulté de nouveau, donna un mandat spécial à ses députés, pour réclamer la représentation proportionnelle. La question fut reprise à la session de mai 1838.

Cependant le Conseil d'Etat, quoique opposé en prin-

(1) Recès de la Diète fédérale, octobre 1836.

cipe au changement, était en état d'apprécier l'opinion générale du pays ; il comprit qu'il fallait se résigner et donner quelque satisfaction aux réclamans. En conséquence, il proposa, par voie de transaction, que les dizains conservassent chacun quatre voix, mais qu'ils eussent de plus un suffrage par 1,500 âmes de population, lorsque cette population dépasserait 4,000 âmes.

La majorité de la Diète accepta cette proposition, et les six dizains occidentaux, représentant une population de 43,000 âmes, y adhérèrent, mais les sept dizains orientaux, avec 32,000 habitans, la repoussèrent. Cependant les hommes un peu clairvoyans du parti de la résistance comprenaient que la partie sérieuse était engagée, et qu'il fallait se mettre en mesure de combattre. On appela des auxiliaires : le plus puissant était le clergé. Le 12 juillet 1838, l'évêque de Sion envoya une circulaire à tous les curés, pour requérir leur coopération par tous les moyens *en leur pouvoir*, etc. (1), afin de combattre l'esprit d'innovation ; il déclarait que le bonheur du Valais et le salut de la religion étaient intimement liés au maintien de la constitution de 1815.

Les délégués des dizains de Monthey, de Martigny et d'Entremont y firent, le 3 septembre, une réplique forte de raison et de patriotisme. Nous n'en citerons qu'une seule phrase : « La religion est fille du ciel ; elle
« est descendue sur la terre pour consoler et diriger
« l'homme vers les demeures éternelles, et non pour

(1) Circulaire de l'évêque de Sion à tous les curés, 12 juillet 1838.

« servir des intérêts matériels ou politiques, que la justice, qui est aussi une partie de son essence, ne peut
« avouer. »

Ces citoyens eurent l'honorable délicatesse de ne rendre cette réponse publique, qu'après la réconciliation avec la France en octobre 1838.

Le Bas-Valais, voyant que ses dispositions conciliantes étaient inutiles, reprit avec plus d'ardeur ses réclamations. Une vive fermentation régnait dans cette partie du pays; elle ne pouvait échapper à l'attention du Conseil d'Etat; il dut remarquer ces symptômes, faciles à reconnaître, qui annoncent qu'un peuple a pris une résolution définitive, et que rien ne saurait le faire reculer.

Un événement inattendu vint augmenter la perplexité du gouvernement du Valais. La ville de Sion quitta son attitude indécise; la bourgeoisie força la main au Conseil de Ville, corps inamovible qui ne voulait aucun changement. Appuyée par le bourgmestre, qui, seul du Conseil, consentait à l'égalité des droits, cette bourgeoisie, frappée de l'équité de la demande formée par les dizains occidentaux, ou prévoyant le succès inévitable de leur cause, se joignit au parti de la *réforme*. C'est à dessein que nous employons cette expression; en effet, il ne s'agissait plus, comme au mois de mai, d'accorder une légère satisfaction à des dizains populaires: il s'agissait d'une réforme, il s'agissait de remplacer un système vieilli avant le temps, et les conséquences qui en étaient résultées, par un gouvernement jeune, vigoureux, résultat de l'élection populaire; il s'agissait de

porter la hache dans les vieux abus, de nettoyer les étables d'Augias. Les deux partis comprenaient parfaitement la portée de la mesure qui allait être prise ; aussi inspirait-elle aux uns une terreur bien naturelle, et aux autres de justes espérances. Cependant, la force irrésistible des circonstances poussait la Diète. Elle décréta, dans sa session de décembre 1838, l'adoption du principe de la représentation proportionnelle ; mais la majorité qui prit cet arrêté salutaire, n'était que la majorité simple. Le Conseil d'Etat, effrayé de ce résultat inattendu, déclara qu'il ne passerait pas outre aussi longtemps que la majorité constitutionnelle des deux tiers ne serait pas acquise à la proposition (1). Enfin, tiraillée en sens divers, la Diète décréta la révision de la Constitution à l'unanimité, et s'ajourna au 14 janvier suivant.

Le Bas-Valais crut la question décidée, et s'apprêta à procéder à l'œuvre importante de la révision avec calme et maturité. Il se forma alors spontanément un comité composé de députés de divers dizains, sous le nom de *Comité central de Martigny* ; il eut pour mission de préparer l'exécution de l'arrêté de la Diète, en ce qui concernait les dizains représentés dans ce comité. En effet, des délégués de chaque dizain se réunirent à Sion, le 3 janvier, pour préparer un projet de constitution. Dès la première séance, les délégués du Haut-Valais se prononcèrent pour le *statu quo*. Plus tard, ils présentèrent à l'approbation de leurs collègues dix-

(1) Constitution de 1815.

huit articles, en déclarant qu'on ne devait compter sur leur concours, qu'autant que ces articles seraient adoptés préalablement à toute révision. Pour faire juger de leur mérite, nous les donnons en note à la fin de cet écrit (1). Après cette déclaration, les délégués du Haut se retirèrent.

Les députés des dizains occidentaux ne se laissèrent pas décourager, et entreprirent l'œuvre de la révision. Ils élaborèrent un projet de constitution.

Mais l'opinion marchait à grands pas dans le Bas-Valais, et les dizains de Monthey, Saint-Maurice, Martigny, Entremont et Conthey, excités par la résistance de leurs adversaires, et dirigés par un Comité central siégeant à Martigny, résolurent d'appliquer immédiatement le principe contesté, et d'envoyer à la Diète, qui devait se réunir le 14, leurs députés dans la proportion d'un député pour mille âmes de population (2). Ces députés se présentèrent effectivement le 14 janvier ; mais le Conseil d'Etat, puisant dans ses terreurs ou dans l'urgence des circonstances, un droit que lui refusait la Constitution dont il se déclarait le défenseur, ajourna indéfiniment la Diète, en annonçant qu'il allait réclamer la médiation fédérale. Ajoutons, toutefois, que le président du dizain de Saint-Maurice (3) avait écrit au Conseil d'Etat, que ces nouveaux députés ne se présenteraient pas, si les délégués des dizains orientaux à la

(1) Voyez pièces justificatives.

(2) *Idem.*

(3) Le docteur Barman.

Commission des treize voulaient concourir avec leurs collègues à la révision, œuvre dans laquelle les dizains occidentaux promettaient d'avoir beaucoup d'égards pour les vues de leurs frères du Haut-Valais.

Les députés des dizains de Conches, Brigg, Rarogne, Loèche, Viège et Sierre, acceptèrent la prorogation prononcée par le Conseil d'Etat, et se retirèrent immédiatement. Les autres restèrent en permanence, et se déclarèrent Assemblée Constituante. Ils représentaient 46,672 âmes, contre 29,126; c'étaient les députés des dizains de *Monthey, Saint-Maurice, Martigny, Entremont, Conthey, Sion, Hérens*, et trois députés du dizain de Sierre. L'évêque de Sion fut invité à siéger dans la constituante; il répondit qu'il s'y rendrait lorsque toutes les parties du pays seraient représentées; le Conseil d'Etat ne répondit pas à la communication qui lui fut aussi adressée. Les dizains orientaux ne furent pas satisfaits de ce silence; ils auraient voulu que le Conseil d'Etat eût dissous par la force l'Assemblée Constituante.

La révolution est commencée. Le Conseil d'Etat éperdu invoque l'intervention du Directoire fédéral; il lui écrit le 17 janvier, et lui raconte les événemens dès leur origine; il rappelle les propositions conciliatrices de 1838, admises par vingt-huit voix contre vingt-sept en Diète, adoptées par les dizains du Bas-Valais, mais repoussées par les sept dizains orientaux; il déclare que, plus tard, il proposa l'adoption de la représentation proportionnelle, « car, ajoute-t-il, cette « demande était fondée sur la justice et découlait du

« principe démocratique, consacré par la constitution elle-même (1). » Il aurait dû dire encore, que, par une prévoyance qui lui avait sans doute été suggérée à l'école de Brigg, il avait ajouté à son préavis favorable à la révision, cette phrase élastique « *sans préjudice des droits des parties.* »

Le Directoire fédéral, après mûres réflexions, refusa d'adhérer à la demande du Conseil valaisan ; il lui opposa cet arrêté solennel pris à *l'unanimité* par la Diète fédérale, le 27 décembre 1830, et ainsi conçu : « La Diète adopte à l'unanimité, le principe que chaque état confédéré est libre, en vertu de sa souveraineté, d'adapter à la constitution cantonale, tous les changements qu'il jugera nécessaires et convenables qui ne seront pas contraires au pacte fédéral. En conséquence la Diète ne pourra intervenir en aucune manière dans les réformes accomplies, ou dans celles qu'on pourrait entreprendre. »

Appuyé sur ce conclusum, le Directoire déclarait que des actes de violence, ou des tentatives de séparation pourraient seuls légitimer l'intervention. Il regardait la question de la révision comme décidée par l'arrêté de la Diète valaisane du 14 décembre, et espérait que la reconnaissance *salutaire* du principe de l'égalité des droits rendrait bientôt la paix au Valais (2).

Le Conseil d'Etat du Valais ne se tint pas pour battu,

(1) Recès de la Diète de 1839.

(2) Voyez pièces justificatives.

il insista ; par une nouvelle lettre du 1^{er} février, il annonçait que l'Assemblée Constituante avait terminé son travail le 30 janvier, qu'elle allait le soumettre à la votation des communes ; tandis que d'autre part les dizains orientaux protestaient contre cette œuvre , et contre toutes ses conséquences, et demandaient la Constitution de 1815 ou la séparation (1).

Le ton de cette lettre annonçait assez que le malheureux Conseil avait laissé échapper, de ses débiles mains, les rênes de l'Etat. Le Directoire comprit, sans doute, que ce vaisseau sans pilote allait être ballotté par l'anarchie ; le mot de *séparation* avait été prononcé, un des cas prévus pour l'intervention était donc arrivé. Le Directoire désigna pour commissaires fédéraux , MM. *Schaller, avoyer de Fribourg, et Baumgartner, landamman de Saint-Gall*, l'un et l'autre catholiques, et au nombre des magistrats les plus distingués de la Suisse. Leurs instructions portaient de l'opinion professée par le Directoire, que la représentation proportionnelle était une nécessité, et que la révision de la Constitution avait été régulièrement décrétée. Il s'agissait donc de surveiller et de protéger les opérations de cette révision. Ils devaient aussi s'opposer à tout armement et à toute scission (2).

Les commissaires furent rendus à leur poste le 12 février.

(1) Recès de la Diète de 1839.

(2) Recès de la Diète de 1839.

CHAPITRE III.

Intervention fédérale.

Le premier examen auquel se livrèrent les représentans fédéraux, ne fut pas favorable aux dissidens. Laissons les parler eux-mêmes. Après avoir, dans un rapport étendu, rappelé les principaux faits relatifs à la question actuelle, ils résument la situation en ces termes : « Les justes demandes de plusieurs dizains restèrent de
« longues années sans être écoutées, le Conseil ne fit
« aucune démarche en leur faveur, les ajournemens se
« succédèrent, renvoyant indéfiniment une décision favorable ; lorsqu'enfin on feignit de s'en occuper, les
« dizains dissidens prétendirent exercer la dictature,
« ils commencèrent par présenter un *ultimatum* de
« bases pour la constitution , au lieu de faire franchement échange de libres opinions avec leurs concitoyens, en se soumettant au prononcé d'une majorité
« calme et bienveillante ; ils menacèrent de se séparer,
« et par un acte d'insubordination envers la Diète cantonale, ils se retirèrent de la Commission que cette
« Diète avait établie ; alors la majorité se fit justice à
« elle-même, etc., etc. (1). »

(1) Rapport des Commissaires, du 17 mars 1839.

Cependant les commissaires désiraient ardemment acheminer l'œuvre d'une réconciliation entre les partis. Le Conseil d'Etat du Valais avait convoqué pour leur arrivée une nouvelle assemblée de députés de dizains. Ces éternelles réunions d'hommes sans pouvoirs, obligés de référer sans cesse aux dizains, tandis que ceux-ci référaient aux communes, où l'on ne reconnaissait jamais l'empire d'une majorité, où les intérêts communaux étaient seuls consultés, constituaient, suivant le dire des Commissaires, non de la démocratie, mais une *paisible anarchie*.

Les envoyés fédéraux jugèrent qu'il était plus important de connaître d'abord les vues des dissidens, et ils convoquèrent à Brigg, pour le 16 février, une assemblée de députés des dizains orientaux. La réunion fut nombreuse, les masses abusées avaient de l'irritation, la conférence fut publique.

L'accueil que les commissaires reçurent ne fut pas encourageant, et leur éloquence ne fut pas persuasive; les délégués répondirent que leurs commettans voulaient s'en tenir à la constitution de 1815. Cependant le mot de séparation ne fut plus prononcé. Une proclamation subséquente, en date du 22 février, ne produisit pas plus d'effet. La constitution du 30 janvier, soumise à la votation du peuple dans les dizains qui avaient concouru à l'œuvre nouvelle, avait réuni, sur 10,187 votans, 9,108 votes affirmatifs; il est vrai que 2,135 absens furent comptés comme acceptans.

Les exemplaires de la constitution envoyés dans les districts dissidens, avaient été renvoyés sans être ou-

verts. On y répondit par l'envoi de 11,000 signatures qui demandaient le maintien de la Constitution de 1815. L'énorme disproportion de ce chiffre avec celui de la population même du Haut-Valais diminuait beaucoup l'effet que cette masse d'opposans aurait dû produire ; pour l'expliquer les chefs du Haut-Valais s'accusèrent de tromperie, en soutenant que les tableaux de population envoyés par eux à la Diète, en 1837, *n'étaient pas exacts* (1).

La Constituante vérifia les procès-verbaux de votation ; le 28 février, elle déclara la nouvelle constitution acceptée, et fixa au 11 mars l'élection des députés au Grand Conseil, nouvelle autorité législative qui devait remplacer l'ancienne Diète.

Les commissaires fédéraux avaient fait de nouveaux essais de conciliation ; des députés des dizains orientaux s'étaient rendus à Sion. Leur ton s'était modifié, et les dix-huit articles préalables furent réduits à treize (2). Si nos lecteurs ont examiné les premiers, ils auront remarqué que leur trait le plus saillant était la division de tout le Canton en trois arrondissemens égaux en population ; chaque arrondissement formant une république séparée, avec un lien plus faible encore que celui qui unit les trois ligues Grises ; puis venaient des articles concernant les privilèges du clergé, les Jésuites, etc., etc. La modification la plus importante, renfermée dans les treize nouvelles propositions, était la réduction de ces

(1) Recès de la Diète de 1839.

(2) Voyez Pièces justificatives.

arrondissemens ; suivant ce projet, il y aurait eu deux républiques du Valais, s'administrant séparément, et se partageant, avec des précautions dictées par la jalousie la plus misérable, une ombre d'autorité centrale.

Nous ignorons si les uns ou les autres de ces articles préliminaires furent proposés sérieusement. Les commissaires fédéraux ne crurent pas à la possibilité de traiter sur des bases aussi absurdes ; ils ordonnèrent de nouvelles réunions dans les dizains orientaux, et adressèrent une proclamation à ces mêmes dizains, pour les engager à prendre part aux élections des députés du Grand Conseil. Le Conseil d'Etat se refusa à transmettre cette proclamation à ceux à qui elle était adressée. Les commissaires passèrent outre, et envoyèrent directement leur proclamation. Ils se rendirent eux-mêmes à Sierre, qui était devenu le foyer de la résistance ; ils n'y reçurent pas un accueil propre à les encourager : le peuple, excité par quelques hommes d'autant plus coupables, qu'ils appartenaient aux premières classes de la société, oublia les égards que méritait leur caractère officiel. Ils revinrent à Sion le 8 mars, et, dès le lendemain, ils firent parvenir aux dizains de nouvelles propositions de conciliation qui établissaient :

1° Le maintien de l'unité politique et administrative du Canton et de son indivisibilité ;

2° La reconnaissance du principe de la représentation d'après la population ;

3° La nomination par le peuple d'une nouvelle assemblée constituante, à raison d'un député par mille âmes ;

4° La liberté des travaux de la Constituante ; l'obligation à tous les dizains de prendre part au nouveau travail ;

5° L'engagement de se soumettre à la majorité ;

6° La votation définitive, réservée au peuple ;

7° Si l'on ne pouvait parvenir à s'entendre, il devait être convenu, que l'autorité législative suprême résiderait dans un Conseil de soixante-dix-sept membres, nommés suivant les règles établies dans les articles 2 et 3 de ces propositions ;

8° La Constituante ou le Grand Conseil déterminerait la représentation du clergé ;

9° La Constituante réglerait le prix du sel et les droits sur les objets de première nécessité ;

10° L'observation de ces articles serait placée sous la garantie fédérale (1).

Les représentans, en comparant ces propositions aux dix-huit ou aux treize articles proposés par les dizains orientaux, devaient se faire peu d'illusions sur la chance de les voir accepter.

Ce n'était pas l'assistance du Conseil d'Etat qui devait leur venir en aide pour écarter les obstacles. Ce corps avait reconnu, un peu tard, qu'il avait introduit le loup dans la bergerie, et dès ce moment il se sépara des commissaires. Ceux-ci lui adressèrent une note spéciale le 14 mars, pour se plaindre de sa résistance inerte et de son *apathie* ; cette pièce ne servit qu'à l'éloigner davantage des voies dans lesquelles étaient entrés les

(1) Recès de la Diète de 1839.

représentans fédéraux. Ce même jour, le nouveau Grand Conseil s'était réuni ; il se composait de quarante-trois membres présens ; les élections des trente-quatre dissidens n'avaient pas eu lieu : ce Conseil, par déférence pour les commissaires fédéraux, consentit à ajourner jusqu'au 20 mars la nomination du Conseil d'Etat, afin de donner aux dizains orientaux le temps de se prononcer sur les nouvelles propositions de conciliation. Ici le Bas-Valais donna une première preuve de cette modération et de cet empire sur lui-même que nous aurons à admirer plus tard. Ses mesures étaient prises, il voulait installer son gouvernement et chasser l'ancien Conseil. A cet effet, cinq à six cents hommes résolus étaient échelonnés de Martigny à Vetroz, prêts à marcher : ils furent arrêtés par les propositions de conciliation du 9 mars, on se décida à attendre la réponse des dizains orientaux. Cette réponse se fit attendre ; elle arriva cependant, adressée directement au grand-bailli ; elle présentait une suite de contre-propositions ; les dissidens affectaient de ne pas faire plus grand état de la personne des représentans que de leurs vues. Ils persistaient à :

- 1° Demander le maintien des quatre voix de l'évêque ;
- 2° Une garantie préalable contre l'augmentation des droits d'entrée sur les objets de première nécessité.
- 3° Une garantie contre l'établissement d'impôts indirects sans l'assentiment des deux tiers du Corps législatif ;
- 4° Le maintien des droits du clergé ;
- 5° Le maintien de la constitution de 1815 jusqu'à

l'acceptation par les dizains de la nouvelle constitution.

A ces conditions ils admettaient la représentation proportionnelle et l'unité du Canton (1), mais ils voulaient que la Constituante fût convoquée par le grand-bailli.

Si nos lecteurs ont suivi avec patience le dédale de ces négociations, ils auront remarqué que l'opinion était en progrès dans les dizains dissidens ; les dix-huit articles préalables avaient déjà été réduits à treize ; aujourd'hui on n'en présentait que six : on reconnaissait la représentation proportionnelle et l'unité du Canton. Il est vrai, qu'au nombre des six articles réservés, il en était qui pouvaient exciter une juste défiance ; nous rangerons dans ce nombre l'expression vague de *maintien des droits du clergé*, et le maintien peut-être indéfini de la consitution de 1815, réservé par l'art. 5. Ce fut surtout cet article qui inspira une juste défiance, et qui fit rejeter la conciliation. La conservation des quatre voix de l'évêque était encore diamétralement opposée aux principes que le Bas-Valais s'efforçait de faire prévaloir. Toutefois, nous devons le reconnaître, narrateur désintéressé et impartial et croyant à la bonne foi qui doit toujours se présumer, nous regardons cette époque de la révolution du Valais, comme celle où le rapprochement paraissait possible, si la négociation eût été continuée avec zèle et dans un esprit de paix.

Mais les passions étaient trop excitées ; le Valais occidental, qui se considérait comme possédant une position légale, avait donné son *ultimatum*, en adhérant

(1) Recès de la Diète de 1839.

sinon expressément, du moins tacitement aux propositions des commissaires, en date du 9 mars. Après la réponse des dizains orientaux, il se crut libre d'agir suivant ses convenances, et il se hâta d'achever l'œuvre de sa reconstitution, en nommant le nouveau Conseil d'Etat. Dès ce moment aussi, le nouveau Grand Conseil déclara qu'il ne s'opposerait pas à une révision de la Constitution, pourvu qu'elle eût lieu selon les formes prescrites par la nouvelle Constitution elle-même et avec le concours des dizains orientaux. Ces événemens se passaient à la fin de mars. A la même époque, l'un des représentans fédéraux, M. le landamman Baumgartner, avait demandé et obtenu son rappel. Ami des mesures directes et décisives, ce magistrat avait reconnu que l'on tournait dans un cercle vicieux; il redoutait les pas que l'on faisait vers une séparation qui pouvait devenir inévitable, et il ne voyait de solution à la question que dans une reconstitution d'office, ordonnée péremptoirement par la Confédération, et appuyée par toute l'autorité dont cette Confédération pouvait disposer. Il se rendit à Zurich pour faire valoir son opinion auprès du Directoire. Ce dernier corps n'osa pas adopter l'avis tranché de M. Baumgartner; il préféra temporiser, et il remplaça le landamman de Saint-Gall par le Conseiller de La Harpe, président du Conseil d'Etat du Canton de Vaud; l'avoyer Schaller continua ses fonctions. Les instructions données aux premiers commissaires, furent confirmées. On pouvait espérer qu'un changement dans le personnel des commissaires, en adoucissant certaines préventions personnelles, rendrait un rapprochement plus facile.

Les envoyés fédéraux eurent, dès le 8 avril, une conférence avec l'ancien grand-bailli, qui protesta de-rechef de son désir d'un rapprochement, et qui pria les commissaires d'adresser de nouvelles propositions de conciliation aux dizains occidentaux. Le nouveau Conseil d'Etat fut moins traitable : il déclara qu'il ne pouvait servir d'intermédiaire aux commissaires en cette occurrence. Ceux-ci décidèrent alors qu'ils agiraient directement. Ils se rendirent le 9 avril à Martigny, où un rassemblement de mille personnes, présidé par M. le docteur Barman, et composé de délégués des communes, était prêt à les entendre. Ils se présentèrent dans cette espèce de Landsgemeinde, et après quelques réflexions préalables, ils proposèrent les articles suivans :

ART. 1^{er}. Sont maintenus et garantis :

a) L'unité politique et administrative du Canton et son indivisibilité ;

b) Le principe de représentation dans l'autorité suprême du pays, d'après l'exacte représentation proportionnelle ;

c) Les quatre voix de l'évêque ;

d) Les droits et propriétés du clergé régulier et séculier ;

e) Le *referendum* de toutes les lois au peuple ;

f) Les droits d'entrée sur les objets de première nécessité ne pourront être augmentés ;

g) La publicité des séances de la Constituante et de la Diète.

ART. 2. Il sera nommé une nouvelle Assemblée Cons-

tituante à raison d'un député par mille âmes ; l'évêque y siégera avec quatre suffrages.

Suivaient les articles d'exécution pour placer les opérations de la Constituante sous la garantie fédérale (1).

Ces propositions ne reçurent pas un accueil gracieux dans l'Assemblée de Martigny ; un murmure désapprobateur s'éleva à l'ouïe de plusieurs d'entre elles, en particulier lorsqu'il fut proposé de laisser à l'évêque ses quatre voix. Le mécontentement des citoyens faillit se traduire en actes décisifs. « Nous n'avons plus d'autre
« parti à prendre, s'écriaient quelques hommes échauf-
« fés, que de marcher sur Sion, pour chasser le gou-
« vernement du privilège. » Bientôt une troupe s'organisa et se mit en marche, nonobstant les représentations énergiques des commissaires. Cependant elle ne tarde pas à s'arrêter ; l'expédition se termine dans un pré, à quelques pas de Martigny. La fraîcheur du lieu et les sages représentations de quelques magistrats engagèrent ces hommes zélés à abandonner leur entreprise. Il est vrai que Sion présentait alors le singulier spectacle de deux gouvernemens rivaux, siégeant à côté l'un de l'autre, et cherchant à se saisir à l'envi de tous les insignes et de tous les droits de l'autorité ; chacun prétendait avoir des droits sur les caisses, sur les arsenaux ; c'étaient des plaintes, des récriminations continuelles ; heureusement que jusqu'alors le Valais avait l'habitude d'être peu gouverné, car c'était une véritable anarchie.

Le 13 avril, le nouveau Conseil d'Etat réclama l'in-

(1) Recès de la Diète de 1839.

tervention des commissaires, pour être mis en possession de tous les titres et de tous les papiers d'Etat. Rigides observateurs du *statu quo*, les commissaires refusèrent d'adhérer à cette demande.

Cependant le Grand Conseil s'assembla pour délibérer sur les propositions du 9 avril. Il n'adopta pas le 1^{er} article, mais il consentit à la reconstitution sans aucune autre condition préalable que celle de la représentation proportionnelle. Cette décision fut communiquée par les représentans au grand-bailli, qui refusa itérativement, le 12 et le 15 mai, de la transmettre aux dizains orientaux. Les commissaires y pourvurent en faisant cet envoi eux-mêmes; mais fatigués de ces démarches infructueuses, ils déclarèrent qu'ils borneraient dorénavant leur intervention aux actes nécessaires pour assurer le maintien de la paix publique. Elle n'avait pas été jusqu'alors sérieusement menacée, mais il était facile de prévoir que ces deux Conseils d'Etat, siégeant côte à côte, enflammeraient bientôt le zèle de leurs partisans.

Au commencement de mai, il y eut quelques désordres à Sion, les précautions prises par l'autorité locale furent insuffisantes; on brisa, pendant la nuit, les vitres de la salle où siégeait l'ancien Conseil d'Etat.

Mais un sujet d'inquiétude plus grave préoccupait les commissaires, gardiens de la paix publique. L'ancienne Diète devait se réunir en session ordinaire le 6 mai, et les hommes du Haut-Valais déclarèrent qu'elle aurait lieu à Sion. De son côté, le Conseil d'Etat siégeant à Sion, annonça qu'il s'y opposerait, même par la force. Cette réunion aurait été le signal d'un conflit. Les

commissaires s'y opposèrent et interdirent la réunion de la Diète à Sion. Les chefs des dizains orientaux jetèrent les hauts cris, et députèrent deux des leurs à Zurich, pour demander au Directoire de désavouer les commissaires ; mais le Directoire approuva la conduite de ces derniers : il fallut céder. La Diète se réunit à Sierre ; l'ancien Conseil d'Etat alla la présider, laissant ainsi la place libre à son rival. Il est vrai qu'il revint à Sion, où son cortège d'huissiers faillit exciter quelque tumulte ; on était irrité, surtout contre deux messieurs qui s'étaient rendus à cette Diète, se prétendant, on ne sait pourquoi, députés du dizain de Sion.

L'ancien Conseil siégea encore dans cette ville pendant quelque temps ; mais il eut une existence vagabonde, il allait et venait de Sion à Sierre, emportant chaque fois quelques papiers de chancellerie, débris de son ancien pouvoir ; enfin, au mois de juillet, il fixa sa résidence définitive à Sierre, où il put vérifier la vérité de cet adage : *Qui quitte la partie, la perd*. Le nouveau Conseil devint alors gardien des caisses, dont la vérification se fit en présence des commissaires fédéraux (1). Il s'était emparé de l'arsenal et des postes

(1) Cette vérification n'eut lieu qu'après la reconstitution ordonnée par la Diète. Jusqu'à cette époque les clefs de la caisse étaient restées entre les mains de M. l'ancien conseiller Morand, trésorier. La conduite de ce magistrat fut infiniment honorable ; il avait cessé spontanément ses fonctions dès le mois de mars, après l'installation du nouveau gouvernement, mais en continuant à garder le dépôt qui lui était confié. La

des le mois de mars; il acquérait chaque jour de la force, et ne craignait pas de la constater. Il en fit l'épreuve dans l'expédition du Val d'Illier, qui eut lieu le 14 mai. Cette petite contrée est un joli vallon qui touche, d'une part, aux montagnes de la Savoie, par le Col de Coux à la vallée de Morzine, et qui, dans sa partie inférieure, débouche près de Monthey; il renfermait trois communes : Val d'Illier, Trois-Torrens et Champéry. Ce petit district faisait partie du dizain de Monthey, qui avait adopté la Constitution; mais la majorité du Val d'Illier (1) avait fait opposition, et prétendait ne pas reconnaître les nouvelles autorités. Cette prétention contraire au bon sens, qui ne permettait pas que deux communes situées à quinze lieues de Sierre, séparées de ce lieu par tout le Bas-Valais, ne voulussent reconnaître que les ordres qui seraient émanés d'un chef-lieu avec lequel ils étaient sans communication, cette prétention, disons-nous, n'était pas justifiée par le principe même de la Constitution de 1815, que le Val d'Illier invoquait, puisque cette constitution déclarait que la majorité du dizain liait la minorité.

Aussi, après des sommations répétées, le Conseil de Sion résolut de mettre fin à cet état anarchique, et fit occuper, par une colonne de quatre cents hommes les

vérification dont nous parlons eut lieu en présence des Représentans fédéraux, du Président du Grand Conseil, et des membres du Conseil d'Etat.

(1) La commune de *Champéry*, la plus reculée de la vallée, s'était prononcée pour la nouvelle constitution.

deux communes récalcitrantes ; elles se soumirent et payèrent les frais de cette courte expédition. Les commissaires ne s'y étaient point opposés ; ils furent plus difficiles pour d'autres communes situées près de Sion, faisant à cette occasion une cote mal taillée qui ne paraît pas bien rationnelle ; ils réunirent Savièze et Arbaz au dizain de Sion ; Grimisuat, Bramois et Nendaz à celui d'Hérens.

La plus importante de ces communes était celle de Nendaz, qui faisait partie du dizain de Conthey. Les commissaires, prétendant qu'elle se liait au Haut-Valais par les neiges éternelles, la laissèrent libre de suivre le penchant qui l'entraînait vers le gouvernement de Sierre, dont probablement le plus grand mérite, aux yeux de cette commune, était de n'être plus un gouvernement, et de laisser à chacun le libre usage de sa volonté, sauf pour les questions constitutionnelles.

Arrivés à cette époque de la révolution dont nous traçons le récit, nous devons faire une observation bien honorable pour les deux partis politiques qui se partageaient le Valais : au milieu de tant de passions excitées, il n'avait pas encore coulé une goutte de sang. Les masses étaient, de part et d'autre, sincères dans leurs opinions. Confiantes toutes les deux dans la justice de leur cause, elles en attendaient le succès de la protection du ciel.

Cependant, dès le 12 mai, le nouveau gouvernement s'était adressé aux états suisses pour obtenir la garantie de sa constitution. Il devait prévoir, que pour le moment, cette demande resterait sans réponse ; mais il avait saisi

cette occasion pour adresser à ses Confédérés un exposé clair, net et vigoureusement tracé de tous les faits qui se rattachaient à cette querelle (1).

Le Directoire avait proposé aux deux parties un *modus vivendi*, qui n'avait pas été agréé ; il s'était borné alors à prescrire le maintien du *statu quo*. Il devait bientôt se décharger de la responsabilité de toute cette affaire sur la Diète, dont la session s'ouvrit le 1^{er} juillet.

(1) Le Conseil d'Etat du Canton du Valais à ses chers et fidèles Confédérés. (Sion, 10 mai 1839.)



CHAPITRE IV.

Diète fédérale. — Seconde reconstitution.

Le Valais fournit le sujet du premier incident qui occupa l'Assemblée fédérale. Deux députations, l'une venue de Sierre, et composée de MM. Stockalper et Zen Ruffinen; l'autre, déléguée par le gouvernement de Sion, qui avait nommé pour ses députés MM. Barman, président du Grand Conseil et de Rivaz, prétendaient chacune au droit exclusif de représenter le Valais. Suivant l'usage, elles se présentèrent l'une et l'autre avant l'ouverture de la Diète, chez le président de ce corps; celui-ci leur déclara qu'il n'admettrait aucune de ces députations à la procession qui précède l'ouverture solennelle des Diètes fédérales. Les députés du Bas-Valais réservèrent les droits de leurs commettans, mais ils se soumirent. Les envoyés du Haut furent moins patients; ils protestèrent et déclarèrent qu'ils ne cédaient qu'à la force (1).

La vérification des pouvoirs, qui suit immédiatement la séance d'ouverture solennelle, amena la discussion sur l'incident que nous venons de signaler, et les opi-

(1) Recès de la Diète de 1839.

nions des Cantons eurent occasion de se manifester. Les partisans de 1815 et les champions de 1839 rompirent des lances. Lorsqu'on en vint à la votation, *six Etats et demi* (1) se prononcèrent pour admettre la députation du Conseil de Sierre; *deux Etats et demi* reconnurent la légitimité des députés de Sion; *douze* Etats votèrent pour n'admettre ni les uns, ni les autres, et pour approuver la conduite du président.

Deux jours après, la question fut discutée au fond.

Les amis de Sierre blâmèrent avec amertume le Directoire et tous les commissaires; cependant ils demandèrent que la médiation fût continuée, en prenant pour base les conditions offertes par les commissaires, le 9 avril.

D'autres voulaient que l'on demandât au Valais une nouvelle votation sur le maintien ou la révision de la Constitution de 1815.

D'autres enfin, et c'étaient les plus nombreux, se prononcèrent pour une reconstitution du Valais, sur le principe de la représentation proportionnelle à la population, et sous la surveillance fédérale: cette dernière opinion réunit les votes de quatorze Etats. Une majorité plus nombreuse (dix-neuf voix) se prononça pour le maintien de l'unité et de l'indivisibilité du Valais (2).

(1) Cette désignation d'un *demi* Etat, qui paraît fort singulière, est une conséquence de l'organisation fédérale, qui ne reconnaît pour *Canton entier* les deux parties d'*Unterwald*, de *Bâle*, d'*Appenzell*, que lorsqu'elles émettent le même vote.

(2) Recès de la Diète de 1839.

On retrouve, dans cette discussion, les opinions bien tranchées qui divisaient les Etats suisses depuis 1830. Un seul état, le Canton de Vaud, prit une position singulière et difficile à comprendre : ami de la cause du Bas-Valais, de cette cause pour laquelle il avait combattu en 1798, il avait voté pour reconnaître la nouvelle constitution ; mais , poussant la susceptibilité cantonale à l'extrême, il déniait à la Diète le droit d'ordonner une reconstitution d'office, et, guidé par un philanthropisme qui trouvait peu d'imitateurs, le député de Vaud déclarait que son Canton ne permettrait jamais un acte de contrainte envers l'une ou l'autre des parties (1). Ces objections n'arrêtèrent pas la majorité des députations ; une Commission de la Diète fut chargée de rédiger l'arrêté qui ordonnait la reconstitution. Les députés des Cantons amis des principes du gouvernement de Sierre, ne prirent aucune part à cette opération et s'abstinrent, dès ce moment, de délibérer ou d'agir dans les affaires du Valais.

La Commission proposa le 11 juillet, à la Diète, l'arrêté qui fixait les conditions de la reconstitution (2) ; l'Assemblée fédérale l'adopta, et chargea de l'exécution MM. Schaller et de La Harpe, commissaires du Vorort, auxquels elle donna le titre de *Représentans fédéraux*. Les Cantons dissidens protestèrent contre cet arrêté. Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs de ces protestations

(1) Recès de la Diète de 1839.

(2) Voyez Pièces justificatives.

et contre-protestations, qui n'empêchèrent pas les volontés de la Diète de recevoir leur exécution.

Les représentans fédéraux remplirent leur mandat avec activité. Dès le 17 juillet, ils firent connaître officiellement aux présidens de dizains, l'arrêté du 11 juillet; le 23 du même mois, ils annoncèrent à la Diète que le gouvernement du Bas-Valais se soumettait à cet arrêté contre lequel protestait le gouvernement de Sierre. Quelques jours après, les dizains orientaux se refusant à nommer leurs députés à la nouvelle Assemblée constituante, annoncèrent qu'ils allaient voter sur le maintien de la Constitution de 1815.

Les représentans fédéraux et les dizains occidentaux, sans se laisser détourner par cette opposition, travaillaient avec persévérance à l'exécution des arrêtés de la Diète, et, le 29 juillet, la Constituante fut réunie; quarante-trois membres étaient présens. Les représentans ouvrirent la séance par un discours où ils rappelèrent le but et l'esprit de l'intervention fédérale (1). Ils proclamèrent l'assemblée, *Assemblée Constituante du Canton du Valais*, et ils se retirèrent. L'assemblée avant de commencer ses travaux, déclara que les dizains orientaux seraient toujours admis à prendre part à l'œuvre nouvelle, s'il leur convenait de venir à résipiscence. On ne pouvait pas, il est vrai, concevoir cette espérance. Les chefs du Haut-Valais, présumant que la Diète se défiait de leur interférence personnelle, imaginèrent d'envoyer à Zurich une députation d'un paysan par di-

(1) Rapport des représentans, recès de la Diète de 1839.

zain, sous la dénomination inconnue jusqu'alors, de députés de la landsgemeinde des dizains orientaux du Valais. Il y avait eu en effet, à Sierre, une réunion de 300 chefs de communes et de 30 prêtres. L'un des membres de la famille de Courten y pérorait avec chaleur; on avait prudemment invité les membres mêmes de la Diète, dont on n'était pas sûr, à se taire. Cette assemblée nomma les députés dont nous venons de parler. Le 1^{er} août, ces braves gens arrivèrent dans la ville fédérale, en habits de bure et en souliers ferrés. Ils étaient chargés de protester contre le décret du 11 juillet, et contre les arrêtés d'exécution qui en avaient été la conséquence, et de demander qu'une nouvelle votation sur le maintien de la Constitution de 1815 fût ordonnée dans tout le Valais.

Ces députés se rendirent chez le président de la Diète, le Bourgmestre Hess, homme doux et faible, qui leur tint un langage de mansuétude. Ces bonnes gens, peu faits aux phrases diplomatiques, sortirent de chez lui tout radieux, se félicitant d'avoir acquis un ami si plein de douceur; plus tard, lorsque l'heure des récriminations fut arrivée, les députés prétendirent que le président de la Diète leur avait déclaré solennellement que jamais on n'interviendrait à main armée dans les affaires du Valais. L'histoire, qui ne doit, autant qu'elle le peut au moins, enregistrer que les faits constatés, ne doit pas admettre légèrement un dire qui aurait été de la part du président de la Diète, un véritable encouragement à résister aux arrêtés de l'assemblée fédérale (1).

(1) V. Pièces justificatives.

Au demeurant, leur confiance dut être ébranlée, après avoir assisté à la séance de la Diète. Ils ne virent dans la majorité, aucune disposition à faire état de leur protestation; quatorze députations passèrent à l'ordre du jour sur leur demande. Ils témoignèrent, dit-on, quelque surprise en entendant le président de la Diète s'exprimer différemment sur leurs affaires, depuis le fauteuil de la présidence, qu'il ne l'avait fait dans son salon. On leur expliqua que ce magistrat était une triple Hécate, qu'il était tout à la fois un homme bénin, un député de Zurich et un président de la Diète. Nous ignorons si cette explication leur parut claire; mais ils durent emporter chez eux la conviction que, devant la résolution inébranlable de la majorité, le parti le plus sage pour leurs commettans était de se soumettre et de concourir à l'œuvre nouvelle. On assure que plusieurs de leurs amis politiques eurent la loyauté et la sagesse de leur donner ce conseil.

En effet, les représentans procédaient sans relâche à la besogne qui leur était imposée. Ils communiquèrent à la Diète un projet d'arrêté de leur part, qui fixait le mode suivant lequel le peuple valaisan devait voter sur la nouvelle constitution. Cet arrêté parut à quelques députations un empiètement de pouvoir (1); le député de Vaud fit entendre d'énergiques réclamations. La Constituante valaisane, de son côté, exprima quelque étonnement d'un acte qu'elle envisageait comme une atteinte à ses droits; toutefois elle accepta l'arrêté des représen-

(1) Recès de la Diète de 1839.

tans, pour ne pas compliquer une situation qui était déjà assez embarrassante.

Le jour de la votation dans toutes les communes était fixé par cet arrêté au 25 août. Les dizains orientaux n'attendirent pas cette époque; persistant dans leur système, ils firent voter le 18 août, dans toutes les communes soumises à leur juridiction, sur deux points étonnés de se voir accoler ensemble: la réduction du prix du sel à un batz la livre, et le maintien de la constitution de 1815. Cette votation se fit de vive voix en présence du *président et du secrétaire* de la commune, auxquels étaient adjoints deux scrutateurs. Lorsque cette opération eut été annoncée à la Diète fédérale plusieurs états proposèrent de prendre des mesures contre un acte aussi formel de résistance aux arrêtés; mais ces diverses propositions ne réunirent pas de majorité. Le caractère de la Diète fédérale est de vouloir et de ne pas vouloir.

Cependant les esprits s'étaient aigris dans le Valais, des scènes tumultueuses avaient eu lieu dans les dizains d'Hérens et de Sion, à *Evolenz* et à *Salins*. Le Conseil d'Etat siégeant à Sion avait pris des mesures pour protéger ses adhérens; de son côté, l'évêque de Sion était entré en lice, et, par un mémoire en date du 24 août (1), il avait protesté contre la charte nouvelle et la suppression des quatre voix dévolues au siège épiscopal. Après avoir refusé de prendre part aux travaux de la Constituante, il était allé à Sierre, siéger dans une espèce de

(1) Pièces justificatives.

Diète, où les dizains avaient envoyé des délégués spéciaux ; de là il avait invoqué les droits du sceptre et de l'encensoir. D'une part il proclamait la religion en péril, et de l'autre il réclamait les droits *millénaires* du siège de Sion ; cette expression ne pouvait s'appliquer aux dispositions de la constitution de 1815. C'était donc à la souveraineté du pays que faisait allusion le révérendissime prélat, telle que l'avait constituée jadis le Saint-Empire Romain. On voit que dans ce festin constituant chacun pensait à s'assurer une bonne part. Mais nous doutons que Matthieu Schinner lui-même eût été capable de mettre ainsi en action la fable de *l'huître et des plaideurs*. Le Conseil d'Etat de Sion, répondit par un mémoire vigoureux à l'homélie du saint prélat (1). Cependant, on le voit, la zizanie était partout et pouvait à chaque moment se traduire en faits sanglans. Le député de Lucerne, pénétré de cette crainte, proposa que la Diète autorisât les représentans fédéraux à lever des troupes, s'ils le croyaient nécessaire pour rendre efficace la médiation fédérale. Cette proposition ne fut pas adoptée, on se contenta de recommander aux représentans de maintenir la paix publique ; il était plus facile de décerner le mandat que de le faire exécuter.

Avant de dire quel fut le résultat des votations qui allaient avoir lieu dans le Valais, nous devons faire connaître le résultat des travaux de la Constituante. Cette assemblée s'était réunie le 29 juillet. Les conditions

(1) Réponse du Conseil d'Etat au mémoire du Révérendissime évêque de Sion. Sion, 9 novembre 1839.

prescrites par l'arrêté fédéral du 11 juillet avaient été exactement observées, relativement au nombre des députés, au mode de leur nomination et à la surveillance des représentans fédéraux. Ces derniers, avons-nous dit, avaient ouvert solennellement la session, et avaient ensuite laissé l'assemblée libre de continuer ses travaux.

La position de la Constituante n'était pas facile; elle naviguait entre deux écueils. D'une part, elle était pressée par les représentans fédéraux, et par l'urgence des circonstances, de faire quelques pas au-devant des diziains orientaux; de l'autre, elle craignait de perdre la majorité dans le Bas-Valais, si elle s'écartait ouvertement des principes qui avaient été sanctionnés par le pays. Elle pouvait mécontenter ses amis sans gagner ses adversaires. Dans cet embarras on pouvait croire que la Constituante, composée, à quelques exceptions près, des mêmes hommes qui avaient voté la constitution du 30 janvier, se bornerait à user de la position légale que la Confédération venait de lui donner, pour reproduire textuellement une constitution qui avait obtenu l'assentiment de ses commettans. Il n'en fut rien: animés d'un esprit de conciliation bien rare aux époques de révolution, les députés réunis à Sion revisèrent consciencieusement leur jeune constitution, et tous les changemens qu'ils adoptèrent eurent pour objet de faire droit aux observations présentées par le Haut-Valais.

Ainsi l'article 8 de la constitution du mois de janvier, avait proclamé la liberté de la presse: aussitôt l'évêque de Sion, soutenu par le Haut-Valais, avait déclaré la religion catholique en péril. Par égard pour des

crainces chimériques, la Constituante supprima cet article. Il est vrai qu'elle fonda cette suppression sur ce principe, que tout ce qui n'est pas défendu est permis, et que la liberté de la presse existait en fait et en droit, puisqu'elle n'était défendue par aucune loi.

La création d'une école normale et d'une école moyenne, avait aussi paru à certains esprits une conception monstrueuse. L'assemblée supprima l'article qui les ordonnait, en déclarant que de telles prescriptions appartiennent plutôt au domaine législatif qu'à une charte constitutionnelle ; mais le changement le plus important, voté pour faire droit aux réclamations du Haut-Valais, fut la conversion du *référéndum* facultatif des lois aux peuples, en un *référéndum* obligatoire.

D'après l'article 73 de la constitution du mois de janvier, les citoyens opposés à une loi nouvelle pouvaient demander à voter par commune sur son rejet ; mais en vertu de la constitution révisée, toutes les lois et tous les décrets, à l'exception de ceux qui sont la conséquence des obligations imposées par le pacte fédéral, doivent *nécessairement* être soumis au peuple assemblé par commune, dans le terme de trente jours. Si la majorité des citoyens valaisans se prononce contre une loi, elle n'est pas adoptée.

Ce changement a une grande portée, puisqu'il soumet tous les travaux de la législature à l'appréciation d'hommes dont les vues sont ordinairement bornées à la connaissance des intérêts locaux, d'hommes affectés par toutes les petites passions communales, fort accessibles à l'influence du clergé. Cette disposition, enfantée par

un esprit de conciliation bien louable, pourra souvent arrêter le Valais dans la voie de progrès, où il lui tarde d'entrer (1). Telles furent les principales modifications apportées à la charte du 3 janvier ; elles ne désarmèrent ni le Haut-Valais, ni l'évêque, qui continua à protester contre l'atteinte portée à ses droits. Il est vrai que l'assemblée avait repoussé l'idée de satisfaire le Haut-Valais, en rendant à l'évêque les quatre voix dont la constitution le privait ; cette résistance fut blâmée par des amis mêmes de la cause que défendait le Bas-Valais. On disait que ces quatre voix dans une Diète de 56 membres, où les forces des deux grandes fractions du pays étaient égales, devaient avoir une influence notable, mais qu'elles se perdraient dans un conseil plus

(1) Déjà dans le Bas-Valais même on peut apprécier la portée de ce changement : des voix s'élèvent pour demander que le référendum, de *négalif* devienne *positif* ; c'est-à-dire que les lois votées par le Grand Conseil ne soient que des projets soumis au *Ratificandum* des Assemblées primaires. Ainsi le Corps législatif serait une réunion d'avocats plaidant devant un tribunal. On apprécie les conséquences de ce système ; il n'y aurait plus de représentation nationale, car on n'est *représentant* qu'autant qu'on a des pouvoirs, et le Grand Conseil n'en aurait aucun. Le référendum négatif est bon pour le Valais : il force les citoyens à l'examen des lois, il les intéresse à la marche de la législature, et il empêche cette législature de braver l'opinion publique ; il force le citoyen qui veut rejeter à faire un acte direct, et ces actes-là on les fait toujours avec une certaine maturité. Mais le référendum *positif* livre toute la législation au hasard ; nous espérons que le Valais évitera cet écueil.

nombreux ; on ajoutait que si, dans cette assemblée, la majorité était acquise au parti constitutionnel, lors d'une future vacance du siège épiscopal, il serait facile d'appeler à la suprême dignité ecclésiastique du pays, un prélat favorable au progrès raisonnable, en acquérant ainsi, au profit de ce progrès, les quatre voix dont serait doté l'évêque de Sion. Ce raisonnement n'ébranla pas les mandataires du peuple valaisan, plus attachés au droit qu'à la convenance ; ils pensèrent qu'en admettant par une disposition exceptionnelle deux représentans du clergé dans le Grand-Conseil, ils avaient accompli ce que la position de leur Canton et les sentimens éminemment religieux du peuple exigeaient, mais qu'il fallait en finir sans retour avec ce reste d'un souvenir de domination épiscopale, que les ministres médiateurs en 1815 avaient eux-mêmes proclamé être *irrévocablement abolie* (1).

Ainsi la Constituante du Valais allait présenter à l'acceptation du peuple, un acte dans lequel elle avait cherché à concilier ce qu'elle croyait nécessaire au peuple valaisan, avec les garanties réclamées au nom de ses adversaires politiques. Cette conduite n'avait point désarmé ces derniers opposans, *quand même*. Comme nous l'avons dit, ils avaient procédé, dès le 18 août, à la votation qu'ils avaient annoncée sur le maintien ou la révision de la constitution de 1815 ; dédaignant ainsi et les arrêtés fédéraux et le décret même de décembre

(1) Note de M. de Schraut, ministre d'Autriche, à M. de Sepibus, 20 janvier 1815.

1838, de leur propre Diète valaisane formée selon la constitution de 1815, qui avait décidé la révision de cette constitution.

Le résultat de cette opération fit connaître que, dans le Haut-Valais, 10,770 votans voulaient maintenir la constitution de 1815 sans changement. Les premiers procès-verbaux ne constatarent pas *un seul vote négatif*; plus tard, lors de la vérification à laquelle se livrèrent les derniers représentans, on prétendit qu'il s'était trouvé deux opposans: cette découverte, faite après coup, parut avoir été destinée à faire *montrer* d'une liberté de votation. Quoi qu'il en soit, en réunissant aux 10,770 votans les votes négatifs du Bas-Valais, ces deux fractions de citoyens actifs réunies dépassaient le chiffre de 11,000 votans. A l'ouïe de ce résultat, les statisticiens politiques de la Suisse poussèrent un cri d'étonnement; s'emparant des tableaux officiels de recensement fournis par le dénombrement de la population suisse, fait en 1837, ils se demandèrent comment des dizains, dont la population totale s'élevait au chiffre de 34,000 habitans, pouvait fournir 11,000 citoyens aptes à voter: citoyens mâles, âgés de plus de 18 ans, présens au pays, n'étant ni interdits, ni malades, ni condamnés, jouissant de la plénitude de leurs droits et de leur raison? Aussi chez les hommes les plus impartiaux quant au fond même de la querelle, il s'éleva des doutes graves sur la régularité de cette votation, et il ne fut pas répondu de manière à dissiper cette incertitude. « Le recensement de 1837 n'a pas été sincère, fut-il dit, il annonçait une population trop faible. » Ainsi,

les chefs du Haut-Valais, pour justifier leur bonne foi dans la conjoncture actuelle, prétendaient que cette bonne foi leur avait fait défaut deux ans plus tôt, et que pour diminuer le contingent d'hommes et d'argent qu'ils devaient à la Confédération, ils en avaient imposé à cette Confédération même.

Mais il se présentait d'autres objections non moins graves contre cette votation du 18 août, nous les ferons connaître plus tard ; revenons aux opérations qui avaient eu lieu dans le Bas-Valais, sous la surveillance des représentans fédéraux. Toutes les formes prescrites par ces derniers avaient été exactement observées, et la votation qui eut lieu dans les communes, le 25 août, fit connaître que la constitution était adoptée par 7,605 votes affirmatifs contre 601 votes négatifs.

Les représentans transmirent à la Diète le procès-verbal de ces votations, et demandèrent leur rappel le 2 septembre, en se fondant, d'une part sur la longueur de leur mission, et de l'autre sur l'adoption d'une nouvelle constitution, sur la création d'un nouveau gouvernement ; d'où il résultait que le gouvernement auprès duquel ils avaient été originairement accrédités, n'existait plus légalement. Mais dès le 22 août, la Diète avait pris le parti de nommer une nouvelle commission pour les affaires du Valais (1), elle fut composée des mêmes hommes qui avaient concouru à l'arrêté du 11 juillet ; elle reçut pour mandat de rechercher la manière dont cet arrêté avait été exécuté ; on lui renvoya tous les rap-

(1) Recès de la Diète de 1839.

ports qui concernaient cette affaire. Ainsi, elle reçut le procès-verbal de la votation des dizains orientaux que deux députés, MM. *Teyta* et *Villa*, avaient apporté à Zurich.

Cependant le Bas-Valais n'avait pas perdu de temps. Il avait nommé le Grand-Conseil (1), et celui-ci avait désigné comme députés du Valais à la Diète fédérale, son président, M. le docteur Barman et M. de Rivaz. Ces messieurs se mirent immédiatement en route le 4 septembre; le président de la Diète annonça à l'assemblée que les députés du Valais se présenteraient à la séance du 6 courant.

Nous interrompons le récit des faits politiques, pour mentionner quelques détails qui n'ont pas été sans influence sur le développement de l'esprit public.

L'ancien gouvernement, qui redoutait toutes les réunions de citoyens, avait toujours cherché à éloigner du Valais les rassemblemens de tir à la carabine, qui ont tant de charmes pour les Suisses. Le nouveau Conseil, au contraire, vit avec plaisir l'organisation d'un tir cantonal, qui pouvait être l'occasion d'un rapprochement

(1) On nomma au Conseil d'Etat, nonobstant la résistance des Haut-Valaisans, deux membres du Haut-Valais : MM. Bourguener de Viège, et Briguët. Ils acceptèrent avec courage ces fonctions épineuses. Le premier fut attaqué de la manière la plus ignoble dans son dizain; il vécut séparé de sa famille jusqu'au mois d'avril 1840; et lorsque, à cette époque, le Haut-Valais prit les armes, on força le fils de M. Bourguener, alors officier, à partir comme simple carabinier; on voulait qu'il combattît contre son père.

entre les diverses parties du Canton. Ce fut le 1^{er} septembre que Sion vit l'ouverture de cette fête nouvelle pour le pays. Le docteur Barman, président du comité central l'inaugura par un discours où il fit sentir les avantages de ces institutions de tir ; on y remarquait les passages suivans : « Dans les siècles passés, les gouver-
« nemens renouvelaient à grands frais des alliances en-
« tre eux : c'étaient des alliances contre les peuples. Ici
« c'est l'alliance plus intime des citoyens entre eux,
« ayant l'œil ouvert sur les abus du pouvoir et sur les
« entreprises ou les menées de l'étranger. »

La ville de Sion, et les diverses communes du Bas-Valais, envoyèrent leurs députations à cette fête, qui reçut un nouveau caractère par l'arrivée de deux drapeaux vaudois et d'un drapeau bernois. La députation du Canton de Berne fut complimentée en allemand par M. l'avocat Zen Ruffinen, de Loèche ; ce discours reporta la pensée sur ces concitoyens du Haut-Valais, qui auraient reçu le même accueil si, mettant de côté d'injustes préventions, ils étaient venus confondre leurs vœux et leurs espérances avec leurs frères du Bas-Valais. On était encore bien éloigné de cet heureux rapprochement ; le jour même de l'ouverture du tir, des désordres graves avaient eu lieu à Grimisuat, près de Sion. Cette commune, qui s'était déclarée pour la cause du Bas-Valais, avait été ramenée, par l'influence du clergé, au parti de la constitution de 1815. Le président de ce village, prévoyant des désordres, avait demandé main-forte au gouvernement, qui lui envoya deux gendarmes. En effet, lorsque ce président voulut

lire, le 1^{er} septembre, les publications ordonnées par les représentans fédéraux et faire procéder aux élections, il fut assailli par une bande furieuse. Les gendarmes accoururent à son secours. L'un d'eux fut grièvement blessé, l'autre parvint à dégager son camarade ; dans la mêlée un homme fut tué d'un coup de baïonnette. Nous retrouverons plus tard ce gendarme, nommé *Mettiaz*, figurer avec une pareille énergie dans les troubles d'Evolenaz, au mois de mars 1840.

Nous devons maintenant revenir au récit des événemens importants qui se passèrent à Zurich au mois de septembre.

Les députés opposés à la cause du Bas-Valais, voyant que la solution de cette affaire était imminente, rompirent le silence qu'ils avaient gardé depuis le 11 juillet, et demandèrent qu'on rouvrit une discussion générale sur l'ensemble des affaires du Valais. La majorité s'y opposa, et le député de Saint-Gall, allant plus loin, demanda formellement qu'on intimât aux députés du Haut-Valais, la défense de s'adresser à la Diète. Le député de Fribourg (colonel Maillardoz) appuya cette proposition et termina en disant : « La Diète, après avoir
« été informée que la constitution du 3 août 1839 a été
« acceptée par la majorité des votans, ne peut plus
« accepter les actes d'une autorité qui n'existe plus de
« droit, mais seulement de fait dans le Canton du Va-
« lais (1). » Ces paroles étaient prononcées le 4 septembre. Cependant, par une bizarrerie inexplicable, la pro-

(1) Recès de la Diète de 1839.

position de Saint-Gall n'obtint que dix voix et demi ; Soleure et Grisons firent défaut à la majorité. En même temps la Commission diétale annonçait qu'elle terminerait ses travaux le lendemain. Le grand drame devait donc se dénouer à la séance du 6. Ce jour-là, à neuf heures du matin, une horde de fanatiques, conduits par un ecclésiastique, envahit la ville fédérale ; une lutte déplorable s'engagea, le sang coula, le gouvernement de Zurich fut renversé, la Diète eut un Vorort tué sous elle.

La conséquence de cet incroyable événement, que nous nous contentons de mentionner, fut d'arrêter tous les travaux de la Diète. On put croire un moment qu'il tuerait la Diète elle-même. Son effet ne s'étendit pas jusque-là ; mais l'assemblée fédérale, réduite à l'état de chrysalide pendant 17 jours, subit une étrange transformation. Le 23 septembre, lorsque les mêmes hommes se retrouvèrent en présence, ils avaient passé à l'épreuve du feu, la majorité n'existait plus.

Les députés du Valais qui, depuis le 6 septembre, attendaient leur introduction dans le sein de la Diète, prévoyaient sans doute ce résultat, car, par une adresse en date du 10 septembre, ils réclamèrent avec instance leur admission, rappelant la soumission complète de leurs commettans aux ordres de la Diète, la régularité, la légalité de leurs procédés, et opposant cette conduite à la résistance persévérante du Haut-Valais ; en même temps ces messieurs donnèrent quelques explications au sujet des 10,770 votes dans cette dernière partie du pays. Ils établissaient, par des rapprochemens avec les dizains occidentaux, l'impossibilité de trouver ce nombre pro-

digieux de votans qui s'élevait, dans plusieurs dizains du Haut-Valais, à plus du tiers de la population totale, tandis qu'il n'en formait que le cinquième dans les dizains occidentaux ; ils dénonçaient la manière étrange dont la question avait été posée : « Voulez-vous rester catholiques ? avait-on demandé aux uns. — Oui, s'écriaient-ils. — Eh bien ! votez pour la bonne vieille « cause, » et ils votaient. Aux autres, on leur disait avec urbanité, qu'on ferait passer les dissidens par les fenêtres ; à d'autres on donnait de l'argent ; pour tous on baissait le prix du sel ; enfin, lorsque tous ces moyens étaient insuffisans, on colportait des listes, on convoquait le ban et l'arrière-ban, enfans, étrangers, cretins, absens même figuraient sur ces listes, qu'on avait tant d'intérêt à grossir (1).

Dans ces lieux reculés, aucun document émané des représentans fédéraux n'avait pénétré ; le peuple avait été tenu dans une ignorance complète ; la nouvelle constitution n'avait jamais été publiée. En un mot, en faisant voter exclusivement le peuple sur le maintien de la constitution de 1815, c'était lui demander d'une manière captieuse s'il voulait conserver sa chaumière, sans l'informer en même temps qu'une maison spacieuse et commode était prête à le recevoir. Il y avait de la vérité dans l'exposé des députés du Valais : jamais peuple ne fut plus abusé sur les hommes et sur les choses que le peuple du Haut-Valais. Les hommes des dizains oc-

(1) Adresse à la haute Diète fédérale par les députés du Valais. Zurich, 10 septembre 1839. Pièces justificatives.

cidentaux que l'on supposait à la tête du mouvement, étaient représentés comme des espèces de monstres difformes, en communication directe avec le malin esprit. On poussa l'absurdité à ce point que le docteur Barman, faisant bâtir une maison neuve à Saint-Maurice, on persuada aux gens du Haut-Valais qu'elle était destinée à devenir un temple protestant. Ils délèguèrent deux hommes pour vérifier ce fait, de même que jadis les Hébreux envoyaient des messagers explorer la terre de Canaan. Les envoyés valaisans furent bien surpris en voyant que ce prétendu temple devait être pourvu de caves et de pressoirs. Ils auraient été plus édifiés encore si, lisant dans le cœur du possesseur de cette demeure, et dans celui de la plupart de ses amis politiques, ils avaient acquis la preuve que ces ambitieux étaient des gens modestes, dévoués à la cause du pays, et si peu occupés de la position personnelle que les événemens pouvaient leur assurer, que tous soupiraient après le moment où ils pourraient honorablement mettre fin aux sacrifices de temps, d'argent, de repos qu'ils faisaient à leur patrie, pour rentrer avec délices dans cette position privée, où ils trouvaient du profit et du bonheur.

Ce moment n'était pas encore venu pour eux, et la Diète fédérale ne leur préparait pas les moyens d'y arriver.

Ce fut, nous l'avons dit, le 23 septembre que le président du Vorort régénéré ouvrit la discussion sur les affaires du Valais. La Diète entendit d'abord le rapport de la Commission qui avait terminé le 5 ses travaux. Dans ce document, la Commission établit son point de

départ. « L'arrêté du 11 juillet, dit-elle, fait seul règle
« pour la Diète et pour la Commission. Les opinions
« en sens contraire ne peuvent être prises en considé-
« ration. » Puis, après un exposé fidèle des faits qui ont
eu lieu depuis cet arrêté, elle ajoute, en parlant du Bas-
Valais : « La Commission a remarqué dans toute la ma-
« nière de procéder, exposée jusqu'à présent, une régu-
« larité et une exactitude dont on n'a peut-être jamais
« eu d'exemple, lorsque des votations ont eu lieu sur
« de nouvelles constitutions. L'avis formel de la Com-
« mission est, que la constitution du 3 août doit être
« considérée comme acceptée, et qu'elle peut réclamer,
« comme constitution du Valais, la jouissance de tous
« les droits qui résultent du pacte fédéral. » Elle joi-
gnit à cette proposition, celle de passer à l'ordre du
jour sur toutes les plaintes et récriminations récipro-
ques, et de mettre au néant le souvenir de quelques
désordres dont on avait, Dieu merci, exagéré la gra-
vité (1).

La Commission n'avait pas pensé que la votation du
Haut-Valais, sur le maintien de la constitution de 1815,
dût changer ses conclusions. Elle exposait ses motifs,
en se fondant sur le seul document officiel que la
Diète pût reconnaître, les tableaux de recensement de
1837; le rapport entre la population qui avait pris part
à la Constituante et celle qui l'avait repoussée, était
toujours de 43 à 34; prendre en considération l'op-

(1) Rapport de la Commission du 5 septembre, fait le 23 no-
vembre 1839. Recès de la Diète de 1839.

position des dizains supérieurs serait donner raison à la minorité contre la majorité.

Aucune opération, antérieure ou subséquente à la votation régulière du 25 août, ne devait empêcher cette dernière de produire tout son effet, puisque l'arrêté du 11 juillet n'exigeait que la majorité des membres présents. Ceux qui ne sont pas venus avaient été bien avertis; ils ont mis à néant les arrêtés de la Diète et ceux des représentans fédéraux; ils n'ont tenu compte, ni du jour fixé, ni des formes prescrites; agissant d'après des règles qu'ils se sont eux-mêmes imposées, ils ne peuvent venir réclamer la protection d'une autorité qu'ils ont méconnue, et c'est ici le cas d'appliquer l'adage, *« le fait ne prouve rien contre le droit. »*

Par d'autres motifs qui se rattachent à ceux que nous avons énoncés plus haut, la Commission proposait de passer à l'ordre du jour sur la protestation de l'évêque.

Tel est le résumé de ce rapport intéressant, qui exprimait l'opinion de l'unanimité des membres de la Commission; il avait été arrêté et signé le 5 septembre. Avant d'avoir à se prononcer sur les conclusions de ce rapport, la Diète, dans cette même séance du 23 septembre, entendit la lecture de quelques documens importans: une protestation des dizains orientaux, une plainte contre les scènes tumultueuses qui avaient eu lieu dans quelques communes, d'autres contre la précipitation avec laquelle la constitution du 3 août avait été mise à exécution, une demande de ces mêmes dizains à la Diète, pour qu'elle consentit à une séparation définitive ou provisoire entre le Haut et le Bas-Valais, demande qui, cependant,

était vue avec regret dans les dizains d'Hérens, de Sierre et de Loèche. La Diète reçut aussi divers rapports des représentans ; ils annonçaient, que le bruit d'armemens dans le Haut-Valais s'étant répandu à Sion, le gouvernement avait appelé de l'artillerie dans cette ville ; les autorités de Sierre, interpellées par les représentans fédéraux, avaient déclaré qu'elles ignoraient s'il se faisait des armemens à Brigg (1). Etrange ignorance ! car il était de notoriété publique, qu'à l'ouïe des événemens de Zurich, un enthousiasme guerrier s'était manifesté dans le Haut-Valais. A Loèche, tous les hommes de quinze à soixante ans avaient reçu l'ordre de se tenir prêts à marcher ; on avait acheté des armes et des munitions : aussi cette rumeur avait pris beaucoup de consistance. Il était dit encore, qu'une compagnie haut-valaisane, ayant été répartie dans les villages de Saint-Léonard et de Bramois, situés l'un et l'autre à trois quarts de lieue de Sion, le gouvernement siégeant dans cette ville avait appelé quatre compagnies de milice, le 17 septembre (2).

Enfin, la Diète reçut une demande formelle de MM. Barman et de Rivaz, d'être admis comme députés du Valais.

Après avoir beaucoup écouté, le moment arriva où il fallait aussi parler et voter. On évitait d'aller au but, et l'action s'engagea par quelques escarmouches. Des consciences timorées, espérant gagner quelques jours de répit, proposèrent un nouveau renvoi à la Commission ;

(1) Recès de la Diète de 1839.

(2) Rapports des Représentans. Recès de 1839.

mais cette proposition resta en minorité, et l'on convint que l'action décisive aurait lieu le lendemain. Le terrain de la bataille devait être l'admission des nouveaux députés du Valais. Ce jour-là on entendit des voix qui s'étaient condamnées au silence depuis le 11 juillet. Les amis politiques du gouvernement de Sierre ne se renfermèrent plus dans des protestations muettes ; ils déclarèrent que la majorité des citoyens valaisans était acquise à la Constitution de 1815, que le gouvernement de Sion n'avait point de caractère légal, et que ses députés n'avaient aucun titre pour être admis à la Diète fédérale ; ils blâmèrent avec amertume la conduite des représentants, demandèrent leur remplacement, et proposèrent que l'on tentât de nouveaux essais de médiation. Ces déclarations ne devaient point surprendre de la part des Cantons appelés Sarniens ; elles étaient d'accord avec leur politique et leurs actes antérieurs. Mais ils avaient recruté dans les rues de Zurich, le 6 septembre, des auxiliaires qui ne leur firent pas défaut. Les députés des états de Zurich, Glaris, Zug, Fribourg et Schaffouse, qui avaient concouru à l'arrêté du 11 juillet et aux actes qui en avaient assuré l'exécution, firent un changement de front. Rappelant la manœuvre des troupes saxonnes dans les plaines de Leipsick, le 18 octobre 1813, ils passèrent à l'ennemi au milieu de la bataille, et pointèrent leurs canons sur leurs anciens alliés. Le député de Glaris pointa si gauchement ses pièces, qu'il fit honte, dit-on, à ses nouveaux alliés ; il attaqua les représentants et le Bas-Valais avec cette ferveur de zèle que manifestent ordinairement les renégats. Celui de Zug avoua

avec candeur, qu'il modifiait son vote à cause de *la nouvelle tournure que les choses avaient prise*.

La position du député de Fribourg était difficile ; il avait concouru, comme commissaire, à l'arrêté du 11 juillet et à tous les arrêtés subséquens : il les avait votés comme député, en vertu d'instructions. Il s'agissait de faire demi-tour, mouvement difficile et délicat pendant l'action ; M. le député s'en tira à merveille : il se déclara le champion fidèle de cet arrêté, son co-enfant ; il proposait seulement qu'on le suspendit, comme ces fruits que l'on suspend pour compléter leur maturité ; il concluait aussi en demandant le remplacement des représentans fédéraux dans le Valais (1).

Nous ne rédigeons pas un protocole des séances de la Diète fédérale, et nous ne suivrons pas chacun des députés dans l'énoncé de leurs votes. En résumé, on vit les hommes fermes et consciencieux des deux camps rester attachés à leurs principes, et une majorité flottante porter des secours, qui, malheureusement, se comptaient et ne se pesaient pas, au parti auquel le 6 septembre avait redonné vie et espérance. Triste nécessité pour les partis politiques de compléter leurs bataillons par l'adjonction de tels auxiliaires. C'est Marius et Sylla, armant alternativement les esclaves pour s'entre détruire.

Les uns et les autres eurent à supporter les incisives remontrances du député de Vaud ; il fit justice de la votation du Haut-Valais, par ce raisonnement qui nous paraît décisif en cette circonstance : « Si la majorité eût

(1) Recès, 26, 27 septembre 1839.

« été véritablement contraire à la nouvelle constitution ,
« cette majorité se fût présentée à la votation, et en re-
« poussant régulièrement un acte qui lui déplaisait, elle
« eût manifesté d'une manière irrécusable, et sa force,
« et ses égards pour la Confédération. »

Les Cantons de Berne, Lucerne, Soleure, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Vaud et Genève, et les demi-Cantons de Bâle-Campagne et d'Appenzell (Rhodes extérieures) votèrent pour le maintien de l'arrêté du 11 juillet et l'admission des députés du Valais. Ils demeurèrent en minorité, tandis que la proposition de continuer des tentatives de conciliation avec de nouveaux représentans, obtint, à la séance du lendemain, une majorité réglementaire.

Le député de Genève avait déclaré qu'il pourrait se joindre à un nouvel essai de médiation, sous la réserve formelle que cette médiation serait fondée sur le principe de l'égalité des droits. Des gens de beaucoup d'esprit (le député de Neuchâtel en particulier) répondirent que cette condition était si naturelle, qu'il valait mieux n'en pas parler. Ce raffinement subtil ne satisfit pas le député de Genève (1).

Enfin, il fut décidé qu'on *remercierait* beaucoup les représentans actuels, et qu'on les inviterait à se retirer pour faire place à d'autres. Ces derniers furent MM. les bourgmestres Frey de Bâle, Meyenbourg, de Schaffouse, et le colonel Maillardoz qui offrait courageusement à la nouvelle médiation le concours *vigoureux*

(1) Recès de 1839.

qu'il avait prêté à l'arrêté du 11 juillet. Le député d'Uri ayant demandé de plus, que le Bas-Valais fût sommé de désarmer : « Ah ! messieurs, s'écria le député de Vaud, « tandis que son poing vigoureux faisait résonner la *table verte* (1), ah ! messieurs, il paraît que l'appétit « vient en mangeant. »

Cette expression pittoresque était vraie ; les députés dits conservateurs croyaient à un changement de politique complet. Il fut fait, à cette époque, quelques ouvertures de rapprochement à l'un des hommes les plus éminens de ce parti. Il répondit : « Que le temps des « concessions était passé, et que la Suisse allait modifier essentiellement sa politique. »

Les députés des Cantons de Berne, Lucerne, Saint-Gall, Argovie, Soleure et Thurgovie, imitant l'exemple que leurs adversaires leur avaient si souvent donné, ne prirent aucune part à toutes ces opérations. Lorsqu'elles furent consommées, les mêmes députés, s'exprimant par l'organe du député de Berne, firent insérer au protocole de la Diète une *vigoureuse* protestation contre des actes qu'ils regardaient comme attentatoires aux droits du Valais, contraires à la foi jurée, déplorables pour l'avenir de la Suisse, destructeurs de la dignité et de l'autorité de la Diète fédérale (2).

La Diète écouta en silence cet arrêt de condamnation, puis elle s'ajourna. Les médiateurs se disposèrent à par-

(1) Les députés à la Diète siègent autour d'une table demi-circulaire.

(2) Voyez Pièces justificatives.

tir pour le Valais. Ils y avaient été précédés par les députés de cet Etat, qui, après avoir soutenu avec fermeté les droits de leur pays, allaient exciter la juste indignation de leurs concitoyens, auxquels ils rapportaient des déceptions au lieu de la stabilité qu'ils avaient cru conquérir. Dès lors, ce qui n'était qu'une présomption est devenu une certitude, et la preuve est acquise, que le gouvernement de Sierre était décidé à se soumettre et à reconnaître la constitution du 3 août, sans attendre une sommation ultérieure, si la Diète reconnaissait cette constitution en vertu de l'arrêté du 11 juillet. A la Diète seule donc, la responsabilité des événemens qui suivirent.



CHAPITRE V.

Nouvelle intervention fédérale.

Le résultat obtenu devait causer, cependant, plus de mécontentement que de surprise ; depuis le 6 septembre, tous les organes de la presse conservatrice avaient annoncé que les événemens de Zurich feraient ajourner toute décision irrévocable sur les affaires du Valais ; le texte que ces journaux commentaient à l'envi, était le chiffre des 10,700 votans du Haut-Valais. Les arithméticiens politiques avaient imaginé, au moyen d'explications, d'inférences et de références, un calcul ingénieux, suivant lequel la majorité réelle contre la constitution de 1839, aurait été de 3,726 voix ; à ces assertions on joignait de grandes injures, adressées aux représentans fédéraux. Voici comment s'exprimait sur leur compte un publiciste suisse, conservateur modéré (*ab uno disce omnes*) : « Ce n'est pas leur faute (aux représentans) si
« le Directoire choisit des hommes de parti pour une
« mission pareille. Ils y ont mis véritablement toute l'im-
« partialité dont ils étaient capables. » Et plus bas :
« Ils ont voulu donner au pays, du progrès et de la li-
« berté, et ce que le pays leur demandait, c'était de la
« justice, etc., etc. » (1).

(1) Voyez *Fédéral* du 13 septembre. Lettre de M. Huber.

En vain lisait-on de touchans appels à *l'union et à la concorde*, on était forcé de reconnaître que les esprits étaient plus aigris que jamais.

On répandit le bruit, dès le 17 septembre, que le Haut-Valais allait tenter un coup de main sur Sion ; il n'était question de rien moins que d'incendier cette ville ; aussi, non content d'avoir appelé des troupes à sa défense, le gouvernement mit-il tout son contingent de piquet ; des corps de volontaires s'organisèrent. Le Bas-Valais était soutenu par les sympathies du Canton de Vaud ; plusieurs Vaudois voulaient que cette bienveillance se traduisit en offres de service et d'assistance. Les soldats réunis à Sion ne les réclamaient pas, ils se croyaient assez forts : « Si l'on nous écoute, disaient-ils, nous irons plus loin que Sion ; si nous manquons encore cette occasion, notre cause est perdue. » Il est vrai que le plus grand dévouement se manifestait chez ces hommes ; chose remarquable, aucun des militaires du Val d'Illier, soumis naguère par la force, n'avait fait défaut.

A Sierre, on n'épargnait pas les récriminations. « Les bravades du Bas-Valais, écrivait-on, donnent aux Haut-Valaisans l'envie d'aller leur faire une réponse qui leur ôtera pour toujours l'idée de les renouveler. » Cependant, de part et d'autre, on redoutait les hostilités, surtout on redoutait la dépense ; aussi licenciait-on les troupes des deux partis, en ajournant la guerre à des temps meilleurs.

Les dernières décisions de la Diète furent enfin connues. On se représente aisément l'impression qu'elles

produisirent. Des chants de triomphe d'une part; de l'autre, des cris d'indignation. « Se joue-t-on de nous? » s'écriait-on dans le Bas-Valais; que veut cette Diète, « qui foule aux pieds ses propres arrêtés? Point de « transaction, point de conciliation! Nous avons une « constitution élaborée en vertu des arrêtés fédéraux, « nous la maintiendrons au péril de notre vie! etc., etc. »

Cette étincelle électrique se communiqua dans toute la population. Ces gens simples, ne comprenant rien aux sombres détours de la politique, avaient toujours devant les yeux la foi jurée, à laquelle une si grave atteinte était portée. Par sa position géographique et par ses habitudes, le Valais avait vécu jusqu'alors éloigné des mouvemens tumultueux qui avaient agité la Suisse; il avait vu de moins près que d'autres les misères fédérales, il respectait l'autorité suprême de la Confédération, plus qu'on ne la respectait ailleurs; il avait foi en ses promesses; aussi, trompé dans ses espérances, il passa rapidement de la stupeur à la colère, qui fit place elle-même à la résolution ferme et inébranlable de ne pas céder à un déni de justice aussi criant.

Le Conseil d'Etat, intimement uni de sentiment avec ses commettans, décida qu'il n'accepterait aucune tentative de conciliation, et qu'il ne reconnaîtrait pas les nouveaux représentans avant d'avoir été reconnu par eux. De nombreuses adresses lui étaient envoyées. « Le « temps des sacrifices est passé, lui disait-on; comptez « sur notre dévouement pour défendre la constitution « du 3 août; acceptons plutôt une séparation qu'il n'aura « pas dépendu de nous d'éviter. Nous possédons le chef-

« lieu, l'arsenal, les caisses publiques : nous saurons dé-
« fendre notre position ; nous interromprons toute com-
« munication avec ces concitoyens du Haut-Valais, qui
« nous regardent comme des hommes d'une nature in-
« férieure ; peut-être regretteront-ils de nous avoir pous-
« sés à cette extrémité » (1).

Les défenseurs de la légitimité et des bons principes, répondaient ironiquement à ces plaintes : « Ce qu'une
« révolution a fait, une autre peut le défaire ; au de-
« meurant, c'est à tort qu'ils attribuent à la Diète un
« état de choses amené par la nécessité : leur constitu-
« tion n'aurait jamais pu s'établir, etc., etc. »

Les hommes du Bas-Valais n'étaient pas les seuls qui élevassent la voix ; les anciens représentans, indignés du prix dont on payait leurs services, repoussèrent avec énergie les inculpations dont ils étaient l'objet. Bientôt la Suisse eut connaissance de la lettre adressée à la Diète, par M. le président de La Harpe, représentant fédéral, pour répondre à celle où la Diète annonçait aux représentans leur rappel (2). Cette lettre appartient à l'histoire ; son importance n'est pas restreinte aux affaires du Valais, elle est un spécimen déplorable et trop exact de l'état des pouvoirs publics de la Confédération. Cette pièce est datée de Sion, le 30 septembre ; le 7 octobre, elle reçut l'adhésion du second représentant, M. l'avoyer Schaller. En vain, dans sa lettre aux nouveaux représen-
tans, en date du 28 octobre, le Vorort dit-il que le *ton et*

(1) Adresse au Conseil d'Etat du Canton du Valais.

(2) Voyez Pièces justificatives.

la tendance de cet écrit sont tels, qu'il a dû le mettre complètement de côté. » La Suisse a relevé cette miette tombée de la table du *mauvais riche*. S'étonnera-t-on, après l'avoir lue, du langage que tenait l'organe irresponsable du Bas-Valais : « Si la Diète fédérale manque « à son devoir, le Valaisan ne la manquera pas. Il fou-
« lera aux pieds l'autorité d'une majorité de petits états,
« qui sont incapables de rien exécuter (1). »

Langage de journal, dira-t-on ; oui, nous en convenons, mais ce journal était lui-même une preuve de la transformation qui s'était opérée en Valais. La population la plus paisible du globe, la plus étrangère aux débats politiques, avait été transformée en un vaste club où toutes les têtes bouillonnaient. Un pays forclos de toute publicité, accoutumé dans la tractation des affaires publiques au langage le plus circonspect, voyait deux journaux rivaux, adresser à leurs adversaires respectifs les épithètes les plus incisives, je devrais dire les plus outrageantes ; dévoiler tous les faits, mettre à nu les hommes et les choses, dépouiller chaque objet, chaque individu de son prestige. Quel était l'homme sage et réfléchissant, qui pouvait croire à la possibilité de ramener le Valais de cet état de fièvre ardente à la douce somnolence d'un gouvernement des temps passés ? Le peuple, avide de symboles comme il l'est toujours, plantait des arbres de liberté, exprimant par cette formule énergique que sa flèche était prête pour atteindre un nouveau Gessler. Nous n'appliquons point ce nom,

(1) *Echo des Alpes*, 3 octobre 1839.

toutefois, aux nouveaux représentans ; ils ne firent pas leur entrée dans le Valais, le 2 octobre, avec l'escorte redoutable qui environnait jadis le bailli autrichien. Mais s'ils avaient renoncé aux épouvantails du quatorzième siècle, ils avaient trop accordé aux aisances des temps modernes ; leurs deux carrosses à quatre ou à trois chevaux, leur suite, leurs huissiers aux couleurs fédérales, n'inspirèrent pas aux Valaisans le saint respect qu'ils devaient exciter. A peine eurent-ils atteints Saint-Maurice, que des groupes se formèrent ; des cris, des huées se firent entendre, des apostrophes énergiques furent adressées aux médiateurs ; un charivari s'organisait, ils l'évitèrent, grâce à l'intervention du docteur Barman, qui faisait servir à calmer les passions irritées, la juste confiance que ses concitoyens lui accordaient. Cette intervention fut encore utile le lendemain aux représentans. Un groupe de Valaisans avait barricadé un pont à quelques minutes de Saint-Maurice, dans l'intention d'intercepter le passage des envoyés fédéraux, qui auraient peut-être renouvelé les prodiges d'Arcole et de Lodi, si les Valaisans n'eussent cédé à la voix conciliante du président de leur Grand Conseil.

La réception que les représentans éprouvèrent le même jour à Sion, ne fut pas plus cordiale. Leurs prédécesseurs, qu'ils y trouvèrent, n'étaient pas tenus en vérité de leur adresser une harangue adalatrice ; ils exprimèrent aux représentans de la nouvelle majorité, avec une franchise toute républicaine, l'indignation profonde qu'ils ressentaient pour les inculpations injustes dont ils avaient été l'objet dans le sein de la

Diète. Pendant cette scène, on plantait devant les fenêtres de l'hôtel, un gigantesque arbre de la liberté; plus tard, ils purent entendre les vivats qui accompagnèrent le diner d'adieu que l'on offrait à MM. Schaller et de La Harpe. On ne leur offrit à eux qu'un exemplaire du fameux décret du 11 juillet, qui fut placardé sur toutes les colonnes de l'hôtel où ils logeaient : *C'est un commencement d'insulte*, dit l'un de ces messieurs, en recevant cet envoi de la main de son huissier. Ils se présentèrent chez le président du Conseil d'Etat, qui leur déclara ne pouvoir les considérer comme représentans ou comme médiateurs, avant qu'ils eussent eux-mêmes reconnu le gouvernement du Valais.

Il faut convenir que ces divers incidens ne devaient pas rendre le séjour de Sion agréable aux représentans; aussi le quittèrent-ils le jour même et allèrent-ils coucher à Sierre, où ils devaient rencontrer des visages plus rians et des sourires plus amicaux. En effet, harangues, festins, illuminations, gardes d'honneur, tout leur fut offert. Ils refusèrent ces démonstrations trop splendides. Cet empressement joyeux et ces témoignages dispendieux avaient d'autant plus de prix, que le Haut-Valais était à la veille d'être affligé de nouveau par un fléau bien cruel; les terribles inondations qui avaient eu lieu au mois de septembre, recommencèrent les 5 et 6 octobre, et causèrent d'affreux dégâts dans les dizains de Conches, de Brigg, de Rarogne et au Simplon.

C'est avec un sentiment de tristesse que nous avons raconté les scènes qui accompagnèrent l'arrivée des nouveaux représentans. Une autorité qui n'a de force que par

la considération qu'elle inspire, fut outragée. Le sentiment de l'injustice avait changé le caractère bon et facile du peuple valaisan. L'auteur de cet écrit fit, à cette époque, une course dans le Valais ; il y rencontra un des premiers magistrats d'un Canton voisin : l'un et l'autre furent frappés de la résolution profonde que manifestaient toutes les classes de la population dans le Bas-Valais. « Il faut quelquefois savoir céder de son bon droit pour avoir la paix , » disait le magistrat en question , à un vieux président de commune , simple agriculteur. — « Oui, monsieur, lui répondit ce vieillard, il faut savoir céder dix fois plutôt que d'avoir la discorde ; mais il arrive un moment où un pas de plus en arrière précipite dans l'abîme : tel fut le cas de la Suisse en 1838, tel est aujourd'hui le cas du Valais. »

Les anciens médiateurs avaient quitté le Valais le 4 octobre ; les nouveaux se mirent à l'œuvre sans retard.

Avant de commencer leurs tentatives de médiation, ils se présentèrent comme des vérificateurs chargés de constater la régularité de la votation du 18 août dans le Haut-Valais. Ils se rendirent dans les divers dizains et se livrèrent à un travail minutieux, dont on pourra lire le résumé dans leur rapport du 1^{er} décembre (1). Il nous suffit de dire qu'ils n'admirent comme douteux que 600 votans, et qu'ils reconnurent comme réguliers plus de 10,000 votes en faveur de la constitution de 1815.

(1) Voyez Pièces justificatives.

En apprenant cette opération, on se demandait pourquoi la Confédération vérifie-t-elle une votation faite sans son concours, ou plutôt contre sa volonté, sur une question qu'elle n'a pas posée? Pourquoi les représentans de la Diète annulent-ils l'arrêté de la Diète? Vérifier les votes du Haut-Valais, émis en défi de l'arrêté du 11 juillet, c'est annuler l'arrêté lui-même.

Les représentans profitèrent de leur voyage pour chercher à connaître les dispositions du Haut-Valais. Ils convoquèrent des assemblées de notables à Loèche, à Sierre, à Rarogne; ils trouvèrent en général les esprits disposés à reprendre la médiation sur la base des six articles proposés les 20 et 21 mars, avec des dispositions plus ou moins conciliantes. Au demeurant, ces hommes étaient unanimes à repousser la constitution, *parce que*, disaient-ils, *elle était contraire à la religion, parce qu'ils n'y avaient pas pris part et qu'ils avaient été traités despotiquement par les anciens représentans*. Toutefois, ils protestaient qu'ils ne repoussaient pas l'égalité des droits. « Le bruit que font à ce sujet les feuilles radicales, disaient les amis du Haut-Valais, ressemble à celui des chiens qui aboient contre la lune (1). »

Nous donnons cet échantillon du langage dont se servirent les deux partis : c'était un échange de récriminations et d'injures accompagnées quelquefois de voies de fait, circonscrites cependant dans le cercle des batteries

(1) Voyez *Fédéral* du 5 novembre 1839.

de village. Les environs de Sion et la commune de Nendaz étaient le théâtre ordinaire de ces altercations, qui formaient le sujet de réquisitions assez inutiles de la part des représentans aux gouvernemens de Sierre et de Sion. Ce dernier, apprenant que les médiateurs se proposaient de commencer leur tournée dans le Bas-Valais, fit connaître au peuple par une proclamation en date du 25 octobre, qu'il repoussait la médiation. « Très-chers concitoyens, disait-il, soyez fermes, calmes et vigilans, et comptez sur le Conseil d'Etat. » Le 30 du même mois, il notifia cette décision à tous les Cantons.

Il est probable que des préventions injustes s'élevaient contre les médiateurs. Sans doute leur désir de concilier les deux parties était sincère, nous n'en voulons pas d'autre garant que l'amour-propre humain, qui fait souhaiter le succès avec ardeur, amour-propre puissamment excité dans la circonstance actuelle, où il s'agissait de doter le parti dont ils étaient les organes du beau nom de *pacificateur*. Mais quelque bonnes que fussent leurs intentions, ils avaient des amis maladroits, et ils n'étaient pas heureux dans le choix de leurs démarches et de leurs expressions. Ainsi dans les feuilles publiques, on faisait le plus grand éloge de leur caractère, *parce qu'ils avaient refusé un dîner chez M. de Stockalper*; on les proclamait pour ce fait des *Curius Dentatus* (1). Eux-mêmes, en écrivant au Conseil d'Etat à Sion, le 8 novembre, pour l'inviter à les reconnaître, prétendirent que

(1) *Fédéral*, octobre 1839.

cette reconnaissance avait eu lieu implicitement, parce que sur l'adresse d'une lettre, le Conseil d'Etat leur avait donné le titre de représentans fédéraux. C'était puéril ; le Conseil d'Etat leur répondit avec raison : « Nous n'avons jamais prétendu que vous ne fussiez pas « représentans ; vous représentez quelque chose, mais « ce quelque chose nous ne le reconnaitrons que lorsqu'il nous aura reconnus. » Les médiateurs ajoutèrent, *la Diète doit être obéie, et ne laissera pas méconnaître les droits qui résultent pour elle du pacte fédéral* (1). Ces paroles étaient bien malséantes dans la bouche d'hommes dont les amis n'avaient cessé de répéter, avant le 6 septembre, que la Diète ne devait pas être obéie quand elle commandait des choses en dehors du pacte, et que son intervention dans les affaires du Valais était de ce nombre.

Sans doute, il est déplorable que la personnalité exerce une si grande influence dans l'appréciation des paroles ; il faudrait qu'un envoyé fût un être sans passé et sans avenir ; mais dans un petit état, où l'on vit très-rapprochés les uns des autres, cette abstraction est difficile. On ne voyait pas dans les médiateurs de simples porteurs de paroles, irresponsables des faits qui les avaient amenés ; on disait : « Ce sont MM. *de Meyenbourg* et *de Maillardoz*, qui ont concouru à l'arrêté du « 11 juillet, qui ont passé, à l'ordre du jour sur les réclamations du Haut-Valais avant le 6 septembre, et

(1) Lettre des Représentans au Conseil d'Etat de Sion. 1839.

« qui aujourd'hui réclament notre obéissance dans l'intérêt de nos adversaires ; leur collègue est M. Frey, qui nous menace des foudres de la Diète, dont pendant trois ans, comme bourgmestre de Bâle, il a énergiquement repoussé l'intervention. »

On avait tort peut-être de récriminer, mais les récriminations n'en produisaient pas moins leurs effets.



CHAPITRE VI.

Suite de l'intervention , levée de troupes.

Cette époque de l'intervention fédérale nous paraît trop importante pour ne pas entrer dans quelques détails ; nous les éclaircirons et nous les appuierons en nous référant aux documens officiels émanés de la chancellerie fédérale.

On a cru, on croit encore, que la médiation entreprise après le 6 septembre échoua principalement par la résistance du Bas-Valais , résistance qu'auraient encouragée les libéraux de la Suisse. Nous ne contesterons pas d'une manière absolue la vérité de cette assertion, mais nous affirmerons qu'il manquait encore à la médiation une condition indispensable pour le succès , nous voulons dire l'unité de vue et d'appréciation chez les médiateurs. Il n'y avait pas d'accord entre le Directoire et les représentans, et il n'y en avait pas davantage entre les représentans eux-mêmes.

La marche du Directoire fédéral était incertaine ; le style des pièces émanées de lui était embarrassé ; elles fourmillaient de lieux communs et de phrases inutiles. On voyait chez lui une lutte entre ses sympathies et la crainte d'engager une responsabilité que les éventualités

de l'avenir pouvaient rendre embarrassante. A l'appui de ces assertions nous donnons, aux Pièces justificatives, une dépêche directoriale du 28 octobre 1839 (1), adressée aux représentans. Elle contient à la fois des assertions très-prononcées et des réticences. Ainsi, en parlant de l'existence légale que s'attribue le gouvernement siégeant à Sion, le Directoire lui adresse cet ingénieux dilemme : « Vous êtes le résultat d'un acte de la Diète fédérale, puisque la Constitution du 3 août, qui vous a donné naissance, est elle-même le résultat de la volonté de cette Diète ; en conséquence vous devez reconnaître les représentans nommés par la Diète, qui viennent pour détruire cette Constitution du 3 août. » Nous livrons à nos lecteurs l'appréciation de ce raisonnement. Plus loin le Directoire ajoute, pour se dispenser de donner des directions précises aux représentans : « Votre position est bien plus favorable que la nôtre, *car vous connaissez aussi bien que nous les motifs qui ont dirigé la Diète* dans la mission qu'elle vous a confiée et vous devez aussi connaître maintenant l'état des choses en Valais. Le Vorort attend, dit-il, avec impatience le rapport des représentans, d'où il doit résulter jusqu'à l'évidence qu'il a été voté sur la constitution du 3 août dans les dizains supérieurs, et que cette constitution a été rejetée par une *incontestable majorité*. » Cette observation étant une des dernières de la pièce sus-mentionnée, on se rappelle involontairement, en lisant, que les jolies femmes ont l'habitude de mettre en *post-scriptum* leurs pensées intimes.

(1) V. Pièces justificatives.

En parcourant la série des pièces de cette correspondance entre les représentans et le Vorort, on voit que ce dernier n'était pas satisfait de l'activité de ces messieurs ; il demandait sans cesse des rapports qui ne lui étaient pas envoyés, et, dans une lettre du 26 novembre 1839, il témoigne avec raison son déplaisir de ne pouvoir adresser aucune communication aux Cantons, parce qu'il n'en reçoit point lui-même. Cependant, à cette même époque l'un des représentans, M. le colonel de Maillardoz, s'était rendu à Zurich pour avoir des conférences verbales avec le Directoire, sans que ce dernier corps l'eût appelé. Les représentans avaient envoyé un de leurs collègues pour obtenir des instructions positives sur la conduite qu'ils avaient à tenir avec le gouvernement de Sion, qui refusait positivement d'entrer en relation avec eux. Le but essentiel du voyage de l'honorable représentant était d'obtenir l'autorisation d'appeler les troupes au besoin.

Le gouvernement de Sion avait une persistance d'autant plus méritoire que sa position n'était pas facile. Le Directoire avait voulu le placer en dehors de toutes les relations extérieures ; il lui avait renvoyé les lettres et les paquets adressés aux ministres accrédités près de la Confédération, et il y aurait eu beaucoup d'intérêts privés en souffrance, sans la considération toute particulière qu'inspirait le docteur Barman : l'ambassade de France consentit à légaliser sa signature, acte d'autant plus piquant pour la légitimité, que cette même ambassade ne légalisait plus la signature du grand-bailli de Sierre. D'autre part, le ministre de Sardai-

gne légalisait la signature des présidens des dizains de Monthey et de Martigny. Il y avait donc moyen de s'entendre avec les étrangers ; cela était moins facile avec les confédérés. Les Cantons conservateurs et les Cantons circonspects, celui de Genève en particulier, avaient cessé d'entretenir des relations avec l'état du Valais. Aussi, en présence de vexations si peu méritées, les Valaisans répétaient-ils avec une profonde conviction ces mots, que l'on attribuait à MM. Schaller et de La Harpe : « Dieu vous garde de la Diète fédérale. »

Les représentans étaient revenus à Sion le 11 novembre, et ils avaient continué leurs négociations pour être reconnus officiellement. Ce fut alors, que pour adoucir un peu les esprits irrités dans le Bas-Valais, ils convinrent qu'il y avait eu quelque exagération dans le chiffre des 10,700 votans. Le Grand Conseil du Valais s'assembla à Sion, le 18 novembre ; on pouvait s'attendre à quelque manifestation bien ronflante de sa part, on pouvait croire qu'il s'égèrerait dans le champ sans limite des récriminations et des débats politiques. Cette attente fut déçue. Le discours de M. le président Barman (1) fut empreint d'un dédain noble et profondément senti, lorsqu'il parla des derniers procédés de la Diète, auxquels il consacra à peine deux lignes : « *Je me tairai, dit-il, sur la conduite de la Diète à l'égard du Valais ; je craindrais de manquer de respect à une autorité qui sait si peu se respecter elle-même ;* » puis il s'appliqua à rappeler à l'assemblée la longue série

(1) V. Pièces justificatives.

de réformes et de travaux utiles qui devait attirer toute son attention. C'était faire la censure amère du gouvernement déchu, et témoigner de la force du gouvernement nouveau, qui, sans s'inquiéter des clameurs de ses adversaires, plein de confiance dans sa durée, se hâtait de sortir des théories pour entrer dans la belle carrière des bonnes applications. Cependant le président rappela aussi que des actes de violence récents avaient eu lieu contre les partisans de la nouvelle constitution ; il émit le vœu, que le gouvernement prît des mesures efficaces pour les réprimer.

Le Grand Conseil suivit la route qui lui était tracée par son président : le budget, les droits d'entrée, le sel, la maison de force, l'organisation du Conseil d'Etat, le système hypothécaire, attirèrent successivement son attention. Il se donna un règlement pour assurer la bonne marche de ses délibérations, et il y fit entrer une disposition qui mérite d'être connue. Non-seulement les députés absens, mais encore ceux qui, étant présens, refuseraient de voter, étaient privés de tout droit à l'indemnité de présence accordée aux membres du Grand Conseil. Ce corps décréta la construction de deux routes importantes : l'une par le Saint-Bernard dans le Piémont, l'autre par le Sanetsch dans le Canton de Berne ; peu soucieux de cette misérable popularité d'un jour, qui s'acquiert trop souvent aux dépens des intérêts de l'Etat, il réduisit hardiment les appointemens des employés, congédia les hommes influens mais peu sûrs, et supprima la charge de commandant d'arrondissement militaire.

Ces mesures forcèrent les adversaires impartiaux du Bas-Valais à accorder leur estime au gouvernement qui le représentait. C'était l'époque où la plupart des Grands Conseils de la Suisse ouvraient leur session d'automne. Les affaires du Valais occupèrent une assez grande place dans les discussions ; plusieurs membres de ces Conseils avaient été examiner eux-mêmes l'état du pays ; mais , hélas ! nous avons tous une lunette qui nous fait voir les objets sous un jour particulier, et l'on donnait raison à Sierre ou à Sion , suivant la disposition d'esprit qu'on avait portée, bien plus que par le résultat d'observations faites sans préjugés.

Le gouvernement du Haut-Valais ne restait pas oisif ; il entretenait habituellement des émissaires dans toutes les communes du centre, pour les détacher de la cause du Bas-Valais : les comptes de l'administration de Sierre témoignent des frais auxquels ces démarches l'entraînaient. Il envoyait des circulaires aux états, et leur demandait de refuser toute garantie à la constitution de 1839, de maintenir celle de 1815 ou de consentir à la séparation du Valais sous deux administrations. Ainsi les représentants n'avaient pas paru tellement pénétrés de l'excellence de cette cause, que les hommes de Sierre ne crussent devoir réitérer les demandes qu'ils avaient faites avant l'arrivée des envoyés fédéraux.

Nous avons parlé du voyage de M. de Maillardoz à Zurich ; les rapports verbaux et particuliers d'un des représentants ne pouvaient pas suppléer au silence gardé par les deux autres. Ces honorables fonctionnaires étaient rarement d'accord entre eux ; aussi avaient-ils

de la répugnance à signer en commun des rapports qui devaient passer à l'épreuve de la publicité.

M. le bourgmestre de Meyenbourg, homme d'un esprit conciliant, ne partageait pas les opinions ardentes de ses collègues; au moins, comprenait-il mieux les difficultés insurmontables contre lesquelles les premiers ne craignaient pas de se heurter; chacun des représentans soumettait ses vues particulières au Vorort, en dehors des rapports généraux. On ne sera donc plus surpris de la perplexité où était souvent plongé le corps directorial. Il reçut cependant un rapport, en date du 1^{er} décembre (1). Les représentans ne lui destinaient pas la publicité qui lui fut donnée par le Directoire. Dans un rapport subséquent, du 2 décembre, ils réclament contre cette publicité, et insistent pour avoir des instructions précises sur les deux points suivans : 1° Comment doivent-ils agir vis-à-vis du Conseil du Bas-Valais? 2° Que doivent-ils faire si la paix publique est troublée?

Le Vorort n'eut pas égard à leur première demande; la presse devenait exigeante, et demandait compte des opérations des représentans : on lui livra le rapport pour la satisfaire (2).

Pour confirmer ce que nous avons dit du peu d'accord qui régnait entre les représentans, nous ajouterons que M. de Maillardoz, étant encore à Zurich, fut appelé de-

(1) V. Pièces justificatives.

(2) « Qu'on vienne dire maintenant que nous redoutons la « publicité; nous avons livré à la presse le rapport du 1^{er} décembre, en dépit des représentans. » Ainsi s'exprima un haut fonctionnaire fédéral.

vant le Conseil directorial, et qu'il lui fut demandé « s'il « partageait les scrupules de ses collègues sur la publication qu'on pourrait donner à leur rapport. » Il répondit, qu'il ne les partageait pas (1). Le Vorort ne se souciait pas d'envoyer des instructions précises ; cherchant toujours à louvoyer, il envoya aux représentans une lettre, qui devait être communiquée aux deux gouvernemens qui régissaient le Valais : elle renouvelait les éternelles prières, invitations, sommations, d'accepter une médiation. Le Vorort offrait l'image d'un malheureux juge de paix, qui, dépité à juste titre de l'entêtement de plaideurs obstinés, leur crie avec colère : *Conciliez-vous, ou que le ciel vous confonde.*

Dans une seconde lettre, destinée aux représentans eux-mêmes, le Vorort, tournant toujours autour de la question, comme un cheval bien dressé, sans s'éloigner du point central, faisait toutefois quelques observations, qui annonçaient chez lui une sorte de défiance dans l'habileté des représentans. Ainsi, dans les directions qu'il leur avait données, le 26 octobre (2), il indiquait, comme moyens collatéraux pour acheminer l'œuvre de la médiation, l'intervention de certaines personnes influentes et surtout l'intervention du clergé. Aujourd'hui le Vorort, en rappelant ces moyens, ajoute avec raison, que

(1) Die an Herrn von Maillardoz gerichtete Frage ob er die von seinen Kollegen hinsichtlich der Veröffentlichung des Berichts vom 1^{en} Christmonat geäußerten Bedenken theile, hat Herr von Maillardoz verneinend beantwortet. (Délibération du Conseil directorial du 7 décembre 1839.)

(2) Voyez lettre du 26 octobre.

la Suisse n'a jamais reconnu la discipline du Concile de Trente, et qu'il faut se garder de favoriser l'introduction, dans un acte constitutionnel, de toute disposition qui porterait atteinte aux droits de l'autorité civile (1). Enfin, répondant à la question relative à la rupture de la paix publique, le Directoire (et en ceci on doit le louer sans réserve) autorise les représentans à faire toutes les sommations possibles, mais *il se réserve d'ordonner* les mesures ultérieures, et il attend, à ce sujet, de nouveaux rapports et des propositions de la part des représentans. Nous le répétons, le Directoire, livré à lui-même, en présence de sa responsabilité, comprenant les immenses difficultés dont est semée la route où le 6 septembre a fait entrer les pouvoirs fédéraux, le Directoire hésite, il voudrait modérer le zèle trop ardent de deux représentans. Mais, lorsqu'il écrit aux états, lorsqu'il espère couvrir sa responsabilité par leur adhésion, il se donne carrière, et il revient à ses inclinations naturelles. Ainsi, dans sa circulaire du 10 décembre, il affirme de nouveau formellement, que la constitution de 1839 a été rejetée par plus de dix mille citoyens. Etrange égarement de l'esprit de parti ! Le Vorort, qui s'indigne de la résistance que lui oppose le Conseil du Bas-Valais, met en relief cette votation du 18 août, dans les dizains orientaux, sans se rappeler qu'elle eut lieu pour braver l'autorité fédérale. En subordonnant ainsi la droiture à la convenance, on arrive directement à la force brutale, comme au seul moyen de

(1) Circulaire du 10 décembre 1839.

résoudre des questions que le droit et la logique sont impuissans à décider.

Le Vorort ne se contentait pas de ces rapports officiels avec les représentans et les Cantons, pour exprimer sa pensée sur les affaires du Valais : ce fut à peu près à cette époque, et par son ordre, qu'un haut fonctionnaire fédéral fit paraître un écrit, où la question était traitée avec étendue (1). L'impartialité à laquelle il prétendait n'était qu'apparente ; dirigé contre les anciens représentans, il était également hostile au Bas-Valais : il lui adresse en particulier un reproche bien étrange, il lui fait un crime de s'être soumis à l'arrêté du 11 juillet !

Cependant, les représentans ne furent pas satisfaits de la circonspection du Vorort, et ils le témoignèrent dans une lettre du 14 décembre (2). En se plaçant dans leur point de vue, on ne peut méconnaître la force de leurs objections. Il était évident, en effet, qu'en se réservant exclusivement l'appel des troupes fédérales, le Directoire accordait au Valais dix jours, au moins, pour se battre en toute tranquillité. Le Vorort aurait-il entrevu la possibilité que le Valais mît cet espace de temps à profit, pour lui procurer à lui, Directoire, et à la Suisse entière, le grand soulagement d'un *fait accompli* ? On se rappelle qu'à cette époque, les conservateurs, et même les libéraux, étaient convaincus que si une collision violente avait lieu, toutes les chances étaient en faveur du Haut-Valais.

(1) V. Pièces justificatives : Considérations sur les affaires du Valais, sous le point de vue fédéral.

(2) *Idem.*

Les représentans, soit qu'ils n'eussent pas des vues aussi étendues, soit qu'ils jouassent *bon jeu bon argent*, insistèrent pour obtenir le pouvoir de mettre des troupes en disponibilité; il leur tardait, sans doute, d'avoir des auditeurs plus soumis que les Conseils de Sierre et de Sion. Le 20 décembre, le Directoire délibéra de nouveau sur cet objet (1). Cette discussion offre des particularités très-remarquables. La partie *prudente* du Conseil directorial fit observer, que la crainte d'une violation de la paix publique dans le Valais ne paraissait pas imminente; M. de Maillardoz était déjà depuis *plusieurs semaines* à Zurich, sans que l'on eût appris dès lors que la paix du Valais eût été troublée. On ajoutait, que peut-être les représentans, ne pouvant souffrir les mauvais procédés du Bas-Valais, voulaient l'amener à résipiscence en se présentant armés du pouvoir *de lever des troupes* (2). Mauvais moyens, disaient encore les hommes *prudens*, pour préparer une médiation; il serait bien plus sage d'intéresser les hommes influens du Valais au maintien de la paix publique; enfin, est-il bien certain que le Vorort ait lui-même le pouvoir qu'on lui propose de conférer (3)?

(1) Délibération du Conseil d'Etat directorial, 20 décembre, p. 156 du texte allemand.

(2) Die Herren Representanten dürften vielleicht nur um deswillen die Ermächtigung zu Truppenaufgebot verlangen, um sich durch solches Aufgebote die Anerkennung in Unterwallis zu verschaffen, deren Abgang sie nicht scheinen verschmerzen zu können.

(3) Etc., etc. Zugleich wollte die Competenz des eidge-

Aux hommes prudents, répondirent les hommes énergiques : « Il fallait, disaient-ils, montrer de la confiance aux commissaires ; il fallait couvrir leur responsabilité : les articles 8 et 10 du Pacte permettent la levée des troupes. » (Il est vrai que l'article 8 permet beaucoup de choses.) Entre les hommes *prudents* et les hommes énergiques, il se fit un compromis, et le Directoire décida : 1° Que l'on continuerait à enjoindre aux deux parties du Valais de garder la paix publique ; 2° que ce serait l'objet essentiel de la surveillance des représentans ; 3° que les Cantons de Vaud, de Fribourg, de Berne et de Genève, seraient requis d'exercer la surveillance fédérale, et que, si nonobstant ces précautions la guerre civile éclatait, on demanderait, *de concert* avec le Vorort, une levée de troupes à ces mêmes Cantons, qui devraient aussi empêcher leurs ressortissans d'intervenir irrégulièrement dans les affaires du Valais ; 4° que les troupes seraient commandées par le colonel Charles Bontems, de Genève. — Nous donnons, aux pièces justificatives (1), les trois lettres adressées par le Directoire aux Cantons, au colonel Bontems et aux représentans eux-mêmes. On remarquera dans ces pièces deux phrases significatives : « M. Bontems, dit le Vorort aux Cantons, reçoit l'ordre « de ne faire entrer ses troupes dans le Canton du Va-
« lais, qu'en vertu d'un ordre spécial que le Directoire
« fédéral s'est réservé de lui faire parvenir après avoir

nössischen Vororts Truppenaufgebot anzuordnen bestritten werden. (Délibération du 20 décembre. Texte allemand.)

(1) V. Pièces justificatives.

« reçu des informations plus détaillées de MM. les re-
« présentans. »

Dans la lettre à M. Bontems, il est dit : « Nous vous
« engageons donc à vous mettre en rapport, d'un côté,
« avec MM. les représentans, sous les ordres immédiats
« desquels vous serez placé, *le cas échéant*, etc., etc. »

Nous lisons enfin, dans la lettre aux représentans, que les réquisitions pour la levée des troupes, ne doivent avoir lieu que dans le cas d'hostilités effectives, et que les représentans doivent se mettre en rapport avec le colonel Bontems à *Genève* (zū Genf) : zū Genf veut dire à Genève, et ne signifie pas à Bex ou à Sierre.

La réserve du Directoire était sage, et l'événement la justifia ; en effet, dans un nouveau rapport, en date du 20 décembre, les représentans ne parlent plus d'hostilités imminentes ; cependant ils avaient attiré à Bex, et plus tard à Sierre, le colonel fédéral. Ce fut un malheur : le séjour de cet officier, seul, sans état-major, à une demi-lieue de la frontière du Valais, excitait la risée des uns et causait de l'irritation aux autres sans les effrayer. On plaisantait sur ce quartier-général *in partibus*. L'état-major fédéral, jusqu'alors étranger à ces tristes débats, y prenait part d'une manière déplacée ; on compromettait un brave et digne officier ; le mauvais vouloir des représentans pour le Bas-Valais s'y montrait à découvert ; il n'y eut dès lors aucune possibilité de rapprochement entre les esprits, déjà si mal disposés.

CHAPITRE VII.

Fin de la médiation.

Décidément les représentans avaient de l'humeur ; dans le rapport du 20 décembre, ils déclarent qu'ils ne feront pas de nouvelles ouvertures aux deux gouvernemens, dont les réponses leur sont connues d'avance (1). Ils continueront leurs négociations particulières, et ils demandent qu'on ne les rende pas publiques intempestivement, pour ne pas compromettre les gens qu'ils emploient ; ils disent que tout le clergé supérieur est favorable à la médiation ; ils terminent en annonçant qu'ils ont obtenu inofficiellement du gouvernement de Sierre, l'énoncé de certains articles, dont l'acceptation par le Bas-Valais serait un acheminement vers un rapprochement. Ces conditions préalables sont les suivantes : 1° le délai pour exercer le *référéndum* serait porté à 60 jours ; 2° les quatre voix de l'évêque lui seraient conservées ; 3° on donnerait des garanties contre l'augmentation des droits d'entrée sur certaines denrées et l'établissement d'impôts directs ; 4° enfin (c'est encore le *post-scriptum* de la jolie femme), il y aurait une candidature pour le Conseil d'Etat, c'est-à-dire, que les dizains présenteraient

(1) V. Pièces justificatives.

pour ce corps des candidats, entre lesquels le Conseil d'Etat aurait à faire un choix. Les représentans eux-mêmes furent frappés de la nudité d'égoïsme et de personnalité, que dénotait cette dernière demande. Cependant ils annonçaient qu'ils allaient se rendre à Saint-Maurice, pour conférer sur ces propositions avec le docteur Barman. MM. Frey et de Meyenbourg entreprirent en effet ce voyage, quoique M. Barman leur eût expédié la veille une estafette pour les prévenir qu'il ne pourrait les recevoir ; il ne leur cachait pas que le principal motif de son refus était l'appel qu'ils venaient de faire à des bataillons fédéraux. Ces messieurs reprirent à une heure tardive le chemin de Sion. Arrivés à Martigny, ils furent entourés par une bande de jeunes imprudens ; ils furent contraints de quitter leur voiture et de se rendre dans une auberge, où ils entendirent les récriminations les plus incisives à une heure avancée de la nuit. Il n'est aucune sympathie politique qui puisse faire excuser cette violation des lois de la décence et de l'hospitalité. Malheureusement les partis politiques comptent toujours de ces hommes qui semblent prendre à tâche de gâter les causes les plus saintes et les plus légitimes (1).

De nouvelles clameurs attendaient à Sion les représentans ; elles étaient surtout dirigées contre M. de Mailardoz. On proféra des cris inconvenans sous leurs fe-

(1) Il n'y eut pas de violence effective, et nous pensons que si les représentans eussent déclaré vouloir passer outre, ils auraient trouvé la route libre ; mais il n'est pas moins vrai que cette interpellation nocturne était hautement inconvenante.

nètres. Dégoutés à bon droit de ce séjour, ils se retirèrent à Sierre.

Le sentiment qui avait dicté le refus du docteur Barman était naturel, et l'opinion publique en Suisse condamnait cette levée de boucliers; les Vaudois, en particulier, étaient unanimes à cet égard et aucun fait ne venait justifier cette mesure. Quelques querelles, pour une commune que réclamaient le gouvernement de Sion et celui de Sierre, ne paraissaient pas des motifs suffisans pour mettre en contact des populations inflammables et des hommes armés. Aussi les états de Berne et de Fribourg demandèrent-ils des explications avant de mettre des troupes sur pied, et ils furent appuyés par le Canton de Saint-Gall. Le gouvernement de Vaud fit aussi de sérieuses représentations, et ajouta que toutes ses troupes étant disponibles, il n'était pas nécessaire qu'il mît un bataillon de piquet.

On ne s'étonnera pas de ces diverses observations, en se rappelant qu'elles avaient été déjà présentées dans le sein même du Conseil directorial.

Ce Conseil eut encore, le 26 décembre, à délibérer sur toutes ces complications. Il prit connaissance des observations faites par les Cantons; il fut informé du départ intempestif du colonel fédéral, et il acquit la preuve que la discorde était derechef au camp d'Agramant. L'un des représentans, le colonel de Maillardoz, écrivait le 23 décembre, en son nom personnel, qu'il serait convenable de lever un plus grand nombre de troupes (1). Il

(1) Délibération du Directoire, 26 décembre, p. 164.

est vrai que l'armée fédérale n'était pas nombreuse ; le général se morfondait à Bex , et les Cantons de Vaud , de Berne et de Fribourg, ne manifestaient pas un grand empressement à guerroyer dans le Valais.

Le Vorort, ne voyant plus clair en ce brouillamini, fit partir en courrier extraordinaire le secrétaire d'état fédéral, pour mettre le *holà!* entre les représentans. Ces messieurs s'étaient derechef retirés à Sierre, pour se soustraire, disaient-ils, aux mauvais traitemens qu'ils éprouvaient dans le Bas-Valais. Ils avaient appelé auprès d'eux le colonel Bontems pour les reconforter (1). Cet officier zélé adressa *deux rapports* au Vorort le 25 et le 27 décembre ; en vérité c'était un tour de force d'avoir trouvé matière à faire des rapports dans la solitude de Bex. Les représentans, en annonçant que M. Bontems était venu à Sierre, ajoutaient : « *Au reste, la tranquillité publique n'a pas été troublée* (2). »

Cependant le Conseil de Sion protestait énergiquement contre ces mesures. Dans une lettre du 30 décembre, adressée au Directoire, il déclarait qu'il s'était soigneusement abstenu de toute démonstration capable de troubler la tranquillité publique, nonobstant plusieurs actes vexatoires, exercés dans diverses communes contre les adhérens de la constitution du 3 août, notamment dans les communes de Grange, de Chaley, d'Evolenaz et de Salins.

Ainsi la menace de l'armement avait manqué son effet. Le Bas-Valais n'en était pas effrayé ; peut-être ne

(1) Délibération du Conseil d'Etat directorial, p. 164.

(2) Uebrigens sei der Landfriede nicht gestört.

croyait-il pas qu'elle pût se réaliser, peut-être aussi avait-il calculé sérieusement la possibilité d'une résistance sur les deux rives du Rhône (1). Le Conseil de Sierre, s'adressant de nouveau aux représentans par une lettre datée du 31 décembre, protestait en termes assez vagues de sa disposition à accueillir une médiation, en réservant *l'agrément des communes*.

Ces assurances ne parurent pas suffisantes aux représentans; ou plutôt, découragés en voyant le Bas-Valais sourd à leurs menaces comme à leurs propositions, ils déclarèrent au Directoire, par leur rapport du 4 janvier 1840, qu'ils considéraient leur mission en Valais comme terminée.

Déjà M. de Meyenbourg avait demandé un congé; M. de Maillardoz, à son tour, annonça par une lettre particulière du 4 janvier, que se trouvant en butte à une malveillance toute spéciale, dont les motifs lui étaient inconnus (2), il allait, comme Israël, se retirer sous ses tentes; et en effet il regagna Fribourg. Il vit à son passage à Bex le colonel Bontems; cette entrevue fut troublée par quelques démonstrations des carabiniers vaudois, qui y étaient réunis en grand nombre, et qui se livrèrent à des manifestations peu gracieuses pour les mandataires de la Confédération. Ainsi le résultat, le résultat magnifique, qui devait amener le changement politique du 6 septembre, aboutit à l'outrage et à la déconsidération des représentans fédéraux. Il faudrait

(1) Des dispositions avaient été faites pour occuper Saint-Maurice, et les points les plus accessibles du pays.

(2) Délibérations du Directoire, p. 167.

toutes les préoccupations de l'esprit de parti, pour justifier ces excès. Les libéraux sages les déplorèrent ; les magistrats de la ville de Sion ordonnèrent une enquête sur les faits qui s'étaient passés dans ce lieu, et écrivirent aux représentans, pour leur témoigner le déplaisir qu'ils avaient ressenti de ces mauvais procédés.

Le Vorort eut connaissance du départ de M. de Mailardoz dans sa séance du 9 janvier. Il reçut en même temps le rapport verbal de son envoyé extraordinaire, le secrétaire d'état. Ce rapport contribua à consoler le Directoire de la dissolution du trio fédéral ; il écrivit le lendemain aux représentans, que la présence d'un seul d'entr'eux dans le Valais suffisait pour le moment, et M. Frey fut la victime dévouée ; mais son épreuve fut courte, et il ne tarda pas à aller se consoler à Zurich de toutes les tribulations qu'il avait éprouvées dans le Valais. Il quitta ce Canton à la fin du mois de janvier. En annonçant ce départ aux gouvernemens de Sierre et de Sion, le Vorort les rendit responsables du maintien de la paix publique, et du *statu quo*, et chargea les Cantons de Vaud, de Fribourg et de Genève, d'exercer la surveillance fédérale. Le colonel Bontems avait aussi levé son quartier-général de Bex, et s'était retiré dans son domicile.

On assure que l'envoyé extraordinaire, M. de Gonzenbach, avait rapporté du Valais une proposition qui n'avait pas le mérite de la nouveauté. Il voulait que l'on ordonnât aux deux partis de se reconstituer pour la troisième fois dans un terme fixé, et qu'on les y contraignit au besoin, même par la force. Nous ne savons si cette

seconde édition de l'arrêté du 11 juillet, revue, corrigée et augmentée, aurait eu plus de succès que la première, que les éditeurs avaient conservée tout entière dans le magasin.

Il paraît aussi que M. de Gonzenbach ne professât pas pour le talent des médiateurs, la même estime qu'il avait pour leurs personnes. On peut présumer que ce fut d'après ses avis, que l'on fit des ouvertures auprès de divers magistrats des Cantons voisins du Valais, pour leur offrir l'héritage du triumvirat en retraite. Personne ne voulut l'accepter, même avec bénéfice d'inventaire.

Les représentans défunts s'étaient réunis à Zurich, le 5 février, pour travailler à leur rapport final. Ils le présentèrent le 8 au Directoire, qui leur demanda plusieurs rectifications auxquelles ils consentirent. Cependant ils ne voulurent pas rendre publique la lettre que leur avait écrite le docteur Barman, pour refuser de prendre part à la médiation basée sur les articles confidentiels proposés par le gouvernement de Sierre. En terminant leur rapport, ils proposaient : « Que le Vorort trouvât
« quelque moyen bien efficace pour agir sur le Canton du
« Valais, l'acheminer à une réconciliation, et engager
« les deux partis à se réunir pour donner à la popula-
« tion le moyen de faire connaître, par un scrutin se-
« cret, de quel côté se trouvait la véritable majorité
« dans la question constitutionnelle (1). Le Vorort fit

(1) « Es möchte der Vorort auf geeignet findende Weise bei den Landestheilen des Cantons Wallis auf Versöhnung hin-

observer aux représentans que cette proposition, admirablement sage en elle-même, demeurerait stérile aussi longtemps qu'elle ne serait pas accompagnée d'une proposition d'exécution, et qu'il serait utile au moins de connaître la question que les représentans conseillaient de poser au peuple du Valais, dans le scrutin secret.

Les représentans modifièrent un peu les conclusions de leur rapport, et terminèrent par une proposition d'arbitrage volontaire dont nous parlerons plus loin. Le président du Directoire adressa un compliment de condoléance à ces messieurs sur les tristes résultats de leur mission, et les autorisa à aller oublier leurs fatigues dans leurs foyers.

Ainsi, après une année de médiation fédérale, on se rapprochait du point du départ, de cette séparation que tous les actes du Directoire et de la Diète avaient eu pour objet d'éviter. Les parties elles-mêmes sem-

wirken und dieselben zu bewegen suchen, dass sie sich dahin vereinigen, der Gesamtbewölkerung Gelegenheit zu geben, in einer geheimen Abstimmung den Willen der wirklichen Mehrheit in der Verfassungsfrage auszusprechen.» Wurde beschlossen die Herrn Representanten auf den Umstand aufmerksam zu machen, dass es für den eidgenössischen Vorort äusserst wünschbar seyn müsse, von ihnen zu vernehmen, welche fernere Mittel zur gütlichen Ausgleichung die Herrn Representanten für anwendbar halten, sowie, was dieselben unter dem Ausdruck verstehn « es soll darauf hingewirkt werden, dass die einander gegenüberstehenden Parteien sich zu einer geheimen Abstimmung über die Verfassungsfrage verstehen mögen.» (Délibération du 12 janvier, p. 176.)

blaient s'accorder sur ce point, avec cette différence que le Haut-Valais, préoccupé de ses idées de restauration, voulait une séparation provisoire, tandis que le Bas-Valais demandait qu'elle fût définitive. On s'évertuait à inventer des combinaisons pour constituer deux administrations distinctes, en conservant l'unité pour la discussion des intérêts généraux du pays, discussion qui aurait lieu dans une Diète commune; mais ici se retrouvait l'éternelle difficulté : comment cette Diète sera-t-elle nommée?

L'essai tenté par la Diète, après le 26 septembre, avait échoué, et il semblait assez naturel de réunir de nouveau cette haute assemblée, en vertu de cet adage, *A nouveaux faits nouveaux conseils*. Mais le Directoire redoutait cette convocation, et sa répugnance était partagée par la plus grande partie des Cantons : les uns et les autres comprenaient que ce serait un concert de récriminations sans résultat. On eut un moment l'espoir de trouver dans le Valais même, ces médiateurs que la Diète s'était efforcée vainement de lui procurer. Quelques citoyens de Sion, et en particulier MM. Pierre de Riedmatten et de Rivaz, conçurent la bonne pensée d'entreprendre cette tâche difficile de la réconciliation; ils eurent des conférences avec des hommes des deux partis, mais ils reculèrent bientôt devant les difficultés dont leur ouvrage était hérissé. Le gouvernement de Sierre, qui avait paru si bien disposé aux médiateurs fédéraux, n'accueillit pas les ouvertures que lui firent les conciliateurs nationaux, et la tentative demeura sans résultat.

Cependant le Bas-Valais, las de toutes ces incertitudes, voulait une décision. Le gouvernement de Sion écrivit le 22 janvier au Directoire, pour demander la convocation de la Diète : « Nos populations souffrent et se
« plaignent, disait-il ; elles comprennent que cet état
« de choses ne saurait durer, et se demandent avec
« anxiété, pourquoi la Diète tarde tant à régulariser la
« position où les a placées l'arrêté du 11 juillet, etc. (1)

Le Directoire décida superbement, le 31 janvier, qu'un pouvoir qui n'existait *qu'en fait* et non *en droit*, n'avait aucun titre pour réclamer la convocation d'une Diète (2).

Le Conseil de Sion renouvela sa demande avec plus d'instance, le 8 février; il terminait par cette phrase significative : « Si la force des choses amène un résultat diamétralement opposé au but que vous croyez atteindre,
« la faute ne devra point nous en être imputée, et ce
« n'est pas nous qui aurons à en répondre à la Confédération, et à la postérité. »

Cependant, le Directoire avait consulté les Cantons ; un seul, le Tessin, appuya la demande du Bas-Valais, les autres comptant sans doute sur cette Providence particulière, qui, dit-on, n'abandonne jamais les aveugles et les enfans, préférèrent renvoyer *au lendemain les affaires sérieuses*.

Le Directoire en notifiant, le 14 février, cette décision aux deux parties du Valais, les invita à tenter un

(1) V. Lettre du 22 janvier 1840.

(2) Délibération du Vorort, p. 173.

nouvel essai de médiation. Il proposa, que chacune des parties nommât *cinq candidats médiateurs, choisis hors du Canton* (1); chaque partie en récuserait trois, et les quatre survivans tenteraient la médiation. Il ajoutait, qu'il ne pouvait pas être question maintenant d'imposer la constitution de 1839 ou celle de 1815; il faisait valoir des considérations puissantes en faveur de cette médiation volontaire; il déclarait, qu'il appuierait toutes les tentatives de conciliation; mais qu'il ne consentirait jamais à la séparation. Les actes du Directoire n'étaient pas d'accord avec ses paroles: il tonnait contre la séparation, et il faisait tout pour la rendre durable, en fixant des limites bien distinctes aux deux territoires, et en adjugeant arbitrairement certaines communes aux deux parties du Valais. Ces propositions étaient à peu près celles par lesquelles les représentans terminaient leur grand rapport: après avoir reconnu leur impuissance et demandé leur démission, ils indiquaient un mode de vivre provisoire, demandaient qu'on provoquât un scrutin secret, dans tout le pays, pour vider la question constitutionnelle, et proposaient que les parties nommassent elles-mêmes d'autres médiateurs.

Le gouvernement de Sion répondit, le 7 mars, au Directoire, qu'il n'accédait à aucune proposition, qu'il sommait la Suisse de remplir ses engagements, et d'agir à son égard comme on avait agi envers le nouveau gouvernement de Zurich; il ajoutait, qu'il saurait protéger

(1) Lettre du 14 février 1840, annexe au Recès, p. 179.

contre toute violence les citoyens du Haut-Valais qui avaient voté la Constitution de 1839 (1).

Nous donnons cette lettre textuellement (2), parce qu'elle excita la haute colère du Directoire, dans sa séance du 11 mars. Il fut proposé de renvoyer cette lettre à ceux qui l'avaient écrite; on se contenta de la mettre de côté, en décidant qu'on ne ferait aucune communication ultérieure à un gouvernement qui usait d'un tel style dans sa correspondance (3). D'où provenait cette susceptibilité? Le croira-t-on jamais! elle résultait, non des expressions renfermées dans la lettre, mais du compliment qui la termine : *Nous saisissons, etc., etc.*, dans lequel on avait économisé quelques expressions d'étiquette!

Le Haut-Valais persistait à demander la séparation, et il agissait comme si elle était consommée; il établissait un bureau pour faire payer, à Sierre, des droits de sortie. Tel était l'état des choses à la fin du mois de mars.

(1) Réponse du gouvernement de Sion au Directoire, 7 mars 1840.

(2) Voyez Pièces justificatives.

(3) Délibération du Vorort, mars 1840, annexe de la Diète, p. 182.

CHAPITRE VIII.

Affaire d'Evolenz, ses conséquences.

Cependant, le besoin d'un dénouement se faisait généralement sentir. Le gouvernement de Sierre était aux expédiens pour avoir de l'argent (1); l'action des tribunaux était complètement nulle, les ravages causés par les inondations n'avaient pas été réparés; on n'avait pas travaillé aux digues emportées. Le pouvoir était en entier entre les mains du clergé; les réunions les plus innocentes étaient défendues : il était évident que l'on comptait sur la lassitude pour amener le Valais à composition. Le calcul n'était pas mauvais; déjà on pouvait s'étonner, que dans un pays où il n'existait ni clubs, ni cercles, ni lieux de réunion, que dans un pays où les hommes sont moins dévoués au cabaret que dans le

(1) Un de ces expédiens consistait à prendre du sel à crédit dans les Etats Sardes, en vertu d'un traité qui devait profiter à tout le pays, et de le revendre au comptant; c'est ainsi que, depuis la réunion, le nouveau gouvernement a eu à payer à l'administration piémontaise une dette de près de cinquante mille francs, provenant des facilités *benévôles* accordées au gouvernement de Sierre.

reste de la Suisse, dans un pays agricole où la population est assez disséminée, on pouvait s'étonner, disons-nous, que l'esprit public fût resté aussi long-temps tendu sur une question politique. Ce ressort, il ne fallait pas l'affaiblir; il fallait que chacun pût rentrer dans son état normal; les existences étaient déplacées, les affaires en souffrance, les sacrifices personnels devenaient bien pesans, en un mot, le malaise commençait à se faire sentir. Aussi tous les esprits résolus appelaient-ils à grands cris une solution; on préférait la chance de quelques journées de lutte à la prolongation de cet état de perplexité. On ne le disait pas à haute voix, mais chacun pensait, qu'après tant d'essais infructueux, il fallait chercher une solution plus significative. Il fallait rendre à la Diète et au Directoire un service signalé, en leur présentant, au lieu d'une question insoluble, ce qui, nous l'avons déjà dit, a toujours obtenu les honneurs de la séance dans la Diète et dans le Directoire, *un fait accompli*. Peut-être le gouvernement de Sion eût-il attendu encore, s'il eût eu connaissance des préparatifs qui se faisaient dans le Haut-Valais même, pour opérer un mouvement contre le gouvernement de Sierre. La réunion de la Diète, qui devait avoir lieu dans ce bourg, au mois de mai, avait été choisie pour l'époque de cette manifestation. Le gouvernement devait être renversé, et l'on croit que l'un de ses membres, jadis ardent conservateur, mais désabusé en voyant de près les misères gouvernementales, était favorable à ce projet, dont le secret, trop bien gardé alors, n'a été connu qu'après l'accomplissement des événemens d'avril.

La révolution du Tessin, terminée cette même année avec énergie et sans verser une goutte de sang, faisait regretter au Bas-Valais de s'être laissé égarer dans des voies de modération, dont il ne lui avait été tenu aucun compte ; aussi était-il décidé à ne pas laisser échapper une occasion favorable. Les hommes de Sierre ne tardèrent pas à la lui offrir.

Nos lecteurs se rappelleront, que lors de la première Constituante, au mois de janvier 1839, les députés du dizain d'Hérens avaient pris part à la reconstitution. Ce dizain est une vallée profonde, qui débouche au village de Bramois, à une lieue de Sion, dans la grande vallée du Rhône, et qui de là se prolonge, sur une longueur de sept ou huit lieues, jusqu'aux cimes glacées qui séparent le Valais du Piémont. Les habitans de ce dizain avaient changé d'opinion et de parti : favorables d'abord à la constitution de 1839, ils étaient revenus à l'obéissance au gouvernement de Sierre ; les démarches des prêtres d'une part, les menaces de l'autre, avaient contribué à ce changement ; les mêmes causes avaient produit les mêmes effets au village de Lens. Dans le dizain d'Hérens, un homme riche et influent avait été privé, par le gouvernement de Sion, d'un emploi dont il abusait, et il était devenu l'ennemi de ceux qui lui avaient rendu justice. Cependant une commune populeuse, située dans la partie la plus reculée de la vallée, celle d'Evolenz et Lanaz, avait reconnu la constitution du 3 août et le gouvernement de Sion, dont elle était séparée par tout le reste du dizain. Cette position difficile avait amené quelques rixes, excitées, il est vrai, par des meneurs de

village, hommes qui en tous pays sont le fléau des gens paisibles.

Le gouvernement de Sierre, mal conseillé par des hommes de cette espèce, imagina de faire acte d'autorité dans le village d'Evolenz, sous le prétexte qu'une partie de cette grande paroisse reconnaissait sa suzeraineté. Il ne déploya pas à cet effet les vieux drapeaux d'Ulrichen ou du Seufzermatt ; il se contenta d'envoyer un gros sac de sel, que ses agens vendirent sur la place le dimanche, nonobstant les injonctions réitérées du président de la commune. Pour prévenir le retour de ce fait, le gouvernement de Sion envoya, le 22 mars, six gendarmes à Evolenz. Ils dérobèrent habilement leur marche : les vendeurs de sel et leurs adversaires ne se doutèrent pas de leur arrivée.

Dans ces paroisses, où les habitations sont très-distantes les unes des autres, le dimanche est le jour où l'on se réunit et où se traitent les affaires qui intéressent la communauté ; aussi y avait-il ce même dimanche, 22 mars, un assez grand rassemblement sur la place publique d'Evolenz. Lorsque le président, voyant son autorité méconnue, fit une seconde sommation à laquelle on ne répondit que par des injures et des voies de fait, les gendarmes accoururent successivement à son secours ; mais ils furent bientôt entourés par un nombre considérable d'adhérens du gouvernement de Sierre, habitans du hameau des Haudères. Les gendarmes opposèrent aux provocations les plus violentes, une douceur, une modération qui leur devinrent funestes ; pressés de toutes parts, n'ayant plus leurs mouvemens libres, ils

ne purent faire usage de leurs armes. Deux d'entre eux furent renversés, frappés, foulés aux pieds ; leurs vêtements furent déchirés , leurs armes arrachées , des cris de mort se firent entendre dans cette foule égarée ; trois autres purent conserver leurs armes et défendre leurs jours. L'Achille de cette petite troupe fut ce gendarme nommé Mettiaz, de la commune de Trois-Torrens, dont nous avons déjà parlé. Adossé à un bâtiment, il opposait la pointe de sa baïonnette aux ennemis furieux qui l'assaillaient ; l'un d'eux, n'osant le joindre corps à corps, s'arma d'une énorme poutre pour l'assommer ; mais la redoutable baïonnette arriva sur sa poitrine avec tant de force et de dextérité , qu'il s'enfuit en laissant tomber sa massue. Non content de se défendre, Mettiaz vint au secours de ses compagnons. Le président Favre, atteint d'une pierre à la tête, était tombé couvert de sang ; son assassin s'apprêtait à l'achever , lorsqu'il tomba lui-même transpercé par la baïonnette de Mettiaz ; celui-ci vola aussi au secours de trois de ses camarades qu'on entraînait, et, après une lutte acharnée, il parvint à les dégager. Les marques sanglantes de sa valeur étonnèrent cette horde insensée ; elle se dissipa un moment, et les gendarmes purent se retirer. Cinq d'entre eux et le président Favre étaient dans un état affreux ; Mettiaz, seul, était sorti sain et sauf de cette mêlée, offrant une nouvelle preuve de cette grande vérité proclamée par le héros de la Suède : *Que le plus sûr moyen de sauver sa vie, c'est de la défendre*. Parmi les agresseurs, deux étaient morts, et trois autres grièvement blessés.

Le même jour, les gens du village de Haudères re-

vinrent au nombre de quatre-vingts hommes armés, et occupèrent Evolenaz, où la terreur fut à l'ordre du jour. Ils forcèrent les habitans à signer un acte de renonciation à la constitution du 3 août. Le président Favre, affaibli par ses blessures, fut obligé de s'enfuir à pied par des chemins détournés ; il était accompagné des principaux habitans du village, contre lesquels des cris de mort s'étaient fait entendre. Les assaillans s'établirent dans les maisons abandonnées, et y vécurent à discrétion. Le vieux père du président Favre fut enlevé de son domicile, traîné de maison en maison, et accablé de coups ; on poussa la barbarie jusqu'à lui arracher tous les cheveux ; sa femme fut aussi maltraitée ; une jeune fille fut presque assommée ; en un mot, Evolenaz, présentant l'image d'un poste enlevé de vive force, fut contraint de se soumettre à la violence brutale.

L'arrivée des gendarmes, et plus tard celle des habitans fugitifs, fit connaître à Sion les événemens qui venaient de se passer ; la sensation fut profonde, on comprit que le moment de la crise était arrivé.

Le Conseil d'Etat ne put envisager cette lutte sanglante comme le résultat d'une rixe imprévue ; il lui attribua une plus grande portée ; il crut que c'était à l'autorité suprême du pays de prononcer en cette occasion, et il convoqua le Grand Conseil.

En même temps, les deux gouvernemens de Sierre et de Sion adressèrent au Directoire un récit des événemens qui avaient eu lieu ; l'un et l'autre représentant le parti ennemi comme le parti agresseur (1).

(1) Lettres des 25, 27 et 31 mars 1840. (Pièces justificativ.)

Le Conseil d'Etat de Sion avait adressé des communications particulières aux Cantons voisins ; mais il ne réclamait aucun secours. Il avait mis son contingent sur pied , et quelques compagnies étaient arrivées à Sion : leur nombre s'accrut journellement. De son côté le gouvernement de Sierre fit occuper Saint-Léonard et Bramois par des détachemens de carabiniers.

Le Grand Conseil se rassembla à Sion le 26 mars : la séance fut secrète. Ce mystère, l'arrivée des troupes, les bruits sinistres qui circulaient, répandaient la terreur dans une partie de la population de Sion ; on faisait circuler des avis officieux ; les hommes de Sierre écrivaient à leurs anciens amis : *Fuyez cette malheureuse ville, nos gens sont exaspérés ; nous ne pourrons peut-être pas les contenir quand ils entreront dans vos murs.*

Le Grand Conseil avait nommé une Commission pour examiner les propositions du Conseil d'Etat. Cette Commission fit son rapport l'après-midi ; la discussion fut continuée le lendemain ; son résultat fut enfin connu : — la population virile du Bas-Valais, de dix-huit à cinquante ans, était appelée aux armes, et la proclamation suivante faisait connaître au peuple la cause et le but de cet armement.

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DU VALAIS A SES
CONCITOYENS.

Chers concitoyens ,

« La commune d'Evolenz-et-Lanaz , dévouée à nos institutions nouvelles, est occupée depuis quelques jours

par une troupe de forcenés ; plusieurs citoyens ont dû abandonner leurs habitations où des garnisaires sont installés : des vieillards, des femmes ont subi d'affreux traitemens ; leurs jours sont en danger ; on emploie la terreur pour que les braves citoyens de cette commune renoncent à leurs convictions.

« Des sommations du gouvernement, pour amener la cessation de ces brigandages, sont demeurées sans effet ; des troupes du Haut-Valais sont sur pied, des distributions de munitions de guerre ont été faites de sa part, jusque dans la commune de Nendaz, et tout annonce qu'il a l'intention de soutenir l'agression.

« Concitoyens ! nos amis sont outragés, maltraités ; on a enlevé les armes aux hommes de la milice, le pain nécessaire à la subsistance des familles : ils attendent avec anxiété votre secours. Il ne faillira pas.

« Vous ne demeurerez pas impassibles devant une aussi insultante agression ; vous ne laisserez pas succomber des frères qui ont eu foi dans le Valais régénéré, qui ont cru pouvoir émettre librement leur vote, le 25 août, sous l'égide de la Confédération et y demeurer fidèles. Hésiter en pareille circonstance, serait une lâcheté.

« Le Grand Conseil a pris sous sa protection la commune d'Evolenz-et-Lanaz ; c'est par votre concours qu'elle sera rendue efficace.

« Il est ainsi ordonné à tous les hommes valides, de dix-huit à cinquante ans, de prendre les armes au premier appel du gouvernement.

« Que tous répondent avec enthousiasme à cet appel : il s'agit de votre honneur, de votre existence comme peuple indépendant.

Concitoyens !

« Le but de l'armement n'est pas de violenter les opinions ; d'imposer une constitution à des populations que de perfides conseils ont égarées , mais d'assurer à nos amis, paix et protection.

« Dès que ce noble but sera atteint , vous rentrerez dans vos foyers avec la satisfaction que donne toujours l'accomplissement du devoir.

« Que les conséquences , s'il en surgit de fâcheuses , retombent sur les agresseurs et leurs soutiens. »

*Donné en Grand Conseil à Sion, le 27 mars 1840,
au nom du Grand Conseil :*

Le Président , BARMAN.

Le Secrétaire , BONJEAN.

Le Grand Conseil adjoignit au Conseil d'Etat une Commission d'Etat temporaire, pour l'aider dans les momens difficiles.

A peine ces dispositions furent-elles prises, que tous les membres du Grand Conseil se hâtèrent de se rendre aux divers postes où leurs devoirs de citoyens et de militaires les appelaient.

La commotion électrique fut instantanée. Sur les monts et dans les vallées, le cri *aux armes !* retentit avec énergie ; les chalets les plus écartés, les lieux les plus sauvages le répétèrent. Les chefs du Bas-Valais, connaissaient bien leurs concitoyens, et ils en étaient connus ; le pays se leva comme un seul homme. Mais nous som-

mes convaincus que plusieurs mobiles différens poussèrent ces populations.

Tous, il est vrai, étaient fatigués de cet état d'incertitude ; les hommes politiques les plus avancés sentaient bien qu'il ne s'agissait pas seulement de tirer satisfaction d'une échauffourée, mais que le moment était venu de décider cette question, que les négociations et les essais de médiation n'avaient pu résoudre ; ils comprenaient que tout s'use dans ce monde, et qu'il serait dangereux de faire appel, pour la troisième fois, au bon vouloir de leurs concitoyens, sans autre résultat que de parader dans les rues de Sion. Ils croyaient que la constitution serait d'autant plus chère aux Valaisans, qu'elle aurait été achetée par des sacrifices, et qu'elle aurait reçu le baptême du feu. D'autres marchaient, irrités de l'événement d'Evolenz, pour chasser des furieux du lieu dont ils s'étaient indûment emparés ; d'autres voulaient protéger Sion menacé ; d'autres enfin, et ils étaient les plus nombreux, sans se l'avouer à eux-mêmes se rappelaient trois siècles de servitude et le dédain humiliant de leurs adversaires, et marchaient pour faire voir qu'ils n'avaient *pas peur*. On avait paru douter de leur courage et de leur capacité militaire ; leurs ennemis répétaient avec assurance : « *Ce sont des Belges, de grands discoureurs, qui ne pourront soutenir la rencontre de ceux dont les pères ont combattu sur la Morge, et au Bois de Finges.* » Leurs amis politiques eux-mêmes redoutaient une collision, et ne les croyaient pas capables de résister aux hommes courageux et robustes du Valais supérieur.

Cependant ils ne réclamaient pas de secours ; au contraire , ils demandèrent au Directoire fédéral que le principe de non-intervention, si hautement réclamé par l'état de Zurich , après le 6 septembre , leur fût appliqué. Ils insistèrent également auprès de leurs amis dans les autres Cantons , pour qu'on les laissât vider leur querelle entr'eux. « Si nous sommes vainqueurs ,
« écrivait l'un d'eux, on verra que nous serons modérés ; si nous sommes vaincus, nous ne méritons point
« de secours. »

Nous l'avons dit, chacun avait répondu à l'appel du pays, et toutes les opinions s'étaient tellement ralliées, que les liens de la parenté et de l'amitié qui unissaient des familles du Haut et du Bas-Valais , n'empêchèrent aucun de leurs membres de venir se ranger sous le drapeau national. D'anciens officiers, soldats de la France ou de l'Espagne , défenseurs du trône de Charles X, vinrent offrir le secours de leurs lumières et de leur expérience pour guider le courage inexpérimenté des jeunes soldats républicains.

L'auteur de cet écrit parcourut le Valais dans ce moment ; depuis Saint-Gingolph à Sion, il ne vit pas un homme au-dessus de cinquante ans ; ceux qui avaient dépassé cet âge formaient des gardes de sûreté. Cependant le gouvernement de Sierre appelait aussi ses soldats aux combats, mais sans énergie. On peut en juger par la proclamation ci-jointe (1) ; il donnait des ordres, et

(1) *Proclamation du Haut-Valais.* — Officiers, Sous-Officiers et Soldats, — Le Conseil-d'Etat , réuni à la Commission.

ne les signait pas, pour éloigner une responsabilité qu'il commençait à redouter. Il appelait ses soldats *militaires*, et il ne leur faisait pas prendre d'uniforme. Les chefs semblaient inquiets, irrésolus ou aveuglés ; ils ne paraissaient pas animés de cette généreuse confiance qui donnait aux chefs du Bas-Valais tant d'ascendant sur leurs soldats. Une compagnie occupa Saint-Léonard, dès le 27 mars. On envoya des armes et des munitions dans le dizain d'Hérens. Cependant les courageux habitants du Haut-Valais ne furent point sourds à l'appel ; ils arrivèrent en foule à Sierre, et bientôt les collines autour de Sion se garnirent de combattans qui n'attendaient que le signal.

Nous dirons plus tard quelles mesures furent prises dans cette partie du pays ; revenons à Sion, le point où convergeaient toutes les populations armées du Valais.

Le Conseil d'Etat avait mis la plus grande activité à

des louables dizains, a jugé à propos de mettre sur pied une compagnie de volontaires, pour maintenir la paix publique, pour prévenir et réprimer tout acte qui pourrait la compromettre. Vous vous êtes empressés de répondre à cet appel ; recevez nos remerciemens. — Votre séjour ne sera pas onéreux à ceux qui partageront avec vous leur logement. Vous observerez la discipline la plus exacte. Vous répondrez par l'affection à l'affection. — En rentrant dans vos foyers vous y rapporterez le sentiment si agréable d'avoir donné une preuve de dévouement à la patrie. — Militaires, nous nous reposons sur l'esprit, sur les sentimens qui vous animent. — Donné à Sierre le 27 mars 1840. Au nom du Conseil d'Etat et de la Commission des LL. dizains, le vice-bailli, *De Courten*.

exécuter les résolutions prises par le Grand-Conseil. Il avait nommé un Conseil de guerre, composé d'officiers expérimentés ; ce corps choisit pour commandant en chef M. le conseiller d'état Maurice Barman, et appela au commandement de la place de Sion M. de Kalbermatten, ancien officier supérieur, qui déploya dans ce poste difficile une grande activité. Dès le 30 mars au soir, Sion fut déclaré en état de siège, et tous les pouvoirs passèrent entre les mains de l'autorité militaire.

L'ordre que cette autorité sut établir dans cette levée générale, est une circonstance bien digne d'attention et d'éloges. Les routes du Bas-Valais étaient couvertes de soldats plus ou moins armés ; les hommes appartenant aux contingens étaient seuls en uniforme. A mesure que les détachemens arrivaient à Sion, ils étaient organisés en compagnies et en bataillons ; on forma une compagnie de pionniers, qui fut très-utile pour rétablir les communications entre Saint-Léonard et Sierre. On vida l'arsenal. Les armes à feu qui y étaient déposées ne suffirent pas ; on y suppléa par des piques, dont on trouva un grand dépôt chez un particulier ; toutes ces troupes étaient logées et nourries, et des postes suffisans étaient établis autour du chef-lieu ; toutes les réquisitions que les circonstances rendaient nécessaires se faisaient avec calme, discernement et sans vexation. Ces divers soins occupèrent la journée du 31.

Cependant l'évêque de Sion fit une tentative pour prévenir les hostilités ; il proposa aux deux partis une conférence qui fut acceptée. Quatre délégués de chacun des deux gouvernemens se réunirent à Saint-Léonard,

village frontière des territoires de Sierre et de Sion. On se borna à discuter les faits relatifs à Evolenaz. Les délégués du Bas-Valais, demandaient une satisfaction pour cette affaire, le rétablissement de leur autorité dans cette commune et l'abandon de la commune de Nendaz. Les envoyés de Sierre tergiversaient, ils ne refusaient pas une espèce de satisfaction, mais ils y mettaient, disaient-ils, quelques conditions préalables; pressés de s'expliquer, ils demandèrent du temps pour formuler leurs prétentions, et promirent d'envoyer une réponse dans la journée. En effet, cette réponse arriva à cinq heures : ils offraient le rétablissement du *statu quo* existant avant le 20 mars ; mais ils demandaient le partage des caisses et de l'arsenal. Proposer à un gouvernement de désarmer ses soldats, pour armer ses ennemis, était une condition dont les transactions diplomatiques offraient peu d'exemple. Ce n'était pas pour ce résultat que sept ou huit mille hommes avaient été réunis. Le gouvernement du Bas-Valais envisagea ces propositions comme un moyen dilatoire pour attendre le secours directorial.

On a dit que l'évêque avait offert aux deux partis de payer les frais déjà faits, mais cette assertion est inexacte ; il paraît que l'évêque se borna à offrir de payer les frais de la conférence. Dans une lettre du 16 avril, M. de La Harpe, ancien représentant dans le Valais, paraît convaincu que la provocation d'Evolenaz était le signal d'un mouvement réactionnaire, qui devait s'étendre au reste de la Suisse ; il croit aussi que l'intervention de l'évêque n'avait pour but que de faire

gagner quelques jours , pour donner aux troupes fédérales le temps d'arriver (1). M. de La Harpe termine ainsi : « Les divers événemens dont la Suisse est le théâtre depuis 1831 , prouvent jusqu'à l'évidence , que le Directoire fédéral , tel qu'il est composé , ne peut ni protéger la liberté intérieure , ni la défendre d'une agression étrangère ; qu'il est impuissant à assurer la liberté d'établissement , celle du commerce et de l'industrie ; en un mot , qu'il est dans l'impossibilité de faire avancer d'un pas la Suisse dans la carrière du progrès ; on ne peut donc que désirer une forme de gouvernement qui puisse atteindre ce but. » Pendant la conférence , l'organisation des troupes continuait à Sion ; la force réunie s'élevait de sept à huit mille hommes. On croira difficilement que les mouvemens d'une telle masse aient eu lieu avec si peu de bruit et autant d'ordre , si l'on se rappelle que l'organisation militaire avait été totalement négligée sous l'ancien gouvernement du Valais. Chacun en arrivant allait occuper la place qui lui était assignée , sans confusion et sans bruit. L'aspect de ces soldats donnait l'idée d'une troupe vendéenne : des vestes et des culottes de gros drap brun , des chapeaux à larges bords ; celui-ci avec un fusil ; un autre avec une carabine , un troisième avec un de ces mousquets du dix-septième siècle , que les bras nerveux de ces montagnards pouvaient seuls manier (l'auteur de ces lignes en a vu , de ces armes , qui pe-

(1) Lettre de M. de La Harpe. Pièces justificatives

saient plus de quarante livres); d'autres avec des haliebardes; d'autres enfin avec des piques de 18 à 20 pieds, des fourches et des faux; quelques-uns totalement dépourvus, mais offrant leurs bras et leurs cœurs. Un d'eux dit avec simplicité à l'auteur : « J'étais arrivé sans
« armes, pensant qu'on m'en donnerait; mais il n'y en
« avait plus, alors je retournai vite chercher de l'argent
« et j'achetai un fusil. »

Tous les hameaux du Bas-Valais étaient représentés. L'ordre du Grand Conseil ne concernait pas les hommes âgés de plus de cinquante ans; cependant on remarquait des vieillards de soixante à soixante et dix ans; en particulier de vieux chasseurs de chamois, qui avaient abandonné les sommités des hautes Alpes pour courir à la défense du pays. Les femmes partageaient cet enthousiasme; elles encourageaient leurs époux et leurs enfans; plusieurs d'entr'elles auraient pris les armes si on l'eût permis. De l'argent, avons-nous dit; ceux qui en avaient le partageaient avec les autres. On voyait dans cette masse réunie, un esprit de fraternité, d'union, de confiance réciproque, que l'on rencontre si rarement ailleurs, et qui toujours annonce le succès chez les peuples républicains, où il remplace l'obéissance servile; sur tous les visages, on remarquait une expression sérieuse et réfléchie, comme il convient à des hommes qui se réunissent pour accomplir un grand devoir. L'observateur étonné et attendri se disait : « Que serait-ce donc,
« s'il s'agissait de défendre l'indépendance, de com-
« battre l'étranger ! »

Chacun avait apporté les vivres qu'il avait pu ras-

sembler. Ce peuple frugal et simple a peu de besoins ; les montagnards portaient, enfilées à leurs piques ou à leurs baïonnettes, les galettes cuites *une fois par an*, qu'ils appellent du pain. Mais ces ressources étaient bornées ; aussi les Vaudois, qui s'étaient abstenus religieusement d'unir leurs armes à celles des Valaisans, ne crurent pas violer le principe de non-intervention, en envoyant du pain à ceux qui allaient combattre pour la même cause qui leur avait mis, trente ans plus tôt, les armes à la main. Aussitôt que l'on sut à Vevey, et dans le district d'Aigle, que la partie sérieuse était engagée, des souscriptions s'ouvrirent et des convois de pain, marchant jour et nuit, furent acheminés vers Sion.

Une année de bonne administration avait mis les caisses de l'état en mesure de fournir aux premiers besoins.

Le service des hôpitaux ne fut pas négligé ; l'hôpital de Sion, asile de malheureux crétins, et tenu avec négligence, fut mis en état de recevoir les blessés des deux partis ; un habile chirurgien vaudois vint offrir les secours de son art. (1)

Pourquoi faut-il que la discrétion nous empêche de dire comment ces soins, destinés aux infortunés, furent surtout préparés ! Pourquoi n'osons-nous nommer l'ange dont le cœur généreux avait battu avec tant de force pour la cause de l'indépendance ; celle qui, fidèle aux traditions de ses nobles aïeux, après avoir dignement soutenu son mari dans cette année

(1) M. Bezencenet, d'Aigle.

d'épreuve, courut le rejoindre à l'heure du danger ; lui ceignit son épée, et après l'avoir recommandé à Dieu s'enferma dans cet hôpital, où elle rétablit l'ordre, la propreté, la diligence, où ses mains délicates pansèrent les blessés, sans leur demander quelle cause ils servaient ; en recueillant pour récompense ces paroles, que prononça un blessé mourant, du Haut-Valais, qui la voyant se multiplier au milieu des êtres souffrants, murmura ces mots, entrecoupés de larmes : « Comme on
« nous avait trompés ! » Mais Dieu le lui rendra.

Cependant l'heure fatale s'était écoulée ; la réponse de Sierre était arrivée, elle était insignifiante comme nous l'avons dit. Le conseil de guerre acheva ses préparatifs, et s'en remit au jugement de Dieu. La troupe fut réunie dans le pré de l'évêché, près de la ville ; là, on fit reconnaître les officiers supérieurs ; et le commandant en chef, M. Maurice Barman, adressa à la troupe cette allocution simple, et énergique sans jactance.

Citoyens soldats !

« La constitution que vous avez librement votée est
« aux prises avec le régime de 1815, imposé par l'étran-
« ger. La lutte ne sera pas longue, l'issue n'est pas dou-
« teuse.

« J'en ai pour gages l'enthousiasme qui étincelle dans
« vos yeux ; le saint transport qui, au premier signal,
« vous a fait abandonner vos montagnes.

« Non ! la cause sacrée, la cause éternelle du peuple

« ne peut pas succomber, quand le peuple entier se lève
« pour la défendre ! Concitoyens, frères d'armes ! vous
« les voyez d'ici, sur les hauteurs voisines, ceux dont
« une aristocratie ignare a fait ses satellites, à force d'as-
« tuce et d'hypocrisie.

« Ils ont tyrannisé vos pères, ils persécutent vos con-
« citoyens, ils rêvent votre asservissement, et ils sont
« esclaves du préjugé et de l'arbitraire.

« Après la victoire, vous vous souviendrez que ceux
« qui fuient devant vous sont Valaisans.

« Vous oublierez leurs erreurs, vous leur tendrez une
« main de paix ; ils sont innocens ! Les vrais coupables
« seront punis par le triomphe de la liberté.

« La Confédération nous abandonne ; nous serons
« forts sans elle, et le peuple suisse flétrira la conduite
« de ses représentans.

« Frères d'armes ! l'ennemi poussera des cris sau-
« vages à votre aspect ; nous lui répondrons *au pas de*
« *charge, baïonnette en avant !*

« Vous avez confiance en vos chefs, ils en sont di-
« gnes : vous les verrez toujours au premier rang.

« Votre attitude martiale et disciplinée me rend heu-
« reux et fier de partager vos dangers.

« Mes amis, au revoir. »

Ce discours, prononcé avec conviction, fut reçu avec enthousiasme par ces hommes dévoués. Les feux de bivouac des Haut-Valaisans, sur les collines autour de Sion éclairaient cette scène imposante. Au lieu de prendre le repos nécessaire pour la journée du lendemain, les corps

commandés pour l'attaque passèrent la nuit sous les armes, en silence, sans feu et sans murmures : c'était le 31 mars, au milieu des Alpes ! Les officiers donnèrent leurs derniers ordres ; le Conseil arrêta ses dernières dispositions, et ceux sur qui pesait la plus grande responsabilité, soulagés, comme on l'est toujours, lorsque l'incertitude est passée, lorsque la décision est prise, se réjouirent à la pensée que dans quelques heures il leur serait permis de montrer ce que la liberté était pour eux, et ce qu'ils savaient être pour elle. Le président du Grand-Conseil, le docteur Barman, que ses talens et son caractère avaient mis fort en évidence dans ces malheureux démêlés, déclara qu'en ce jour-ci, il voulait aussi être en évidence ; il revêtit son uniforme, et il tint sa promesse en combattant avec les plus avancés.

Il y avait un mélange de résolution et de naïveté chez ces hommes qui allaient, dans quelques heures, décider les destinées de leur pays. Au milieu de la nuit, un sapeur va frapper à la porte d'une dame : « Madame, « lui dit-il, on va partir, je voudrais prendre un fusil, « je ne sais que faire de cette hache : voulez-vous bien « me la garder ? — Allez, mon ami, j'aurai soin de vo- « tre hache. » Quelques momens après se présente un autre militaire auprès de la même personne : « Madame, « lui dit-il, j'ai une petite malle, je vous la confie ; si je « ne revenais pas, vous l'ouvrirez : vous trouverez ma « montre et vous voudrez bien l'envoyer à ma sœur. — « Je vous le promets, partez et soyez sans inquiétude. »

CHAPITRE IX.

Hostilités.

Nous devons, maintenant, retourner à Sierre, et nous enquérir des préparatifs que faisait le gouvernement qui siégeait en ce lieu, pour résister à la formidable attaque dont il était menacé.

Nous avons dit qu'au premier signal de la rupture, il avait appelé quelques compagnies ; il avait ensuite ordonné un armement général, mais il souhaitait lui donner l'apparence d'un mouvement populaire ; aussi n'avait-il point transmis d'ordres écrits, et avait-il recommandé aux hommes de venir sans uniforme.

Dès le commencement des troubles, il avait fait acheter en Piémont de la poudre et du plomb, et les autorités de ce pays lui en avait fourni sans hésiter. Pouvaient-elles faire moins pour un gouvernement qui écrivait au ministre du roi de Sardaigne : « La résistance que nous opposons aux démagogues, préserve trente lieues des frontières de V. M. du contact de l'anarchie (1). »

Mais il y avait si peu d'ordre dans toute cette administration, que ces approvisionnements furent gaspillés.

(1) Lettre dont la copie a été trouvée à Sierre.

Ainsi on appelait des soldats aux combats sans avoir assez de cartouches à leur donner, sans avoir de pain à leur distribuer, sans avoir de plan pour les conduire, et disons-le avec douleur, avec peu d'officiers faits pour les guider. Cependant, ces hommes étaient braves et dévoués, la question politique mal comprise et mal posée les touchait peu; mais l'honneur du pays, le vieux renom, l'intégrité du territoire, faisaient aussi battre leurs cœurs, et des chefs vaillans et habiles auraient pu beaucoup obtenir. Ces chefs firent défaut. Le gouvernement semblait frappé de vertige; des hommes modérés qui s'étaient tenus à l'écart, mais qui ne voulaient pas reculer au jour de la bataille, vinrent offrir leurs services au Conseil d'Etat. « Mon Dieu! calmez-vous, dit celui-ci, il n'y aura rien! — Comment! lui répondait-on, vous croyez que tout le Bas-Valais se sera levé en masse pour rien? donnez-nous des cartouches! — Vous en aurez. — Mais il n'y en a pas! — Eh bien! on enverra acheter de la poudre et du plomb à Domo-d'Ossola. — Hâtons-nous, le temps presse! — Eh bien! on va expédier l'ordre. » Au lieu d'expédier l'ordre, on causait, on faisait entrer dans la salle des femmes, des jeunes filles, on prenait de petits enfans sur les genoux, on jouait avec eux, on ne terminait rien.

Le fils d'un des chefs du parti, capitaine lui-même, refuse d'accompagner la troupe aux avant-postes, parce que, dit-il, il a une douleur au côté. Enfin, on distribue aux soldats *cinq cartouches* par homme; plusieurs s'en procurèrent à leurs frais; aussi ces hommes com-

mençaient-ils à voir clair : « Vous allez venir avec nous !
« disaient-ils à un de leurs chefs, qui les regardait
« défilér dans les rues de Sierre. — Oui, mes amis,
« j'irai vous rejoindre. — Non, monsieur, vous nous
« accompagnerez ; montez à cheval. » L'officier monta
à cheval : il partit avec la colonne, mais il n'arriva pas
avec elle ; on ne le revit plus.

Des témoins oculaires déclarent, qu'à l'annonce des
hostilités, le gouvernement de Sierre perdit complé-
ment la tête, persuadé qu'il était que les choses n'en
viendraient jamais là.

Ces détails étaient nécessaires pour expliquer la dé-
moralisation d'une troupe de vaillans soldats ; ils jus-
tifient bien cette parole, qu'adressait à l'auteur de ces
lignes un carabinier de Loèche : « Ah ! monsieur, si
« nous avions eu la moitié des bons officiers que possé-
« dait le Bas-Valais, les choses auraient tourné diffé-
« remment ; mais que peut faire une troupe quand ce
« sont les soldats qui commandent ? »

Tous les chefs ne ressemblaient pas, cependant, à
ceux dont nous venons de parler. Le Conseil d'Etat, au
dernier moment, appela au commandement un homme
d'honneur et de courage, le comte Louis de Courten (1),
ancien officier de la garde royale française, et fils du
général de ce nom. Nous avons dit, dans l'introduction,

(1) Le comte de Courten avait le commandement militaire,
mais le conseiller Taffiner avait la direction supérieure du
mouvement, et avait établi son quartier-général à *Granges*,
d'où il envoyait ses ordres.

comment ce dernier, âgé de dix-neuf ans, avait été choisi par les défenseurs du Valais, pour marcher, en 1799, contre les Français : là, du moins, la sainteté de la cause ralliait toutes les opinions.

Le comte Louis, moins heureux, éloigné par goût des discussions politiques, fut arraché à une vie douce et paisible, à une famille nombreuse, à une jeune épouse qu'un effroyable malheur allait frapper, et prit le commandement d'une troupe où des symptômes de désorganisation se faisaient déjà apercevoir ; mais l'honneur ne permet pas l'hésitation aux cœurs généreux.

M. de Courten put à peine prendre quelques dispositions ; le temps et les secours, tout lui manquait.

Il fit occuper les villages de Grimisuat et d'Arbaz par des détachemens importants, avec des grands-gardes et des postes-avancés sur la rive droite du Rhône, au nord et au-dessus de Sion. Il plaça une réserve à Saint-Léonard, et fit opérer deux coupures avec abattis sur la route qui conduit de Sion à Sierre.

Sur la rive gauche, il établit son corps principal au village de Bramois, et s'y porta de sa personne ; il partageait l'opinion de ceux qui pensaient, que le dizain d'Hérens et le village d'Evolenz étaient le but principal des armemens du Bas-Valais. La force totale du corps haut-valaisan n'est pas bien connue. Il y avait à Grimisuat et à Arbaz huit compagnies, la plupart de carabiniers, vingt-deux compagnies sur divers autres points aux environs de Sion : on a calculé que cinq à six mille hommes furent mis en mouvement ; mais ceux qui ve-

naient des vallées les plus reculées arrivèrent trop tard.

Nous allons dire quels furent les mouvemens des assaillans dans la journée du 1^{er} avril.

Dès la veille, un fort détachement avait été envoyé de Riddes pour occuper la commune de Nendaz, qui, située en arrière de Sion, reconnaissait le gouvernement de Sierre. Cette occupation avait eu lieu sans coup férir; de là, cette colonne, en suivant la crête des *Mayens* (1) de Sion, par Salins, devait concourir à l'attaque de Bramois.

Le 1^{er} avril, quelques momens avant le jour, les colonnes désignées pour l'attaque se mirent en marche sans bruit de tambours; plus tard, on battit la générale pour faire prendre les armes à la forte réserve qui occupait Sion, et qui devait renforcer ou relever au besoin les colonnes d'attaque, si ces dernières étaient trop pressées ou éprouvaient une résistance difficile à surmonter.

Nous avons dit plus haut qu'une colonne, partie la veille, avait dû occuper, et avait occupé en effet le village de Nendaz; cette colonne, formant l'extrême droite de la petite armée valaisane, devait, avons-nous ajouté, concourir à l'attaque de Bramois, que les troupes du Haut-Valais occupaient en force sous le commandement du comte Louis de Courten. Ce dernier corps avait sa gauche couverte par de forts détachemens qui occupaient

(1) On appelle ainsi des collines sur la rive gauche du Rhône, où les habitans aisés de Sion vont passer les mois les plus chauds de l'été.

les villages de Salins , Veysonnaz , Lavernaz et Vex.

Le commandant en chef du Bas-Valais, M. le conseiller Maurice Barman , s'était réservé l'attaque de Bramois avec un corps d'infanterie, de carabiniers et du canon. Une compagnie de chasseurs et une compagnie d'infanterie, détachées de sa droite, devaient déboucher, de Salins et de Veysonnaz , les détachemens ennemis mentionnés plus haut, et concourir avec la colonne de Nendaz à l'attaque sur Bramois.

Au centre, Sion était occupé par une forte réserve. L'artillerie, sous les ordres de son digne chef, M. Dufour (1), devait se diriger, de cette ville par la grande route de Sierre, sur le village de Saint-Léonard, et concourir à l'attaque de ce point, menacé également par une colonne d'infanterie, commandée par M. Joris, qui, partant de Sion, se dirigeait sur le village de Grimisuat pour balayer les hauteurs et se rabattre ensuite à droite sur Saint-Léonard. Enfin une troisième colonne, formant la gauche de la division expéditionnaire, sous les ordres du commandant Bruchez, devait partir de Savieze, où elle s'était réunie dès le 30 au soir, et s'élever jusqu'au sommet des monts qui s'étendent de Sion à Sierre.

En jetant les yeux sur la carte, on voit que ce plan était judicieusement conçu : de la position centrale de Sion, la réserve pouvait se porter avec rapidité sur les points où l'ennemi aurait opposé la plus vive résistance, et du haut des collines de Tourbillon et de Valère , on pouvait embrasser l'ensemble des opérations.

(1) Fils de l'ancien grand-bailli.

La colonne de M. Maurice Barman se porta directement sur Bramois. Ce village est couvert par une petite rivière guéable, appelée *la Borgne*. L'avant-garde prit position dans un bois qui borde la rive gauche en s'étendant, sur la droite, au-dessus du village ; l'artillerie et le reste de la colonne sur la route. Le feu commença à six heures du matin : on tirait à distance et à couvert ; aussi cette fusillade n'obtint pas de résultat. Le commandant attendait l'arrivée, sur les hauteurs, de la colonne de Nendaz, pour ordonner une attaque générale ; mais cette colonne, par une circonstance mal expliquée, n'avait fait aucun mouvement.

Cependant les Mayens de Sion, attaqués par des détachemens, qui, de Sion, s'y étaient portés directement, avaient été le théâtre d'une fusillade qui dura toute la journée. Les Bas-Valaisans occupèrent Salins et se disposèrent à attaquer Veysonnaz. Du côté de Bramois, le feu se ralentit vers midi.

Des événemens plus importants et plus décisifs avaient eu lieu au centre. M. Joris et M. le major Morand, avec un détachement, s'étaient portés directement sur Grimsuat. A vingt minutes de ce village, ils rencontrèrent les avant-postes du Haut-Valais ; les factionnaires des deux corps causaient ensemble et étaient si près l'un de l'autre, que M. Joris, voulant désarmer le factionnaire ennemi, désarma le sien. Le jour commençait à poindre, les postes du Haut-Valais se replièrent en lâchant quelques coups de fusil. La colonne Joris continua à avancer, et bientôt elle essuya le feu d'un corps nombreux posté sur un mamelon boisé. Ces jeunes soldats, qui enten-

daient pour la première fois le sifflement des balles, eurent un moment d'hésitation : « Assez tiré ! s'écria le « commandant en souriant ; tambours, battez la charge, « en avant et suivez-moi. » Alors, le sang circule de nouveau, tous se précipitent sur les pas de leur chef, gravissent le mamelon, s'en emparent, et se dirigent vers Grimisuat où les ennemis cherchaient à se rallier. Les hauteurs qui dominent et entourent ce village, se couvrent d'ennemis. *En avant !* s'écrie le commandant Joris. On parcourt sous une grêle de balles un espace découvert ; une vive fusillade s'engage à l'entrée du village. Cependant la colonne assaillante avançait toujours ; une femme, victime de son imprudence, est atteinte au moment où l'ennemi évacuait le village ; la colonne le traverse et prend position sur les hauteurs que l'ennemi occupait : cet ennemi se dispersa, on ne le revit plus.

Mais l'artillerie, emportée par son ardeur, s'était avancée, mal soutenue, de Sion sur Saint-Léonard ; elle découvrait ce village qu'occupait un corps nombreux de troupes fraîches. Celles-ci tinrent ferme, et remarquant que l'artillerie n'était point soutenue, elles tentèrent de s'en emparer : une compagnie de carabiniers s'étendant sur la gauche, forma une chaîne qui menaçait d'envelopper les pièces, dont le mouvement imprudent avait été remarqué par la colonne qui se dirigeait sur l'autre rive du Rhône contre Bramois. Le président Barman, qui se trouvait avec cette colonne, la quitta en toute hâte, traversa Sion et appela deux compagnies au secours de l'artillerie menacée ; mais déjà cette dernière était déga-

gée par l'arrivée inopinée de la colonne Joris. Cet officier, après quelques momens de repos, avait continué sa marche ; ayant atteint les hauteurs qui dominent Saint-Léonard, il fit faire tête de colonne à droite, et se rabattit vivement sur le village ; là, le cri *en avant !* se fit de nouveau entendre. Sans s'occuper d'un gros d'ennemis qui, depuis une prairie, la fusillait sur sa gauche, la colonne Joris poussait droit sur Saint-Léonard ; en même temps, une des compagnies arrivées de Sion, s'étendait sur la droite dans la plaine bordée par le Rhône, et l'artillerie sur la route, tirait à boulets contre les barricades élevées sur le pont de la Liennaz. Ces attaques vigoureuses produisirent l'effet désiré : l'ennemi évacua précipitamment le village. Le commandant Joris fit aussitôt couper le pont sur le Rhône, qui établit la communication entre Bramois et Saint-Léonard. Cette opération ne s'explique pas très-bien ; il semble que les vainqueurs de Saint-Léonard, appuyés par la forte colonne Bruchez qui occupait les sommités à leur gauche, pouvaient faire un détachement, qui, marchant droit à Bramois et secondant l'attaque principale, eût détruit le corps qui occupait ce village. En effet, le comte de Courten, ayant vu de Bramois la déroute de ses gens sur la rive droite, avait détaché quelques forces pour concourir à la défense de Saint-Léonard, mais le moral de ses hommes était ébranlé, le canon jeta de la confusion parmi eux ; les uns se retirèrent sur les hauteurs, les autres s'acheminèrent vers Sierre.

La colonne de gauche (Bruchez) s'était mise aussi en mouvement ; de Dronaz où elle avait pris position, le 31

au soir, et après avoir passé la Sionne, elle s'était élevée sur les sommités qui la dominaient à gauche, en se dirigeant vers le village d'Arbaz, et en chassant devant elle quelques postes ennemis. Ceux-ci parurent résolus à tenir à Arbaz, qu'ils occupaient en force ; mais, instruits sans doute de la prise de Grimisuat, ils renoncèrent à la résistance, et le commandant Bruchez occupa les villages d'Arbaz et d'Ayent sans coup férir. Par l'occupation de ce dernier endroit, il se mettait en communication avec la colonne Joris, qui était à Saint-Léonard. On a reproché à la colonne Bruchez d'avoir opéré avec un peu trop de circonspection, et avec une méthode conforme, peut-être, aux règles de la guerre, mais que ne comportait pas la nature de l'expédition.

Tels furent les événemens du 1^{er} avril. Ainsi, sur la rive droite du Rhône, les troupes du Haut-Valais avaient été débusquées de tous les postes qu'elles occupaient ; sur la rive gauche, Bramois avait été évacué dans l'après-midi ; la colonne du Bas-Valais en avait occupé les premières maisons, puis l'avait évacué pour attendre, comme nous l'avons dit, le résultat des attaques dirigées sur les hauteurs. Ces succès ne furent pas achetés cher : le Bas-Valais compta cinq ou six blessés, dont un mourut plus tard ; on avait ramassé quelques blessés du Haut-Valais et quelques morts ; mais plusieurs avaient été emportés ; on s'était battu de loin dans des lieux d'un accès difficile. Le Bas-Valais avait pour lui le nombre, l'ensemble, d'excellens chefs, du canon, et cette supériorité qui accompagne toujours l'attaque ; les avantages qu'il obtint n'eurent rien de surprenant ; on

pouvait craindre cependant un retour de fortune (1).

Le ciel, que l'on avait si souvent mal à propos fait intervenir dans ces malheureux débats, le ciel se déclarait pour le Bas-Valais; il répandait sur ses adversaires *cet esprit d'imprudence et d'erreur*, avant-coureur de la chute des peuples, comme de celle des rois.

Il paraît que les chefs du gouvernement de Sierre n'avaient pas cru à la possibilité d'être attaqués. Sur quoi fondaient-ils cette espérance? Croyaient-ils qu'à la vue de leurs soldats les troupes du Bas-Valais se dissiperaient comme la fumée? Attendaient-ils l'intervention qu'ils avaient sollicitée? Nous l'ignorons.

Une partie de leurs soldats, commandé par un lieutenant-colonel, avaient passé à Lens le 31 mars; ils manifestaient de l'ardeur et de la confiance. Harangüés par leur aumônier d'abord, puis par leurs officiers, ils avaient répété avec enthousiasme et à haute voix, le serment de mourir pour *la religion et la liberté*. Vrais fanaux de notre vie! c'est donc à vous que tous les partis ont recours; c'est vous qu'ils prennent pour guide pour obtenir de généreux efforts! C'est que vous seuls êtes la force et *la vérité*.

(1) On avait entretenu les hommes du Haut-Valais dans une confiance fatale: « Ils ne sont pas 500 hommes devant vous, » leur avait-on dit en leur parlant des troupes du Bas-Valais; aussi, passant de la confiance à la terreur, ils revinrent en désordre à Sierre, en s'écriant: « Ils sont plus de 15,000 hommes, 4,000 Vaudois marchent en tête, ils sont comme des diables, ne s'arrêtent jamais, crient toujours *en avant*. »

« Frères d'armes ! s'était écrié le capitaine Berchtold,
« vous marchez pour défendre les intérêts de notre sainte
« religion, et le précieux héritage que nous ont légué
« nos pères, *la liberté* : la victoire couronnera nos ef-
« forts, etc., etc. »

La victoire leur fut infidèle ; ils rentrèrent à Lens le lendemain matin, et l'évacuèrent avant une heure ; cependant une nouvelle colonne y entra à quatre heures, déterminée, disait-elle, à prendre sa revanche de l'échec du matin. Elle y passa la nuit ; mais les nouvelles qu'elle reçut de Sierre, changèrent sa résolution, et aux premiers roulemens du tambour que fit entendre la troupe du commandant Bruchez, le 2 avril au matin, les hommes cantonnés à Lens se retirèrent.

Nous ne leur en faisons point un reproche, leur gouvernement n'existait plus. En effet, la veille, sur la nouvelle des échecs de Grimisuat, d'Arbaz, de Saint-Léonard, une partie des troupes du Haut-Valais, qui arrivait des parties les plus éloignées du pays, s'était débandée à Sierre, et là, dans un de ces accès de frénésie auxquels ne sont que trop exposées les landsturm battues, elle avait crié à la trahison, et avait demandé des *cartouches et du pain*. Ces demandes n'avaient rien d'extraordinaire ; on avait appelé ces soldats pour se battre, et on ne leur avait donné ni vivres ni munitions.

Dans le même instant arrivait une estafette aux couleurs de la Confédération ; elle apportait l'ordre aux deux partis de s'abstenir de toute hostilité, et de mettre bas les armes. Moins heureux que l'aide-de-camp du

premier consul à Lausanne, au mois d'octobre 1802 (1), l'envoyé du Directoire n'arrêta pas les colonnes du Bas-Valais, qui étaient fort accoutumées depuis quelques mois à faire *fi* des injonctions directoriales. Le gouvernement de Sierre, au contraire, inquiet de son échauffourée, saisit avec joie cette occasion de se couvrir du bouclier que Zurich lui offrait, presumant avec raison que l'estafette précédait le colonel fédéral et ses bataillons. En conséquence, il fit publier la dépêche du Directoire, et donna l'ordre de suspendre les hostilités (2). Mais le flot populaire ne se calme pas si vite; des bandes désordonnées entouraient la demeure de celui qui avait été le chef de l'état, du grand-bailli de Courten, répétant toujours ce cri sinistre : *Des chefs, des cartouches et du pain!* et accusant leurs officiers d'être vendus au Bas-Valais. Ces hommes n'avaient point de discipline, parce qu'ils n'avaient pas de confiance : on leur avait promis l'appui de la Confédération et une victoire facile, ils ne trouvaient que la honte et des revers. La famille de Courten était surtout l'objet de leur colère. Un officier qui portait ce nom, avait entendu dans les rangs des propos sinistres dirigés contre lui; il en avait évité l'effet par une prompte fuite. Le grand-bailli éperdu,

(1) L'arrivée du général Rapp, à Lausanne, arrêta la marche victorieuse des *fédéralistes* qui venaient de renverser le gouvernement helvétique.

(2) Le gouvernement écrivait au conseiller Taffiner, à Granges : « Le Directoire ordonne de s'abstenir d'hostilités, faites ce que vous voudrez. »

voit approcher un de ces momens dont nos annales ont eu quelquefois à gémir; il se trouble, veut fuir : une troupe de furieux pénètre chez lui. Ces hommes égarés trouvent dans une chambre M. Pierre de Courten, frère du bailli : il était âgé de soixante-douze ans et n'avait pris aucune part aux troubles qui agitaient le Valais ; il était là avec un autre vieillard. Les forcenés s'attaquent d'abord à ce dernier : ils le jettent par terre, puis ils s'emparent de M. de Courten, l'entraînent hors de l'appartement, et, arrivés sur l'escalier, ils l'accablent d'injures et de coups, et le frappent enfin d'un coup de baïonnette au menton. Le vieillard tombe, et sa tête frappe sur les marches en pierre de l'escalier : il arrose de son sang la maison fraternelle ; ô honte ! il est, dit-on, foulé aux pieds par ces forcenés : il expire. A cette vue, les insensés s'effraient, ils fuient et se dispersent dans toutes les directions. Le gouvernement, à l'agonie, en faisait autant : deux de ses membres s'évadent, le troisième reste encore quelques heures pour transmettre, aux différens corps qui se trouvent en ligne, l'ordre de cesser une résistance que rien ne justifiait plus.

Le malheureux Pierre de Courten était tombé aux pieds du courrier de la Confédération. Cet homme, en retournant à Sion, fit part d'une partie de ces détails aux corps du Bas-Valais, qui croyaient avoir à livrer des combats plus opiniâtres que ceux de la veille (1).

(1) Leur ardeur croissait à chaque instant : « Nous nous sommes mal battus, disaient-ils à leurs chefs, nous avons mal tiré ; mais aujourd'hui, vous verrez, nous irons bien. »

CHAPITRE X.

Fin des Hostilités.

Nous avons laissé les troupes du Bas-Valais victorieuses sur la rive droite du Rhône, et bien postées sur la rive gauche. Bramois, nous l'avons dit, aurait pu être occupé définitivement dans la soirée du 1^{er} avril, mais le commandant en chef du Bas-Valais voulait attendre le résultat des opérations dirigées contre les villages de Vex, de Salins et de Veysonnaz. Après une fusillade assez vive, et des engagemens de tirailleurs conduits avec intelligence, qui s'étaient prolongés pendant toute la journée du 1^{er} avril, et qui avaient coûté quelques blessés, une compagnie avait occupé Salins le soir, et s'était mise en marche, le 2 au matin, pour attaquer Veysonnaz. Elle en approchait, lorsqu'elle fut aperçue par la colonne en retard qui arrivait de Nendaz. Le jour pointait à peine, les deux troupes se prirent pour ennemies, et se tirèrent des coups de fusil qui atteignirent légèrement quelques hommes. La méprise fut bientôt reconnue, et les colonnes réunies entrèrent à Veysonnaz. Elles continuèrent leur marche en balayant les revers de ces collines, et prirent successivement possession de Lavernaz, des Aguettes et de Vex, où elles arrivèrent à deux

heures. Ce village, chef-lieu du dizain d'Hérens, avait envoyé une députation pour faire sa soumission aux vainqueurs. De là, une partie de la troupe se rendit à Bramois et l'autre à Sion.

Mais les troupes de cette ville n'avaient pas attendu ce moment pour occuper Bramois ; dès le matin elles s'en étaient emparées sans résistance. M. Louis de Courten craignant, par suite des événemens de Saint-Léonard, de voir couper ses communications avec Sierre, avait pris le parti de se retirer sur ce bourg. Cette retraite se fit en assez bon ordre. Arrivé à Sierre, il trouva le gouvernement dissous ; le conseiller Taffiner, qui seul était resté, lui ordonna de licencier ses soldats. M. de Courten en donna l'ordre et se retira chez lui. Des devoirs bien sacrés l'y appelaient ; sa femme, qui allait accoucher, était fille du malheureux Pierre de Courten : elle ignorait l'assassinat de son père. M. Louis de Courten était capable d'apprécier l'esprit de modération qui animait les chefs du Bas-Valais. « Ce ne sont pas eux « que je crains, disait-il, ce sont nos bandes égarées. »

En effet, la rage des hommes du Haut-Valais se tournait contre leurs chefs, qu'ils accusaient hautement de trahison. Tandis que l'on assassinait son frère, le Grand-bailli s'était enfui dans un village près de Sierre, où il avait passé la nuit avec sa famille ; le 2 avril au matin, il se retira à Loèche par la rive droite du Rhône. Reconnu, pendant ce trajet, par les hommes qui arrivaient encore du Haut-Valais et par ceux qui se retiraient de Sierre, il courut les plus grands dangers ; les dames de Courten ne furent sauvées que par le dévouement

de deux carabiniers de Loèche. Le bailli ne se crut pas en sûreté dans le vallon reculé des Bains, il franchit la Gemmi, et se rendit à l'auberge de *Schwarbach*. Là, dans cette demeure désolée, que le drame sanglant de Werner (le 24 février) a rendue célèbre, cet homme, qui avait vu son frère assassiné, qui avait laissé sa sœur mourante à Loèche (elle expira le lendemain), cet homme eut le triste courage d'envoyer un exprès à Zurich pour demander encore l'intervention. Le Directoire lui répondit avec une froide ironie, comme on répond aux malhabiles et aux malheureux, et lui demanda un *rapport écrit*. Le conseiller, M. Stockalper, ne dut la vie qu'au dévouement de sa fille, qui lui fit un rempart de son corps ; d'autres officiers furent maltraités : on en trouva un dans le bois de Finges, qui pleurait à chaudes larmes en s'écriant d'un ton piteux : *Ils m'ont battu*. Plusieurs habitans de Sierre, se défiant de la générosité du vainqueur, s'étaient enfuis, abandonnant leurs maisons et leurs effets ; d'autres avaient enterré ce qu'ils avaient de plus précieux. La fuite du gouvernement avait été si prompte, qu'il avait négligé d'emporter ou de détruire plusieurs papiers importants.

Ainsi la colonne de M. le commandant Barman, maîtresse de Bramois, continuait son mouvement contre Sierre sur la rive gauche du Rhône, ignorant encore les événemens qui venaient de se passer dans la capitale ennemie. Ce mouvement était le résultat d'un ordre général d'attaquer sur tous les points, ordre donné la veille au corps principal, et aux colonnes commandées par MM. Joris et Bruchez ; aussi, à Saint-Léonard, les

troupes s'inquiétaient de ne pas recevoir l'ordre de marcher sur Sierre; on s'attendait à une vive résistance, lorsque le commandant Joris fait appeler ses officiers et leur communique la nouvelle qu'il venait de recevoir de la déconfiture de Sierre. Son discours fait au bivouac, débité avec l'énergie d'un soldat, et éminemment empreint de cet esprit de fraternité qui animait les chefs et les soldats du Bas-Valais, contient plusieurs passages qui nous paraissent bien mériter d'être transcrits littéralement.

Après avoir donné les nouvelles mentionnées plus haut, il ajoute :

« Cependant ne nous laissons point aller à trop de
« confiance. Les fruits de la victoire que nous avons
« remportée hier, sont trop précieux pour nous exposer
« à les perdre; peut-être de nouveaux dangers nous at-
« tendent : préparons-nous à les affronter avec calme et
« sang-froid, et surtout n'oublions pas notre mot de ral-
« liement *en avant*, qui hier, nous a conduits à l'en-
« nemi et nous a procuré la victoire.

« Messieurs, je compte sur les compagnies que vous
« commandez ; elles ont de bons officiers , elles ont
« connu le feu, et elles savent que les neuf dixièmes des
« balles ne touchent pas. Je vous fais mes sincères re-
« mercîmens pour la conduite que vous avez tenue
« hier, pour le courage que vous avez montré, pour
« l'ordre et la bonne discipline que vous avez fait ob-
« server. A la vérité, vous avez montré quelque hésita-
« tion au premier feu, mais vous avez promptement re-
« pris votre calme , votre sang-froid, et vous les avez

« conservés. Exprimez à vos soldats combien je suis
« touché et combien vous devez l'être vous-mêmes, du
« zèle qu'ils ont montré en combattant pour la patrie
« et nos libertés. Les braves gens! dites-leur bien que je
« suis fier de les commander, et qu'avec une pareille
« troupe, je suis sûr que la victoire ne nous abandon-
« nera pas. La journée d'hier est pure; aujourd'hui
« tâchons de mieux faire encore.

« Nous allons entrer sur le territoire de nos adver-
« saires, chez des frères vaincus et malheureux, que des
« hommes injustes ont abusés. Que nos succès ne nous
« fassent pas oublier d'être humains et généreux, etc.etc.

« Songeons que nous sommes
« destinés à vivre avec nos frères du Haut-Valais. Le
« temps apportera bien des changemens à notre situa-
« tion actuelle; toute médaille a un revers; un jour nous
« nous applaudirons d'avoir été humains quand nous
« étions forts. »

Après cette allocution, la division augmentée de quel-
ques renforts se mit en marche sur Sierre dans l'ordre
suivant :

1° L'artillerie et plusieurs compagnies d'infanterie
sur la route.

2° La colonne *Joris*, la flanquant à gauche sur les
premières pentes des coteaux.

3° La colonne *Bruchez* à l'extrême gauche, suivant
les hauteurs.

Nous avons déjà vu que ce dernier corps en se pré-
sentant ce même jour, 2 avril, devant Lens, en avait

fait retirer les compagnies du Haut-Valais qui y avaient couché la veille.

Dans cette marche en avant, faite avec ordre et ensemble, les soldats du Bas-Valais furent partout bien accueillis et regardés comme des libérateurs.

La colonne de M. Maurice Barman continua également sa route, de Bramois directement sur Sierre, sans rencontrer d'ennemi. Elle passa le Rhône au-dessous de Sierre, et se réunit à la colonne Joris.

Plusieurs officiers croyaient que les hommes du Haut-Valais, apprenant la marche des colonnes, seraient revenus sur leurs pas, et que l'on n'entrerait point à Sierre sans combat ; mais une députation pacifique se présenta seule : elle annonça que Sierre avait arboré le drapeau blanc en signe de paix, et que les soldats du Bas-Valais y seraient reçus comme des frères et des amis. Les chefs recommandèrent de nouveau l'ordre et la modération, et bientôt après, ces masses armées, entrèrent en bon ordre et en silence dans ce lieu, où tant de projets insensés avaient germé depuis un an. La colonne de M. Bruchez y fit son entrée plus tard.

Le premier soin des vainqueurs fut d'assurer le respect dû aux personnes et aux propriétés ; le quartier-général s'établit dans la maison du grand-bailli de Courten. C'était un sûr moyen de la faire respecter. Le président Barman, qui se multipliait pour établir l'ordre et pourvoir à tout, poussa la délicatesse jusqu'à ne pas vouloir prendre de logement dans la maison du grand-bailli ; il y travaillait, mais il logeait à l'auberge. Toutes les maisons des notables furent l'objet d'une surveillance

particulière. Il est vrai que dans l'impossibilité où l'on avait été, au milieu de ces mouvemens imprévus, d'organiser un service régulier de distribution, il fallait faire des réquisitions de vivres. Les préposés de la commune de Saint-Léonard s'étant enfuis la veille, le commandant du Bas-Valais y avait pourvu en prenant des vivres où il en trouvait. A Sierre on eut recours au même moyen, et l'on s'adressa de préférence aux riches. Il y avait bien des motifs d'équité et de politique pour agir ainsi. Cependant il n'y eut aucun désordre, et, dès le soir, ceux des habitans qui s'étaient enfuis, étaient pour la plupart rentrés dans leurs demeures, où ils ne furent point inquiétés.

Les événemens avaient marché plus vite que les projets; l'épigraphe de cette expédition avait été *satisfaction pour l'événement d'Evolenz*, et déjà on ne pensait plus à Evolenaz; on avait détruit le gouvernement avec lequel on négociait quarante-huit heures auparavant, on occupait sa capitale! Que restait-il à faire? A cette question on se regardait, et l'on reconnaissait que la guerre est bien plus aisée à conduire que ses conséquences ne sont faciles à appliquer. Si le gouvernement de Sion eût agi avec des troupes régulières et soldées, son embarras n'eût pas été grand. Sierre était une garnison qui en valait une autre; mais ces miliciens, ces hommes utiles, ces agriculteurs, ces artisans, ces pères de famille, ces époux, ces enfans si prompts à marcher, si ardens à combattre, on ne pouvait les retenir dans l'inaction, il fallait les faire battre ou les licencier, si l'on ne voulait surcharger le pays de frais énormes. Revenir sur ses

pas, licencier son armée : qu'aurait signifié alors cette expédition de guérillas ? Le gouvernement de Sierre se réinstallait, et les troupes fédérales, avec leur général en tête, arrivaient à journées d'étapes pour demander compte au Bas-Valais de ce grand tapage sans résultat. Rester à Sierre : mais le gouvernement déchu s'établissait à Loèche ou à Brigg, il réorganisait ses troupes, aidé peut-être par ses amis politiques, dont il pouvait recevoir les secours par la Furca, il se présentait de nouveau au combat, et le sang aurait coulé à flots.

Pendant, beaucoup d'hommes politiques croyaient qu'il fallait prendre ce dernier parti. « Occupons *Sierre* » et *Hérens*, disaient-ils ; ces dizains parlent français, « ils déclarent vouloir accepter la constitution ; nous formerons un état compacte et homogène, et plus tard « les cinq dizains supérieurs allemands, abandonnés à « eux-mêmes, sans finances, sans gouvernement régulier, demanderont à se joindre à nous ; évitons jusqu'à l'apparence de la contrainte. »

Ces raisonnemens étaient bons, mais on leur opposait un dicton populaire, et un devoir sérieux. « Il faut battre le fer, tandis qu'il est chaud, » dit la sagesse des peuples. « Il faut qu'un gouvernement régulier remplisse le but de son institution, » ajoutaient les hommes sensés. Or il n'existait plus en Valais d'autre gouvernement régulier que celui qui siégeait à Sion, et il devait à tous protection et sécurité. Des réactions, des violences menaçaient d'ensanglanter le Haut-Valais ; la présence des troupes pouvait seule y mettre obstacle, et ces troupes aussi méritaient de terminer l'œuvre qu'elles

avaient si bien commencée. Aussi fut-il décidé qu'on irait provisoirement à Loèche ; une partie de la troupe fut commandée pour cette expédition. Après son départ, des messagers de Loèche vinrent annoncer que ce bourg n'opposerait aucune résistance, et qu'il attendait les soldats du Bas-Valais.

Les journaux de l'époque parlèrent de correspondances mystérieuses trouvées à Sierre. Nous pensons qu'il y a de l'exagération dans ces assertions ; on retrouva plusieurs documens à titres appartenant à la chancellerie du Valais, que le Conseil d'Etat de Sierre avait emportés avec lui lorsqu'il quitta Sion ; mais on ne les retrouva pas tous, les plus importans ont disparu. On trouva aussi quelques lettres qui jetaient du jour sur les achats de munitions opérés ou tentés en Piémont, lettres qui mettaient hors de doute la facilité bienveillante que le Haut-Valais avait trouvée à faire des achats dans les états du roi de Sardaigne. On y trouva encore une lettre d'un des derniers représentans fédéraux, en date du mois de février 1840 ; ce représentant conseillait au gouvernement de Sierre de s'opposer *fortement* à la demande que le Bas-Valais avait adressée alors au Directoire, demande qui avait pour objet la convocation de la Diète. Il faisait espérer d'*heureux changemens*. Il paraît certain que l'un des chefs du gouvernement déchû était rentré à Sierre dans la nuit qui précéda l'entrée des troupes du Bas-Valais, et avait détruit ou emporté les papiers les plus importans. La meilleure découverte fut une provision de capsules qui arrivaient de Domo-d'Ossola, et qui furent distribuées aux carabiniers

du Bas-Valais ; elles ne leur étaient cependant pas destinées.

Avant d'achever le récit des opérations militaires, nous avons à raconter la triste et intéressante cérémonie qui eut lieu à Sierre, le 3 avril ; nous voulons parler des obsèques du malheureux Pierre de Courten.

Le curé de Sierre s'était décidé avec assez de peine à y remplir les fonctions de son ministère. Il considérait Sierre, acceptant la constitution du 3 août comme un pays dévolu aux dieux infernaux, où les cérémonies de l'Eglise deviendraient une sorte de profanation. Un avertissement précis et sévère lui fit comprendre qu'il ne fallait pas ajouter ce scandale à tant d'autres. Ainsi, l'on vit un modeste convoi traverser lentement les rues, s'acheminant vers l'église, située au milieu du bourg ; il était suivi d'un nombreux concours d'officiers du Bas-Valais, qui formaient la partie la plus considérable du convoi ; on y remarquait peu d'habitans de Sierre, à peine quelques vieillards, abandon peu honorable de la part d'hommes pour qui la famille de Courten n'avait eu que de bons procédés ; M. le président Barman marchait en tête du convoi. Le corps du malheureux assassiné, de ce rejeton d'une famille si nombreuse, s'acheminait à sa dernière demeure, sans un parent pour l'accompagner ; les ennemis de la veille allèrent seuls lui rendre les derniers devoirs. Tout à coup sort de l'église un homme en habits de deuil ; c'est le comte Louis de Courten, le commandant du Haut-Valais, le gendre du défunt ; il vient prendre place à côté du président Barman : nobles adversaires, faits pour se comprendre et pour s'estimer, ils

se tendaient la main de réconciliation, sur la tombe de la victime de ces déplorables débats. Là, sous le portail de la modeste église, s'ouvrit le caveau des de Courten; le cercueil y fut déposé avec un pieux recueillement, qu'interrompaient seules les prières du prêtre; puis, tous les assistans répandirent de l'eau bénite, chacun demandant à Dieu dans son cœur que tous les sentimens de haine et de vengeance fussent ensevelis également dans ce tombeau. Pour ne pas revenir sur ce triste incident, nous ajouterons que le même jour, dans l'hôpital de Sion, un homme du Haut-Valais, blessé mortellement, demandait à quelqu'un qui revenait de Sierré : « A-t-on enterré M. de Courten ? — Oui mon « ami, et avec beaucoup d'égards, lui répondit-on, « croyant que cette question était dictée par une pieuse « sollicitude. — Ah ! reprit le blessé, celui-là n'a que « ce qu'il mérite. » On lui fit observer que ce sentiment anti-chrétien était particulièrement injuste, dirigé contre M. de Courten, qui n'avait pris aucune part aux débats politiques. « Monsieur, répondit le soldat, si vous savez comme on nous a trompés ! »

Oui, on les avait trompés en leur représentant les hommes du Bas-Valais comme une horde farouche, sans foi et sans tolérance.

Au retour de la cérémonie funèbre, le président Barman s'occupa à rédiger la proclamation suivante, adressée au peuple des dizains orientaux :

« Concitoyens et frères !

« Le gouvernement du Valais, après avoir vainement

demandé aux hommes dont les funestes conseils vous ont si longtemps égarés, satisfaction pour l'insulte faite à Evolenaz, a ordonné l'armement des dizains occidentaux. La Providence a voulu que le but de cet armement fût promptement atteint.

« Concitoyens, vous avez vu jusqu'où peut conduire la discorde entre des frères, et vous devez sentir qu'il n'y a que l'union qui rende fort et heureux.

« Venez à nous, nous ne voulons comme vous que la religion catholique et la liberté. Envoyez-nous vos délégués à Sierre, pour le samedi 5 courant; leurs personnes et leurs opinions n'éprouveront aucune violence.

« Respectez vous-mêmes les personnes et les propriétés; toute infraction à cet égard sera immédiatement réprimée; secours et protection seront accordés à ceux qui les réclameront; nous rendons les communes responsables de l'exécution de cet ordre. — Sierre, le 3 avril, etc. »

Au nom de la Commission militaire.

L'histoire appréciera ce langage chez des vainqueurs, comme tout le Valais sut l'apprécier. Nous n'en faisons point un mérite particulier aux chefs du Bas-Valais; ils n'étaient en ceci que l'organe du peuple et des soldats. L'auteur de cet écrit traversa un village en dehors de la route près de Martigny, et en donnant à quelques vieillards, qui formaient encore seuls la population du village, des nouvelles du théâtre des événemens, il ajouta : « A présent que vous êtes forts, il faut être modérés. — Eh ! Monsieur, lui répondirent-ils, nous n'avons

« pas d'autres intentions ; ce sont des frères et d'anciens
« concitoyens ; seulement, ajoutèrent-ils, ils ne pour-
« ront plus dire que nous *avons peur*. »

Avant de faire connaître quel fut le résultat de cette invitation, nous devons raconter la suite et la fin des mouvemens militaires.

A quelques minutes de Sierre, et de l'autre côté du Rhône, commence une forêt qui couvrait jadis une partie du pays ; on la nomme le Bois de Finges. Bornée d'un côté par le Rhône, de l'autre elle remonte jusqu'aux premières pentes des montagnes ; jadis elle était presque impraticable, aujourd'hui la route du Simplon la traverse. En 1799, les Valaisans s'y étaient retirés, et mettant à profit un terrain aussi favorable, ils y opposèrent une résistance vigoureuse aux Français ; ceux-ci eurent recours à la ruse pour la surmonter (1).

Au 2 avril 1840, on répétait que, fidèles aux traditions de leurs aïeux, les hommes du Haut-Valais destinaient le bois de Finges à être le tombeau de leurs adversaires. Quoique cette assertion fût bien peu d'accord avec les faits qui venaient de se passer, même avant l'arrivée de la députation de Loèche, on résolut d'explorer le bois de Finges, en marchant sur cette dernière ville. En conséquence, une colonne formée du bataillon Morard et de l'artillerie, sous les ordres de MM. Barman

(1) Les Français feignirent de se retirer, ils laissèrent dans leurs bivouacs des effets, des vivres, du vin ; les Valaisans coururent au pillage et furent surpris par un retour inopiné de leurs ennemis.

et Joris, eut ordre de se diriger par la rive gauche, c'est-à-dire par la forêt, tandis que le bataillon Torrent marcherait par Varon sur la rive droite. La troupe, qui avait bivouaqué dans les prairies, entre le village de Glarey et le pont de Sierre, se mit en marche dans l'ordre indiqué, et n'aperçut aucune trace d'ennemis; elle vit, au contraire, venir à sa rencontre des amis de Loèche, et à leur tête, M. Gaspard Zen Ruffinen (1), qui renouvelèrent, à leurs frères du Bas-Valais, l'assurance d'une réception cordiale. La colonne de la rive droite n'avait pas été moins bien accueillie dans sa marche.

Pendant que ces événemens se passaient à Loèche, le lieutenant-colonel Gagnioz, avec une colonne de huit cents hommes, occupa le dizain d'Hérens, théâtre de l'incident qui avait amené de si grands résultats. Il s'établit dans les différens villages sans rencontrer de résistance. La commune des Haudères, qui s'était montrée si agressive contre Evolenaz, s'attendait à un traitement rigoureux : elle en fut quitte pour une occupation de vingt-quatre heures.

Le 4 avril, les deux bataillons qui occupaient Loèche se mirent en route pour Tourtemagne, où ils trouvèrent la même soumission. Des délégués des dizains de Rarogne, de Viège et de Brigg y arrivèrent pour déclarer que toute pensée de résistance avait cessé.

(1) M. G. Zen Ruffinen, homme éclairé et libéral, qui n'avait pris aucune part aux affaires du Haut-Valais, est aujourd'hui Conseiller d'Etat.

La guerre finit donc faute de combattans, et malgré les velléités de quelques hommes ardens qui voulaient aller montrer les baïonnettes du Bas-Valais aux bons Pères de Brigg, l'ordre du retour fut donné ; on voulait éviter jusqu'à l'apparence de la contrainte.

Les bataillons se mirent successivement en route pour retourner à Sion ; les volontaires avaient été licenciés le 4 et le 5 avril, et avaient reçu les remerciemens du gouvernement par l'organe de M. Bonjean. Nous nous plaisons à reproduire quelques-unes des paroles que prononça, en cette occasion, cet excellent citoyen, qui vient d'être enlevé à la patrie dont il avait si bien servi la juste cause.

« Soldats, chers concitoyens !

« Une agression injuste nous a mis les armes à la main ; nous avons dû recourir à la force pour repousser la violence et pour protéger nos frères paisibles contre des agresseurs aveuglés ; vous avez répondu avec un noble dévouement à notre appel. Partout, la voix de la patrie attaquée dans son honneur et son indépendance, a trouvé un fidele écho ; vous êtes accourus des lieux les plus éloignés, prêts à verser votre sang pour la défense de notre sainte cause. Honneur à vous ! chers concitoyens, vous avez bien mérité de la patrie reconnaissante ; la postérité la plus reculée se souviendra avec attendrissement du magnifique spectacle qu'a présenté un peuple se levant tout entier pour la défense de ses droits, attaqués dans la personne de ses frères. Nos ad-

versaires se plaisaient à répandre le bruit que nous étions désunis ; vous avez, dans ces jours de glorieuse mémoire, anéanti ces vaines déclamations, vous vous êtes montrés animés d'une seule volonté, des milliers n'ont eu qu'une âme : avec des hommes animés de pareils sentimens, la liberté de notre patrie est désormais impérissable.

« Nous avons défendu la plus juste des causes ; Dieu a couronné nos efforts. Des hommes, que l'erreur, bien plus que des sentimens hostiles, avait armés contre nous, se sont retirés devant nos bataillons, et tout nous fait espérer qu'ils ne tarderont pas à ouvrir les yeux sur leurs véritables intérêts ; ils saisiront enfin la main fraternelle que nous n'avons cessé de leur offrir, etc., etc. »

M. Gros, chargé du licenciement d'une autre division, ne s'exprima pas avec non moins de chaleur et de modération.

Nous aimons à redire ces paroles, parce qu'elles sont empreintes de cet admirable esprit de conciliation qui a été le caractère si noble de cette révolution du Valais.

Les villages du Bas-Valais présentèrent alors un touchant spectacle. Des étrangers qui descendaient le Saint-Bernard, ignorant ce qui s'était passé, voyaient avec étonnement des femmes, des enfans inquiets, pleurant, cheminant le long des routes, et regardant avec angoisse si rien ne venait du bas de la vallée. Tout à coup on aperçoit quelques hommes ; les uns sont armés, d'autres n'ont gardé que leurs bâtons. « *Ce sont eux ! ce sont eux !* voici nos pères, nos frères, nos enfans. — Oui, « nous voici ! s'écrient les arrivans ; nous voici, nous


« avons payé notre dette à la patrie ; Dieu nous ramène
« auprès de vous, nous y vivrons longtemps heureux
« sous sa protection, à l'abri des lois que nous nous
« sommes données, et que quelques-uns d'entre nous
« ont scellées de leur sang. »

C'était dans ce dizain d'Entremont que se trouvait une des victimes de ces événemens, le jeune Contat, de Saint-Branchier, qui était mort après avoir supporté l'amputation de la cuisse avec un courage héroïque, et en répétant qu'il était heureux de mourir pour son pays. Ces montagnes avaient fourni un brillant contingent ; on remarquait six frères dans les rangs : c'étaient les frères Filliez, de Bagnes, tous excellens carabiniers.

Le 5 et le 6 avril, les bataillons réguliers défilèrent dans Sion aux acclamations de la multitude émue, et furent aussi licenciés en recevant les remerciemens qu'ils avaient bien mérités. Ils avaient fait traverser dans trois jours un intervalle immense à leur patrie, ou pour dire plus vrai, ils avaient creusé un fossé infranchissable entre le passé et l'avenir ; fossé où les odieux abus furent engloutis, mais qui conserva sur l'autre bord, en perspective, les souvenirs de gloire, dont il n'appartient pas aux changemens politiques de déshériter les nations.

On laissa toutefois une force suffisante sur pied pour protéger Sierre contre toute tentative ; les autres se retirèrent en s'entretenant des incidens de la campagne : un des plus remarquables, sans contredit, avait été le trait suivant. Une sentinelle, qui avait été placée à la poudrière près de Valéria et qu'on avait oublié de relever, y était

demeurée quarante-huit heures, et avait été trouvée exténuée, sans croire pour cela qu'elle pouvait quitter son poste. Le caractère particulier, honorable, touchant de cette expédition, avait été la confiance réciproque la plus entière entre les chefs et les soldats, confiance qui double les forces, qui rend les succès profitables, et qui seule permet de réparer les revers. Après l'enterrement de M. de Courten, quelqu'un dit à un chef du Bas-Valais : « Il aurait pu vous en arriver autant si vous eussiez été battus. — A nous ! jamais, répondit le Valaisan ; si nous eussions eu des revers, nos soldats nous auraient accompagnés jusqu'à Saint-Gingolph, s'il l'eût fallu, en nous aimant et en nous respectant toujours. »



CHAPITRE XI.

Nouvelle intervention fédérale.

Nous avons, maintenant, quelques pas rétrogrades à faire, pour dire quelle avait été la conduite des autorités fédérales dans cette occurrence, et quelles mesures politiques adopta le gouvernement du Valais.

Aussitôt après les événemens d'Evolenaz, les deux gouvernemens de Sion et de Sierre avaient écrit au Vorort pour lui en donner connaissance, en rejetant l'un et l'autre tous les torts et toutes les conséquences sur leurs adversaires; le gouvernement de Sion ajoutait, qu'il protestait contre toute intervention dans ses affaires intérieures, et qu'il espérait jouir du bénéfice des principes réclamés par Zurich, après le 6 septembre. Le 31 mars (1), le gouvernement de Sierre écrivit de nouveau au Directoire pour lui annoncer l'occupation de Nendaz par les troupes du Bas-Valais; il ajoutait que les populations du Haut-Valais, exaspérées, se levaient en masse et s'apprêtaient à se défendre vaillamment (2).

(1) Voyez ces lettres aux pièces justificatives.

(2) Le ci-devant gouvernement de Sierre crut faire quelque chose de très-habile, et donner à son armement une couleur de *levée en masse*, en défendant les uniformes; il a payé cher cette erreur.

Le Conseil d'Etat de Sierre envoya un député extraordinaire, le châtelain Loretan, porter cette dépêche par la Gemmi, qui est rarement praticable à cette époque de l'année. Mais, déjà le Directoire avait eu connaissance de l'état des choses par le rapport d'un fonctionnaire public du Canton de Vaud, que son gouvernement avait envoyé dans le Valais pour obtenir des renseignemens exacts (1).

Le Vorort, par sa délibération du 30 mars, se hâta de requérir les Cantons frontières du Valais, d'exercer la surveillance fédérale, et de mettre chacun un bataillon de piquet ; il les prévint qu'il allait renvoyer les représentans avec des pouvoirs, et il annonça à tous les états que la Diète allait être convoquée. En effet, il manda immédiatement M. le bourgmestre de Meyembourg à Zurich. Celui-ci, à son arrivée, s'enquit de ses deux collègues ; on lui apprit qu'ils étaient cassés aux gages, c'est-à-dire qu'on se passerait d'eux pour le moment (2), et qu'il irait seul. Le Directoire fit preuve de sagesse et de perspicacité en cette occasion ; mais le représentant unique hésitait à se charger de ce fardeau : il ne voulait pas accepter, disait-il, avant de connaître ses instructions. — « Eh bien ! dictez-les vous-même, » lui fut-il répondu. Il les dicta, et quatre jours après il eût voulu ne les avoir jamais dictées ; elles portaient en substance :

1° Qu'il devait se rendre dans quelque lieu rappro-

(1) Rapport de l'intendant des postes du Canton de Vaud.

(2) Lettre à MM. Frey et de Maillardoz.

ché de la frontière du Valais pour chercher à obtenir les renseignements les plus exacts sur l'état des choses dans ce Canton : dans ce but, un crédit lui était ouvert.

2° Si la paix du pays était troublée d'une manière sérieuse, et si la guerre civile venait à éclater, il lui était enjoint de faire marcher les troupes des Cantons de Vaud, de Berne, de Fribourg et de Genève, déjà commandées, en les plaçant sous le commandement du colonel Bontems; mais sous la réserve formelle, qu'elles ne se mêlèrent ni directement, ni indirectement d'aucune des questions politiques qui divisent le Valais, afin que ces questions arrivassent entières à la Diète.

3° Il devait s'entendre, à cet effet, avec les gouvernemens de Vaud, Berne, Fribourg et Genève.

4° Il devait tenir le Directoire constamment au courant de tous les événemens.

Ces instructions lui donnaient, on le voit, le pouvoir de requérir des troupes. Il ne se rendit pas directement en Valais, mais à Lausanne, où il manda près de lui le colonel fédéral, qui avait levé depuis deux mois son quartier-général de Bex, et qui s'était replié sur son domicile. Le colonel accourut, et on se prépara à guerroyer; mais il était plus facile de trouver un chef que des soldats. La position était grave : d'un côté huit mille Valaisans armés, dans l'ivresse du succès, conduits par des chefs qui venaient de faire leurs preuves. Livreront-ils l'entrée de leur Canton? On pouvait en douter. Officiers et soldats, peuple et magistrats, tous repoussaient l'intervention fédérale.

Au 3 avril, à Sierre, un ami du Valais exprimait à un homme d'état de ce pays, combien il redoutait cette intervention : « Hâtez-vous de terminer, lui disait-il, ou
« vous aurez les troupes fédérales. — Les troupes fédé-
«érales ! s'écria avec énergie cet homme dont chacun
« vantait la douceur et la modération ; les troupes fédé-
«rales ! si elles se présentent à notre frontière, je saisis
« le drapeau du pays, j'appelle le Haut et le Bas-Valais,
« ils me suivront, et nous rejeterons les intrus dans le
« lac. » Il avait raison de dire le lac ; cette seule voie
aurait été ouverte ; la sympathie qui avait entraîné les
Vaudois depuis un an vers le parti constitutionnel du
Valais, s'était changée en un véritable enthousiasme,
surtout dans les districts de Lausanne, de Vevey et
d'Aigle. Nous ne voulons point étendre trop loin le
champ des suppositions et des prévisions, mais nous
avons toujours cru qu'un armement contre le Valais, au-
rait été le signal d'une conflagration dans la Suisse oc-
cidentale. Elle ne fut pas appelée à cette épreuve ; le
gouvernement vaudois, sommé par le Directoire de met-
tre un bataillon à la disposition du représentant fédé-
ral, s'y refusa, disant qu'il attendait les ordres de
l'autorité compétente (la Diète) (1) ; il ajouta que le
gouvernement du Valais, loin de demander l'intervention
aux termes du Pacte, la repoussait, et qu'au demeurant,
les agitations du Valais n'étaient pas de nature à trou-

(1) V. Délibération du Conseil directorial du 3 avril 1840, texte allemand, p. 192.

bler la tranquillité générale de la Suisse. Fribourg fut plus docile qu'au mois de décembre 1839 ; il mit son bataillon en disponibilité, en requérant, toutefois, des renseignemens ultérieurs ; Berne tergiversa , Genève obéit sans condition (1).

(1) La résistance du Canton de Vaud, à mettre des troupes sur pied, provoqua une réplique du Vorort, en date du 3 avril, ainsi conçue :

TIT.

« En réponse à la lettre que vous nous avez adressée, en date du 1^{er} de ce mois, nous devons vous observer que l'intervention fédérale, dans le Canton du Valais, existant depuis que les autorités compétentes l'avaient réclamée en janvier 1839, durera jusqu'à ce que la Diète se soit prononcée d'une manière précise contre sa prolongation. Elle continuera d'autant plus que, dans le Canton du Valais, aucun ordre constitutionnel reconnu par la Diète n'a encore remplacé la constitution de 1815, abolie en partie.

« Aussi longtemps que le Canton du Valais n'est pas reconstitué, il n'y a dans ce pays que des autorités de fait. Or, à des autorités de fait il ne peut appartenir des droits découlant du pacte fédéral. Le Directoire fédéral envisage donc la protestation, émanée du Conseil d'Etat existant de fait à Sion, contre une intervention fédérale ultérieure, comme nulle et non avenue, et il espère qu'aucun Canton n'empiétera sur la compétence de la Diète, en accordant à des protestations du Bas-Valais une valeur qu'elles ne sauraient avoir qu'autant qu'elles seraient émanées d'un pouvoir constitutionnel reconnu par la Diète.

« C'est sous ce point de vue que nous vous invitons à mettre

Le malheureux représentant, à teneur de ses instructions, se croyait obligé de requérir les bataillons; il était tolérant cependant; il permettait que les gens du Bas-Valais battissent un peu leurs frères du Haut, mais il ne voulait pas qu'ils les battissent trop. « S'ils ne dépassent pas Sierre, avait-il dit, je les laisserai faire (1). » Le bruit se répand qu'ils marchent en avant. « Passe encore pour Loèche, » ajoute-t-il. Ils vont à Tourtemagne. « Ah! ceci devient fort. » Ce n'est pas tout; le bruit se répand que le commandant Joris, méconnaissant les ordres de ses chefs, marche sur Brigg. « Je n'y tiens plus, s'écrie le représentant, *le casus belli est arrivé*: allons, colonel, faites imprimer votre ordre du jour, et en avant. » Le colonel fit imprimer son ordre du jour (2), et se tint prêt à marcher. Cependant, mieux éclairé sur les faits, il ne cacha pas au représentant qu'il ne croyait plus la mesure opportune.

les troupes requises à la disposition du représentant fédéral, M. de Meyenbourg, *dès que la guerre civile aura éclaté dans le Canton du Valais*. C'est sous le même point de vue que nous vous engageons à prendre les mesures nécessaires pour vous opposer à l'entrée en Valais de tout corps et de tout individu armé qui n'y entrerait pas en vertu d'un ordre de M. de Meyenbourg. »

Recevez, etc.

Les bourgmestres, etc.

(1) « Da die Unterwalliser sich auf die Besetzung des Sidders beschränken dürfen, meldet schliesslich Herr von Meyenbourg, so habe er die Besetzung des Kantons Wallis durch eidgenössische Truppen für einmal nicht nothwendig erachtet. » (Annexe du récit, p. 200, n° VIII.)

(2) Ordre du jour du colonel Bontems, Pièces justificatives.

Cependant le Directoire avait convoqué la Diète pour le 20 avril ; il avait appelé immédiatement la commission d'inspection militaire fédérale ; il avait demandé un second bataillon et une batterie d'artillerie au Canton de Berne, et à celui de Fribourg une demi-compagnie de cavalerie, et il avait répondu au gouvernement de Vaud une lettre que nous avons reproduite textuellement, en faisant observer qu'on ne retrouve pas, dans cette lettre en langue française, l'expression de *reislaufen* (vagabondage militaire), que nous lisons dans la délibération du Directoire (1). Ce dernier avait en même temps sommé les deux partis de poser les armes, et de rentrer dans les limites qu'ils occupaient avant le 28 mars. Mais les événemens avaient marché plus vite que les circulaires directoriales. Le représentant, excellent homme au demeurant, maudissait la marche du commandant Joris, qui le forçait à mettre *flamberge au vent*. « Mau-
« dites instructions, s'écriait-il, qu'avais-je à faire à me
« les donner ? » Cependant des témoins dignes de créance étaient arrivés du Valais, et, dans le seul intérêt de la paix, ils lui avaient fait connaître le véritable état des choses ; ils lui avaient dit que tout était fini, que le commandant Joris, officier subordonné, n'agissait que d'après des ordres supérieurs, et ne les outrepassait jamais ; ils ajoutaient que le scrupule était poussé si loin par les chefs du Bas-Valais, que M. Barman n'avait pas voulu recevoir l'adhésion du dizain de Rarogne à la

(1) Annexe du recès, p. 194.

constitution du 3 août, jusqu'à ce qu'il eût acquis la certitude qu'elle avait été donnée en toute liberté. La proclamation adressée aux dizains orientaux était un témoignage irrécusable des dispositions du gouvernement de Sion. Le représentant était ébranlé, et il devait l'être, car il tenait dans la main la torche qui pouvait renouveler l'incendie éteint, et il devait comprendre qu'il allait mettre les troupes fédérales en présence de soldats enivrés par leurs succès; et ce qui était plus déplorable, il allait constater, par un acte formel, le refus du Canton de Vaud de se soumettre à l'autorité directoriale; enfin, il avait sous les yeux cette lettre du 3 avril, adressée au Directoire, mais dont le Conseil d'Etat du Valais lui avait envoyé copie.

TIT.

« Nous avons la satisfaction de vous annoncer que les hostilités ont complètement cessé dans notre Canton. Après avoir été chassés de toutes leurs positions autour du chef-lieu, les Haut-Valaisans sont rentrés dans leurs foyers où ils ont déposés les armes. Les meneurs du Haut-Valais sont en butte au juste ressentiment de ceux qu'ils ont égarés. Nous allons pourvoir à ce que l'ordre reparaisse dans cette malheureuse contrée.

« Nous renouvelons, du reste, nos protestations contre une intervention qui serait sans motifs; la Confédération doit nous permettre de terminer nous-mêmes

nos dissensions, qui touchent si heureusement à leur terme (1). »

« Nous avons l'honneur, etc.

(*Suivent les signatures.*)

Sion, 3 avril.

Enfin, l'ordre fatal est expédié aux quatre Cantons ; ils doivent mettre leurs troupes sur pied ; mais un scrupule, ou peut-être une circonstance que nous indiquons plus loin, détourne encore la flèche de Tell : ainsi que l'ange arrête le glaive d'Abraham prêt à frapper son fils, de même un bienfaisant *post-scriptum* ajouté à l'ordre, invite ceux à qui il est adressé à en suspendre l'exécution jusqu'à nouvel avis : *faites, ne faites pas*, c'est le *motto* du gouvernement fédéral.

Aurait-on exécuté ? Nous ne répondrons pas à une question oiseuse maintenant. Le Canton de Genève avait, dit-on, déjà frété un bateau à vapeur pour conduire son bataillon au Boveret : nous l'ignorons ; ainsi, disons avec le glorieux lion de Lucerne : *Pax invictis*.

Cependant le représentant fédéral n'avait pas l'intention d'aller examiner lui-même l'état des choses en Valais. Profitant de l'autorisation qu'il avait reçue du Directoire, le 3 avril (2), il envoya un autre explorateur :

(1) « Et qu'elle a été impuissante à terminer. »

(2) Le Vorort autorisait le représentant à envoyer en son nom (du Vorort) un magistrat digne de considération (ach-

ce fut M. le professeur Monnard, homme à qui son caractère, ses talens, ses opinions, l'attitude noble et imposante qu'il avait prise dans les transactions diplomatiques avec la France, en 1836 et en 1838, semblaient assigner un autre rôle que celui de sous-commissaire fédéral. A Dieu ne plaise que le rédacteur de ces lignes se permette l'apparance d'un blâme sur la conduite de M. Monnard ! Cet homme si pur, se laissa prendre à l'amorce la plus propre à séduire un noble cœur, le bonheur de pacifier, de s'entremettre entre les vainqueurs et les vaincus ; mais nous croyons qu'il connut mal les faits accomplis, ou qu'il les apprécia mal du fond de son cabinet. Cependant, il aurait pu les juger mieux qu'un autre, car il savait tout ce que l'intervention fédérale avait fait de mal depuis le commencement de ces débats ; il savait, l'histoire à la main, qu'il n'y a de bonnes réconciliations, que celles qui se font entre les parties elles-mêmes, sans le concours d'autrui ; il connaissait le caractère digne, honorable, modéré des chefs du Bas-Valais et du peuple de cette contrée, et il connaissait aussi trop bien le cœur humain, pour ne pas comprendre que ces hommes avaient leur degré d'ambition, d'une ambition relevée. Ce n'étaient ni les honneurs ni les conquêtes, qu'ils avaient été chercher au milieu des balles, mais un triomphe, le plus beau de tous ; mais un titre

tungswerth) de Genève ou de Vaud, en Valais pour arrêter les hostilités (lettre du 3 avril, annexe du Recès, p. 196) ; on avait fait précédemment sans succès des ouvertures dans le même sens à un magistrat genevois.

qui efface tous les autres, celui de *pacificateurs*. Ce titre, ils l'avaient gagné, et ils ne se le laisseraient pas ravir impunément. Enfin, M. Monnard devait craindre que la seule présence d'un représentant fédéral ne ranimât de folles espérances, et n'encourageât une résistance qu'il était si important de voir promptement cesser; en un mot tout allait bien, et il faut du courage pour courir la chance de gâter ce qui va bien. M. Monnard, animé par l'amour de la paix, ne pensa pas à toutes ces choses, et il se rendit en Valais, au nom de ce même gouvernement de Zurich, qui, au 6 septembre, s'opposait avec tant de véhémence à toute intervention fédérale dans ses affaires intérieures. Cependant, nous remercions M. Monnard d'avoir accepté cette mission, parce que ce fut, pour le représentant fédéral, un motif de suspendre l'ordre de marche des troupes. Il promit d'attendre les premières nouvelles que lui transmettrait M. Monnard, et nous croyons être sûr, que ce dernier fit de cette suspension d'ordres, une condition de son départ. Ajoutons, pour n'y plus revenir, que le 6 avril, le représentant écrivit aux quatre Cantons, qu'il révoquait son ordre de mettre les troupes sur pied : le commandant empaqueta son ordre du jour, et retourna chez lui.

Quant au Vorort, à défaut de soldats, il continuait sa guerre de plume. Par une circulaire du 4 avril, nous avons dit qu'il avait convoqué la Diète pour le 21. Dans cette pièce, il récrimine avec amertume contre le refus du gouvernement de Sion, de recevoir ses propositions de médiation du 14 février; il analyse les trois partis

proposés. Reconnaissance de la constitution du 3 août ; maintien de la constitution de 1815 ; séparation : il les repousse, et ne s'arrête qu'à la continuation de la médiation fédérale, sans toutefois dissimuler ses sympathies pour la constitution de 1815, si chérie, dit-il, par la majorité du peuple valaisan. Il prétend que la Confédération n'a contracté aucun engagement avec le Valais par l'arrêté du 11 juillet ; il ne reconnaît au gouvernement siégeant à Sion, qu'une existence de *fait* ; il déclare qu'il n'est que *toléré*, etc. etc. Les baïonnettes du Bas-Valais étaient, certes, plus pacifiques que cet acte de la diplomatie fédérale (1).

Nous ne suivrons pas M. Monnard dans sa mission ; il chercha à l'accomplir avec la droiture qui le caractérise ; mais il fut reçu avec froideur, même par d'anciens amis. On l'envisagea comme un *hors-d'œuvre* ; plus tard il échangea quelques explications un peu aigres avec des hommes politiques du Bas-Valais. Il prétendait, ainsi que ses devanciers, qu'il avait agi comme envoyé fédéral ; on lui répondit, comme à ses devanciers : « Vous représentez sans doute quelque chose, mais ce
« quelque chose nous ne lui reconnaissons pas aujourd'hui le droit de se mêler de nos affaires. » M. Monnard, avec une loyauté qui lui fait le plus grand honneur, démentit lui-même les éloges exagérés de ses amis, en publiant le 25 avril la déclaration suivante : « Plusieurs
« journaux citent une circulaire du haut Vorort aux Can-

(1) Circulaire du 4 avril, voy. Pièces justificatives.

« tons, sur la fin des affaires du Valais ; une bienveil-
« lance excessive de M. le représentant fédéral et de
« l'autorité directoriale , m'attribue dans la paix ac-
« tuelle du Valais une grande part. Si j'ai pu rendre
« quelque service, il a consisté surtout à éclairer les
« deux parties du Canton sur leurs dispositions et sur
« leurs intentions réciproques ; mais à la modération du
« Bas-Valais appartient l'honneur de la pacification, elle
« aussi la rendra durable. »

Lausanne, 25 avril 1840.

MONNARD , Professeur.

Les Valaisans continuèrent à faire leurs affaires eux-mêmes, et la suite des événemens fit voir qu'ils avaient pris le bon parti.

Nous avons dit que la proclamation adressée aux dizains orientaux invitait les délégués des dizains à se rendre le 5 à Sierre pour conférer avec les chefs du Bas-Valais. Afin que cette invitation pût parvenir dans toutes les parties du pays, la conférence fut remise au 6. Déjà les dizains de Sierre et d'Hérens avaient voté leur adhésion à la constitution du 3 août, et les autres avaient renoncé à toute idée de résistance ou de séparation. Ils se rendirent à Sierre, au jour fixé. Dans cette réunion, M. le président Barman porta la parole au nom du gouvernement de Sion ; il rappela que, conformément aux principes qui avaient dirigé le Bas-Valais dans cet armement, il n'était pas question d'user de contrainte, que chacun demeurerait libre dans sa personne et dans ses opinions ; mais il ajouta que le temps des discus-

sions était passé ; il invita les délégués à se prononcer librement sur cette question. Voulaien-ils reconnaître la constitution du 3 août ou se séparer ? Il leur annonça en même temps, que le gouvernement de Sion, seul pouvoir constitué alors dans le Canton, regardait comme son devoir de le préserver de l'anarchie, et qu'ainsi il entendait être reconnu et obéi provisoirement jusqu'à la décision définitive des dizains. Les délégués avaient, dit-on, l'autorisation écrite d'adhérer à la constitution du 3 août, et peut-être en auraient-ils fait usage, si le ton des envoyés du gouvernement eût été plus menaçant ; mais ils voulurent faire épreuve de la liberté qui leur était laissée, et selon nous ils eurent grandement raison. Ils demandèrent huit jours pour consulter leurs dizains ; ce délai leur fut aussitôt accordé ; il ne fut pas question des dizains de Sierre et d'Hérens, qui avaient déjà prononcé leur adhésion. Au demeurant, les députés ajoutèrent unanimement qu'ils reconnaissaient l'autorité du gouvernement de Sion, et qu'ils lui seraient soumis. Cette seconde déclaration était déjà décisive ; la séparation était devenue impossible depuis l'adhésion de Sierre et d'Hérens. La séparation ! le peuple ne l'avait jamais voulue, et ceux qui l'avaient tant aveuglé étaient plus désireux de se cacher que de le régenter de nouveau.

M. Monnard n'assistait pas à la séance comme on l'a prétendu, mais il était à Sierre ; on le promenait dans des jardins pour occuper ses loisirs ; cependant la nouvelle de son arrivée s'était répandue, le bout de l'oreille fédérale s'était montré. Quelques-uns des délégués du Haut-Valais prirent à part M. Monnard, et lui dirent :

« Vous voyez où nous a conduits notre soumission aux ordres du Vorort (1). » C'était un petit reste d'humeur bien légitime et bien excusable. A l'expiration du délai accordé, tous les dizains avaient reconnu la nouvelle constitution, et peu de jours après ils reçurent l'ordre de nommer leurs députés au Grand-Conseil. En dehors du Valais, quelques feuilles continuèrent la guerre, mais leur voix se perdait. L'organe semi-officiel du Directoire (2) répétait avec une assurance bien plaisante, *que la position des deux partis n'était point changée par la soumission forcée du Haut-Valais*. D'autres journaux brandissaient la foudre vengeresse. Il n'en était pas moins vrai que toute la Suisse libérale et raisonnable applaudissait à ce dénouement ; elle se réjouissait de voir de nouveau le drapeau aux treize étoiles (3) confié à des mains amies ; elle voyait avec confiance sa frontière *sud-ouest* gardée par une population qui venait de manifester de la vaillance, de l'aptitude militaire et de l'honneur. Le représentant fédéral quitta Lausanne où sa présence n'était plus nécessaire. Il se réjouit, sans doute, de voir la fin de cette épineuse mission, où il avait apporté dès l'origine un caractère bien plus conciliant que ses collègues ; mais dans son rapport final, en annonçant que l'ordre était rétabli en Valais, il ne manqua pas de dire que M. Monnard *seul* avait em-

(1) Annexe du Recès, p. 205, n° XII.

(2) *L'Observateur de la Suisse orientale*.

(3) Le drapeau du Valais porte 13 étoiles, représentant autant de dizains.

pêché les chefs du Bas-Valais d'abuser de leur victoire, et avait *seul* amené la fin des troubles : c'était le constituer à bon marché en *Nicolas de Flue* (1). Les marques d'intérêt ne manquèrent pas au Valais ; on aime toujours les heureux et les vainqueurs. Ici ces témoignages étaient légitimes. Les Vaudois ne les avaient pas épargnés, et le Valais les en avait remerciés par l'organe du président de son Grand Conseil. Ailleurs on ouvrit des souscriptions pour les blessés des deux partis ; de toute part on félicita le Valais, et on se hâta de reprendre des relations longtemps interrompues. Le Directoire enfin, lorsqu'il eut appris l'adhésion de tous les dizains, annonça la sienne par cette suscription si longtemps attendue et si bien méritée : *Au Conseil d'Etat du Canton du Valais.*

Chers et fidèles confédérés, etc., etc. (2).

Nous sommes arrivés au terme de la tâche que nous étions imposée ; mais nous ne pouvons nous séparer encore de ces amis du Valais, sans avoir assisté à la première réunion du nouveau Grand Conseil, et sans avoir connu quelques-uns des actes qui la précédèrent.

(1) Rapport final de M. de Meyenbourg.

(2) « C'est une manière bien dangereuse de trancher les questions, disait un homme du parti conservateur. — Oui, lui répondit-on, mais elle est bien commode pour ceux qui auraient été appelés à les résoudre. »

CHAPITRE XII.

Réunion du Valais. — Conclusion.

Les dizains avaient adhéré successivement à la nouvelle constitution, et, dans le courant du mois d'avril, ils avaient tous nommé leurs députés au Grand Conseil. Cette adhésion fut notifiée au pays par une proclamation dont nous éprouvons le besoin de reproduire les principaux passages.

Chers concitoyens,

« Nous avons la satisfaction de vous annoncer le rétablissement de l'unité constitutionnelle dans le Canton. Tous les dizains reconnaissent aujourd'hui la même loi fondamentale, et obéissent au même gouvernement. Après avoir subi les agitations d'une lutte intestine de trop longue durée, la patrie se repose enfin du passé dans la confiance d'un meilleur avenir.

« Cet espoir, il dépend de vous de le réaliser; c'est dans une adhésion franche de toutes les parties du pays, dans la fusion de toutes les volontés, dans le loyal rapprochement de tous les citoyens, que le Valais peut espérer de voir renaître la paix, si nécessaire au développement de la prospérité publique.

« Que les hommes de tous les dizains, oubliant de funestes préventions, nées de l'erreur ou de coupables suggestions, tendent à leurs concitoyens la main de la réconciliation et ne voient plus en eux que des amis et des frères.

« Datons désormais du 13 avril 1840.

« Ce jour ouvre une ère nouvelle, ère de confiance réciproque, d'estime mutuelle, de vœux et de travaux communs.

« Chers concitoyens ! ce langage sera écouté de vous ; il trouvera de l'écho dans vos cœurs.

« Une grande tâche est imposée aux dépositaires du pouvoir public. Vous nous en allégerez le poids par votre amour de l'ordre, votre respect pour la sainte religion de nos pères, votre modération et votre obéissance envers les magistrats.

« L'inobservance des lois est la source de bien des maux. Nous veillerons à ce qu'elles soient à l'avenir mieux observées et surtout appliquées sans acception de personnes.

« Magistrats ! nous avons surtout besoin de votre concours, nous l'attendons de votre zèle pour le bien public. En acceptant vos fonctions, vous avez contracté envers le gouvernement, envers la patrie, des obligations auxquelles rien ne saurait vous soustraire et que vous vous montrerez jaloux de remplir.

« Le gouvernement saura, dans tous les cas, les rappeler à celui qui les oublierait.

« Défendez le pauvre contre l'oppression du riche, le faible contre l'injustice du puissant. Demeurez inac-

cessibles à la brigade, à la corruption ; faites surtout respecter les personnes et les propriétés. Veillez surtout à la conservation des bonnes mœurs : les peuples démoralisés sont de mauvais gardiens de la liberté ; ils arrivent promptement à l'avilissement.

« Concitoyens ! attendez avec calme les améliorations de tout genre que le pays réclame. Nous devons mettre, dans leur réalisation, la sagesse et la réflexion qui seules peuvent leur donner de la stabilité.

« Que le Dieu qui a ramené l'harmonie et la tranquillité parmi nous, les y maintienne à l'avenir et daigne toujours garder le Valais sous sa puissante égide ! »

*Donné au Conseil d'Etat, à Sion, le 15 avril 1840,
pour être publié et affiché dans les communes.*

Suivent les signatures.

Ce langage digne, amical, ferme et conciliant fut entendu ; les rapports les plus amicaux s'établirent incontinent ; l'homme qui avait guidé les colonnes du Bas-Valais, le conseiller Barman, montrant à d'anciens adversaires une généreuse confiance, se rendit seul dans le Haut-Valais, pour examiner les ravages causés par les inondations et aviser aux moyens d'y remédier ; il reçut partout un accueil cordial ; il rencontra sur le Simplon l'ancien grand-bailli qui, après avoir erré en divers lieux, et après avoir passé quelques jours à l'hospice du Simplon revenait à Sierre. Le comte de Courten descendit de voiture et vint embrasser M. Barman.

Sion redevint le centre des affaires du pays, et les deux partis, en se retrouvant ensemble, avaient peine à

comprendre ce qui avait pu les diviser si longtemps. Le Conseil d'Etat mit le sceau à ses procédés loyaux, en déclarant que devant une législature complète il abdiquerait ses pouvoirs, et que les fonctions de tous les employés de l'état cesseraient en même temps. Ce décret du 8 mai 1840, cette abdication dans le triomphe, nous paraît un des actes les plus heureux qui aient signalé cette révolution. Il fut apprécié comme il devait l'être; les hommes honorables du parti aristocratique et conservateur y applaudirent. Un des organes les plus habiles de ce parti déclara, que « les déclamations contre « le Bas-Valais étaient dorénavant des forfanteries hors « de saison (1). »

Le corps législatif de Neuchâtel vota sans discussion la garantie de la constitution du Valais. Suivant la coutume invariable des partis, l'aristocratie en voulait moins aux libéraux qu'aux faibles alliés qui avaient trahi ses espérances.

Enfin, le 18 mai, le Valais vit un beau jour. Puisse Dieu lui en accorder beaucoup de pareils! Le Grand Conseil se réunit, les députations de tous les dizains étaient au complet. L'évêque de Sion, et le prévôt du Saint-Bernard y représentaient le clergé. Les députés s'abordèrent sans contrainte, noblement, franchement, comme il convenait à des républicains, et nous en louons surtout les députés du Haut-Valais. Ils se rendirent à la cathédrale en ayant soin de se mêler, de manière qu'un Bas-Valaisan fût à côté d'un député du Haut-Valais.

(1) Voyez *Constitutionnel Neuchâtelois*, avril 1840.

Le président marchait en tête, comme il avait marché au jour du combat. *Trente-huit années* s'étaient écoulées depuis le jour où le Valais avait aussi célébré son retour à l'indépendance mensongère que la France lui imposait (1); mais alors un général français présidait à la cérémonie, les bataillons français bordaient la haie, leurs musiques faisaient retentir les airs. Aujourd'hui il n'y avait d'autre appareil qu'une population de républicains qui rendait grâces au Seigneur d'avoir réconcilié des frères, et qui promettait à cet arbitre suprême des états d'employer désormais à la défense de la Suisse les armes qu'ils avaient portées pour conquérir leurs libertés.

Au retour de l'église le docteur Barman, président du Grand Conseil, ouvrit la séance et prononça le discours suivant :

« Révérendissimes et Messieurs ,

« Après quinze mois d'une déplorable scission, la représentation nationale est enfin réunie dans la même enceinte, elle est constituée d'après l'échelle de la population des dizains, principe véritablement démocratique, sans lequel le repos du Valais, le développement de ses institutions, n'eussent jamais été assurés, parce que rien n'est stable lorsqu'une partie du pays est lésée dans ses droits les plus chers, et que le contrat social est vicié dans son essence.

(1) Le 5 septembre 1801.

« Et cependant on était parvenu, RR. et MM., à faire croire à une portion d'un peuple bon, mais trop confiant, que la réparation d'une grande injustice, consommée en 1815 par des circonstances impérieuses, et contre laquelle on se récriait déjà cinq ans plus tard, serait pour une partie du Canton une cause constante de malaise et d'oppression. Les députés de l'autre partie du Canton devaient se liguier d'avance pour consommer la ruine de leurs frères, comme si le malheur de ceux-ci n'eût pas rejailli sur eux-mêmes.

« Ce sont là de ces aberrations fatales contre lesquelles il semble qu'un examen attentif et consciencieux devrait prémunir. Les craintes futiles qui en sont dérivées se sont déjà sensiblement affaiblies, et je ne doute point qu'un prochain avenir ne les dissipe entièrement.

« RR. et MM. Des sources du Rhône aux rives du Léman, le pays a le même intérêt : il ne peut différer que sur des objets secondaires.

« Partout le peuple a besoin d'une instruction plus étendue et plus pratique ; ce besoin devient plus impérieux encore, depuis que la sphère de son action politique s'est agrandie et qu'il s'est réservé l'important attribut de la sanction des lois. Il importe au bien de la société qu'il puisse juger par lui-même, que son bon sens naturel, de plus en plus développé, soit affranchi de toute influence. On ne reverra plus alors, il faut l'espérer, ces réactions déplorables que la croyance d'avoir été trompé amène naturellement.

« Partout on sent la nécessité de créer des ressources à une population croissante, de ménager, d'augmenter

celles que présentent la variété, la richesse du sol, une position topographique des plus heureuses, l'intelligence des habitans qui n'a besoin que d'être mieux secondée.

« Une législation civile et criminelle, remplaçant le dédale inextricable des lois existantes, est un besoin que nul ne cherchera à repousser.

« La nécessité est aussi sentie par tous et de toute part que la religion fleurisse, base la plus solide de l'édifice social, la seule puissance de quelque efficacité dans les républiques pour contenir et réprimer.

« Cette tâche est principalement réservée au clergé, tâche noble et grande dont il apprécie toute l'importance. Il y consacrera désormais *toute son activité* ; il réunira tous ses efforts pour accomplir le but de sa mission sur la terre.

« De leur côté, les magistrats, les citoyens auront à prouver par leur conduite que les libertés publiques et leur extension, dans le sens démocratique, peuvent parfaitement s'allier avec la religion, fondement et source de la véritable liberté.

« Messieurs les membres du Grand-Conseil et du Conseil d'Etat, le moment est on ne peut plus propice, ne le laissez pas échapper. Le peuple attend un meilleur ordre de choses. Vous devez, vous saurez vous placer à la hauteur des circonstances. De la première impulsion peut dépendre le sort du pays.

« Il est superflu de vous recommander de procéder avec une prudente circonspection : vous consulterez les forces, la situation du pays. Vous préférerez marcher lentement plutôt que vous exposer à rétrograder. Vous

saurez que pour préparer une bonne récolte, le terrain doit être bien préparé.

« Cherchez d'abord et avant tout à cicatriser les plaies profondes qu'un malentendu a causées au pays, à cimenter la confiance sans laquelle nos délibérations seront stériles.

« RR. et MM. Il est sans doute à regretter qu'une partie du Canton n'ait pas concouru au travail de la constitution appelée à le régir : mais qu'on n'oublie pas ces appels pleins d'amitié et de bienveillance qui ont été faits itérativement ; qu'on considère que la constitution de 1815 n'était point l'ouvrage du peuple ; que la nouvelle a sur elle une incontestable supériorité, car elle ne renferme pas une disposition qui, bien comprise, puisse légitimer des inquiétudes, et une révision rendue facile pourra, après une courte expérience, corriger les défauts et remplir les lacunes.

« Les événemens d'avril ne doivent blesser l'amour-propre de personne. Les batailles d'Ulrichen, celle de la Planta et tant d'autres faits d'armes glorieux, témoignèrent suffisamment de la valeur du peuple qui y a pris part, et si, comme alors, son indépendance et ses libertés eussent été en danger, la même valeur, se serait reproduite ; mais le peuple a compris que la cause qui amenait ce triste conflit n'était pas la sienne : il a compris que ce n'était pas à lui à verser son sang pour un régime déplorable, et pour en repousser un qui lui laissait entrevoir l'espérance d'un meilleur avenir. La modération dont des frères momentanément opposés ont fourni, en cette circonstance, un bel exemple, était

d'ailleurs de nature à rassurer complètement sur leurs intentions et leurs sentimens.

« Mais détournons nos regards de ce spectacle : envisageons-le comme une leçon de la Providence : sachons la mettre à profit : oublions tous ces malheureux dissensimens ; n'ayons qu'un seul désir, celui de remplir fidèlement notre mandat, qui emprunte des circonstances une grande importance.

« RR. et MM. La session sera surchargée de travaux ; vous aurez à vous occuper de plusieurs projets de lois d'une grande portée, d'une foule de décrets et de pétitions, du système des finances, des instructions pour les députés à la Diète, d'élections annoncées par la délicatesse du Conseil d'Etat. Vouez à ces objets toute votre attention : consacrez-y tous vos momens.

« Votre zèle augmentera avec les difficultés, votre sagesse, votre dévouement à la patrie vous les fera surmonter. Réfléchissez que le pays, que la Suisse a les yeux sur vous, et que la publicité, qui n'a été introduite qu'avec le nouvel ordre de choses, redira vos délibérations par mille voix.

« Je déclare la session ouverte. »

Immédiatement après, il se démit de ses fonctions et fut aussitôt renommé par 66 suffrages sur 73 votans. Cette réélection fut le sceau apposé à la réconciliation complète ; elle fait grand honneur à ceux des députés du Haut-Valais qui y ont pris part.

Le Conseil d'Etat, à son tour, annonça qu'il donnait sa démission ; son message respirait les sentimens du patriotisme le plus pur et le plus élevé ; il se terminait par ces paroles :

« Nous ne nous retirons point sans récompense. C'en
« est une pour nous que l'aspect de cette salle, si long-
« temps attristée par l'absence de plusieurs de vos col-
« lègues. C'en est une encore, que la justice que nous
« pouvons nous rendre à nous-mêmes d'avoir toujours
« cherché à faire le bien et l'espoir d'y avoir réussi quel-
« quefois. »

Le Grand Conseil s'empressa de réélire ces généreux citoyens. Nous ne suivrons pas dans ses travaux cette assemblée qui allait s'essayer à cette vie politique, toute nouvelle pour elle. Elle paraît avoir compris la grandeur de sa tâche. Elle doit réparer les désordres du passé et fonder pour l'avenir ; ses premiers actes sont de nature à justifier les espérances qu'inspire la régénération du Valais.

L'ordre le plus parfait règne dans toutes les branches de l'administration ; après quinze mois de dissensions intestines, les finances sont en bon état : le nouveau gouvernement avait reçu des caisses vides, il les présente dans un état meilleur. Au moment où nous traçons ces lignes, le compte définitif des frais de l'armement d'avril n'a pas été arrêté, mais nous croyons savoir qu'il s'élève à peu près à *trente mille francs*. Le Valais n'a pas de dettes, la nouvelle administration a acquitté celles du pouvoir auquel elle a succédé ; aucun mouvement réactionnaire ne s'est manifesté, chacun cherche le plus grand bien de tous. Militaire, instruction publique, organisation judiciaire, lois sur les droits de cité, lois financières, loi sur le notariat, loi sur la presse, loi sur les fonctions publiques, loi sur l'exercice du *referen-*

dum, loi sur les routes, tous ces objets ont attiré l'attention du Grand Conseil. Déjà le peuple a exercé son droit de *veto*, et le grand nombre des citoyens qui ont pris part à cet acte, montre que la vie publique pénètre dans tous les membres du corps social. Une administration sortie du peuple, et forte parce qu'elle est sortie du peuple, sait dédaigner une popularité misérable ; elle marche à son but, appuyée sur la loi, sans ménager personne, sans prendre plus de souci de ses anciens amis que de ses anciens adversaires, et sans vouloir autre chose que l'accomplissement de la loi et l'estime des honnêtes gens.

Ici se termine le récit que nous avons entrepris. Ce petit travail a été pour nous d'un grand intérêt ; nous avons assisté à la transformation d'un peuple ; nous l'avons vu, par sa persévérance, par son inébranlable attachement à ce qu'il croyait juste et droit, triompher d'obstacles qui paraissaient insurmontables. Nous avons vu l'astuce, la mauvaise foi impuissantes contre la droiture ; nous avons vu, et ce n'a pas été sans douleur, la Confédération compromise par l'inconséquence des hommes chargés de la représenter ; nous l'avons vue manquer de foi, et en être punie par l'outrage et la déconsidération ; nous l'avons vue sans force, parce qu'elle avait voulu être sans justice, sans fidélité à ses engagements. Nous avons vu l'aristocratie en appeler au peuple, et le peuple l'abandonner. Profitons de ces enseignemens, ils ont failli nous coûter cher. Apprenons, par l'exemple du Valais, à ne vouloir de réformes que celles que les besoins du pays, l'état des opinions, l'avancement du peuple réclament. Comme lui

sachons attendre, ne semons pas dans le trouble et la confusion, ne rompons pas brusquement avec ces habitudes qui créent les mœurs d'un peuple, qui font que ce peuple est républicain et ne peut supporter d'autre régime que celui de la liberté; car les mœurs, les traditions, les habitudes modifiées suivant le progrès des temps, voilà ce qui rend les constitutions efficaces. Ces dernières ne sont possibles qu'autant qu'elles sont en harmonie avec les habitudes et les traditions. La constitution de 1815 est tombée parce qu'elle se disait démocratique, et qu'elle portait cependant le défi à la démocratie dans son principe le plus sacré, l'égalité des droits(1). Et nous aussi, quand notre heure sera venue, imitons le Valais, faisons tout pour mettre le bon droit de notre côté; mais, comme lui aussi, lorsque nous aurons pris une décision, sachons y persévérer; ne recu- lons devant aucune chance, devant aucun sacrifice, et surtout, que ceux qui montrent la route soient, comme les chefs du Bas-Valais, les premiers à y entrer. Soyons résolus au jour de la lutte, modérés et généreux le lendemain du combat : la modération n'a aucun rapport avec l'indécision; on les a trop longtemps confondues.

(1) Nous connaissons une ville suisse où l'on enseigne publiquement à la jeunesse, en l'an de grâce 1841, et cela en présence de magistrats, que *l'égalité des droits est une absurdité*! On y applaudit le professeur; nous appelons cela prêcher la révolte et le renversement de l'ordre établi; mais on peut énoncer sans danger ces sophismes, grâce à *l'égalité des droits*.

Une révolution commencée avec indécision est un crime, parce que les convictions ne sont pas sincères ; une révolution que ne sanctionne pas la modération est une folie : elle annonce, chez ceux qui l'ont accomplie, le délire de l'orgueil, la croyance au mieux absolu, réalisation impossible dans les choses de la terre ; il n'y a de vrai, en politique, que cette parole profonde, sortie de la bouche d'un vaillant soldat (M. Joris), à Saint-Léonard : *Toute médaille a un revers*. Le Valais, en ceci surtout nous l'admirons, a fait justice de cette horrible croyance, que pour être énergique il faut être féroce, que pour être fort il faut être violent.

Nous savions qu'il existait au sein des Alpes un pays nommé le Valais ; nous savions qu'une race brave, loyale, religieuse l'habitait ; mais rien ne nous révélait son existence, nous en étions séparés par des siècles plus encore que par des distances. Aujourd'hui la publicité nous met en rapport avec elle ; nous assistons à ce réveil d'une société engourdie ; nous la voyons se développer sans secousse, par la seule pensée du bien, par la seule impulsion du bon sens ; nous voyons le Valais donner enfin raison aux régénérations populaires, donner un éclatant démenti à cette dédaigneuse parole : *Nous ne pouvons rien sans la permission des autres ; ne nous livrons pas à d'infructueux efforts*. Un peuple peut ce qu'il veut, mais il faut qu'il veuille ; le Valais l'a prouvé, et nous en sommes fiers, nous qui avons toujours eu foi dans la cause pour laquelle il a combattu, pour laquelle il a triomphé. Cependant, comme la pensée n'est jamais complètement sereine,

lorsqu'elle se porte sur l'objet que l'on aime, nous ne nierons pas que des inquiétudes ne se mêlent parfois aux espérances que nous concevons pour le Valais. On lui a fait craindre l'ambition de quelques hommes, et nous, au contraire, nous craignons pour lui que les affaires publiques ne retiennent pas longtemps les hommes qui l'ont aidé dans sa régénération politique; nous redoutons pour lui, comme pour le reste de la Suisse, et plus encore, cette disette de bons serviteurs de l'état qui se fait sentir partout; nous voudrions que ces hommes comprissent que leur devoir est de continuer à tenir le gouvernail de ce vaisseau qu'ils ont lancé sur une mer sans bornes, jusqu'au moment où de jeunes pilotes, formés à leur exemple, pourront les remplacer. La fausse démocratie crée les petites dominations irresponsables, dont quelques Cantons suisses nous donnent tant d'exemples. Là, on se perpétue dans le pouvoir, sous le nom de ce peuple que l'on conserve sans science, pour qu'il soit sans volonté. La vraie démocratie, la vraie publicité sa compagne, c'est l'oxigène qui fait vivre avec énergie, mais aussi qui use promptement. Les hommes passent comme des ombres, effrayés qu'ils sont de cette existence gouvernementale, où l'on ne trouve ni repos, ni profit, ni bonheur, pour les âmes vulgaires, mais une immense félicité pour les esprits élevés. La démocratie active et sincère est le plus noble, le plus grandiose des modes de vivre, sous lequel il soit donné à l'homme d'exister; c'est elle qui doit distinguer nous autres Suisses, de tous les peuples de l'Europe qui l'ont rêvée cette démocratie, et qui ne l'ont jamais connue; mais il

faut qu'elle soit soutenue par les mœurs et par les lumières, plus encore que par les lois, et, comme la vérité est une, il faut toujours en revenir à cette haute pensée de l'immortel auteur de *l'Esprit des lois* : *La vertu est le soutien des républiques*. Oui, la vertu dans tous les temps ; mais dans le nôtre, il faut y joindre les lumières, il faut des peuples éclairés pour qu'il y ait des peuples libres : puisse le Valais cheminer dans cette direction. Que le Valaisan réunisse à sa droiture native, à sa simplicité de cœur, toutes les lumières qu'il pourra acquérir. La fausse science égare et crée le dégoût de son sort et l'inquiétude d'esprit ; la vraie science, au contraire, élève le cœur, et fait apprécier tous les avantages de notre vie républicaine. Que le Valaisan soit donc modéré dans ses désirs, éclairé sur ses vrais intérêts ; mais que le sentiment de ses devoirs soit toujours chez lui plus distinct que la notion de ses droits. On lui parlera bien plus de ceux-ci qu'on ne lui rappellera les premiers ; car les peuples ont leurs flatteurs comme les rois, et comme les rois ils périssent par leurs flatteurs.

Que le Valais conserve soigneusement le dépôt de sa foi ; que l'on voie chez lui ce que d'autres ont rêvé sans l'atteindre, ce que d'autres aussi ont cru impossible, et ce que nous, au contraire, nous regardons comme l'état normal des sociétés humaines, l'alliance si belle de la religion et de la liberté ; mais qu'il maintienne l'Eglise dans l'Etat, afin d'empêcher que l'Etat ne retombe dans l'Eglise.

Nous lui souhaitons encore de conserver dans une

juste mesure, les traits distinctifs qui ont fait de lui un peuple à part. Qu'il évite les mœurs étrangères ; qu'il se persuade bien, que pour être quelque chose sur la terre, il ne faut pas ressembler à tout le monde. Nous regardons comme une plaie, pour notre patrie, cette funeste tendance à se ranger sous des drapeaux qui ne sont pas les nôtres. Etudions les lois, les usages, les constitutions étrangères, mais étudions-les avec la ferme volonté de n'y prendre que les choses qui conviennent à nos mœurs, à nos habitudes, à nos souvenirs. Il ne suffit pas de jeter une constitution sur le papier, et de dire : « Lisez ces lignes que nous venons de tracer, et vous « serez une république ; » mais il faut que ces mêmes lignes, chef-d'œuvre de la science et de la réflexion, soient l'expression des trésors accumulés de l'expérience des pères, unie aux progrès, aux découvertes des enfans.

Amis du Valais, votre constitution n'est pas parfaite : vous l'amenderez, sans doute ; mais amendez-la sans la détruire, ne recommencez pas une expérience qui a failli vous coûter si cher ; n'imitiez pas vos Confédérés dans cette manie de révisions continuelles. Vous les voyez toujours peu soucieux du présent, les yeux fixés sur cette époque, s'agitant, espérant, se créant des chimères ; puis, quand le jour est arrivé, reconnaissant que leur espoir d'atteindre la perfection était une folie, et recommençant toutefois, comme Ixion, à soulever leur rocher jusqu'à ce qu'ils aient atteint ces six, huit, dix années, après lesquelles ils doivent recueillir de nouveau des espérances trompées et des regrets.

Evitez cet écueil si vous le pouvez ; mais cultivez,

avant tout, la nationalité ; n'aspirez jamais qu'à être Suisses et Valaisans. Ces noms en valent d'autres ; ils n'ont point été sans honneur sur la terre ; l'idée de la perfection n'y est pas attachée, nous en convenons, mais ils désignent encore les seuls hommes libres de l'Europe vieillie et corrompue, et malgré quelques erreurs, quelques inconséquences, on peut les porter sans rougir. Ce fut en traversant les montagnes du Valais, que César, voyant un pauvre hameau, dit cette parole devenue célèbre : « J'aimerais mieux être le premier dans ce vilage, que le second à Rome. » Appliquons à la dignité républicaine, ces mots d'un illustre ambitieux ; aimons ces hameaux, où tous sont les premiers ; ne nous traînons pas à la suite des étrangers.

Je souhaite que le Valais soit heureux ; mais qu'il ne soit pas égoïste de son bonheur, que son gouvernement ne renie jamais son origine. Il est émané du principe populaire ; il se doit à la défense de ce principe, il doit le soutenir partout où il se manifestera, il doit le défendre partout où il sera attaqué. Il a vu quelle était sa puissance ; il a vu ce dont un peuple est capable quand on l'appelle au nom de la liberté et de l'honneur, et quand on lui montre le chemin. Il doit vouloir, pour la Confédération, ce qu'il a voulu pour lui-même ; et ainsi qu'il disait au peuple du Haut-Valais : « Vous êtes nos frères, et nous ne vous confondons pas avec vos me-
« neurs ; » de même, il doit dire aux Cantons suisses : « Vous êtes nos frères, et nous ne vous confondons pas
« avec la Diète de 1839, avec les hommes qu'elle envoya
« pour arrêter notre régénération politique. »

Il sait, que le Valais sans la Suisse est une chimère. Qu'il travaille donc avec ceux qui se sont montrés ses amis dans les mauvais jours, qu'il travaille à constituer une Suisse, capable de maintenir le vieux renom de nos montagnes, dans ces temps difficiles et chargés de tempêtes. Si elles éclatent, ces tempêtes, que le Valais, gardien des Alpes, lève son étendard, qu'il appelle à la défense de l'Helvétie ces populations qui ont si bien entendu sa voix le 27 mars dernier, et que, sans compter les rangs et les files, il marche avec la Suisse entière en prenant pour *motto* le dire de ces bons paysans que nous avons rappelé (*Ils ne diront plus que nous avions peur*). Mais que, jusqu'à ces jours d'épreuve, le Valais, nous le lui souhaitons, et ce souhait domine tous les autres, le Valais, oublieux du passé et confiant dans l'avenir, voie ses enfans unis, non par l'asservissement de la pensée, mais par les convictions de l'esprit et par les besoins du cœur : cette union, elle remplace toute chose, et rien ne peut la remplacer.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS.

(1815)

Au nom du Tout-Puissant !

Titre I.

ARTICLE PREMIER. La sainte religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; elle seule a un culte public ; la loi veille à ce qu'elle ne soit troublée, ni dans sa doctrine, ni dans son exercice.

Titre II.

ART. 2. Le Valais forme un Etat libre et souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

Il est régi par la même constitution et par les mêmes lois. La forme de son gouvernement est démocratique.

Titre III. — *Division du territoire.*

ART. 3. Le Canton du Valais est divisé en treize dizains : Conches, Brigg, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, dans leurs anciennes limites.

Hérens, dans les limites de l'ancien dizain d'Héremence avec les communes de Savieze, Ayent et Arbaz.

Sion, formé des communes de Sion, Bramois, Salins, Veysonnaz et Grimisuat.

Conthey, qui comprend les communes de Conthey, Nendaz, Ardon et Chamoson.

Martigny, composé des communes de Martigny, Fully, Saillon, Leytron, Riddes, Iserable, Saxon et Bovernier.

Entremont, Saint-Maurice, Monthey, dans leurs limites actuelles.

ART. 4. Sion est le chef-lieu du Canton. Les autorités supérieures y tiennent leurs séances.

Titre IV. — *Elat politique des citoyens.*

ART. 5. Tous ceux qui sont, ou qui se feront, à l'avenir, recevoir bourgeois ou communiens, dans une bourgeoisie ou commune quelconque, sont reconnus citoyens du Valais. Sont exceptés, ceux qui auraient été reçus, depuis 1802 à 1811, bourgeois ou communiens, sans avoir préalablement obtenu les lettres de naturalisation prescrites par la loi.

ART. 6. Les étrangers ne pourront être reçus bourgeois ou communiens, qu'après avoir été naturalisés par la Diète.

ART. 7. Nul ne peut exercer les droits politiques, s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis. Celui qui ré-

ait plusieurs droits de communauté, ne peut voter que dans une seule, et il n'est admis à l'exercice de ce droit dans une autre, que six mois après la déclaration qu'il en aura faite aux chefs des deux communes.

ART. 8. Aucun citoyen n'est éligible aux fonctions de commune qu'à l'âge de vingt et un ans révolus; à celles de chef du conseil et aux fonctions de dizain qu'à vingt-cinq ans accomplis.

Titre V. — *Etat des terres.*

ART. 9. Aucun bien-fonds n'est grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

Titre VI.

ART. 10. Chaque commune a un conseil chargé de l'administration des biens communaux, d'arrêter les dépenses, de répartir les charges et de faire les réglemens de police locale. Les principes de cette organisation communale sont fixés par une loi applicable à toutes les parties du pays.

ART. 11. Il y a dans chaque dizain un conseil qui fait les nominations qui lui sont attribuées, détermine les dépenses, répartit les charges entre les communes et règle les affaires qui concernent le dizain. Une loi de la Diète détermine d'une manière générale l'organisation de ce conseil.

ART. 12. Chaque dizain a un président et un vice-président qui remplace celui-ci, en cas d'absence ou de maladie. Ils sont nommés par le conseil du dizain. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que celles fixées à l'article 18 pour les députés à la Diète.

ART. 13. Le président du dizain convoque et préside le conseil ; il est chargé de l'exécution des lois, ainsi que des réglemens et ordonnances de l'autorité supérieure et du dizain ; il emploie à cet effet les chefs des communes , qui lui sont subordonnés sous ce rapport.

Titre VII. — *Du Gouvernement.*

ART. 14. Le pouvoir suprême est confié à un seul corps sous le nom de Diète.

ART. 15. La Diète est composée des députés des dizains ; chaque dizain a quatre députés qui sont indemnisés par le trésor public.

ART. 16. Les députés à la Diète votent individuellement, et les suffrages sont comptés par tête.

ART. 17. Les députés à la Diète sont nommés par les conseils de dizains. Les présidens des dizains sont de droit membres de la Diète. Les députés restent deux ans en place , et sont toujours rééligibles.

ART. 18. Pour être élu à la Diète , il faut être âgé de vingt-cinq ans révolus, avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures ou de dizain , avoir exercé l'office de notaire public, ou être gradué docteur dans les facultés de droit ou de médecine, ou enfin avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne.

ART. 19. Le révérendissime évêque a voix délibérative en Diète ; son vote est égal à celui d'un dizain, et compte pour quatre suffrages.

ART. 20. La Diète exerce le pouvoir législatif. Les projets de loi sont préparés par le Conseil d'Etat. Les

lois elles-mêmes ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux conseils de dizains, et sanctionnées par la majorité de ces conseils.

Lorsqu'il s'agira de lois financières, de capitulations militaires et de la naturalisation à accorder à un étranger, ces objets sont référés, non-seulement aux conseils des dizains, mais encore à ceux des communes.

Le *référéndum* n'est point applicable aux affaires qui intéressent le Valais comme Canton de la Suisse, et dérivent des rapports et des obligations établies par le Pacte fédéral.

ART. 21. Elle conclut des capitulations militaires et autres traités sur des objets d'économie et de police avec les Etats étrangers.

ART. 22. La Diète pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination lui appartenait anciennement.

ART. 23. Elle a le pouvoir de faire grâce et de commuer les peines.

ART. 24. Le droit de battre monnaie entre exclusivement dans les attributions de la Diète.

Elle reçoit tous les ans, au mois de mai, les comptes du trésorier d'Etat, et les rend publics.

ART. 25. La Diète nomme un grand-baillif, un vice-baillif, un trésorier et deux Conseillers d'Etat. Elle choisit ces magistrats dans ou hors de son sein. Le vice-baillif, le trésorier et les Conseillers d'Etat, une fois nommés, sont de droit membres de la députation de leurs dizains à la Diète. Elle nomme aussi deux secrétaires parmi ses membres pour tenir le protocole de ses

délibérations. Elle nomme enfin les députés du Canton du Valais à la Diète fédérale de la Suisse.

Les nominations attribuées à la Diète sont faites au scrutin secret, et à la majorité absolue des suffrages.

ART. 26. Pour être promu aux dignités de grand-baillif, de vice-baillif, de trésorier, ainsi qu'à l'emploi de conseiller d'état, il faut avoir trente ans accomplis, et avoir exercé des fonctions législatives, judiciaires ou administratives supérieures.

ART. 27. Des cinq membres du Conseil d'Etat, deux seront toujours choisis dans les cinq dizains occidentaux, et les trois autres dans les huit dizains orientaux.

Des deux membres du Conseil pris dans les dizains occidentaux, l'un sera toujours revêtu d'un des premiers emplois de ce corps.

Il ne peut jamais y avoir deux membres du même dizain.

ART. 28. Elle se réunit deux fois l'année, savoir : le premier lundi de mai et le dernier lundi de novembre.

ART. 29. Le grand-baillif préside la Diète et le Conseil d'Etat. Il signe et scelle les lois et tous les autres actes des autorités supérieures. Son suffrage décide en cas d'égalité des voix ; il reçoit les pétitions et dépêches adressées au gouvernement, propose les objets que le Conseil d'Etat soumet aux délibérations de la Diète, et donne à la Diète communication de la correspondance avec les autres Etats de la Suisse et avec l'étranger.

Les objets que les conseils de dizains désirent de porter à la Diète, doivent être préalablement délibérés en Conseil d'Etat.

ART. 30. Le vice-baillif remplace le grand-bailli en cas de maladie ou autre empêchement.

ART. 31. Les secrétaires de la Diète contresignent les lois et les actes émanés de cette assemblée. L'un est secrétaire de la langue française et l'autre de la langue allemande ; ils rédigent chacun dans leur langue.

ART. 32. Le Conseil d'Etat, qui réside dans le chef-lieu du Canton, est composé du grand-baillif, du vice-baillif, du trésorier et de deux conseillers d'état. Il nomme son secrétaire, qui porte le titre de secrétaire du Conseil d'Etat, et les autres employés qui seront nécessaires dans son bureau.

ART. 33. Le Conseil d'Etat convoque les Diètes ordinaires et extraordinaires. Il prépare les matières qui doivent être soumises à leur délibération ; il est chargé de l'exécution des lois, de l'administration publique, de la police générale, du contentieux de l'administration, et prend à ce sujet les arrêtés nécessaires ; il surveille l'entretien des grandes routes, il soigne la correspondance avec le Directoire de la Confédération suisse, avec les gouvernemens des autres Cantons et avec l'étranger.

ART. 34. Le Conseil d'Etat peut convoquer extraordinairement les membres de la Diète, même en nombre inférieur à celui des assemblées ordinaires. Dans ces réunions en nombre inférieur, il ne pourra être mis en délibération d'autres objets que ceux énoncés dans la lettre de convocation. Sur la demande de trois dizains, le Conseil d'Etat ne peut se refuser à la convocation d'une Diète extraordinaire ; il est également tenu de proposer à la Diète une demande faite par trois dizains.

ART. 35. Dans le cas où la tranquillité intérieure, ou la sûreté extérieure serait menacée, le Conseil d'Etat

peut disposer de la force armée ; mais il doit de suite informer les dizains des mesures qu'il aura prises, et convoquer, si les circonstances l'exigent, une Diète extraordinaire.

ART. 36. La durée des fonctions du grand-baillif, du vice-baillif, du trésorier et des conseillers d'état est fixée à deux ans. Le vice-baillif, le trésorier et les conseillers d'état sont toujours rééligibles, mais ce n'est qu'après un intervalle de deux ans que le grand-baillif peut être réélu à cette charge.

Titre VIII. — *Ordre judiciaire.*

ART. 37. Chaque commune peut avoir un juge de première instance sous le nom de châtelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles, et qui prononce en dernier ressort jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée par la loi.

ART. 38. Les châtelains sont nommés par l'assemblée générale de chaque commune, sur une présentation triple faite par le Conseil.

ART. 39. Ces fonctionnaires restent deux ans en place ; ils sont toujours rééligibles, et prêtent serment entre les mains du grand-châtelain.

ART. 40. Les châtelains ont des lieutenans sous le nom de vice-châtelains, nommés de la même manière et pour le même temps.

ART. 41. Dans chaque dizain il y a un juge supérieur, qui prend le titre de grand-châtelain ; il a également un lieutenant.

ART. 42. Le grand-châtelain est élu par le Conseil

de dizain ; il prête serment entre les mains de son prédécesseur. Ses fonctions durent deux ans ; il peut être réélu.

ART. 43. Le vice-grand-châtelain est élu par le Conseil du dizain ; il prête serment entre les mains du grand-châtelain.

ART. 44. Les conditions d'éligibilité pour les grands-châtelains et leurs lieutenans sont les mêmes que celles exigées pour les députés en Diète.

ART. 45. Dans les dizains qui , pour la convenance de leurs communes, ne voudraient pas des châtelains, le grand-châtelain et son lieutenant peuvent remplir les fonctions de juge de première instance. Le premier assesseur du tribunal remplace le lieutenant dans le cas de maladie et d'autre empêchement.

ART. 46. D'un jugement rendu en première instance, on appelle au tribunal de dizain, qui est composé du grand-châtelain ou de son lieutenant et de six assesseurs. Les assesseurs sont choisis par le Conseil de dizain, parmi les anciens grands-châtelains, leurs lieutenans, juges, anciens juges, notaires, et les hommes les plus recommandables par leur moralité et leurs lumières.

Le tribunal du dizain prononce en dernier ressort, jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée par la loi. Il a aussi une compétence fixe en matière de police et criminelle.

ART. 47. Les juges de dizain sont deux ans en place et peuvent toujours être réélus.

ART. 48. Deux suppléans sont nommés pour remplacer les assesseurs en cas d'absence ou de maladie.

ART. 49. Un juge ne peut siéger en cour d'appel pour une cause dans laquelle il a déjà prononcé.

ART. 50. Le grand-châtelain ou son lieutenant forment, avec huit assesseurs choisis comme il est dit à l'article 46, le tribunal criminel et correctionnel de première instance. La procédure est instruite par le grand-châtelain assisté de deux assesseurs ; ce tribunal a aussi deux suppléans.

ART. 51. Il y a un tribunal suprême pour tout le Canton, qui juge en dernier ressort les causes civiles et criminelles qui dépassent la compétence attribuée aux tribunaux inférieurs. Il est composé de treize membres nommés par la Diète dans ou hors de son sein. Chaque dizain en fournira un.

La création des notaires publics fait partie de ses attributions.

ART. 52. Les juges au tribunal suprême restent deux ans en fonction, et sont toujours rééligibles.

ART. 53. Le tribunal choisit parmi ses membres son président sous le titre de grand-juge ; il a pareillement la nomination de son greffier.

Titre IX. — Dispositions générales.

ART. 54. Les fonctions administratives et judiciaires ne sont pas incompatibles.

ART. 55. Dans les délibérations de la Diète, les décisions sont prises à la majorité des suffrages, et la minorité doit s'y conformer.

ART. 56. L'état supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigg.

ART. 57. Il ne peut être fait aucun changement à la présente constitution avant le laps de cinq ans. Ces changemens n'auront lieu qu'après avoir été adoptés dans deux Diètes consécutives, et décrétés à la majorité de 39 suffrages.

ART. 58. Le sceau du Canton est un champ partie argent et gueule avec treize étoiles dont les couleurs sont argent sur gueule et gueule sur argent ; il a pour légende *Sigillum reipublicæ Vallesiae*.


LA DIÈTE CONSTITUANTE DU CANTON DU VALAIS ARRÊTE :

Que le présent acte constitutionnel, en cinquante-huit articles, est accepté au nom du peuple valaisan, pour être la constitution fondamentale du Canton du Valais.

(Extrait du protocole de la Diète du Valais du 12 mai 1815.)

Le Président de la Diète (*Signé*) DE SEPIBUS.

Le Secrétaire de la Diète (*Signé*) DUFOUR-ROTTEN.



LETTRE

DU COMITÉ CENTRAL DE MARTIGNY.

Le Comité central, nommé par les Bas-Valaisans, a adressé aux dizains du centre la circulaire suivante.?

Concitoyens!

Arrivé au terme si impatiemment attendu, où la plus injuste des demandes va enfin recevoir sa solution, nous devons une dernière fois vous faire connaître la pureté de nos intentions, en même temps que faire taire des bruits calomnieux que la malveillance a pris à tâche de répandre.

Depuis plusieurs années déjà, les trois dizains d'Entremont, Martigny et Monthey, forts de leurs droits, ont fait entendre, mais en vain, leurs voix contre un système qui tendait à faire subir à la majorité du peuple la loi de la minorité.

La demande de ces trois dizains vous est connue : elle tend à obtenir l'égalité des droits de tous les citoyens; cette égalité ne peut s'obtenir qu'au moyen d'une représentation au corps législatif proportionnelle à la population. Nul de vous n'ignore que la caisse de l'état est alimentée par les grands dizains, dans une proportion

infiniment plus forte que par les petits (les comptes de l'état en font foi), et que le service militaire pèse sur les citoyens en raison de la population ; n'est-il donc pas juste que la même échelle serve de base à la représentation nationale ? Nous sommes du reste, à cette heure, les seuls en Suisse chez qui ce principe n'ait point encore prévalu ; aussi, chers concitoyens, avons-nous pris la résolution irrévocable, de le faire triompher sans plus de retard. C'est dans ce but que nos dizains ont nommé des députés en raison de la population, dans la proportion de un pour mille, pour réviser la constitution. Nous vous engageons à vous constituer sur le même pied, et à envoyer immédiatement vos députés à l'assemblée qui va se réunir, ainsi qu'il avait été convenu par les députés des sept dizains occidentaux, le 14 décembre dernier.

A la Diète de mai 1838, nous avons consenti à un projet de conciliation, qui nous frustrait d'une partie de nos droits ; mais nous en faisons généreusement le sacrifice sur l'autel de la patrie, afin de conserver la paix et l'union dans le pays. Ce projet, présenté par le Conseil d'Etat et adopté par la majorité de la Diète, nous espérions que le Haut-Valais s'empresserait de l'adopter ; mais il n'en fut rien, nos sacrifices furent méprisés ; aujourd'hui nous voulons la plénitude de nos droits.

Nos ennemis, ne pouvant attaquer la justice de notre demande, calomnient nos intentions : « La justice, disent-ils, est en danger » ; pour vous convaincre du contraire lisez le manifeste du clergé du 7 janvier courant. Ils nous accusent en outre d'organiser la guerre : nous avons pris,

il est vrai, toutes les mesures d'une légitime défense; mais nous protestons que nous ne serons jamais agresseurs; ces mesures ont été provoquées par les menaces, dont la capitale, nos amis, nos députés ont été l'objet, et nous déclarons que toute démonstration armée sur le territoire du dizain de Sion, sera envisagée comme une déclaration de guerre.

Le comité central de Martigny devait ces explications à ses concitoyens.

Sion, le 13 janvier 1839.

Au nom du Comité central,

La délégation siégeant à Sion,

JORIS, *Président.*

PIGNAT, *Secrétaire.*

ASSEMBLÉE DU CLERGÉ. — 18 ARTICLES.

(Janvier 1839.)

La commission centrale nommée par l'assemblée du clergé valaisan qui a eu lieu à Sion, le 4 de ce mois, a publié le 7 un manifeste dont voici les passages les plus saillans :

« Le clergé du Valais s'est réuni en séance extraordinaire à Sion, le 4 janvier, pour s'occuper des événemens qui se passent dans ce Canton, et spécialement de la position qu'il a à prendre dans les changemens politiques qui s'y préparent.

« Sa ligne de conduite était nettement tracée. Désireux de conjurer l'orage, jaloux de prévenir une collision toujours fâcheuse entre les enfans d'une même patrie, il résolut de s'interposer comme médiateur entre les parties. C'est dans ce but, à la fois religieux et patriotique, que l'assemblée adopta, séance tenante, la résolution d'envoyer six commissaires à l'honorable Commission des dizains, réunie dès la veille pour reviser la constitution. Trois de ces commissaires, Haut-Valaisans, devaient se rendre auprès de MM. les membres du Haut-Valais ; les trois autres, Bas-Valaisans, devaient de leur côté s'aboucher avec MM. les membres du Bas-Valais. Ces six commissaires ecclésiastiques étaient chargés de porter des paroles de paix à leurs magistrats respectifs, et de faire tous leurs efforts pour les déterminer à un rapprochement.

« Voici les résolutions ultérieures adoptées par l'assemblée ecclésiastique sur la proposition du clergé du Bas-Valais :

« I. Le clergé doit veiller à ce que la constitution reconnaisse formellement que la religion catholique, apostolique et romaine est la *seule* religion du Canton, et qu'elle *seule* a un culte. Il doit veiller aussi à ce que la loi lui assure son appui pour qu'elle soit respectée dans sa doctrine et dans son exercice.

« II. Il doit demander que la constitution garantisse : 1° les droits et les immunités ecclésiastiques ; 2° les biens ecclésiastiques et les fondations pies ; 3° les corporations religieuses existantes, avec la plénitude de tous leurs droits ; 4° les droits de l'Eglise sur les écoles,

« III. Il doit demander à être représenté à la Diète cantonale, et à la constituante, si *celle-ci* a lieu.

« IV. Les ecclésiastiques, ne se croyant pas plus que les autres Valaisans *déshérités des droits de citoyens libres*, loin de mettre des entraves aux corrections utiles à faire à la constitution, sont, au contraire, disposés à accueillir toutes les améliorations propres à avancer le bien-être général du Valais.

« V. Convaincu que ses démarches doivent être franches et loyales, le clergé doit donner de la publicité à ses actes. En conséquence, il publiera, comme solennelle expression de ses sentimens, un manifeste dont on transmettra une copie au haut Conseil d'Etat, et une à l'honorable Commission chargée d'élaborer le projet de la nouvelle constitution.

« Quant à l'article important des *quatre voix de l'évêque* à la Diète cantonale, *le clergé en a voté la conservation à l'unanimité* ; mais Monseigneur, par un noble mouvement de générosité, a consenti à ce qu'il soit déclaré membre né de la Diète avec un *seul* suffrage. Sa Grandeur se réserve toutefois la liberté de se faire représenter par un ecclésiastique de son diocèse, et transporte *les trois autres suffrages* dont elle jouit, à teneur de la constitution actuelle, à *trois ecclésiastiques éligibles par le clergé*.

« L'assemblée se sépara, fermement résolue de ne rien épargner pour conjurer l'orage, et prévenir une révolution violente, effroyable volcan où viendraient s'engloutir la fortune et l'union, l'honneur et la prospérité de tous les Valaisans. Le clergé du Valais a fait son devoir. Quoi qu'il puisse advenir, il n'aura rien à se reprocher.

« Tel est l'exposé de cette assemblée extraordinaire des représentans du clergé. Le public a maintenant toutes les pièces entre les mains : qu'il lise et qu'il juge. »

Voici, en substance, les 18 articles dont les représentans du Haut-Valais avaient demandé l'adoption à la Commission des treize dizains, chargée d'élaborer un projet de nouvelle constitution, et qui ont été rejetés par le Bas-Valais et les dizains de Sion et d'Hérens :

ART. 1^{er}. La religion catholique est celle de l'état.

ART. 2. L'évêque est un membre né de la Diète; il peut se faire remplacer par un ecclésiastique; il n'a qu'une voix.

ART. 3. Le clergé de chaque arrondissement choisit dans son sein un député à la Diète; ses fonctions sont de deux ans.

ART. 4. Garantie des droits et privilèges du clergé et des corporations religieuses. La Société de Jésus aura l'instruction de la jeunesse.

ART. 5. Division du Canton en trois arrondissemens égaux en population.

ART. 6. La représentation en Diète à raison de 1 député par 2000 âmes, la fraction de 1000 comptant pour un entier.

ART. 7. Dans le recensement de la population pour former les arrondissemens, ne seront comptés que les *censés* Valaisans, soit communiens, soit habitans perpétuels.

ART. 8. Chaque arrondissement fournit un nombre égal de conseillers d'état.

ART. 9. Liberté et égalité de vote dans chaque arrondissement pour le choix de ses conseillers d'état.

ART. 10. Tous les deux ans un nombre à déterminer des conseillers d'état abdique, et n'est rééligible qu'après le laps de deux ans.

ART. 11. Chaque arrondissement fournit chaque année un député à la Diète fédérale; la préséance y est à tour.

ART. 12 Les arrondissemens alimentent la caisse de l'état en proportion de leur population, et en retirent, autant que possible, sur le même pied les avantages.

ART. 13. Chaque arrondissement fixe son système de finances et en verse le produit dans sa caisse particulière, sauf ceux des messageries, postes, péages, transit, pontonages, patentes et tabacs, qui appartiennent à la caisse cantonale.

ART. 14. Les articles de la constitution ne pourront être révisés que conformément à l'art. 57 (qui veut les deux tiers des voix de la Diète).

ART. 15. Le vœu de n'avoir qu'une Diète par an est consacré.

ART. 16. Conserver l'art. 20 de la constitution actuelle, concernant le *référéndum*, avec adjonction que toutes les lois seraient soumises à la sanction du peuple.

ART. 17. La constitution révisée ne pourra subir aucun changement avant dix ans, et alors dans le cas seulement que les deux tiers de la Diète le demandent.

ART. 18. Jusqu'à la consommation de cette révision, on conservera la constitution actuelle.

LETTRE

DU VORORT AU CONSEIL DU VALAIS.

(Janvier 1839.)

On sait que le gouvernement valaisan a demandé l'intervention du Directoire fédéral pour terminer amiablement les difficultés qui se sont élevées entre les deux parties du Canton. Voici la réponse de l'autorité fédérale :

Très-honorés Messieurs, fidèles et chers Confédérés !

« Le Conseil d'Etat du Canton du Valais, en suite de propositions réitérées qui ont eu lieu dans le sein du corps souverain de ce Canton, tendantes à établir des changemens à sa constitution, a cru devoir appeler l'intervention du Vorort, et a mis de nouveau ce dernier dans le cas de délibérer mûrement sur une question des plus importantes concernant les rapports fédéraux.

« Appelé à se prononcer sur ce qui concerne l'intervention fédérale dans les cas où des Cantons voudraient introduire des changemens dans leur constitution, le Vorort a dû, avant tout, prendre en considération l'arrêté porté à l'unanimité par la Diète fédérale extraordinaire, le 17 décembre 1830.

« Cet arrêté est ainsi conçu :

« La Diète reconnaît unanimement le principe qu'il
« est facultatif à chaque Canton, en vertu de sa souveraineté, de faire à sa constitution les changemens qu'il
« croira convenables, pour autant qu'ils ne seront point
« contraires au pacte fédéral. En conséquence, la Diète
« ne pourra intervenir en aucune manière, ni en ce qui
« concerne les réformes accomplies, ni en ce qui concerne celles qu'on pourrait entreprendre. »

« Conformément à cet arrêté, le Vorort croit devoir laisser libre cours aux changemens des constitutions cantonales et au développement d'un état de choses plus conforme aux besoins de l'époque, lorsque le peuple et ses représentans le désirent, et qu'aucune demande formelle d'intervention ne lui est faite de la part des parties.

« L'intervention ne pourrait avoir lieu que *dans les cas où les réformes entreprises seraient troublées par des violences, où s'il s'agissait d'une séparation*, dont les conséquences sont toujours funestes pour la Confédération. Dans l'un et l'autre cas, le Vorort croirait de son devoir d'intervenir avec énergie.

« Nous vous assurons donc, très-honorés Messieurs, que le Vorort saura vigoureusement repousser toute tentative, soit de diviser le Canton du Valais, soit de troubler ou de contraindre par la force, des délibérations paisibles tendantes à améliorer la constitution de ce Canton, et, sous ce rapport, nous comptons sur l'appui de tous les états confédérés.

« Considérant que ni l'un ni l'autre de ces cas n'a eu lieu jusqu'à ce moment, confiant dans la sagesse du Conseil d'Etat et dans le caractère paisible des habitants du Valais, que nous espérons ne point voir se démentir plus tard, le Vorort pense que l'intervention réclamée par le Conseil d'Etat du Valais n'est pas nécessaire, à en juger d'après tout ce qui est parvenu à sa connaissance jusqu'à ce jour.

« Il n'a point appris sans un sentiment de satisfaction qu'en vertu d'une décision prise à la presque unanimité, la Diète du Valais s'était ajournée le 14 décembre 1838, dans le but de réunir, conformément à la proposition du Conseil d'Etat, une Commission composée de membres de tous les dizains, chargée d'élaborer un nouveau projet de constitution, dans lequel il serait tenu compte des intérêts des parties sur le pied d'une parfaite égalité.

« D'après les décisions claires et précises de la Diète du Valais, il est hors de doute qu'une révision de la constitution doit être effectuée, et que *par là même les principes qui découlent d'une pareille décision sont adoptés*. Au commencement de décembre 1838, la majorité de la Diète, sur la proposition qui lui en fut faite par le Conseil d'Etat, adopta le principe qu'à l'avenir

la représentation nationale serait proportionnée à la population et (ainsi que le Conseil d'Etat l'a lui-même annoncé au Vorort) *plus conforme à la justice et aux principes démocratiques consacrés par la constitution elle-même*. Le Vorort regrette vivement que ce principe n'ait pas été mis immédiatement à exécution, d'autant plus que sa réalisation serait le plus propre à répondre aux besoins de l'époque, et à cimenter l'union de l'état, laquelle ne peut reposer que dans une juste égalité des droits.

« La Diète du Valais ayant formellement décidé de reviser sa constitution, et le Conseil d'Etat et la majorité de cette même Diète ayant adopté le principe de la représentation proportionnelle, nous en avons d'autant plus lieu d'espérer une heureuse solution, que la partie du Canton qui jusqu'ici s'est opposée aux vœux de la majorité, a elle-même formellement donné la main à une révision générale de la constitution.

« Dans la confiance que le sentiment de la patrie, que la sagesse et l'esprit conciliateur des magistrats et des populations du Valais parviendront, sans aucune intervention fédérale, à poser les bases d'un meilleur état politique, le Vorort déclare cependant que si on ne pouvait atteindre ce but si désiré, son intervention ne se ferait point attendre en cas de tentatives violentes, et surtout dans le cas où l'on voudrait porter atteinte à l'unité du Canton du Valais.

« Le Vorort joint à cette déclaration l'assurance des vœux bien sincères qu'il forme pour une heureuse réussite dans les questions qui occupent en ce moment le

Valais. Il saisit cette occasion, fidèles et chers Confédérés, en priant Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde, de vous renouveler l'expression de sa parfaite considération.

Zurich, le 20 janvier 1839.

(Suivent les signatures.)

LETTRE

DES REPRÉSENTANS DU HAUT-VALAIS.

(Janvier 1839.)

Les représentans du Haut-Valais ont adressé, dès le 19 janvier, aux dizains du Bas et du Centre, une déclaration dont voici les principaux passages :

Chers compatriotes !

Les diverses proclamations adressées par les comités établis dans le Bas-Valais au peuple du Haut, et répandues dans nos contrées, nous obligent à vous ouvrir nos cœurs à notre tour, pour vous instruire sur les motifs de notre conduite, et pour vous manifester nos intentions pour le bien de notre commune patrie.

Nous sommes restés attachés à la constitution de 1815, et nous l'avons défendue, non point, comme on vous le

dit, parce qu'elle nous accorde des privilèges, et qu'elle donne au Haut-Valais une supériorité sur le Bas, — puisque, consacrant l'égalité dans la représentation cantonale entre les deux parties du pays, elle rend impossible la domination ou la prépondérance de l'une sur l'autre, les faits et surtout la grande question qui nous occupe, sont là pour le démontrer; — mais parce que, établissant l'équilibre entre la partie orientale et la partie occidentale, elle en protège également les mœurs et les intérêts. Nous lui sommes restés attachés et avons fait nos efforts pour la conserver, parce que depuis vingt-trois ans qu'elle nous régit, le Valais fut heureux sous ses auspices. De l'autorité dont elle nous revêtait, avons-nous jamais abusé pour vous opprimer? Magistrats et représentans d'un peuple agricole, dénué des ressources de l'industrie et du commerce, mais religieux, et jaloux de son indépendance, n'avons-nous pas toujours fait nos efforts pour écarter les projets de lois trop onéreux pour le peuple, trop gênans pour la liberté ou qui pouvaient porter quelque atteinte à la religion? Et des fruits de cette liberté et de cette économie, de cet attachement pour notre sainte religion, n'en avez-vous pas joui aussi bien que les peuples du Haut-Valais? N'avez-vous pas été parfaitement libres pour tout ce qui vous intéresse : agriculture, industrie, commerce, jouissance entière de tous les produits de vos terres et de vos arts? En opérant les changemens projetés, réaliserez-vous jamais une plus grande somme de bonheur?

Il vous manque, à la vérité, l'avantage d'avoir quelques députés de plus dans la Diète cantonale. Mais cet

avantage, modique pour vous, ne peut pas être établi sans des sacrifices énormes de notre part. Avec l'équilibre dans la représentation, vos intérêts et tout ce qui vous concerne sont représentés et protégés au pair des nôtres ; il y a égalité. Dans le cas de divergence d'opinion, le centre seul peut faire pencher la balance, et il le fait tantôt en faveur des uns, tantôt en faveur des autres. Troublant au contraire l'équilibre, et donnant aux dizains occidentaux une représentation d'un tiers plus élevée, qu'aux dizains orientaux, ceux-ci, par le fait, deviendront entièrement dépendans de la volonté et de la domination des premiers. Jamais, dans les questions où il y aurait conflit, la partie orientale ne pourrait plus obtenir une majorité, ou balancer les suffrages opposés. Différens de langue et de mœurs, ayant souvent des intérêts très-différens à ménager, est-ce une position tolérable pour un peuple qui de temps immémorial jouit de la souveraineté ? Faut-il pour un modique avantage que vous obtiendriez, priver des frères du plus grand bien politique dont ils jouissent, de la liberté et de l'indépendance ? A votre tour y consentiriez-vous ? Pour vivre en société, entre deux maux que l'on ne peut pas éviter, ne doit on pas choisir le moindre ?

Chers compatriotes, nous étions d'autant plus attachés à cette constitution, et nous avions d'autant plus de confiance de n'être jamais troublés dans la jouissance des droits qu'elle nous confère, qu'ils avaient été reconnus et exercés depuis vingt-trois ans par le peuple et les magistrats, jurés solennellement à l'ouverture de chaque nouvelle Diète pendant toute cette époque, et

que l'art. 57, qui ne voulait pas qu'une des parties du pays pût être privée de ses institutions malgré elle, sans une majorité de 39 suffrages dans deux Diètes consécutives, avait été envisagée par les députés du Bas-Valais eux-mêmes, comme garantie contre les empiétements du Haut.

Devions-nous jamais nous attendre que cette même garantie, demandée et stipulée contre nous, ne serait plus respectée lorsque nous l'invoquerions en notre faveur? et depuis quand devions-nous croire qu'un serment fait et renouvelé plusieurs fois par un corps de députés, dont un grand nombre sont encore en Diète, n'oblige plus? Que dirait, et avec raison, le Bas-Valais, si dans un moment de prospérité le Haut-Valais, profitant de quelque circonstance intérieure ou extérieure, avait usé de sa supériorité pour conquérir, au moyen d'une majorité de 29 suffrages, des droits qu'il possédait depuis des siècles?

Cependant, chers compatriotes, quelque pénible que fût le sacrifice, pour conserver la paix entre les deux parties du pays, nous nous sommes offerts à le faire. Mais..... nous fûmes repoussés. Nous nous offrions à admettre la représentation proportionnelle moyennant des garanties pour qu'elle ne portât pas une atteinte trop funeste à notre fortune et à notre liberté, et ces garanties nous furent refusées.

N'ayant aucune espérance d'obtenir d'autres garanties de nos droits, nous nous attachons inviolablement à la constitution de 1815, acceptée et suivie par les deux parties du pays, et garantie par la Confédération.

Et faudrait-il en venir à une séparation? Plutôt que de faire le sacrifice de notre liberté, plutôt que de nous exposer à toutes les suites d'une représentation proportionnelle sans contre-poids pour la conservation de nos droits et de nos intérêts, nous la demanderons. Nous nous efforcerons cependant de conserver avec vous toutes les relations de bon voisinage.

Telles ont été et telles sont nos intentions.

NOTES ET MODIFICATIONS

Des dix-huit Articles que les dizains orientaux ont proposés, le 5 janvier 1839, aux sept Membres occidentaux de la Commission.

1) Le premier article de la constitution de 1815 est maintenu textuellement.

2) Les quatre suffrages doivent être assurés dans la Diète au clergé.

3) Garantie des droits et propriétés du clergé, ainsi que des corporations ecclésiastiques actuellement existantes dans le Canton.

4) Le Canton serait divisé en deux arrondissemens, dont les dizains de Conches, Brigg, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Hérens formeraient la partie orientale,

et les dizains de Sion, Conthey, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey la partie occidentale de ces deux arrondissemens.

5) Chacun de ces deux arrondissemens choisirait deux membres pour l'autorité exécutive de l'état ; le cinquième membre serait nommé par la Diète et serait pris alternativement chaque deux ans dans l'arrondissement oriental ou occidental.

6) Le grand-baillif serait de même choisi alternativement , à chaque époque biennale, dans l'un des deux arrondissemens.

7) La Diète nomme pour chacun de ces deux arrondissemens un député à la Diète fédérale.

8) Le système des finances est arrêté par la Diète. Cependant les deux arrondissemens ont chacun leur caisse, et leurs revenus seront versés dans les caisses respectives d'arrondissement.

9) Egalité des contributions à la caisse d'état dans la proportion de la population de chacun des deux arrondissemens, et la répartition la plus approximative que possible des bénéfices qui pourraient en revenir.

10) Dans le recensement de la population qui doit former les deux arrondissemens, on ne comptera que les ressortissans du Canton, tels que les communiens et ceux qui ont acquis un droit de manance perpétuelle.

11) Le *référéndum* de toutes les lois aux Conseils des dizains et assemblées communales.

12) Les députés à la Diète seront élus par le peuple au moyen d'une nomination directe, ainsi que les autorités dizénales et communales.

13) Moyennant l'acceptation des articles ci-dessus, on adopterait pour base de la représentation nationale dans le Conseil cantonal un député par 2000 âmes. La fraction de mille donnerait le droit à un député.

Si, ces points établis, qui cependant ne sont à considérer uniquement que comme des vues particulières des douze délégués des six dizains orientaux, dussent être agréés par les dizains occidentaux, les premiers en référeraient à leurs Conseils de dizain et assemblées communales respectives, pour savoir si cette manière de voir de leurs représentans, que sans préjudice de tous leurs droits ils ont manifestée dans la présente, est approuvée en entier ou partiellement.

Si tous ces points sont acceptés de toutes parts, la Diète se réunirait conformément à la constitution actuelle de 1815 pour délibérer sur la révision de la constitution.

Il est manifesté expressément ici que les dizains orientaux protestent contre toutes les conclusions et suites nuisibles que l'on voudrait tirer de ces propositions de conciliation.

On exprime aussi le désir que le prix du sel soit réduit à un batz par livre.

Les représentans des dizains orientaux demandent que les dizains occidentaux donnent une réponse par écrit pour chacun de ces articles en particulier.

Sion, le 27 février 1839.

ARRÊTÉ DU 11 JUILLET.

« La Diète fédérale, considérant que les décrets de la Diète du Canton du Valais, et plus tard les résultats des délibérations d'une assemblée constituante, relativement à la révision de la constitution, ont provoqué de fait la division du pays en deux administrations.

« Considérant, que les états confédérés ont, dans la séance de la Diète du 4 du mois, exprimé formellement leur volonté de s'opposer à tout projet de séparation et de maintenir l'unité et l'indivisibilité du Canton du Valais.

« Considérant, que le Canton du Valais, d'après l'expérience acquise depuis plusieurs mois, se trouve dans l'impossibilité de rétablir cette unité sous le rapport constitutionnel et administratif sans l'intervention de l'autorité suprême fédérale,

DÉCRÈTE :

« ART. 1. Il sera nommé dans la proportion d'un membre par mille âmes de la population totale du pays, une assemblée constituante, qui devra procéder à la reconstitution du Canton du Valais sans aucune condition préalable. La fraction de 501 et au-dessus sera comptée pour mille.

« La mission de l'assemblée constituante est de rédiger, à la majorité absolue des membres présens, un projet de constitution cantonale, dans lequel l'unité politique et administrative du Canton sera conservée.

« ART. 2. Les commissaires fédéraux actuels prendront, en qualité de *représentans de la Confédération*, les mesures nécessaires pour la reconstitution du Canton. En conséquence ils communiqueront eux-mêmes et sans aucun intermédiaire le décret présent à tous les présidens de dizains, pour que ceux-ci le fassent connaître dans toutes les communes; ils indiqueront à chaque dizain le nombre de représentans qu'il devra nommer, en prenant pour base le recensement de la population exécuté en 1837 par ordre de la Diète; ils fixeront le jour de la première réunion de l'assemblée constituante; enfin ils présideront à l'ouverture de cette assemblée, mais se retireront immédiatement, aussitôt qu'elle se sera constituée.

« ART. 3. Chaque dizain devra pourvoir à ce que le nombre de représentans, qu'il a le droit de nommer, se présente au jour fixé à Sion, pour assister aux séances de l'assemblée constituante. Les présidens de dizains accrédi teront les représentans comme membres de l'assemblée constituante.

« ART. 4. Le projet de constitution terminé sera soumis à l'acceptation ou au rejet du peuple. Les représentans fédéraux pourvoiront à ce que, lors de la votation, la volonté du peuple puisse se manifester avec une entière liberté et d'une manière incontestable.

ART. 5. La constitution sera considérée comme ac-

ceptée et pourra réclamer la jouissance de tous les droits qui résultent du pacte fédéral, si, dans une votation réglementaire, la majorité absolue des citoyens votans s'est déclarée en sa faveur. »

COMPTE RENDU

DE LA DÉPUTATION DU HAUT-VALAIS.

« Les envoyés à Zurich choisis par la Diète et la commission de la landesgemeinde, sont arrivés ici le dernier lundi et ont fait le rapport suivant au Conseil d'Etat et à la Commission.

« Le mercredi 30 juillet, nos députés, un par dizain, sont arrivés à Zurich et ont reçu audience le jour suivant, de M. le président de la Confédération, Hess, qui les a reçus avec une affabilité particulière.

« 1° Après que la commission eut exposé sa demande pour une votation populaire préalable et libre, il (Hess) donna l'assurance de présenter cette demande à la première séance de la Diète ; ce qui dans le fait eut lieu, mais malheureusement ne fut pas admis au protocole.

« 2° La Diète a dû unanimement reconnaître que ces envoyés mettaient seuls au jour la volonté du peuple, et ils (la Diète) étaient convaincus que bien loin que ces

Messieurs agissent arbitrairement comme ils l'avaient toujours pensé, ils défendaient la volonté du peuple.

« 3° Le président *leur donna l'assurance* qu'aucune troupe ne serait envoyée dans notre pays, et à l'occasion de cette manifestation il leur tendit à chacun la main.

« 4° Le même jour, la commission se rendit chez les députés des Cantons qui nous sont favorables; ceux-ci leur donnèrent le conseil de repousser unanimement la reconstitution, ce que le Haut-Valais fera.

« Dans une prochaine session de la Diète, on décidera quand le sel sera livré à un batz la livre. »



LETTRE ADRESSÉE AUX PRÉSIDENTS DE COMMUNE ET QUI ACCOMPAGNE LA CIRCULAIRE PRÉCÉDENTE.



Monsieur le président,

La Commission de la Diète et de la landsgemeinde envoyée à Zurich est de retour. Nous avons délégué M. le conseiller Zweisig pour vous donner connaissance du rapport que cette commission a fait; vous lui *voilerez* toute confiance.

(Signé) STOCKALPER, *Secrétaire.*

PROTESTATION

DE L'ÉVÊQUE DE SION.

(Août 1839.)

En nous laissant imposer le plus formidable des fardeaux, celui de l'épiscopat, nous ne pouvions ignorer l'étroite obligation que nous allions contracter, celle de veiller aux précieux intérêts de la religion, de défendre selon nos forces les droits sacrés de l'Eglise, et de conserver ceux attachés au siège épiscopal que nous occupons, pour les transmettre intacts à nos successeurs.

Les circonstances du temps nous mettent hélas ! dans la pénible nécessité de prouver itérativement à tout le diocèse la ferme résolution que nous avons de remplir cette obligation, dont le non accomplissement pourrait avoir les plus funestes conséquences.

Tous les citoyens valaisans étant sommés de se déclarer sur le projet de constitution, œuvre exclusive de l'assemblée qui s'est réunie à Sion sur la fin de juillet dernier, nous aussi, croyons devoir manifester nos sentimens à cet égard, et faire connaître quelques-uns des motifs qui nous portent à nous opposer à la mise à exécution d'un projet de constitution qui, en réduisant nos

quatre votes, amoindrit si fort la part que l'évêque de Sion a dans les affaires publiques, reste déjà bien mince du pouvoir qu'il possédait depuis des siècles à de si justes titres ; d'un projet qui, en déclarant l'état ecclésiastique incompatible avec les fonctions civiles, prive les membres du vénérable clergé, sans leur consentement, d'une partie des droits de citoyen valaisan ; d'un projet qui n'exprime point toutes les garanties que le clergé du diocèse a droit de demander, et demanda expressément, dans son manifeste du 7 janvier, pour la religion et l'exercice exclusif de son culte, pour le maintien de ses droits et des immunités ecclésiastiques, droits et immunités qu'il n'appartient à aucune autorité civile d'abroger, ni à nous d'y consentir.

C'est pourquoi, de l'avis et du consentement de notre vénérable chapitre, nous venons par le présent, protester formellement contre un acte qui porte une atteinte aussi grave aux droits du siège épiscopal de Sion ; contre un acte qui ne contient point toutes les garanties justement demandées pour ce qui concerne la religion ; objets cependant bien plus intéressans pour la patrie, bien plus chers à nos fidèles que les changemens projetés.

Nous venons faire cette protestation pour décliner le juste reproche que nous aurions à craindre de la part de Dieu et des hommes d'avoir négligé nos devoirs dans des circonstances aussi graves, et d'avoir d'une manière quelconque lâchement consenti à la lésion de nos droits.

Ainsi fait et donné à Sion, le 24 août 1839, pour être

communiqué aux deux gouvernemens qui régissent actuellement le Valais, et servir à la défense des droits sus-énoncés.

(Signé) MAURICE FABIEN ,
Évêque de Sion.

Pour et au nom du Vén. Chapitre de Sion, en absence de Mons. le grand doyen :

(Signé) BERCHTOLD ,
Doyen de Fâlère.

ADRESSE

DES DIZAINS ORIENTAUX A LA DIÈTE FÉDÉRALE.

(18 août 1839.)

Excellence, Très-Honorés Messieurs, Fidèles et chers
Confédérés.

Les députés des huit dizains orientaux du Valais, vous ont communiqué, par une députation particulière, après l'assemblée générale ou landsgemeinde tenue au 25 juillet, les vœux de la grande majorité du Canton.

Ils vous ont dit, qu'une population de 41,000 âmes et au delà, trouvait dans les décisions prises par quatorze états à la Diète fédérale, sur la situation politique

du Valais, une violation manifeste des bases sur lesquelles a été érigé en 1815 l'édifice de la société suisse; qu'ils y voyaient une violation de la souveraineté cantonale, une atteinte aux droits du peuple, une violation de nos intérêts cantonaux; ils ont ajouté, que la population protestait solennellement contre ces décisions; ils demandaient, ce qui avait été en vain demandé depuis plusieurs mois, qu'une votation générale du peuple fût prise dans toutes les parties du Canton.

Cinq états confédérés et un demi firent entendre la même voix, ils firent insérer la preuve de leur fidélité à l'acte de réunion dans le protocole de la Confédération.

La députation de la landsgemeinde a trouvé beaucoup de sympathie dans les Cantons qu'elle a traversés pour aller à Zurich, elle en a même trouvé et d'assez significatives dans la ville fédérale.

Est-ce qu'il pouvait en être autrement? La justice que le Valais demande, a rapport à une affaire qui est dénuée de toute espèce d'individualité; c'est une affaire nationale, l'affaire de chaque Suisse jaloux de son indépendance et de sa souveraineté.

La majorité de la Diète n'en a pas moins persévéré dans ses antécédens. — La nouvelle protestation des députés n'en fut pas déposée aux actes, comme toutes celles qui l'avaient précédée.

La décision du 11 juillet doit être mise à exécution, quelque poids qu'aient les considérations qu'on lui oppose. Une constituante doit élaborer une nouvelle constitution lors même que huit dizains n'y sont pas représentés.

En effet, au bout de cinq jours paraît une œuvre qui

doit décider du sort d'un peuple, l'on ne peut dire pour combien de temps. Et d'après une décision de la Diète une minorité de ce peuple pourrait forcer le Valais à prendre une constitution rejetée par une majorité remarquable.

La majorité des citoyens votans doit suffire, et l'on sait déjà que les huit dizains ne peuvent pas prendre part à une votation réglementaire, parce que cette participation serait une reconnaissance tacite des actes contre lesquels ils ont élevé une voix unanime non-seulement dans leur intérêt, mais aussi dans celui de toute la Suisse, dont les droits sacrés ont été défendus de nouveau à cette occasion par les états qui ont fondé la liberté suisse, et par ceux de Bâle-ville, du Tessin et de Neuchâtel.

Voulez-vous nous soumettre à la votation prescrite par les commissaires fédéraux? Mais alors vous reconnaissez à la Diète un droit que le pacte fédéral lui interdit, et que le conclusum du 27 décembre, adopté à l'unanimité, lui refuse.

Voulez-vous nous refuser? Vous exposez le Canton, dans le sens de la Diète, au danger de se voir soumettre par une minorité quelconque à un nouvel ordre de choses qui a été rejeté par une grande majorité.

Ceci est en abrégé le sens des décisions de la Diète fédérale et de celles de ses représentans.

Les dizains orientaux opposent à cette arme, il est vrai à deux tranchans, une autre bien plus puissante, c'est-à-dire l'acte par lequel le Valais est entré dans la Confédération suisse. Ils continuent de l'implorer et ne

cesseront leurs plaintes et leurs réclamations, comme ils l'ont déjà dit, que lorsqu'on leur aura rendu justice.

Ils auraient pu se passer de toute votation ; mais ils voulaient prévenir les fausses interprétations d'un pareil silence.

Encore une fois, ils voulaient édifier tous leurs co-états sur la sincérité de leur confession de foi politique, déjà antérieurement exprimée ; ils voulaient détruire les bruits répandus sur cela par la calomnie ; ils voulaient écarter toute espèce de doute déshonorant sur l'exactitude de la votation du mois de mars.

Des assemblées générales ont eu lieu dans toutes les communes des huit dizains.

La justesse et l'exactitude du vote de chaque individu fut assurée par l'établissement d'un secrétariat particulier.

Ces assemblées ne furent tenues qu'après que l'œuvre de l'assemblée de Sion, qui fut dissoute le 3 août, eut été rendue publique ; 10,720 citoyens, dans la pleine jouissance de leurs droits politiques en Valais, se sont déclarés en faveur du maintien de la constitution de 1815 et contre le soi-disant nouveau projet de constitution ; ils ont protesté contre sa mise à exécution et renouvelé chaque protestation faite jusqu'ici.

Nous vous remettons, Tit., le contenu du protocole de chaque commune. Nous en attestons l'authenticité, prêts à aider à chaque vérification que la Diète voudrait en faire par des commissaires particuliers. Nous devons seulement en excepter les deux représentans qui se trouvent actuellement en Valais, et nous demanderons que l'un des commissaires soit nommé par les dizains orien-

taux, laissant le choix du second aux dizains occidentaux.

Le chiffre 10,720, qui à lui seul est la majorité des citoyens valaisans aptes à voter, recevra dans les dizains occidentaux un important accroissement des votes qui rejeteront le projet du 3 août.

Une majorité considérable rejette donc cette œuvre.

Veut-on objecter que cette majorité n'est pas réglementaire?

Vaine objection! Dans des objets qui appartiennent à la vie la plus intérieure des états, c'est la majorité de fait et véritable, de quelle manière qu'elle mette sa volonté au jour.

Si jamais le républicain doit jouir de la liberté la plus étendue, c'est sûrement dans ces momens importants qui décident de son sort et de celui de sa postérité, dans ces momens où sa voix s'élève à la plus haute importance où elle peut arriver.

Oui, dans des questions de cette importance, lorsqu'un acte de société manque ce n'est qu'une majorité de fait et non seulement de forme qui peut décider. Celle-ci, comme cela aurait lieu ici, ne pourrait être qu'une très-faible minorité et qui ferait cependant la loi à une majorité prépondérante.

Cette majorité s'augmente encore dans le cas présent, par la protestation du vénérable chef du diocèse et de son chapitre, dont la copie est ci-jointe.

Qui pourrait ainsi soutenir une majorité obtenue par les formes exigées par la diète fédérale, mais qui au fond est bien loin d'atteindre la moitié de tous les citoyens qui ont exprimé leur volonté dans le Canton?

Au reste, la question sur la validité ou sur la nullité des votations des huit dizains orientaux, a été décidée au sein de la Diète. Seulement huit voix se sont prononcées pour la nullité.

Les délibérations de ces dizains ont donc été déclarées par la Diète comme valides. Dire que le temps de la votation aujourd'hui, en opposition à l'espace de temps où elles étaient encore ouvertes, était passé, serait une surprise, un acte d'injustice criante, dont on se serait rendu coupable envers une partie du pays, qui, sans les délibérations du 16 août, aurait pu de nouveau examiner la question. Cette partie du pays s'est reposée en cela sur la justice de la première autorité fédérale.

En outre, un peuple qui a le vif sentiment d'une liberté dont il a joui depuis des siècles, ne se laissera jamais enlever en un jour par des incidens le premier de ses droits. Sa liberté disparaîtrait avec ce droit. Il saura l'exercer comme la partie la plus précieuse de son existence communale.

S'il s'agissait de raisons en nullité n'en n'aurions-nous point de décisives à produire? La décision du 11 juillet ordonne la reconstitution du Valais par une assemblée formée d'un député sur 1000 âmes de population. Cette décision ne dit rien de plus sous ce rapport. On aurait donc dû attendre que les assemblées primaires eussent été convoquées comme il était convenable, pour procéder aux élections des membres de la constituante.

Ici paraît la proclamation du 17 juillet, dans laquelle les commissaires disent, que les dizains doivent procéder

aux nominations d'après les formes et prescriptions sur les élections en usage jusqu'à ce jour.

L'article 4 appelle à ces nominations tous les citoyens habiles à voter.

Voilà de nouveau deux dispositions dont le sens est indécis. Dans leurs expressions il n'y a de certain et de sûr que l'obligation, imposée aux présidens de dizains, de convoquer ces assemblées et d'accréditer les députés élus comme membres de la constituante. La décision des commissaires engage chaque citoyen, qui est âgé de 18 ans, à s'exprimer sur le nouveau projet de constitution.

Qu'en résulte-t-il ? Dans un dizain le Conseil de dizain élit les membres de la constituante, dans un autre c'est une assemblée électorale qui, elle-même, a été établie par une décision de la Diète, *acte mort-né* (projet du 30 janvier).

Le peuple ou les assemblées primaires n'ont dans tout cela pas un mot à dire. Et cependant, d'après la prescription de la Diète, il faut travailler à la reconstitution du Valais ! Que l'on examine ce qui s'est passé ailleurs dans des cas semblables, et que l'on juge ! Quelle différence dans la manière d'agir !

Est-ce que l'acte du 3 août n'a pas été créé par l'arbitraire, par la confusion ?

Aucun principe ferme, uniforme. Complète nullité de l'œuvre ! Les prescriptions d'exécution dans l'intérieur du Canton rendraient même encore les effets de la décision de la Diète nuls, quand même on lui aurait reconnu le caractère de validité ; elles les frapperaient d'une illégalité incontestable.

Laissez-nous jeter un regard rapide sur les prescriptions, sur la votation et sur les formalités qui l'ont accompagnée.

Les commissaires prennent des dispositions, à la prescription desquelles la décision de la Diète ne les autorise point. Ils ont outrepassé le pouvoir que leur confère cet acte. La soi-disant constituante elle-même a élevé sa voix contre cet abus du pouvoir.

Que signifie l'apparition subite du commissariat fédéral dans une seule commune, celle de Nendaz, qui, auparavant appartenant au dizain de Conthey, est maintenant sous l'administration des dizains orientaux, et en grande majorité fidèle à la constitution de 1815 ?

Pourquoi n'a-t-on pas laissé voter des citoyens valaisans qui, appartenant aux dizains orientaux, sont à Sion comme domestiques ou y ont leur domicile ? Que doit-on conclure de ce refus ? La décision des commissaires fédéraux autorise cependant tous les citoyens valaisans à voter dans les communes où ils ont leur domicile ou qu'ils habitent. Cela ressemblerait à une privation complète du droit de voter, si l'on voulait forcer ces individus à retourner dans leurs communes, dont plusieurs sont éloignés de vingt lieues, pour exercer ce droit. Et cela est arrivé !

Pourquoi exclure de la votation des citoyens qui possèdent toutes les qualités exigées par la loi et la décision des commissaires ? Et pourquoi les exclure par la raison, que la seule constitution du 30 janvier 1839 leur refusait l'exercice des droits politiques ?

Cette soi-disant constitution n'acceptait pas pour

voter les citoyens au-dessous de vingt ans, et cependant ceux de dix-huit ans y ont pris part dans ces dizains.

Nous pourrions encore compter d'autres faits semblables, même des menaces de priver de tel emploi, si l'on paraissait à l'assemblée générale. Nous nous bornons à ceux-ci, ils suffisent pour montrer comment l'on a compris, dans ces dizains, la liberté dont parle la décision du 11 juillet.

Nous concluons brièvement.

Tit., nous croyons vous avoir convaincus de cette vérité, que 11,000 Valaisans, en connaissance de cause, ont protesté contre l'œuvre du 30 janvier.

Nous croyons avoir écarté le doute, s'il y a pu en avoir un, que les mêmes citoyens persévéraient dans leur attachement, dans leur fidélité envers une constitution qui, pendant vingt-quatre années, leur avait donné un lieu de repos, un asile, du bonheur.

Vous entendez aujourd'hui les organes directs du peuple, les interprètes immédiats de cette population, qui, témoins des malheurs que les innovations et les changemens subits dans les lois fondamentales des nations ont entraînés après eux depuis un demi-siècle, voulait et veut encore les éloigner de ces paisibles vallées.

Depuis quelques mois, des souffrances de différentes sortes pèsent sur nous; mais il nous reste le bienfait inestimable de ces libertés, que nos pères ont achetées par de grands sacrifices, que nous avons reçues au milieu des chagrins, des soucis, de la sueur et du travail. Toute autre perte nous touchera peu. Une majorité prépondérante du Valais reste ferme autour de l'arbre de

1815. Tit., vous honorerez sa volonté. La volonté de la majorité fait loi chez vous, elle doit aussi la faire chez nous. Vous proclamerez ce grand principe des républiques.

Le pacte fédéral de 1815 l'a posé, le conclusum du 27 décembre 1830 lui a donné une nouvelle garantie. L'une comme l'autre de ces décisions fut prise à l'unanimité.

Il s'agit du droit public de la Suisse, du droit public d'une nation qui, depuis des siècles, s'est trouvée bien accueillie chez les autres par sa droiture et sa fidélité qui ne se sont jamais démenties.

Nous en appelons de nouveau à ces actes solennels, nous demandons de nouveau l'effet de la garantie que l'on a juré à la constitution de 1815, à une constitution qui dans le Valais existe encore, parce qu'une grande majorité du peuple ne veut suivre que ses lois.

Cette majorité serait encore plus grande, si l'on n'avait pas, dans plusieurs localités, étouffé l'expression de l'opinion publique par la peur, ou par la fatigue du malheur, et si l'on n'avait pas cherché à tromper la crédulité par la ruse et l'intrigue.

Si la question sur le changement du principe de l'état se discute, ce ne peut être que l'œuvre de notre libre et propre volonté. Il ne peut et ne doit être que le produit de notre consentement commun.

Quatorze états à la Diète ont repoussé ce chemin salutaire sans peser assez les suites d'une décision semblable. Aujourd'hui on les sent et on les sent gravement.

Nous l'avons déjà dit : le fait peut vaincre le droit,

mais ce n'est qu'une victoire passagère et insoutenable. Le droit reste à la fin toujours vainqueur, car le droit c'est la justice, et sans elle il n'y a point de société possible ; telle est la devise des nations qui veulent être heureuses.

Les institutions humaines ne s'élèvent que par l'union, et ce n'est que l'union qui peut les affermir.

La force obtient l'obéissance, mais seulement aussi longtemps que dure son pouvoir.

Tit. Vous verrez dans la démarche que nous renouvelons aujourd'hui, une ferme volonté de donner au Valais une existence nationale, libre et indépendante, une nouvelle protestation solennelle contre chaque acte de violence et les tristes suites qu'il amènerait ; une mesure que nous devons à nos ancêtres, que nous devons à nos descendants, pour éviter le reproche de n'avoir pas agi assez efficacement dans ces circonstances si importantes.

Nous le devons à nous-mêmes, à la Suisse ; l'affaire du Valais est celle de tous les membres de la patrie commune. Il s'agit de la souveraineté des Cantons. Il s'agit pour le citoyen du premier de ses droits.

Tit. Vous pèserez la question avec toute l'attention qu'elle exige. Elle est de la plus haute importance. La décision que vous prendrez décidera aussi de votre sort, et peut-être de votre sort prochain.

En protestant de nouveau de la manière la plus solennelle contre l'exécution du projet de constitution du 3 août et en répétant et confirmant toutes les explications et protestations déjà données, nous avons l'honneur, Tit. de vous donner l'assurance de notre parfaite considéra-

tion, et nous nous recommandons ainsi que vous à la protection divine.

Les Présidens et Conseils des communes des huit
dizains orientaux du Valais ,

en leur nom :

(Suivent les signatures.)

Rarogne, 28 août 1839.

PROTESTATION

INSÉRÉE AU PROTOCOLE DE LA DIÈTE FÉDÉRALE ,
LE 28 SEPTEMBRE 1839.

Les députations des Cantons de Berne, Lucerne, Soleure, Saint-Gall, Argovie et Thurgovie, ainsi que Bâle-campagne, se fondant sur les raisons exposées devant la Diète le 26 septembre par le député du haut état de Berne, mais tout particulièrement considérant que la haute Diète, contrairement à la proposition de continuer la médiation, vu l'inutilité des essais de médiation entre les parties du Canton du Valais divisées en deux administrations, a décrété par quatorze voix can-

tonales avec Bâle-campagne la reconstitution du Canton du Valais ;

Considérant que le Canton du Valais, en vertu de cet arrêté et de l'exécution qui en a été donnée dans la partie inférieure du pays du Valais, se trouve effectivement constitué ;

Considérant que si, en revanche, la partie supérieure ou orientale du pays du Valais n'a rendu hommage ni à l'arrêté de la haute Diète ni aux ordonnances publiées à ce sujet par les commissaires fédéraux, pour être mises à exécution, une telle manière de procéder aurait dû selon l'avis des députations sous-signées, engager plutôt à appuyer sérieusement les autorités reconstituées du Canton *contre* les récalcitrans, qu'à retirer encore cet appui à ces autorités, dont la considération nécessaire à l'action de toute autorité, aurait dû être soutenue avant tout ;

DÉCLARENT :

Que non-seulement elles n'adhèrent pas à l'arrêté pris, en déviation de l'arrêté de la Diète du 11 juillet, par la haute Diète le 26 septembre dans l'affaire des dissensions du Canton du Valais, qui durent malheureusement déjà si longtemps, mais qu'elles tiennent fermement à la reconstitution du Canton déjà effectuée.

Zurich, 28 septembre 1839.

Suivent les signatures.

LETTRE DE M. DE LA HARPE,

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

ET REPRÉSENTANT FÉDÉRAL DANS LE CANTON DU VALAIS,

A LA DIÈTE FÉDÉRALE.

Sion, 30 septembre 1839.

« Monsieur le président et Messieurs les députés!

« Je viens de prendre communication de la lettre que vous avez adressée aux représentans fédéraux le 26 septembre, où vous annoncez leur révocation et leur remplacement par MM. Frey, de Maillardoz et de Meyembourg.

« C'est la première connaissance qui nous ait été donnée des décisions de la Diète depuis notre rapport du 19 août, bien que les circonstances fussent difficiles, et que ce rapport ait été suivi de dix-neuf autres dès lors (1).

(1) On ne croira pas, dans l'avenir, que l'autorité suprême d'une nation, après avoir délégué des représentans dans une contrée où la guerre civile était imminente, les ait laissés plus de six semaines sans même leur accuser réception de dix rapports successifs, qui tous exposaient l'état alarmant du pays, l'effervescence des esprits, pays où plusieurs scènes de violence avaient eu lieu, où le sang avait coulé, où les milices étaient sous les armes, les partis ennemis n'étant séparés que par un pont ou un ruisseau. Dans le premier et le

« Il m'est sans doute agréable de rentrer dans mes foyers, d'y reprendre mon heureuse vie de famille et mes occupations publiques.

« Avant de le faire, cependant, je crois devoir parler encore une dernière fois à l'autorité suprême fédérale sur les affaires du Valais, avec la franchise d'un républicain, au risque de déplaire à plusieurs.

« *Le gouvernement né de la Constitution du 3 août ne peut accepter aucun accommodement, et cela fondé sur vos propres décisions; il ne doit écouter ni proposition, ni moyen de conciliation, aussi longtemps que la Charte qui le régit n'est pas reconnue par la Confédération.*

« Il se trouve maintenant sur le terrain que la Diète lui a fixé. Les Valaisans, en effet, se sont soumis à toutes les décisions de cette autorité, à toutes les injonctions de ses représentans, quoique plusieurs d'entre elles leur parussent blessantes et attentatoires aux droits du peuple.

plus important de ces rapports, on demandait les moyens de réprimer les troubles, d'empêcher la guerre civile. Il a fallu que les représentans prissent sur eux la responsabilité de tous leurs actes. Serait-il étonnant, après cela, qu'un pouvoir aussi nul que la Diète fût renversé; qu'une tout autre forme politique fût donnée à la Suisse, pour la garantir du retour de semblables actes d'incapacité gouvernementale? 1836, affaire de l'espion Conseil; 1838, démêlés avec la France; 1839, lâcheté dans la question valaisane. En voilà plus qu'il ne faut, dans l'espace de trois ans et sous les trois Directoires, pour démontrer la nécessité d'une reconstitution centrale.

E. DE LA HARPE.

« La reconstitution ordonnée par l'arrêté du 11 juillet a eu lieu ; l'acte qui s'en est suivi, accepté par la presque unanimité des citoyens, est devenu loi fondamentale de l'Etat : ainsi élaborée et sanctionnée, cette loi *pouvait réclamer la jouissance de tous les droits qui résultent du Pacte fédéral*. Telles sont les expressions littérales de l'article 5 dudit arrêté.

« Et cependant, lorsque les députés nommés par l'autorité constitutionnelle se sont présentés en Diète, ils en ont été repoussés. Tout est de nouveau mis en question. Qu'il me soit permis de le dire sans détour : en se conduisant ainsi, *l'assemblée fédérale s'est jouée d'un peuple nombreux, loyal et vaillant ; elle a abdiqué l'autorité légitime* qu'elle avait droit de prétendre sur les Cantons ; *elle les force à chercher un point d'appui ailleurs que dans la Diète ; elle a creusé elle-même l'abîme dans lequel s'engloutira la Confédération*, à moins qu'un événement heureux, que j'appelle de tous mes vœux, et qui probablement n'est pas éloigné, n'apporte un changement capital à la forme du gouvernement central.

« Comment en serait-il autrement ? Elle vient de violer une promesse solennelle ; de sacrifier un peuple fidèle à ses ordres, au profit de celui qui l'a bafouée, qui a foulé aux pieds, méprisé tous ses arrêtés.

« Le Bas-Valaisan est fatigué de l'inquiétude qui le travaille depuis huit mois ; il ne veut plus d'une intervention qui n'aboutit qu'à rendre son état plus insupportable. Sortir de cette crise est son unique désir.

« Une voie lui reste dans ce but : c'est de *maintenir*

la position que vous lui avez faite, les droits que vous lui avez assurés : il la saisira cette position, et saura la défendre.

« De cette manière, il est vrai, la séparation de fait sera consommée, séparation que la Diète a repoussée par 19 voix, comme mortelle pour la Suisse.

« Voudrait-on peut-être faire usage de la force pour vaincre la résistance du peuple? Alors nous demanderons quel soldat suisse se lèverait pour écraser le principe fondamental de sa propre existence politique, savoir l'égalité des droits? Et s'il se trouvait malheureusement de ces enfans dénaturés, *d'autres en bien plus grand nombre se montreraient dans le camp de la liberté; la guerre civile éclaterait alors indubitablement, mais elle ne serait pas circonscrite dans les limites territoriales du Valais!*

« Voilà, Messieurs, l'alternative où la désastreuse et peu honorable décision de la Diète du jeudi 26 septembre réduit la patrie.

« Que ceux qui n'ont pas eu le courage de confirmer leur opinion du 11 juillet, à l'ombre de laquelle l'œuvre constitutionnelle du Valais a été consommée, que ceux-là assument la responsabilité qui résultera de l'une ou de l'autre des solutions dont je viens de parler.

« Quant à moi, convaincu que la marche adoptée par l'arrêté de juillet était la seule juste, la seule légale; ayant concouru de toutes mes forces à la diriger jusqu'à bonne fin, je me retire de cette *scène de désordre et de déception*, avec le sentiment d'avoir rempli équitablement et impartialement les devoirs que la qualité de commissaire et plus tard celle de représentant m'imposaient.

« Je ne puis, enfin, passer sous silence le dernier passage de votre lettre, dans lequel *vous nous rendez responsables* de l'accomplissement fidèle des injonctions qui nous sont faites de garantir la paix du pays, de ne permettre aucun armement, etc.

« Messieurs, je n'ai jamais, dans ma longue carrière politique, reculé devant *aucune responsabilité*, j'en ai souvent pris une très-grande, volontairement et pour être utile, témoin celle dont mon collègue et moi venons de nous charger, dans votre silence; mais je ne m'en laisse *imposer* une *injuste* par personne. Et comment accepterai-je celle dont vous me menacez, lorsque depuis six semaines, et malgré nos démarches les plus nombreuses, vous nous avez laissés dans le plus complet abandon?

« Je repousse donc toute responsabilité à dater de ce moment, lundi 30 septembre à 7 heures du soir, tout en déclarant néanmoins que, de concert avec mon collègue, nous pourvoirons, autant qu'il est en nous, à ce que la paix publique ne soit pas troublée jusqu'à l'arrivée de nos successeurs.

« J'ai l'honneur de prier la Diète fédérale d'être persuadée que tous mes vœux sont pour la liberté et pour l'honneur de la patrie.

E. DE LA HARPE,

Membre du Conseil d'Etat du Canton de Vaud,
ex-représentant fédéral dans le Valais.

LETTRE DU DIRECTOIRE AUX REPRÉSENTANS FÉDÉRAUX.

A Messieurs les représentans fédéraux dans le Canton
du Valais.

Zurich , le 28 octobre 1839.

Tit.

« Le Directoire fédéral a reçu, depuis l'envoi de son écrit du 26 courant, le rapport que vous lui avez adressé en date du 22 octobre, par lequel vous lui communiquez la suite de vos observations, qui roulent d'une part sur la votation qui a eu lieu le 18 août dans la partie supérieure du Canton du Valais, et d'autre part sur la plus ou moins grande disposition de la population dans cette même partie du pays à s'entendre avec la partie inférieure du Canton du Valais, sur les formes constitutionnelles sous lesquelles tout le Canton doit exister à l'avenir.

« D'après votre rapport sur le résultat de vos efforts et de vos travaux dans les dizains orientaux, le Conseil d'Etat est persuadé que le moment est arrivé, pour vous et pour le Vorort fédéral, d'appuyer plus intimement ces différentes circonstances.

« La décision de la Diète du 26 septembre dernier, qui est une règle pour vous comme pour le Vorort, doit servir de base à cette appréciation. Cette décision contient des prescriptions pour les anciens représentans dans le Canton du Valais; elle en renferme aussi pour les nouveaux.

« En ce qui concerne les anciens représentans fédéraux, la Diète leur a ordonné, d'après la décision mentionnée, de rester jusqu'à votre arrivée dans le Canton du Valais, et de faire tous leurs efforts pour maintenir dans ce Canton la paix du pays et le *statu quo*.

« Le Vorort a eu soin de donner à MM. Schaller et de La Harpe, en date du 26 septembre, les instructions les plus précises là-dessus; mais il n'a reçu d'autre réponse qu'un écrit daté du 30 septembre, et adressé à la Diète par M. le conseiller de La Harpe, écrit que vous aurez sûrement lu dans les feuilles publiques. Le ton et la tendance de cette lettre étaient tels, que le Vorort s'est vu obligé, après en avoir pris connaissance, de passer simplement à l'ordre du jour.

« Comme le Vorort n'a point reçu de communications des représentans fédéraux depuis leur rapport du 18 septembre, présenté à la Diète le 23 du même mois, il ne sait à quel point ces derniers ont cherché, jusqu'à l'expiration de leurs fonctions, à conserver la paix du pays et le *statu quo* sans condition. Le Vorort se trouve obligé, sous la date du 26 courant, de leur demander un rapport dont le *statu quo* avait été conservé; il doit renouveler expressément cette demande aujourd'hui.

« Par contre, en ce qui concerne MM. les représen-

tans fédéraux actuellement dans le Valais, la Diète leur a donné l'ordre d'essayer de terminer les différends qui partagent le Valais, au moyen d'une médiation amicale. De sorte que c'est l'affaire de MM. les représentans fédéraux, de faire valoir leur influence dans toutes les parties du Canton du Valais, de la manière qu'ils croiront convenable, et dans les limites de cette prescription générale.

« Le Vorort regrette sincèrement les désagréemens auxquels MM. les représentans ont déjà été exposés à leur entrée dans le Canton du Valais. La conduite tenue contre MM. les représentans, à cette occasion, par quelques individus appartenant probablement à la classe du peuple le plus bas placée dans l'échelle sociale, annonce hautement *l'impuissance du gouvernement sorti du nouvel ordre de choses* pour maintenir l'ordre et la tranquillité, de même que la nécessité pressante de rendre au repos d'une manière durable, si cela est possible, un Canton profondément ébranlé par des troubles intérieurs de longue durée.

« D'après la situation actuelle des choses dans le Valais, de pareilles scènes sont beaucoup plus justifiables que la conduite observée récemment envers vous par le Conseil d'Etat, provenant de la constitution du 3 août 1839, indépendamment de la circonstance, cependant bien remarquable, que ce Conseil d'Etat, après que les représentans ont demeuré près de trois semaines dans le Canton du Valais, en s'abouchant immédiatement après leur arrivée à Sion avec son président, croit tout à coup devoir vous déclarer qu'il ne vous reconnaîtra pas dans

la qualité qui vous a été conférée par la Diète fédérale, aussi longtemps que cette dernière n'aurait pas reconnu la constitution du Canton du Valais du 3 août 1839 et les autorités qui en sont émanées. On ne doit pas oublier que cette constitution, de même que ces autorités, n'ont été créées qu'en suite d'une intervention décisive de la Diète dans les affaires du Canton du Valais, que l'existence actuelle de fait, comme l'existence légale future, que ce même Conseil d'Etat semble exiger d'une manière si étrange, dépend de la volonté de cette même Diète dont le Conseil d'Etat a refusé de reconnaître les organes.

Que ce Conseil d'Etat et ceux qui pourraient l'engager à de pareilles mesures, songent bien que le gouvernement fédéral et ses organes exigent avant tout, pour eux-mêmes, une reconnaissance formelle de la part de chaque Canton en particulier, de même que de tous ceux qui parlent au nom d'un Canton, avant que la Diète fédérale, de soi-même ou par ses organes, prononce la reconnaissance d'un état constitutionnel quelconque ou d'autorités quelconques dans un Canton.

« Le Vorort est d'accord avec le Conseil d'Etat, suivant la constitution du 3 août 1839, lorsque celui-ci vous déclare qu'il n'a point appelé d'intervention fédérale; mais il doit en même temps faire observer que ce Conseil d'Etat, ainsi que la constitution par laquelle il existe, et cela indépendamment de toute autre considération, se trouve être le produit d'une intervention fédérale dans le Canton du Valais fondée sur la demande d'autorités constituées, intervention qui n'a pas encore

atteint son but, et qui ne l'atteindra que quand l'on tiendra, dans toutes les parties du Canton, compte, comme on le doit, de la volonté des autorités intervenantes.

« Dans le cas où le Conseil d'Etat, d'après la constitution du 3 août 1839, persévérerait dans son opiniâtreté, et ne vous reconnaîtrait pas formellement dans la qualité de représentans fédéraux, ou ne donnerait pas un accueil favorable à vos ouvertures, vous pourrez l'éclairer sur sa position particulière suivant la manière dont vous le jugerez convenable, d'après les vues déjà développées ou autres analogues ; surtout, vous vous efforcerez, par tous les moyens en votre pouvoir, à ce que la Diète et ses décisions reçoivent de tous côtés la reconnaissance nécessaire.

« Si le Vorort fédéral s'est exprimé avec détail et précision sur votre position, sur l'efficacité de vos fonctions, il doit en même temps vous inviter à ne pas vous laisser effrayer par la résistance que vous pourriez rencontrer, mais, au contraire, à persister avec fermeté pour que l'on reconnaisse, sans condition, la Diète et ses représentans, et que l'on tienne un compte convenable de ses ouvertures ; il peut, par contre, s'exprimer plus brièvement sur la manière dont vous devez opérer. Comme il a déjà été remarqué, messieurs les représentans, de même que le Vorort, doivent avoir soin d'agir dans les limites de la décision de la Diète du 26 septembre 1839, de sorte que ce ne peut jamais être l'affaire du Vorort, de vous transmettre des *ordres quelconques* qui ne soient pas parfaitement en harmonie

avec cette décision. Mais pour décrire les moyens qui conduisent le plus sûrement au but proposé par la Diète, c'est-à-dire à une médiation amicale, pour fixer la manière dont il faudrait mettre ces moyens en pratique, il faut un examen approfondi et suivi des rapports qui se sont développés dans le cours du temps, et qui se modifient d'après des circonstances souvent fortuites ; mais si un pareil examen doit amener des résultats certains, il n'est possible que sur les lieux où les événemens se sont passés.

« Ainsi, le Vorort, même avec la meilleure intention de vous communiquer des vues sur les moyens par lesquels on pourrait obtenir une médiation dans le Canton du Valais, vues qui ne peuvent être que le résultat d'une longue réflexion et d'un consciencieux examen des faits connus, n'échapperait point au danger de vous donner des conseils à la légère, par manque de connaissance des événemens passés ou de la tournure que les choses ont prise, conseils dont vous, qui vous trouvez sur le théâtre des événemens, sentiriez bientôt la mauvaise influence, et que vous seriez peut-être obligés de combattre, en raison des nombreuses informations que vous recueillerez dans l'intérêt bien compris du Canton du Valais et de la Confédération.

« Par contre, votre position est beaucoup plus favorable ; non-seulement vous connaissez aussi bien que le Vorort les motifs qui ont engagé la Diète à vous donner le mandat qui vous est confié, mais, en outre, les circonstances dans lesquelles se trouve le Canton du Valais, sont actuellement devant vos yeux.

« C'est pourquoi le Vorort fédéral apprendra avec plaisir quelles sont vos opinions sur les affaires du Canton du Valais, et sur les moyens propres à les terminer, qui pourront réunir votre approbation après mûre réflexion. Il vous communiquera en son temps, avec franchise, ses observations sur les vues que vous lui communiquerez; aujourd'hui il doit se borner à vous faire sur cet objet quelques observations générales, qu'il recommande à votre examen.

« Puisque vous avez terminé l'examen de la votation qui a eu lieu dans la partie supérieure du Valais le 18 août, votation sur la véracité de laquelle on a émis beaucoup de doutes, et que vous en avez trouvé les résultats exacts et véridiques; ce serait un travail méritoire, comme vous l'avez déjà exprimé au Vorort fédéral, de rédiger un rapport détaillé sur cet examen pour instruire les Cantons du véritable état des choses. Un pareil rapport dissiperait d'une part des doutes souvent exprimés, et de l'autre mettrait hors de question ce fait, que l'on a effectivement voté sur la constitution du 3 août 1839 dans la partie supérieure du Canton, et qu'elle a été rejetée; aussi d'après cette votation une majorité de citoyens dans le Canton du Valais s'est prononcée expressément contre la constitution du 3 août 1839. Un tel rapport affermira dans les Cantons la persuasion que la population du Canton du Valais est dans ce moment divisée en deux grandes moitiés presque égales, dont aucune ne pourrait être soumise à la volonté de l'autre sans des suites fâcheuses pour ce Canton et pour la Confédération; une pareille communication confirmera la

conviction profondément sentie, aussi bien par le Vorort fédéral que par vous-mêmes, que ce n'est que par le moyen d'un accord volontaire que les formes constitutionnelles pourront être rétablies dans le Canton du Valais, que l'intégrité de son territoire et son indivisibilité pourront être conservées, et que l'on ne pourra arriver à un tel entendement, ni en se tenant à la vieille constitution, ni à la nouvelle qui n'a été votée que par une partie de la population.

Si vous partagez la manière de penser du Vorort fédéral, ce que ce dernier peut présumer d'après le contenu de vos différens *rapports*, il faudrait, avant tout, examiner comment ce rapprochement pourrait être amené. Vous connaissez maintenant les désirs de la population de la partie supérieure du Valais ; il ne vous serait pas difficile d'approfondir ceux de la population de la partie inférieure, sans consulter exclusivement ses meneurs. Chez un peuple qui a partagé pendant longtemps le bonheur et le malheur, il doit y avoir, malgré les divisions politiques existantes, beaucoup de points mutuels d'attachement dont on pourrait profiter en se mettant en rapport avec des hommes d'influence de tous les dizains, pour traiter de la question d'une réconciliation sincère. Le Vorort, dans sa missive du 15 courant, a déjà attiré votre attention sur ce projet d'une assemblée consultative ; il croit devoir recommander de nouveau la même opinion à votre appréciation.

« Il faudrait laisser, en général à cette assemblée, la détermination plus particulière des objets à délibérer ; cependant le Vorort croit devoir, d'après les délibéra-

tions qui ont eu lieu jusqu'à présent, faire ressortir les points suivants :

a) Une proportion convenable, d'après laquelle serait fixée la représentation de la population ou des parties du pays, dans la première autorité cantonale.

b) L'étendue et la manière dont l'état ecclésiastique du Canton où son chef aurait à exercer ses droits politiques.

c) La manière dont le peuple devrait exercer son action directe sur la décision de la Diète cantonale. Sous ce rapport, il serait difficile de vouloir restreindre le droit qu'a eu jusqu'à présent le peuple de se prononcer formellement sur les lois, car l'époque actuelle n'est pas favorable pour restreindre des droits qui ont été accordés jadis au peuple ; dans tous les cas, il faudrait avoir soin que ce droit, appelé *référéndum* en Valais, c'est-à-dire l'action directe du peuple sur les délibérations de la première autorité du pays, ne reçût pas une trop grande extension, et n'arrêtât pas l'action des autorités constituées plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

d) Les rapports de douane, de manière que les intérêts d'une partie du Canton ne soient pas sacrifiés à ceux de l'autre, en ce qui concerne le commerce en général, et l'approvisionnement tiré de l'étranger en particulier. Ces points et d'autres semblables, dont vous pourrez juger d'après vos propres idées, pourraient être l'objet d'explications mutuelles dont le Vorort attend le résultat avec impatience.

Enfin, il s'entend de soi-même, que, d'après la décision de la Diète du 26 courant, vous prendrez soin de maintenir la paix du pays et le *statu quo*.

Le Vorort termine le présent écrit, par l'assurance, etc., etc.

Les Bourgmestres et Conseils d'Etat du Canton de Zurich, Directoire fédéral.

(Suivent les signatures.)

DISCOURS

DU PRÉSIDENT BARMAN AU GRAND CONSEIL.

(Novembre 1839.)

Le Grand Conseil Bas-Valaisan s'est assemblé à Sion, le lundi 18 novembre. M. le président Barman a ouvert la session par le discours suivant :

« Messieurs,

« J'ai l'honneur d'ouvrir le premier Grand Conseil ordinaire tenu sous l'empire de la constitution nouvelle.

« Une vaste carrière se présente devant lui : réunissons tout notre zèle, tous nos efforts pour que nous la parcourions avec avantage pour le peuple qui nous a délégués, pour que nous puissions élever une fois notre pays au rang

qui lui appartient, et utiliser cette position heureuse que, dans sa bonté, la divine Providence lui a assignée.

« Nous aurons à faire sortir la législation civile d'un dédale inextricable, et à lui en substituer une simple, appropriée à nos besoins et à nos mœurs. Les transactions seront facilitées ; le crédit public et particulier se relèvera ; la source des procès en sera grandement affaiblie.

« Il serait plus urgent encore de délivrer la vie et l'honneur des citoyens d'un arbitraire, dont les nations modernes n'offrent que peu d'exemples. Un Code pénal et de procédure criminelle est un des besoins qu'il importe le plus de satisfaire.

« L'ignorance engendre bien des vices : elle est d'un puissant appui, nous en faisons l'expérience, pour les ennemis de la liberté et du progrès. Hâtons-nous donc d'améliorer l'instruction primaire, d'assurer à l'enseignement dans les collèges une tendance plus en harmonie avec les besoins du pays, et de venir en aide aux efforts louables qui ont déjà été faits dans ce but.

« Messieurs, un grand scandale doit disparaître : c'est celui que présente l'état de la maison de force ; nul de nous ne voudra prendre sur lui la responsabilité du mal qu'il pourrait, qu'il devrait éviter.

« Les constituantes nous ont légué des devoirs ; elles ont, entre autres, chargé la législature d'ouvrir au pays de nouveaux débouchés. Le moment est venu de s'en occuper sérieusement.

« La constitution exige la création de lois sur l'incompatibilité des fonctions, sur la responsabilité du Conseil d'Etat.

« L'industrie, le commerce et surtout l'agriculture, ce trésor précieux, réclament toute la sollicitude du législateur.

« La diminution du prix du sel, que la constitution assure par une disposition que réclamait la justice, amènera la réduction de quelques dépenses, et nécessitera plus d'économie dans les diverses branches de l'administration. L'ordre constituera à lui seul, progrès et économie.

« Le militaire devra aussi attirer votre attention. Un grand découragement a succédé chez le soldat aux meilleures dispositions. Il est surtout urgent, et de rigoureuse justice, de décharger du service ceux qui, depuis deux ans, devaient en être libérés, tout comme de répartir les charges, selon le vœu de la constitution, d'une manière plus équitable.

« La préoccupation réclamée par d'aussi graves intérêts, ne doit pas nuire aux efforts que nous devons faire pour assurer aux différens pouvoirs l'autorité dont ils ont besoin pour opérer quelque bien.

« Il faut le dire, Messieurs, il est extraordinaire, que dans une époque de révolution qui s'est prolongée au delà de toute prévision, grâce à l'intervention fédérale, il est admirable qu'aucun délit, qu'aucun désordre de quelque gravité n'ait été signalé dans les dizains ici représentés. C'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de notre peuple, et la meilleure réponse à donner à ses détracteurs.

« Cependant on ne peut disconvenir que l'action, l'influence de l'autorité ne se soient affaiblies; il importe

de les relever : le magistrat y contribuera puissamment en donnant lui-même l'exemple du respect envers la religion de nos pères et envers la loi, en exerçant une surveillance plus active sur l'observance des lois et réglemens ; en réprimant plus vite et mieux toutes les atteintes portées à l'ordre public, et autant que possible à l'ordre moral.

« Messieurs, il ne peut s'agir d'opérer tout ce bien, d'effectuer toutes ces améliorations en une session, en une année ; nos forces et nos ressources doivent être consultées. L'essentiel est de commencer : une amélioration en amène une autre.

« Si notre position politique emporte quelques entraves, elle nous laisse aussi une action plus libre. Nous pouvons mettre à profit l'unité de vues et de sentimens qui règne au milieu de nous, et qui, je l'espère, ne s'affaiblira jamais. Rappelez-vous, Messieurs, que c'est là que git notre force.

« C'est sur le Conseil d'Etat que la position actuelle doit agir de la manière la plus défavorable : il est journellement distrait de ses occupations ordinaires pour vouer ses soins à la sûreté publique et à la défense de nos plus justes droits.

« Je me tairai sur la conduite de la Diète fédérale à l'égard du Valais. Je craindrais de manquer de respect envers une autorité qui sait si peu se respecter elle-même ; je dirai seulement, que plus le 24 septembre, qui marquera dans les annales de la Confédération comme un jour néfaste, en dépouillant la Diète fédérale de toute confiance, que plus ce jour s'éloigne de nous, plus le

sentiment d'indignation et de répulsion qu'il m'a inspiré devient vif et prononcé.

« Cependant, Messieurs, il n'a pas passé sans produire quelque effet salulaire. Au lieu d'abattre le courage d'un peuple qui avait confiance dans la bonne foi et le caractère de la Diète, et qu'elle abandonne à lui-même, ce courage s'est relevé ; l'amour-propre national, profondément blessé, s'est réveillé ; des liens plus intimes se sont établis entre les citoyens, et le peuple, sans s'intimider des tergiversations de la Diète, s'est levé comme un seul homme pour témoigner sa résolution inébranlable de maintenir et défendre la constitution qu'il s'est donnée.

« Il est vrai aussi que l'audace de nos adversaires s'est accrue par les concessions que leur a faites une autorité qui n'en avait reçu qu'insultes et mépris. La violence est de nouveau à l'ordre du jour : les actes révoltans qui se sont succédé depuis peu de temps dans les environs de la capitale, annoncent un système combiné pour obtenir par la force ce que la conviction et le patriotisme refusent.

« Messieurs, vous rendrez compte au gouvernement de l'indignation profonde que ces agressions ont produite dans vos communes ; vous lui direz qu'on attend de lui des mesures justes, mais énergiques ; vous lui direz surtout, que le peuple des dizains occidentaux n'entend pas et ne souffrira pas que les amis du progrès et de la liberté soient livrés aux outrages des fauteurs du privilège et de l'obscurantisme.

LETTRE DES REPRÉSENTANS FÉDÉRAUX

AU

AU CONSEIL D'ÉTAT DE SION.

(Novembre 1839.)

Les représentans fédéraux ont adressé au Conseil d'Etat du Bas-Valais la lettre suivante, datée de Sierre, le 8 novembre.

« Par lettre du 25 octobre, vous nous avez accusé réception de l'envoi que nous vous avons fait, le 23, des décrets de la Diète, en date du 26 septembre, relatifs à notre mission.

« Cette lettre, adressée aux représentans fédéraux dans ce Canton, nous a prouvé, aussi bien que celle du 31 du même mois, que vous reconnaissiez enfin notre qualité.

« Nous avons donc eu lieu d'être surpris que par votre dernière, en date du 4 novembre, vous nous déclariez ne pouvoir entrer avec nous en discussion d'une manière *officielle* sur les affaires intérieures du Valais, jusqu'à ce que nous vous ayons reconnu comme gouvernement du Canton.

« Cette déclaration, d'autant plus surprenante après

la réception des deux décrets précités, que nous devions d'ailleurs supposer vous avoir déjà été transmis par nos prédécesseurs, surprenante après la visite que nous avons faite à M. votre président, et la conférence que nous avons eue avec lui à notre arrivée dans ce Canton ; cette déclaration, qui révoque implicitement notre communication du 25 octobre, nous oblige, Messieurs, à vous manifester ce qui suit :

« La constitution du 3 août 1839 et les autorités qui en sont émanées n'existent plus que par suite d'une intervention de la Diète dans les affaires du Valais ; l'existence de fait aussi bien que la future existence de droit de l'une et des autres, si elle a lieu, sont ou seront le résultat de résolution de la Diète, dont vous connaissez les mandataires.

« Si, comme vous le faisiez remarquer précédemment, Messieurs, vous n'avez pas réclamé l'intervention fédérale, vous ne devriez pas perdre de vue que celle-ci a eu lieu dans le temps à la demande de l'autorité qui régissait constitutionnellement tout le Canton, qu'il a paru à la Diète que cette intervention n'avait pas encore atteint son but, et qu'elle ne cessera que lorsque cette autorité fédérale suprême aura déclaré qu'elle est épuisée.

« La Diète fédérale et ses mandataires ont, en pareil cas, le droit d'exiger une reconnaissance explicite, sans restrictions et sans réserves, de la part de chaque Canton, et dans chacun d'eux de la part de toute autorité qui parle en son nom, avant que la Diète ou ses organes expriment la reconnaissance d'un ordre de chose quelconque dans le Canton. Conformément à ces maximes de

droit public positif, l'autorité fédérale avait chargé ses commissaires en Valais d'établir un mode de vivre et de régler un état de choses provisoire entre les deux parties du pays, qui, en maintenant la paix publique, ne laissât point l'administration en souffrance.

« Les représentans actuels ont le droit de veiller à l'observation de cet état de choses, et c'est pour eux un motif de plus de fixer votre attention, Messieurs, sur les conséquences politiques, administratives et matérielles de votre refus d'entrer avec eux en relations officielles sur les affaires du pays.

« La Diète, nous le répétons, ne peut laisser méconnaître les droits qui résultent pour elle du pacte et les devoirs qu'il lui impose ; ses représentans dans ce Canton ne peuvent admettre que les actes d'une administration menacent de pertes ceux qui obéissent à l'autre ; ils ne peuvent consentir à ce que des vexations, des rixes viennent chaque jour menacer d'une conflagration.

« L'intervention des représentans est indispensable pour éviter ces inconvéniens, si les autorités qui régissent les deux parties du pays ne veulent pas prouver leur impuissance de la réprimer, si elles ne veulent pas consommer la ruine du Canton, en attendant qu'il ait repris son rang parmi les Confédérés.

« Nous vous invitons, Messieurs, à réfléchir mûrement à cette situation et à nous donner sans délai l'assurance que vous êtes prêts à concourir franchement et par notre intervention au maintien du *statu quo* établi.

« Il est aussi, Messieurs, une autre considération, c'est celle du prompt rétablissement des relations régularisées.

lières de votre pays au dehors. Nous sommes chargés par le Directoire de vous envoyer les lettres que vous lui aviez transmises pour être adressées aux ministres étrangers accrédités auprès de la Confédération. Pour que des communications de cette nature soient admises, il faut que votre Canton se soit fait une position, que celle-ci soit incontestée, et, en attendant, les représentans sont seuls en mesure de vous servir d'intermédiaires auprès de l'autorité fédérale; d'ailleurs la marche suivie par vous dans cette circonstance, en présence de celle que vous aviez adoptée envers la Diète et ses représentans, a lieu d'étonner, et nous avons l'ordre de vous en faire l'observation.

« Au surplus, Messieurs, et c'est encore le Directoire fédéral qui vous parle par notre organe, une conciliation amiable des différens qui existent malheureusement depuis si longtemps dans le Valais, est le seul moyen de rendre à ce Canton la tranquillité et l'unité, à la faveur desquelles de bonnes institutions basées sur l'égalité des droits, mais aussi sur les convenances de toutes les parties du pays, peuvent le faire prospérer et le placer au rang qu'il doit occuper dans la Confédération.

« Recevez, etc. »

RAPPORT

DU 1^r DÉCEMBRE 1839.

Tit.

Les représentans fédéraux croient devoir commencer le rapport qu'ils adressent à vos Seigneuries, en reproduisant l'arrêté de la Diète qui a déterminé leur mission.

Il porte :

1° Il sera fait, de la part de la Diète, par des représentans choisis dans son sein, une tentative de terminer, par une médiation amiable, les différends existans dans le Canton du Valais.

2° En conséquence, les représentans actuels de la Confédération seront, à teneur de la demande qu'ils en ont adressée le 29 août, déchargés de leurs fonctions. L'assemblée leur témoigne sa reconnaissance de la manière en laquelle ils ont rempli leurs instructions, et des dispositions patriotiques dont ils ont fait preuve, et arrête qu'ils demeureront en fonctions jusqu'au moment où les nouveaux représentans auront pu les remplacer, et qu'ils veilleront exactement au maintien de la paix publique et du *statu quo*.

3° En remplacement des deux représentans en fonctions jusqu'à ce jour, la Diète nomme trois autres re-

présentans, qui agiront dans le sens de l'arrêté d'aujourd'hui.

Munis de cette instruction, les représentans fédéraux sont arrivés, le 28 octobre, dans le Canton dans lequel ils devaient tenter une médiation. Quoique la réception qui leur a été faite dans le pays auquel ils venaient apporter les palmes de la paix, ne fût pas de nature à les encourager, le souvenir de l'autorité dont ils avaient à exécuter les ordres, la ferme conviction où ils étaient que les arrêtés de la Diète reposaient sur des fondemens inébranlables, l'histoire de notre patrie et les usages de nos pères, et que l'oubli de ces devoirs finit tôt ou tard par être puni, leur a donné le courage de se mettre au-dessus des insultes dont ils ont été l'objet, et de n'avoir autre chose en vue que la tâche qui leur avait été confiée.

Pour agir d'autant plus sûrement dans l'esprit des instructions reçues de leurs commettans, les représentans ont cru devoir avant tout se remettre devant les yeux la délibération de la Diète qui a précédé les instructions qui leur ont été données. C'est une médiation que voulaient toutes les députations qui ont voté l'arrêté du 26 septembre, mais des considérations de nature très-diverse avaient déterminé leur résolution. Les uns pensaient que, *contre le désir et l'attente des états qui l'avaient voté, l'arrêté du 11 juillet 1839 n'avait pas eu jusqu'ici le pouvoir de rétablir l'unité dans les rapports administratifs et constitutionnels du Valais, et qu'il était impossible de le mettre à exécution sans voir aussitôt la guerre civile éclater dans ce pays*; d'autres, que *l'arrêté du 11 juillet n'avait point*

reçu l'exécution que les états qui l'avaient voté avaient eu l'intention qu'il reçût, en tant que d'abord, et contre les termes précis de l'article 4 de cet arrêté, les représentans fédéraux n'avaient pris aucune mesure pour que le projet de constitution du 3 août fût soumis à l'acceptation ou au rejet du Valais tout entier, et surtout pour que, lors de la votation, la volonté du peuple pût se manifester d'une manière absolument libre.

D'autres pensaient enfin que les événemens qui s'étaient passés dans le Valais depuis le 11 juillet, et les rapports reçus de ce pays, permettaient de douter que la majorité du peuple valaisan voulût en réalité un changement à la constitution de 1815, et semblaient indiquer que si même cette majorité n'était pas totalement opposée à un changement, elle était en tout cas prononcée d'une manière formelle contre l'acceptation du projet du 3 août.

En présence de ces considérations, les représentans se sont imposé la double tâche d'examiner :

1° Si le peuple valaisan n'était en effet pas disposé à adopter un changement dans la constitution, et si surtout il éprouvait de l'éloignement contre le projet du 3 août, et quels en étaient les motifs.

2° Si la majorité du peuple était ou non prononcée dans ce sens.

Les représentans se sont crus appelés à résoudre ces deux questions ; la première par la pensée que, s'agissant de réunir non des objets matériels et sans vie, mais des populations, il était nécessaire de chercher, dans

leur essence même, les moyens de réunion, de telle sorte que, quoique amenée par des agens extérieurs, cette réunion pût subsister sans avoir besoin d'une force extérieure ; la seconde, parce que les représentans ont pourtant dû, quoique avec regret, supposer le cas où la médiation échouerait. Et, comme dans ce cas il s'agirait peut-être d'examiner la possibilité de l'exécution de l'arrêté du 11 juillet, il importait d'être très-exactement fixé sur l'exactitude des faits posés dans la seconde question.

Examinons maintenant la première question posée, et voyons si les populations des districts orientaux du Valais sont réellement opposées à tout changement dans la constitution, spécialement à l'adoption du projet du 3 août, et quels sont les motifs de cet éloignement.

Dans le Bas-Valais, où la votation a eu lieu le 25 août, selon le mode prescrit par les représentans fédéraux, 7,605 citoyens se sont prononcés pour l'acceptation, 601 pour le rejet du projet du 3 août 1839 ; le nombre de ceux qui ont voté représente évidemment la majorité des citoyens aptes à voter dans cette partie du Valais. Les représentans ont donc admis que la volonté du peuple s'y était suffisamment manifestée, et qu'ils pourraient se borner à diriger leur enquête à ce sujet sur le Haut-Valais. Pour cet effet, ils ont adopté le mode suivant : Tous les présidens des communes appartenant à un dizain, ont été invités à se rencontrer au chef-lieu du dizain, et à annoncer aux citoyens de leur dizain, qu'ils étaient libres de les y accompagner. On en a agi de la sorte dans tous les dizains, à l'exception de celui de

Rarogne, où, à raison de circonstances locales, la réunion eut lieu dans deux endroits différens, à Rarogne et à Mœrel.

Les assemblées ont été très-nombreuses ; nulle part les présidens de communes n'ont paru seuls, partout ils ont été accompagnés d'un plus ou moins grand nombre de citoyens de différentes communes. Dans quatre de ces assemblées, à Loèche, Rarogne, Viège et Brigg, il y avait des membres du clergé présens ; deux d'entre eux, l'un à Viège, l'autre à Brigg, ont pris la parole et cherché, dans des discours pleins d'énergie, à faire ressortir les défauts du projet du 3 août, tout en insistant sur la nécessité de la réunion, comme le moyen le plus sûr pour guérir les plaies du pays. On en a agi de même dans toutes les autres assemblées ; le premier représentant a expliqué aux personnes présentes le but de leur mission, leur a déclaré que , dix-neuf états s'étant déjà prononcés contre une séparation, il était inutile de porter la délibération sur ce point, et les a invitées à s'expliquer franchement et sans détour sur les questions constitutionnelles, à communiquer leurs vœux aux représentans fédéraux, à leur indiquer les défauts qu'ils trouvaient dans la constitution du 3 août, et surtout à revêtir des sentimens de réconciliation de nature à assurer le succès de la médiation.

Les assistans se sont en général exprimés avec chaleur et avec une franchise toute républicaine, sans néanmoins dépasser les bornes que prescrivait la présence des représentans fédéraux ; beaucoup de choses fondées ont été dites ; d'autres, susceptibles d'être réfutées,

l'ont été par les deux autres représentans, qui ont de leur côté cherché à dissiper les erreurs, et surtout à faire comprendre les inconvéniens de la séparation.

Les représentans doivent remarquer encore que, tout en se rendant aux assemblées des dizains, ils n'ont négligé aucune occasion de s'entretenir avec des citoyens de toutes les classes, et cela dans le but de s'assurer toujours d'autant mieux de la véritable opinion de la majorité du pays.

A l'exception des dizains d'Hérens, de Sierre et de Sion-campagne, tous veulent le maintien de la constitution de 1815 ou la séparation; plus on se dirige vers la partie orientale du Canton, plus cette opinion se prononce; les dispositions à une réconciliation diminuent dans le même sens, et pour engager les habitans des dizains supérieurs à continuer à conférer avec nous sur leurs affaires, il a fallu leur déclarer d'une manière positive que la séparation était chose impossible.

Tous les dizains sont d'accord sur les points suivans :

1° Qu'ils ne peuvent et ne veulent prendre en considération le projet du 3 août, ni même s'en servir comme base de la médiation, et cela parce qu'aucun Haut-Vallaisan n'a pris part à ce travail.

2° Que l'adoption du principe de la représentation proportionnelle dans une nouvelle constitution, ou même dans un projet de médiation, compromettrait leurs intérêts les plus chers, s'ils n'obtenaient pas des garanties sur les points suivans :

a) Pour les droits de l'Eglise et du clergé, les quatre voix de l'évêque et les immunités du clergé.

b) Pour les intérêts matériels, la garantie, que les péages perçus sur la route du Simplon, pour les vins et les céréales, ne seront pas augmentés.

c) Pour le maintien de leurs droits et franchises, que le temps nécessaire pour faire usage du *référéndum* sera prolongé, et que la question de la révision du pacte fédéral sera en tous cas soumise au *référéndum*.

d) Pour une diminution aussi grande que possible des dépenses publiques, par l'adoption du principe de la nomination d'un membre de la Diète cantonale sur 1,500 âmes de population.

Nous ne croyons pas aller trop loin en déclarant que, si la question de la représentation proportionnelle était posée toute nue à la votation du Haut-Valais, elle n'obtiendrait pas de majorité; nous allons même plus loin, et nous disons que c'est moins ce que le projet du '3 aoit contient que ce qu'il ne contient pas, qui provoque le mécontentement du Haut-Valais. Les craintes que leur inspire une Diète cantonale, dont la majorité, par suite du principe de la représentation proportionnelle, se trouverait composée de membres du Bas-Valais et du Valais moyen, qui représenterait un intérêt contraire à l'intérêt du Haut-Valais, les engage à ne pas se soumettre librement à ce principe sans avoir obtenu des garanties qui les tranquillisent complètement sur les quatre points ci-dessus, auxquels ils attachent la plus haute importance.

Telle est, nous en avons la conviction, l'expression de l'opinion et des vœux de la grande majorité du peuple du Haut-Valais; néanmoins nous ne voulons pas nier qu'il ne se trouve aussi dans ce pays des minorités

qui expriment des opinions différentes. Les uns ne voient de tranquillité pour le pays que dans une séparation ; ils sont convaincus que lors même que la médiation réussirait, les frottemens entre les parties n'en continueraient pas moins, et que le repos et la paix ne seraient pas rétablis. Reconnaissant toutefois les inconvéniens graves que cette séparation pourrait présenter pour la Confédération, ils cherchent à les écarter en proposant que le Canton du Valais, séparé dans ses affaires intérieures, fût représenté vis-à-vis de la Confédération par une Diète cantonale nommée dans la proportion de la population. Leur éloignement contre une médiation est en outre entretenu par les attaques dont le Haut-Valais est l'objet dans une feuille qui paraît à Sion, et par les opinions individuelles manifestées dans les assemblées politiques de cette capitale ; et il est très-difficile de faire comprendre à des esprits irrités au plus haut degré, qu'ils ont tort de prendre l'opinion de quelques individus, opinion que personne ne songera à approuver, pour l'opinion populaire du Bas-Valais. D'autres trouvent que la constitution de 1815 a des défauts si graves que sa révision est devenue absolument nécessaire ; non-seulement ils désirent une médiation, mais ils sont formellement opposés à une séparation, convaincus que cette séparation apporterait un obstacle insurmontable à toute amélioration dans la justice et l'administration, et ôterait ainsi tout espoir aux amis d'un progrès graduel. Ceux-ci n'ont pas pris part à la votation, attendu qu'ils ne pouvaient répondre affirmativement ni à l'une ni à l'autre des questions posées. Il en est d'autres, enfin,

qui pensent qu'une médiation est sans doute le parti le plus sage, mais qui sont convaincus que les esprits sont trop irrités en ce moment, et qu'il vaudrait mieux laisser s'établir une séparation provisoire et essayer une réunion dans un ou deux ans avec un meilleur succès.

Passant à l'examen de la votation du 18 août, nous avons dû demander au Conseil d'Etat de Sierre des explications sur la question de savoir pourquoi il n'avait pas ordonné cette votation sur le jour fixé par les représentans fédéraux. Le Conseil d'Etat nous a répondu que, comme le Haut-Valais avait toujours contesté à la Diète le droit d'ordonner une reconstitution, il n'avait pu reconnaître comme obligatoire l'arrêté des représentans qui en avait été la suite, et cela d'autant moins que cet arrêté prescrivait des formes en opposition directe avec celles qui avaient été de tout temps observées dans le Haut-Valais; ils s'étaient aussi fait scrupule de soumettre leur votation à l'examen d'un Conseil constituant dans lequel ils n'étaient point représentés tacitement, et d'adopter le principe que, pour le cas où la constitution serait rejetée, le même Conseil constituant serait appelé à en faire un nouveau projet.

L'enquête des représentans sur la votation du 18 août a porté sur les points suivans :

- a) Quel a été l'objet soumis à la votation?
- b) Comment la votation a-t-elle eu lieu?
- c) La constitution du 3 août a-t-elle été communiquée au peuple avant la votation?
- d) Les personnes portées sur les listes étaient-elles réellement :

1° Présentes ;

2° Aptes à voter ;

3° N'avaient-elles pas déjà donné leurs voix dans un autre endroit ?

e) Si le nombre des votans n'était pas disproportionné à celui de la population.

Réponse à la question a). Dans chaque commune la votation a porté sur ces deux points : maintien de la constitution de 1815 ou acceptation de celle du 3 août 1839.

Réponse à la question b). La votation n'a pas été secrète ; chacun des votans était tenu d'inscrire dans un registre, ou de faire inscrire par le secrétaire, laquelle des deux alternatives il adoptait.

Réponse à la question c). Quelques jours avant la votation, un certain nombre d'exemplaires de la constitution du 3 août fut envoyé dans chaque commune ; les citoyens furent invités à en prendre connaissance, mais il ne paraît pas que beaucoup d'entr'eux aient répondu à cette invitation. Dans chacun des districts, les présidens ont, immédiatement après l'ouverture de l'assemblée, fait lecture du projet, mais dans la plupart des communes, ils ont été interrompus par les assistans qui disaient : nous le connaissons de reste. En fait, à l'exception d'un seul citoyen à Sierre et d'un autre à Brigg, personne ne s'est prononcé pour le projet ; tous pour demeurer fidèles à la constitution de 1815.

Réponse à la question d). 1° L'enquête a constaté que dans quelques communes tous les votans n'étaient pas présens ; quelques-uns étant forcément retenus par leurs affaires sur les Alpes, le greffier et deux asses-

seurs assermentés à cet effet se sont rendus après la votation auprès d'eux pour les faire voter, et ils ont été compris au nombre des votans.

Les communes où l'on a agi de la sorte, sont les suivantes :

Dizain de Rarogne :	
Commune de Rarogne.	2 voix.
District de Moerel.	34
Dizain d'Hérens :	
Commune de Naz.	4
Ayent.	26
Hérémenche.	18
Vernamiège.	5
Dizain de Gombs.	120
Dizain de Sierre.	3
	<hr/>
	212 voix.

Dans quelques communes, il y a eu des votes donnés dans des lettres ou par procuration, savoir :

Sierre, écrit depuis les bains de Loèche.	4 voix.
Un individu a voté dans deux endroits.	1
Commune de Bramois, un père pour son fils.	1
Hérémenche, vote par écrit.	4
Zwischberger, un père pour son fils.	1
Fiesch, un père pour son fils.	1

Total des absens qui ont voté : 224 voix.

Réponse à la question d). 2° Pour déterminer qui avait droit de voter, on ne pouvait suivre d'autre règle que la constitution de 1815, puisqu'à côté de cette

constitution il n'existe aucune disposition légale qui règle quelque chose à ce sujet ; et c'eût été non-seulement une faute, mais encore une violation des droits constitutionnels des citoyens, que de vouloir mettre à exécution, par avance, les dispositions d'une constitution sur laquelle il s'agissait précisément de voter.

Le titre IV, art. 7 de la constitution de 1815, considère, comme aptes à voter, tous les citoyens actifs du Valais qui ont dix-huit ans révolus.

Réponse à la question d). 3^e Pour répondre à cette question, il fallait avant tout parcourir les registres de votation. Les représentans l'ont fait, mais ils n'en sont pas demeurés là ; ils ont de plus profité de chaque occasion qui s'est offerte à eux de s'entretenir avec des partisans de la constitution du 3 août sur l'exactitude de la votation du 18, décidés à soumettre à une sévère enquête jusqu'au moindre indice de fraude qui leur serait dénoncé. Le résultat de ces informations fut d'engager les représentans à se rendre dans plusieurs des communes sus-mentionnées, et d'y soumettre la votation à un sévère examen, ensuite duquel les listes de votation durent être modifiées.

On leur avait dénoncé la liste du district de Brigg comme contenant 93 votans qui n'avaient pas eu le droit de voter ; il y avait erreur dans ce chiffre, le dénonciateur y avait porté une liste de 51 personnes à l'égard desquelles il avait cru mal à propos qu'elles avaient été comptées au nombre des votans, tandis qu'il n'en était rien. Les pièces sur lesquelles les représentans se sont fondés pour modifier la votation sont aux actes, on peut

y avoir recours ; il en résulte qu'il y aurait à retrancher de la votation 57 votes insérés mal à propos dans les registres de votation.

Réponse à la question e). Pour résoudre cette question, les représentans ont admis que, de la totalité d'une population, la moitié pouvait être considérée comme appartenant au sexe masculin. Du nombre des hommes, on en a soustrait 36 sur 100 pour représenter les mineurs d'âge, et 3 pour les incapables ; restent donc, pour une population de 200 âmes, 61 citoyens aptes à voter. Dans toutes les communes qui présentent un excédant sur cette supputation, les représentans ont procédé à une enquête exacte, et ont dressé un rôle nominatif des votans. Ces rôles sont aux actes. Cette enquête a eu lieu le 19 courant ; nulle part on n'a découvert d'erreur.

Les états de toutes ces communes, examinés avec le plus grand soin, nous ont convaincus qu'il n'y avait réellement aucune contradiction entre le nombre des individus indiqués comme ayant voté, et celui des citoyens présens dans les communes, et que ce que le rapport des chiffres présentait d'improbable provenait en partie de la supériorité numérique de la population mâle, en partie de l'augmentation de population survenue depuis 1837.

Nous devons ajouter, d'ailleurs, qu'un grand nombre de présidens de communes nous ont offert de faire procéder à une nouvelle votation sous nos yeux, afin, disaient-ils, de démentir les bruits calomnieux et injurieux à l'honneur du Haut-Valais qu'on avait répandus sur la

votation. Dans celles des communes dont la votation présentait quelque doute, non-seulement les chefs nous ont offert de réunir les votans, mais ont encore insisté pour que cette réunion eût réellement lieu. Le Conseil d'Etat siégeant à Sierre nous a offert de faire procéder à toutes les vérifications que nous jugerions convenables.

Il importe aussi d'expliquer la contradiction apparente qu'il y a entre ces deux faits, que la majorité du peuple s'est prononcée contre la constitution du 3 août, tandis que pourtant la mise à exécution du principe de la représentation proportionnelle laisserait le Haut-Valais en minorité. Cette contradiction s'explique d'abord par cette circonstance, qu'à très-peu d'exceptions près, tous les Haut-Valaisans ayant droit de voter ont pris part à la votation, tandis que dans le Bas-Valais les choses ne se sont point passées de la sorte; puis, par cet autre fait, que nous avons été en mesure de constater, c'est que dans les hautes vallées du Valais, la population mâle est numériquement plus forte; ainsi, par exemple, à Viège, sur une population de 248 âmes, on compte 106 mâles au-dessus de dix-huit ans, et 34 au-dessous de dix-huit; en tout 140. A Ausserbinn, sur une population totale de 33 âmes, 13 mâles au-dessus de dix-huit ans, 6 au-dessous; en tout 19.

Et comme là où il s'agit de faire le compte de la représentation, la totalité de la population, et non pas seulement la population mâle, entre en ligne de compte, on comprend comment les deux assertions peuvent être également vraies.

Fondés sur les données ci-dessus, les représentans

concluent leur rapport en disant, que la liste des votans portée à 10,720 pour le rejet de la constitution du 3 août, doit être modifiée comme suit :

Pour le maintien de la constitution de 1815 et le rejet du projet du 3 août 1839. 10,720 voix.

A déduire :

1° Ceux dont le vote a été recueilli sur	
les Alpes (1)	212
2° Votans par procuration	12
	<hr/>
	224
3° Erreur.	57
	<hr/>
	281
	<hr/>
Votans pour le rejet, reste	10,439
	<hr/>
Votans pour l'acceptation.	2

Les représentans ne prendront pas sur eux de répondre à l'importante question de savoir si ceux des citoyens valaisans qui se sont prononcés le 18 août pour le maintien de la constitution de 1815, et par conséquent contre le projet de 1839, doivent être considérés comme n'ayant pas voté, parce que, au contraire des ordres donnés par les représentans, ils ont exprimé leurs vœux sur le jour et dans la forme qui leur avait été prescrite par un gouvernement auquel ils n'avaient jamais refusé

(1) Il est à remarquer que dans la votation du Bas-Valais, on en a agi de même que dans le Haut-Valais, et que des délégués de communes sont allés recueillir les votes de particuliers domiciliés sur les montagnes, et auxquels leurs occupations ne permettaient pas de se rendre à l'assemblée.

obéissance, et qu'aujourd'hui encore ils considèrent comme leur gouvernement légitime.

C'est aux autorités cantonales appelées à donner leurs instructions aux députés en Diète, c'est à la haute Diète elle-même à résoudre cette question ; aussi les sous-signés se bornent-ils à donner l'assurance solennelle, que le seul but qu'ils se sont proposé en commençant l'enquête qui a donné lieu au présent rapport, c'est de rendre avec impartialité gloire à la vérité.

Les Représentans fédéraux ,
FREY , MAILLARDOZ , MEYENBOURG-STOKAR.

LETTRE

DES REPRÉSENTANS FÉDÉRAUX AU VORORT.

Au Haut Vorort fédéral , à Zurich.

Sion , le 14 décembre 1839.

TIT.

En vous accusant réception de votre honorée lettre du 7 de ce mois, nous devons nous réserver d'en ajourner la réponse jusqu'au retour de notre collègue, M. le

colonel de Maillardoz ; aujourd'hui nous nous contentons de ne parler que de cette partie de votre lettre, dans laquelle il y a des instructions pour le cas où la paix du pays serait troublée.

« La responsabilité que nous avons acceptée vis-à-vis de la commune patrie, lorsque nous avons entrepris notre mission, ne nous permet pas de vous cacher, Tit., que les instructions reçues nous paraissent insuffisantes.

« On ne peut avoir là-dessus aucun doute ; dans un pays soulevé, dans un temps où ses habitans ne sont plus occupés aux travaux de la campagne, pays dans lequel se manifeste une haine entre les parties du pays, aussitôt que l'occasion le permet, et où le gouvernement peut être abattu à chaque instant par une horde de jeunes gens impatiens de combattre, n'y a-t-il pas toujours des motifs fondés d'inquiétude que la paix du pays soit troublée ?

« Nous, du moins, Tit., nous ne pouvons avoir aucun doute, que, sous de tels rapports, les faits ne suivent immédiatement ce qu'on appelle des *inquiétudes fondées*.

« Pénétrés d'une telle persuasion, nous devons aussi supposer que l'instruction qui nous est parvenue est insuffisante, car d'après celle-ci, il devrait se passer, et cela encore dans la supposition la plus favorable, un espace de dix jours entre le commencement de la violation de la paix du pays et l'entrée des secours, laps de temps qui serait plus que suffisant, pour changer en monceaux de cendres des villes et des villages, et nous mettre dans le cas d'essayer une médiation infructueuse entre un vainqueur et un vaincu.

« D'après cela, si, ce que Dieu veuille prévenir, la paix du pays était troublée, nous fondant sur cette opinion, qu'il n'existe point de gouvernement pour tout le Canton du Valais, nous agirions pour le moment *en cette qualité*, et, appuyés sur le § IV du Pacte, nous appellerions d'autres Cantons, Vaud, Fribourg et Genève au secours.

« Il serait inutile de vous assurer, Tit., que nous possédons la tranquillité d'esprit qui vous garantit que nous ne recourrons à un pas si important sans une véritable urgence, et cette garantie devrait nous autoriser à penser que le haut Vorort voudra bien répondre à notre désir et inviter les gouvernemens des trois états nommés, par la considération qu'il n'existe réellement point de gouvernement pour tout le Canton du Valais, à obéir aux demandes faites par nous, et qui s'appuient sur le § IV du Pacte, comme si elles étaient faites par le gouvernement même du pays, et aussi dans le cas d'un envoi de troupes, se charger de leur paiement, jusqu'à ce que cela puisse se faire par le commissariat des guerres fédéral.

« Cette demande respectueuse ne doit pas, Tit., vous causer d'inquiétude. Cette inquiétude nous ne l'avons pas; le but de notre demande est d'empêcher qu'un événement imprévu ne nous frappe sans y être préparés, et qu'un juste blâme n'atteigne nos commettans.

« Agréez, Tit., l'assurance de notre plus parfaite estime,

Les Représentans fédéraux dans le Canton du Valais,

FREY, DE MEYENBOURG-STOKAR

RAPPORT DES REPRÉSENTANS.

« Les représentans fédéraux dans le Canton du Valais :
au Haut Vorort fédéral , à Zurich.

Sion , le 20 décembre 1839.

TIT.

« Il devrait vous paraître étrange, Tit., que les sous-signés reviennent seulement aujourd'hui à la partie de votre honorée lettre du 7 courant, à laquelle il n'a pas encore été répondu, mais vous verrez, par nos rapports des 14, 17 et 18, que pendant quelque temps notre activité a été exclusivement dirigée vers le maintien de la paix du pays.

« Si nous avions pu nous convaincre que la manière avec laquelle vous nous chargez de nous exprimer envers les gouvernemens des deux fractions du pays, nous rapproche, en partie, du but indiqué par l'autorité supérieure, et qu'elle est aussi en partie justifiée par des antécédens, notre tâche se serait bornée à fixer un terme, à signer les missives, et à vous annoncer qu'elles étaient parties ; mais, comme nous avons encore jusqu'à présent des doutes sur ces deux points, nous avons cru ne devoir suivre l'instruction reçue, que si, après avoir pris connaissance de nos considérations, vous persistez sur ce point.

« Supposons qu'on remette au Conseil d'Etat, d'après la constitution du 3 août 1839, l'écrit qu'on nous a fait parvenir ; d'après notre conviction intime, il n'y a pour ce Conseil d'Etat que l'alternative, ou de laisser cet écrit sans réponse, ou de renouveler contre nous la déclaration, qu'il ne peut pas plus entrer avec nous en négociation officielle sur la médiation que sur le maintien du *statu quo*, et nous ne pouvons avoir aucun doute que l'un ou l'autre troubleront l'œuvre de la médiation, si vous ne croyez pas qu'une assemblée de la Diète puisse l'avancer plus que le mode que nous avons adopté ; mais que ledit Conseil d'Etat doit discuter la missive d'une ou de l'autre manière indiquée par nous, c'est ce qui peut découler de la position qu'il doit garder, d'après les injonctions du Landrath, suivant la constitution du 3 août 1839, c'est-à-dire celle de *gouvernement de tout le Canton*. Comme telle, il ne peut pas permettre qu'il se trouve deux parties de pays entre lesquelles il faille encore de médiateur.

« Il paraîtrait assez inutile, d'après les antécédens, de faire parvenir la missive au gouvernement suivant la constitution de 1815, puisque celui-ci s'est prononcé comme favorable pour une médiation, non-seulement auprès des soussignés, mais même dans leur circulaire du 4 décembre auprès des hauts Etats.

« Maintenant, après que nous avons développé nos vues avec franchise, nous nous trouvons forcé de faire l'aveu, que vous nous donnez un ordre dont nous croyons devoir déconseiller l'exécution.

« Dominés par une crainte peut-être exagérée, qu'en

faisant connaître trop promptement la voie que nous avons prise pour arriver à notre médiation, nous pourrions compromettre des personnes qui y prêtent la main, et par là nuire à l'affaire, nous nous sommes abstenus de vous en donner connaissance, réserve qui, nous le sentons bien, ne peut trouver d'excuse que dans notre zèle pour atteindre un but, à l'accomplissement duquel vous prendriez une aussi vive part que nous.

« Après de longs efforts, nous avons réussi à recevoir du Landrath, d'après la constitution de 1815, une communication confidentielle des conditions sur la base desquelles, d'après sa manière de voir, on pourrait prêter la main pour une médiation dans le Haut-Valais ; il y en avait beaucoup, d'entre lesquelles nous mentionnons les plus importantes, que nous croyons pouvoir soutenir avec une bonne conviction ; nous les avons transmises à M. le président du Grand Conseil, d'après la constitution du 3 août 1839, qui nous a engagés :

1) A les examiner avec les hommes les plus influens du gouvernement ; et si on obtenait un résultat, nous sommes persuadés qu'il trouverait du retentissement dans le Haut-Valais ;

2) De présenter ces mêmes conditions au Landrath, en omettant le Conseil d'Etat.

L'examen a eu lieu maintenant, et de là il résulte que l'on serait enclin :

a) A étendre le *référéndum* à soixante jours ;

b) A donner quatre voix à l'évêque dans le Conseil ;

c) Des garanties suffisantes pour ne pas augmenter les péages sur les céréales et sur les vins, de même aussi contre l'établissement d'impôts directs ;

d) Une candidature pour le Conseil d'Etat.

« En possession de ces communications, nous nous rendons demain à Saint-Maurice, pour développer encore plus les propositions avec M. le président Barman et quelques membres influens du Grand Conseil, et nous nous proposons, munis du résultat de la négociation, de rassembler les conseillers de dizains du Haut-Valais, de commencer avec ceux qui seraient plus enclins à la médiation, et de leur conseiller de recevoir les conditions proposées par nous.

« Si nous avons à prendre conseil de notre persuasion, nous ne pourrions pas appuyer la condition marquée *d*; mais elle est posée par le Haut-Valais comme une condition *sine quâ non*, provenant d'un principe de personnalité, et nous devons être contents, si seulement nous réussissons à lui procurer un accueil sous une forme un peu moins rude.

« Comme nous nous sommes exprimés si longuement envers vous sur notre projet, nous ne pouvons pas laisser passer un point important, c'est que nous avons réussi à gagner pour la médiation le clergé supérieur, et que celui-ci nous a même promis d'employer toute son influence pour qu'elle réussisse.

« Quoique cela serait inutile, nous prenons la liberté de remarquer que les communications présentes sont d'une nature toute confidentielle, et nous profitons de l'occasion, etc., etc.

Les Représentans fédéraux dans le Canton du Valais,

FREY, MAILLARDOZ, MEYENBOURG-STOKAR.

CONSIDÉRATIONS

SUR LES AFFAIRES DU VALAIS SOUS LE POINT DE VUE
FÉDÉRAL (1).

§. I. *Introduction.*

Par un rapport daté du 6 décembre 1838, le Conseil d'Etat du Valais avait fait, à la Diète cantonale, la proposition d'introduire la représentation proportionnelle dans la Diète, en déviation de la règle suivie jusqu'alors, proposition que la majorité simple de la Diète accueillit le 11 décembre, par 29 voix contre 27. Mais, comme l'art. 57 de la constitution du 12 mai 1815, n'admet de révision qu'au moyen d'une majorité de 39 voix sur 56 qui forment la totalité de la Diète, cette résolution ne put être considérée comme passée en force. Par contre, sous date du 14 décembre 1838, sur la proposition du Conseil d'Etat, la Diète décida, à une majorité voisine de l'unanimité, et sans préjudice des droits d'aucune partie, de nommer une commission composée d'un membre de chaque dizain, qui aurait la mission de travailler à un projet de révision de la constitution natio-

(1) Mémoire attribué à la Chancellerie fédérale.

nale, travail dans lequel on devrait avoir égard, autant que possible, aux observations présentées par les dizains individuellement ; ce projet devait être soumis à la Diète cantonale qui s'était ajournée à cet effet au 14 janvier 1839.

D'un côté, on ne peut méconnaître que, par cette résolution du 14 décembre, la Diète a formellement décidé la révision de la constitution, et par la voie légale et dans la forme légale, conformément à l'art. 57, cette réserve : *sans préjudice des droits d'aucune des parties*, ne pouvant signifier réellement autre chose, sinon que le projet élaboré par la commission ne pouvait être considéré comme loi fondamentale, que pour autant que l'autorité constitutionnelle suprême lui aurait accordé sa sanction d'après le mode prescrit par la constitution existante. D'un autre côté, il est à regretter que cette résolution du 14 décembre doive être considérée comme la dernière manifestation qui, revêtue de toutes les conditions de légalité voulues par la constitution de 1815, soit émanée des autorités du Valais, et il est à remarquer qu'immédiatement après, soit le terrain de la constitution de 1815, soit celui de la résolution du 14 décembre 1838, furent également abandonnés par les deux opinions, puisque les partisans de la première, les membres de la commission de révision appartenant aux dizains supérieurs, attachèrent à leur participation aux travaux de cette commission, des conditions préliminaires qui ne pouvaient être acceptées sans donner aux délibérations, à l'avance, une direction préventive dans un seul et même sens, et sans mettre les délibérations

elles-mêmes en contradiction avec l'esprit de la résolution du 14 décembre, et que les partisans de la réforme dans le Bas-Valais annulèrent le mandat de leurs commissaires en envoyant à la Diète cantonale un nombre de députés supérieur à celui voulu jusqu'alors par la constitution de 1815.

C'est au milieu des embarras nés de ces déplorables faits, que le Conseil d'Etat du Valais invoqua la médiation du Directoire fédéral. La demande faite à cet égard le 17 janvier 1839, et réitérée le 1^{er} février, est rédigée dans des termes tellement peu précis, que le Directoire dut peser mûrement l'étendue de la médiation et intervention réclamée, pour ne pas tomber dans l'inconvénient de lui donner une extension qui aurait dépassé la mesure des vœux de l'autorité réclamante, et aurait annulé la souveraineté cantonale.

Il était donc manifeste que, soit la constitution de 1815, soit la résolution de la Diète du 14 décembre 1838, avaient été violées par les uns ou par les autres, et cependant le Conseil d'Etat du Valais n'avait demandé au Directoire l'appui de la Confédération ni pour le maintien d'un arrêté pris par la Diète cantonale dans les formes de la constitution, ni pour le maintien de la garantie de cette constitution ; il avait demandé une médiation, ce qui, dans les circonstances et d'après les antécédens les plus récents, impliquait un abandon, tacite à la vérité, mais réel, de l'ordre de choses constitutionnel qui avait existé jusqu'alors. Dans cette position, le Directoire crut qu'il s'agissait d'autant moins du maintien de la constitution, que les deux premières autorités canto-

nales, la Diète et le Conseil d'Etat, s'étaient prononcées en majorité pour le principe de la réforme, et spécialement pour un changement dans la représentation, que dès lors une intervention pour le maintien de la constitution de 1815 se serait trouvée en contradiction manifeste avec la volonté exprimée par les autorités suprêmes du pays, et dès lors aurait été illégale sous le point de vue du droit public fédéral.

§ II. *Première époque de l'intervention du Directoire dans les affaires du Valais.*

C'est sous l'empire des impressions produites par les événemens relatés au chapitre précédent, que le Directoire, en invoquant explicitement l'arrêt de la Diète fédérale du 27 décembre 1830 relatif au principe de non-intervention, adopta pour mobile de l'influence qu'il était appelé à exercer en Valais, des principes puisés dans l'intérêt de la Confédération en général, aussi bien que dans celui de chaque Etat en particulier : le premier fut le maintien de l'intégrité du Canton du Valais. Assurément, les déplorables événemens du Canton de Bâle avaient dû convaincre les moins clairvoyans des immenses inconvéniens résultant d'une séparation pour la Confédération, tout aussi bien que pour le Canton où elle a lieu. Le second principe adopté par le Directoire, fut l'admission dans la Diète cantonale de la représentation proportionnelle, condition qui avait existé de 1798 à 1810 dans ce pays, et qui était réclamée main-

tenant par une grande partie de la population, aussi bien que par la majorité de chacune des deux autorités suprêmes du Canton. Des commissaires fédéraux furent envoyés en Valais, munis d'instructions dans lesquelles ces principes étaient développés; c'est en conformité de ces instructions que les commissaires ont agi en général; c'est encore dans ce sens que le 17 février ils adressèrent aux délégués du Haut-Valais, dans une réunion à Brigg, l'invitation de renoncer à tout projet de séparation, et de se prononcer au contraire pour le principe de la représentation proportionnelle dans le sein de l'assemblée législative future du Canton.

Mais, MM. les commissaires ne se bornèrent pas à ces manifestations, qui résultaient seules de leurs instructions; ils ajoutèrent une troisième demande, celle que les délégués précités se joignissent à l'assemblée constituante qui s'était formée à Sion et qui n'était l'expression de la volonté que d'une partie seulement du peuple valaisan, et qu'ils prissent part à ses délibérations.

Cette proposition ne se trouvait pas seulement en contradiction avec la lettre, mais aussi avec l'esprit des instructions données par le Directoire, car l'autorité fédérale, qui s'était prononcée pour la représentation proportionnelle dans la Diète cantonale, n'aurait pu méconnaître ainsi les conséquences du principe auquel elle rendait hommage, en invitant une partie de la population qu'elle reconnaissait avoir droit à son application, à en faire cependant abstraction à son propre détriment par sa participation immédiate aux travaux d'une con-

stituante, et dès lors par sa soumission aux volontés d'une autre partie de la population qui n'avait pas des droits supérieurs aux siens.

Cette troisième proposition ne peut donc être envisagée que comme le résultat d'une précipitation de la pensée des commissaires, mais elle forme une des circonstances les plus importantes dans les affaires du Valais, et ne doit pas être perdue de vue dans le jugement à porter sur les événemens qui ont suivi.

Il était à prévoir que les délégués du Haut-Valais, dans le sentiment de ce qu'ils se devaient et de ce qu'ils devaient à leurs commettans, refuseraient de se soumettre aveuglément aux volontés d'une assemblée qui n'avait d'existence que *de fait*, et n'était que la représentation d'une seule partie du pays. Mais cette proposition se trouvant liée aux deux autres et produite avec elles, toutes trois tombèrent ; si par contre les deux premières avaient seules été présentées, on peut croire que le Haut-Valais, obéissant à une influence impartiale, y aurait acquiescé. Dans ce cas, on aurait dû procéder dans tout le Canton à la nomination d'une assemblée constituante qui aurait remplacé les délégués d'une partie seulement de la population, et travaillé à une nouvelle constitution, librement et sans être liée par les délibérations de cette réunion illégale.

Si l'on ne peut disconvenir que les instructions données par le Directoire aux commissaires fédéraux trahissaient du penchant en faveur du mouvement politique qui s'était prononcé en Valais, s'il est vrai, que même le Conseil d'Etat, existant selon la constitution de 1815,

ne s'y est point montré opposé jusqu'au moment où son existence fut menacée, et qu'il l'eût même favorisé, on ne peut s'empêcher d'avouer que MM. les commissaires ont devancé et dépassé de beaucoup et ce penchant du Directoire et ce laisser-aller du Conseil d'Etat.

Les commissaires n'ont mis aucune entrave aux tentatives isolées et contraires aux institutions fondamentales des délégués du Bas-Valais qui s'étaient réunis en assemblée constituante; ils n'ont pas cherché à en prévenir les résultats, nonobstant le vœu formellement exprimé par l'une des parties représentées dans cette assemblée, la ville de Sion; ils ont refusé itérativement la demande du Conseil d'Etat, d'entrer en conférence avec les députés de tous les dizains sur les moyens de s'entendre, et cependant une réunion de ce genre aurait eu pour elle autant de légalité que la constituante improvisée.

Enfin, lorsque vint le jour où, selon la décision de cette constituante, le peuple fut appelé à voter sur la nouvelle constitution, époque où de nouveaux obstacles devaient s'élever contre un rapprochement, tandis qu'on aurait pu et dû les écouter; MM. les commissaires tentèrent, au contraire, d'y amener la population du Haut-Valais. Ils ne voulurent point prendre en considération le désir manifesté par le Directoire dans sa lettre du 27 février, et renouvelé le 13 mars, d'arriver à une solution pacifique, fût-ce même au prix du sacrifice d'une partie du principe de la représentation proportionnelle.

Dès lors, le Directoire crut devoir, sous date des 6 et 13 mars, inviter MM. les commissaires à n'employer

aucun moyen coercitif sans son ordre ou son autorisation.

Ce ne fut que le 9 mars, après que la constitution du 30 janvier 1839 eut été acceptée par la majorité du peuple dans le Bas-Valais, et que dans cette partie du Canton seulement on eut procédé aux élections, que MM. les commissaires adressèrent des propositions à toutes les parties du Canton. Les dizains supérieurs adoptèrent, *sous réserve*, ces propositions le 20 mars; les dizains inférieurs, ou en leur nom, le Grand Conseil, institué par la nouvelle constitution, répondit qu'il ne dépendait pas de lui de déroger à la nouvelle charte, mais que si les dizains supérieurs voulaient se réunir à lui et se désister de prétentions injustes et blessantes, il était prêt à travailler avec eux à une révision de la constitution, sous la réserve de ses droits acquis et de la sanction du peuple.

En transmettant au Directoire ces déclarations contradictoires des deux partis, MM. les commissaires lui soumirent le 26 mars leur préavis portant, que si leurs propositions ne trouvaient pas d'accueil favorable, le Directoire eût à ordonner une reconstitution du Canton sur la base de ces mêmes propositions.

Le 26 mars devint ainsi, pour le Directoire, le moment décisif où il avait à prendre une résolution définitive. D'après ce qui a été exposé ci-dessus, les affaires constitutionnelles du Valais se présentaient sous les points de vue suivans :

1° Il fallait que les difficultés relatives à la constitution du Valais obtinssent une solution par une décision

libre des autorités et du peuple de cet état souverain, décision indépendante de toute intervention *impérative* de la Confédération, et cela à savoir :

a) Sous le point de droit public, qui veut que les autorités et le peuple se trouvent placés dans chaque état sous l'empire d'une constitution existant légalement, et ne puissent agir que dans les conditions voulues par elle, toute modification à la constitution du 12 mai 1815 ne pouvait avoir lieu que dans les voies tracées à cet effet par cette constitution, à l'exclusion de tout autre moyen.

b) Sous le point de vue populaire, dans lequel une charte constitutionnelle n'émane que de la volonté du peuple souverain qui peut la changer à volonté, le peuple pouvait faire abstraction du mode de révision prescrit par la constitution existante, et déterminer les modifications à y apporter par une simple majorité.

2° En présence de ces deux modes de révision appartenant tous deux à la vie politique cantonale, se présente la volonté de la Confédération, qui, appuyée des considérations de droit public fédéral, mettant plus ou moins de côté celles relatives aux conditions d'existence libre et indépendante des états pris individuellement, prend au nom de tous des résolutions impératives en matière constitutionnelle.

Le premier mode est plus en harmonie avec les rapports des Cantons entre eux, aussi bien qu'avec les conditions d'existence des Cantons, établies par le droit public commun. Le second mode a été plusieurs fois mis en pratique avec succès dans les dix dernières an-

nées, et le troisième a été adopté itérativement par l'autorité fédérale dans des momens de grande effervescence et de vive opposition.

Le 26 mars 1839, le Directoire de Zurich s'était prononcé positivement contre ce dernier mode, en déclarant à tous les états qu'il ne se regardait point comme compétent pour ordonner une reconstitution dans un Canton, cette mesure étant en contradiction avec le principe de non-intervention. Le Directoire ne s'est point exprimé sur les deux autres modes de révision désignés ci-dessus sous la dénomination de droit *public* et de droit *populaire*. Il n'aurait pu, en effet, vu sa situation individuelle, rejeter positivement l'un ou l'autre.

Dans cet état de choses, MM. les commissaires, dont le personnel venait d'éprouver un changement partiel, furent invités par le Directoire à continuer l'œuvre de médiation, et à s'occuper sérieusement des moyens d'engager les délégués du Haut-Valais à prendre part aux délibérations et aux travaux constitutionnels des délégués de l'autre partie du Canton.

Ici se termine la première époque de l'intervention directoriale dans les affaires constitutionnelles du Valais.

§ III. *Seconde époque de l'intervention du Directoire dans les affaires du Valais.*

Les tentatives de médiation furent continuées par suite de la décision du Directoire, en date du 26 mars. Cependant il était survenu dans l'intervalle un change-

ment remarquable, soit dans la situation intérieure du Valais, soit dans la position des commissaires fédéraux, relativement à leurs essais de médiation.

Dès le 20 mars, en conséquence de l'adoption, par la partie inférieure du pays, de la constitution du 30 janvier, un Conseil d'Etat avait été nommé ; il devait remplacer celui qui existait selon la constitution de 1815 pour tout le Canton. Les deux membres de ce dernier qui appartenaient aux dizains inférieurs s'en retirèrent volontairement. Le Conseil continua d'exercer son autorité sur la partie supérieure. La suite de cette retraite fut que la minorité de ce Conseil en devint la majorité, et que le Conseil d'Etat né de la constitution de 1815, prit une allure plus franche, dégagée des incertitudes qui l'avaient fait flotter jusqu'ici, et favoriser en quelque sorte les tentatives du Bas-Valais. Dès le 20 mars il exista donc de fait en Valais deux pouvoirs exécutifs, dont chacun se trouva à la tête d'une partie du pays, l'un continuant à gouverner au nom de la constitution de 1815, sans en réclamer le maintien par la Confédération qui l'avait garantie dans le temps, l'autre gouvernant de par une nouvelle charte constitutionnelle, adoptée seulement par une partie du pays et non reconnue encore par la Confédération.

* Dans ces circonstances, qui présentaient certainement de bien plus grandes difficultés au succès d'une médiation que celles qui existaient à l'arrivée des commissaires fédéraux dans le pays, la marche de ces envoyés parut cependant avoir pris un caractère plus indépendant.

Ils se mirent en rapport avec les deux Conseils d'Etat, siégeant l'un et l'autre à Sion. Ayant représenté à celui qui devait son existence à la constitution du 30 janvier la convenance d'une reconstitution de tout le Canton sur la base d'une représentation proportionnelle, il leur fut répondu que le Conseil d'Etat n'avait aucunement le droit de se prêter à cette invitation, ni même celui de soumettre à cet égard des propositions au Grand Conseil, que ce dernier ne pouvait même probablement prendre aucune résolution définitive et obligatoire pour les dizains inférieurs, puisqu'il s'agissait d'un acte de souveraineté, sur lequel le peuple devait être consulté.

Cette déclaration a dû d'autant plus engager MM. les commissaires à s'enquérir des intentions du peuple dans le Bas-Valais sur les affaires constitutionnelles en général, et à ne pas s'en tenir à celles des meneurs, que jusque-là ils n'avaient jamais eu l'occasion de s'adresser aux autorités de dizains ou de communes de cette partie du pays.

Dans l'intervalle, les commissaires prirent en considération les déclarations des délégués de la partie supérieure, connues sous le nom de propositions du 20 mars, et au moyen desquelles ceux-ci consentaient à prendre part à une médiation. Ils adressèrent au peuple des dizains inférieurs, sous date du 9 avril, des propositions de médiation qui semblaient pouvoir concilier tous les intérêts. Elles furent présentées le 12 avril à Martigny, à une réunion de présidents de dizains, de présidents de communes, etc., pour être soumises par eux, selon l'usage, à la votation des communes. Une assem-

blée, dont les membres se disaient délégués des dizains inférieurs, chercha le 19 avril à empêcher cette votation, en se déclarant, de son chef, prête à entrer en pourparler avec les délégués des dizains supérieurs sur l'établissement d'une nouvelle constitution, sous la réserve de la votation populaire, sans vouloir toutefois consentir à aucune condition préliminaire comme base de la constitution future.

Les commissaires fédéraux se prononcèrent d'abord énergiquement contre cette espèce de fin de non-recevoir; ils demandèrent formellement, et sous menace de rupture des négociations en cas de refus, que leurs propositions du 9 avril fussent présentées à toutes les communes du Bas-Valais, que celles-ci fussent appelées à voter sur chaque article de ces propositions, pour qu'eux-mêmes, le Directoire et les états pussent enfin acquérir une idée juste de l'opinion publique dans toutes les parties du Canton.

Les commissaires ne purent obtenir ce résultat. Au lieu de leur tenir compte de cette demande péremptoire et positive, les délégués du Bas-Valais se réunirent le 3 mai en Grand Conseil, et, agissant en qualité d'autorité constituée et dans le but de prévenir toute divergence d'opinions, prirent la résolution d'exprimer la disposition dans laquelle se trouvaient les dizains inférieurs d'entrer avec les dizains supérieurs en réunion, dans la proportion d'un membre sur 1000 âmes, pour fixer définitivement les formes constitutionnelles.

Le Directoire avait fait connaître, le 26 avril, aux commissaires tout le prix qu'il attachait à connaître

l'opinion du peuple du Bas-Valais, et à en obtenir connaissance par le mode ordonné par les commissaires eux-mêmes ; ceux-ci avaient menacé en cas de refus de rompre toute communication avec les autorités du Bas-Valais, et cependant, non-seulement ils ne s'élevèrent point contre ce mépris manifeste de leur juste demande, mais ils continuèrent sans aucune interruption leurs relations avec les autorités. Les documens relatifs aux affaires du Valais ne fournissent aucun éclaircissement sur les motifs qui ont pu engager les commissaires à dévier ainsi des résolutions qu'ils semblaient avoir prises avec réflexion ; il faut que les difficultés nées des faits qui s'étaient succédé, aient ébranlé la fermeté de leur caractère, ou leur aient fait croire qu'au lieu d'une médiation il serait plus facile de faire accepter à l'une des parties, à titre de gage de réconciliation, le décret porté par la partie adverse.

On pouvait s'attendre d'après cela à ce qui arriva en effet, que les dizains supérieurs non-seulement ne répondirent pas à l'attente de MM. les commissaires, qui, le 11 mai, leur avaient adressé une demande dans le sens de la résolution du Bas-Valais, mais les propositions de médiation présentées dans cette forme *insultante* furent rejetées itérativement par les autorités du Haut-Valais, les 12 et 15 mai suivans. Le Conseil d'Etat de cette partie du pays déclara qu'il ne pouvait recommander à l'adoption de ses commettans aucune décision d'une autorité que ceux-ci regardaient comme illégitime (le Grand Conseil de la constitution du 30 janvier).

Dès le 13 mai, les commissaires proposèrent éventuellement au Directoire de soumettre à la Diète un projet de décret de reconstitution du Canton.

Le Directoire, qui, le 26 mars, avait déclaré qu'il ne se croyait pas autorisé à ordonner la reconstitution du Canton, ce mode étant en contradiction avec le principe de non-intervention, le recommanda deux mois plus tard, le 25 mai, aux états comme projet d'instruction.

En jetant un regard sur cet exposé succinct, on ne peut s'empêcher de déplorer que l'on n'ait pas mis toute la persévérance désirable dans les essais de médiation tentés envers l'une des parties du pays, tandis qu'il surgissait continuellement dans l'autre des faits nouveaux, des événemens qui n'étaient pas toujours imprévus, et qui, arrivant à la traverse des propositions émises, en rendaient l'acceptation impossible.

§ IV. *Etat des faits existans en Valais.*

A l'époque où le Directoire intervint dans le sens d'une médiation fédérale en Valais, le Conseil d'Etat existant en vertu de la constitution du 12 mai 1815 était encore le pouvoir exécutif supérieur de tout le Canton.

Par contre, une partie de la représentation dans le corps législatif ne se trouvait plus, depuis le 14 janvier 1839, en harmonie avec les prescriptions de la constitution, les cinq dizains inférieurs y ayant député un plus grand nombre de membres que celui qui leur était attribué, savoir quatre par dizain.

Les membres se formèrent plus tard en assemblée constituante, de leur propre mouvement, et d'une manière qui n'était nullement autorisée par la constitution en vigueur.

La constitution élaborée par cette assemblée avait été acceptée et introduite dans une partie du pays, sans rencontrer aucun obstacle de la part de la Confédération ou de ses organes. MM. les commissaires reçurent, le 9 avril, du Directoire l'ordre de continuer des essais de médiation sur la base des faits accomplis. Il est nécessaire d'examiner de plus près ces faits et leur origine, pour apprécier la marche suivie dans le but de satisfaire aux ordres du Directoire.

Ils se rapportent spécialement à la composition des autorités, à l'étendue du territoire et au chiffre de la population soumise à chacune d'elles ; enfin à la jouissance ou usufruit des propriétés ou objets appartenant au Canton en général.

a) *Autorités.* Quant au Conseil d'Etat élu en vertu de la constitution du 30 janvier 1839, les deux membres qui devaient être choisis parmi les citoyens du Haut-Valais n'acceptèrent pas ces fonctions.

En revanche, les deux membres du Conseil d'Etat existant en vertu de la constitution de 1815 qui appartenaient au Bas-Valais se retirèrent de ce Conseil dès le moment où la constitution du 30 janvier fut proclamée.

Le corps législatif selon la constitution de 1815, ou Diète, et le corps législatif selon la constitution du 30 janvier, ou Grand Conseil, se trouvèrent composés chacun d'un nombre respectivement légal, quoique des

minorités notables fussent absentes de l'un et l'autre. Les deux Conseils d'Etat résidaient dans le chef-lieu du Canton; les deux corps législatifs continuèrent également à s'y réunir jusqu'à l'époque où les commissaires fédéraux reçurent l'ordre de continuer les essais de médiation sur la base des faits accomplis.

Depuis le 20 mars, le Directoire n'a plus entretenu de relations avec les autorités du Valais que par l'intermédiaire de ses commissaires.

Le 12 avril, un certain nombre d'hommes armés appartenant aux dizains inférieurs voulurent se rendre à Sion pour en chasser le Conseil d'Etat de la constitution de 1815.

Le 17 du même mois, le Conseil d'Etat du 30 janvier adressa aux commissaires la demande de faire exécuter cette expulsion.

Les commissaires résistèrent avec énergie à l'une et à l'autre tentative, déclarant qu'ils emploieraient au besoin tous les moyens qui seraient à leur disposition pour s'opposer à tout changement dans l'état des choses existant, à moins qu'il ne fût consenti par les deux parties.

Ils se déclarèrent de même contre la prétention du Conseil d'Etat de 1815, qui avait fait la tentative d'exercer le pouvoir exécutif dans toute l'étendue du Canton.

Cependant, les commissaires crurent devoir rendre le Directoire attentif au danger qu'il y aurait pour le maintien de l'ordre des choses, si, dans ces circonstances, la Diète cantonale se réunissait à Sion, ville qui s'était prononcée pour la nouvelle constitution. Le Directoire leur répondit, le 18 avril, qu'aussi longtemps qu'il y

aurait quelque espoir d'aplanir les difficultés existantes en Valais par le moyen d'une entente amiable, ils devaient faire tous leurs efforts pour empêcher la réunion à Sion, soit de la Diète, soit du Grand Conseil, à moins que les délibérations de ce corps ne pussent contribuer évidemment au rapprochement désiré ; que si, cependant, malgré les représentations à faire à cet égard, l'un ou l'autre venait à s'y rassembler, MM. les commissaires auraient à recourir à tous les moyens que leur suggérerait la prudence pour maintenir la paix publique.

Le 22 avril les commissaires annoncèrent au Directoire qu'ils faisaient tout ce qui dépendait d'eux pour remplir ses intentions ; et c'est probablement dans cet esprit que, dès le 25, ils notifièrent au Conseil d'Etat de 1815 l'invitation de différer la réunion de la Diète convoquée pour le 6 mai, lui déclarant que si, cependant, il persistait à la réunir immédiatement, ils regarderaient sa réunion à Sion, dans un dizain qui ne reconnaissait plus la constitution de 1815, comme une rupture de la paix du pays, et qu'ils devraient s'y opposer formellement. Cette notification était motivée par une lettre du Conseil d'Etat du 30 janvier, adressée au Directoire le 20 avril, et transmise à cette autorité par les commissaires, lettre par laquelle ce Conseil annonçait qu'il ne souffrirait pas la réunion de la Diète à Sion.

Le Conseil d'Etat de 1815 recourut au Directoire contre cette décision des commissaires, rendue le 23 et confirmée le 25 avril ; il délégua à cet effet des députés qui arrivèrent à Zurich le 29, mais le Directoire crut devoir ratifier la décision, convaincu que la réunion de

la Diète à Sion pourrait troubler directement ou indirectement la paix publique, mais en manifestant toutefois sa conviction que cette disposition exceptionnelle ne changeait rien à la position de droit ou de fait d'aucune des parties.

Le Haut-Valais se soumit à la force des choses ; la Diète se réunit par extraordinaire le 6 mai, à Sierre, tandis que le Grand Conseil se réunit le 3 à Sion, sans que MM. les commissaires eussent fait à cet égard aucune objection.

Le Conseil d'Etat de 1815 leur avait adressé le 6 mai la demande d'empêcher également cette réunion à Sion ; les commissaires la transmirent au Directoire, en émettant leur préavis, portant qu'elle ne pouvait être accueillie.

Dans la nuit du 9 au 10 mai, un coup de main fut tenté pour chasser de Sion le Conseil d'Etat de 1815, et ce fut plutôt à l'attitude décidée des commissaires qu'à celle du Conseil d'Etat du 30 janvier que l'on dut attribuer son insuccès.

Ce fut en juin, finalement, que le Conseil d'Etat de 1815 transporta son siège à Sierre.

b) Territoire. Lorsque la position de fait fut prise pour base des essais de médiation à tenter, il devint nécessaire de déterminer les rapports dans lesquels les diverses parties du territoire allaient se trouver avec les autorités respectives. On pouvait, en effet, partir de deux points de vue :

On pouvait, conformément à l'esprit de la constitution de 1815, selon laquelle le Valais est une espèce de

Confédération de dizains à peu près indépendans, considérer chacun d'eux comme un tout, et le placer tout entier sous l'autorité du Conseil d'Etat en faveur duquel la majorité s'était prononcée ; ou conformément à l'esprit de la constitution du 30 janvier, qui avait restreint l'influence des dizains au profit de l'unité dans l'organisation cantonale, faire abstraction de cette condition, et, ne prenant en considération que la volonté de chaque commune, placer chacune de celles-ci sous l'autorité du Conseil d'Etat en faveur duquel la majorité des citoyens se serait déclarée.

Le Conseil d'Etat du 30 janvier donna la préférence à ce dernier mode de procéder, et prit sous son administration les communes de Saviese et d'Arbaz, appartenant au dizain d'Hérens, qui s'était prononcé en grande majorité pour la constitution de 1815.

Dès le moment où ce système avait été adopté en faveur des autorités émanées de la constitution du 30 janvier, on était fondé à attendre la même marche en faveur des autorités de 1815 ; dans ce cas, les communes de Grimisuat et de Bramois, du dizain de Sion, la commune de Nendaz, du dizain de Conthey, et les communes de Val-d'Illiers et de Trois-Torrens, du dizain de Monthey, devaient demeurer sous l'administration du Conseil d'Etat de 1815. Mais cela n'eut pas lieu ; quoique MM. les commissaires eussent reçu du Directoire l'ordre, non-seulement de ne tolérer aucun armement en Valais, mais même de s'opposer à tout préparatif de ce genre, le Bas-Valais prit les armes, par suite d'une décision du Grand Conseil du 4 mai, pour occuper militairement

Val-d'Illiers et Trois-Torrens, et cela sans opposition aucune de la part de MM. les commissaires.

Le Conseil d'Etat de 1815 réclama auprès de ces derniers à ce sujet, mais sans succès ; le Conseil d'Etat du 30 janvier leur avait par contre fait la notification de cet armement ; ils répondirent, le 11 mai, qu'ils n'avaient aucune objection à y faire, pourvu qu'il n'eût pas pour but de comprimer la libre manifestation de l'opinion, mais seulement le maintien de l'ordre public.

Le 14 mai, les communes de Val-d'Illiers et de Trois-Torrens furent occupées, et une contribution leur fut imposée.

Les commissaires, qui pouvaient prévoir cet événement dès le 4 mai, n'en rendirent compte au Directoire que le 13, un jour avant qu'il fût accompli.

Par suite des rapports reçus à ce sujet, et sur l'avis donné par les commissaires que les autorités du 30 janvier avaient l'intention de procéder envers la commune de Nendaz comme elles l'avaient fait envers les deux autres précitées, le Directoire, sans se prononcer en aucune manière sur ce dernier fait, donna aux commissaires, le 28 mai, l'ordre de faire tous leurs efforts pour laisser les communes de Nendaz, Grimisuat et Bramois sous l'administration du Conseil d'Etat de 1815, et celle de Saviese et d'Arbaz sous celle du Conseil d'Etat du 30 janvier.

La Diète du Haut-Valais protesta, le 15 juin, contre toutes les conséquences qu'on pourrait tirer de l'occupation militaire de Val-d'Illiers et de Trois-Torrens, et fit remettre acte de cette protestation à la Diète fédérale le 9 juillet.

La réclamation du Conseil d'Etat de la même partie du pays au sujet de la commune d'Arbaz n'eut pas de suite.

Le Conseil d'Etat du 30 janvier manifesta de son côté, à plusieurs reprises, l'intention de s'emparer de la commune de Nendaz ; mais cependant depuis l'exhortation directoriale précitée, du 21 mai, la possession territoriale ne fut plus troublée.

La population de chacun des territoires est répartie, en prenant pour base le recensement de 1837, comme suit :

1° Les dizains suivans obéissent en entier au Conseil d'Etat de 1815 avec une population, savoir :

Conche	4303
Brigg	4138
Viège	5044
Rarogne	4565
Loèche	4132
Sierre	6944

Plus : le dizain d'Hérens, moins Saviese
et Arbaz 5808

Du dizain de Sion, Grimisuat et Bramois. 466

Du dizain de Conthey, Nendaz. 1453

En tout, environ 36853

On devrait y ajouter la population de

Val-d'Illiers et de Trois-Torrens. 2300

Dès lors la population qui reconnaît l'autorité du Conseil d'Etat de 1815, ou qui en a été violemment détachée, s'élève à un total de

39153

2° Les dizains suivans obéissent au Conseil d'Etat du 30 janvier, avec une population, savoir :

Martigny	7637
Entremont	9303
Saint-Maurice	5506
Monthey	7569
Conthey, moins Nendaz	4123
Sion, moins Grimisuat et Bramois	3272
Plus : du dizain d'Hérens, Saviese et Arbaz	1553

En tout, environ 38963

Desquels il conviendrait de soustraire la population de Val-d'Illiers et de Trois-Torrens qui a été violemment ajoutée,

2300

Resterait environ 36663

Ainsi, sans l'acte de violence dont on vient de parler, ce ne serait que la minorité de la population totale du Valais qui reconnaîtrait la constitution de 1839.

c) *Jouissance ou usufruit des propriétés ou objets appartenant au Canton en général.* Le Directoire avait cru devoir poser en principe que les objets de toute nature formant la propriété cantonale fussent mis en sûreté, de manière à ne pouvoir être employés par l'une des parties au détriment de l'autre. En conséquence, et fondé sur les rapports des commissaires relativement à l'état de choses existant, le Directoire leur fit parvenir, le 31 mai, l'instruction suivante :

« A. *Arsenal.* Comme il résulte du rapport des commissaires, en date du 25 mai, que l'arsenal de Sion se trouve dans la possession du Conseil d'Etat du 30 jan-

vier, puisque les deux employés chargés de sa garde et surveillance, nommés précédemment par le Conseil d'Etat de 1815, ont reconnu l'autorité émanée de la constitution de 1839 et lui obéissent, que le Conseil d'Etat de 1815 réclame toujours sa remise en possession de cet arsenal, dès lors se considère comme ne l'ayant plus en son pouvoir, il sera établi à cet égard un mode de vivre d'après lequel l'arsenal de Sion restera sous la responsabilité des employés actuels et du Conseil d'Etat du 30 janvier, en ce sens qu'il en sera dressé un inventaire complet, et qu'il n'en sera distrait aucun objet pour l'usage de l'une ou l'autre des parties.

« *B. Archives.* Il résulte du rapport des commissaires, en date du 25 mai, que les archives ont été jusqu'ici au pouvoir du Conseil d'Etat de 1815, et sont placées sous la garde d'un employé nommé par lui.

« Dès lors, cet état de choses doit continuer ; mais comme les citoyens ou les autorités des uns et des autres dizains peuvent avoir besoin d'utiliser ces archives, MM. les commissaires prendront des dispositions pour que, sous la responsabilité des employés, rien n'en soit distrait que contre des reçus, et que de même les autorités et les citoyens des dizains occidentaux puissent obtenir les actes qui leur seraient nécessaires contre reçus, ou en prendre connaissance aux archives mêmes sous contrôle convenable.

« *C. Caisses.* Les caisses seront vérifiées relativement à leur état actuel par le trésorier qui a été en fonction jusqu'ici et par les délégués des deux Conseils, sauf ratification ultérieure des comptes ; les dettes contractées

par le Canton du Valais avant le 20 mars, époque de l'installation du Conseil d'Etat du 30 janvier, seront liquidées par un comptable impartial sur les fonds en caisse, et pour autant que la régularité de chaque paiement à faire aura été reconnue formellement par les deux Conseils d'Etat. Après cette liquidation, le solde de caisse devra demeurer intact et sans qu'on puisse en disposer en aucune façon.

« D. *Correspondance*. MM. les commissaires veilleront expressément à ce que les lettres, paquets ou valeurs adressés au grand-bailli et Conseil d'Etat selon la constitution de 1815, soient remis à cette autorité intacts et sans aucune difficulté, et qu'il en soit de même à l'égard du Conseil d'Etat émané de la constitution de 1839 pour les objets de la nature précitée, adressés au président et Conseil d'Etat ou au Conseil d'Etat selon la constitution du 30 janvier 1839.

« Si l'adresse d'une lettre ou paquet devait donner lieu à quelque incertitude, l'objet sera ouvert en présence d'employés des deux Conseils d'Etat, et sera remis à celui que le contenu aura démontré être le vrai destinataire.

« Dans tous les cas, les pièces officielles qui seraient parvenues à l'un ou à l'autre des Conseils d'Etat seront considérées comme propriété de l'état, pour être déposées dans le temps aux archives. Les deux autorités seront rendues attentives à la responsabilité qui pèse sur elles à cet égard. »

MM. les commissaires communiquèrent ces dispositions aux deux Conseils d'Etat, le 5 juin. Celui du Bas-

Valais se déclara, dès le lendemain, prêt à s'y conformer sous quelques réserves; mais celui de 1815 réclama, le 15 juin, auprès du Directoire et contesta l'exactitude de quelques données qui avaient servi de base; MM. les commissaires la soutinrent par contre par lettre du 20 du même mois, sans que toutefois il fût fait quelque chose, à ce qu'il paraît, pour faire exécuter les dispositions ordonnées le 31 mai.

§ 5. *Intervention de la Diète dans les affaires constitutionnelles du Valais.*

Les essais de médiation tentés par le Directoire depuis le mois de février 1839 étant demeurés sans résultat, la Diète fédérale, qui s'était rassemblée au commencement de juillet, s'occupa des affaires constitutionnelles du Valais, en partant de l'état de choses existant, tel qu'il a été développé au § 4.

L'admission en séance fut refusée aux députés de l'une et de l'autre des deux autorités existant de fait en Valais, et la Diète se prononça, avec une majorité touchant à l'unanimité, contre toute séparation du Valais en deux administrations.

La première de ces décisions naquit de la crainte d'une séparation, et en partie aussi du sentiment de la nécessité qu'il y avait à ne pas se départir provisoirement de l'état de choses né des faits, à ne pas trancher son œuvre isolément, mais à les traiter dans leur ensemble plus tard et dans la liaison qu'ils pouvaient avoir.

Le sentiment inné de sa propre conservation, ainsi qu'une juste appréciation des conditions vitales du principe fédératif, déterminèrent la seconde résolution. La Diète dut envisager les affaires du Valais, le 4 juillet, ainsi que l'avait fait le Directoire le 26 mars, sous différens aspects assez divergens.

Plusieurs Cantons, considérant la chose sous le point de vue du droit public, et partant du principe que la constitution de 1815, garantie par la Confédération, existait encore de droit comme de fait, crurent devoir assurer de leur appui les autorités émanées de cette constitution pour aussi longtemps que celle-ci n'aurait pas été abrogée légalement; et comme ces autorités avaient dans le temps invoqué la médiation fédérale, les mêmes Cantons crurent devoir d'autant plus insister sur la continuation des essais faits à cet égard, que d'après leur manière de voir la Diète elle-même devait, selon l'antique usage et abstraction faite des dispositions déjà prises dans ce but par le Directoire, tenter de nouveaux moyens de terminer le différent à l'amiable. L'état des choses en Valais, aussi bien que plusieurs faits résultant de la marche suivie par les autorités, et par suite desquels la constitution de 1815 avait été plus ou moins ébranlée, motivèrent aussi cette résolution.

D'autres Cantons considérèrent les affaires du Valais sous le point de vue populaire, regardant l'assemblée constituante de janvier 1839 et le résultat de ses délibérations, comme l'expression de la volonté souveraine du peuple dans sa majorité, dès lors les anciens rapports constitutionnels comme supprimés, et toutes obli-

gations, droits ou devoirs qui en découlèrent, comme éteints.

Une nuance dans cette opinion voulait que, pour le cas où la majorité de la Diète ne la partagerait pas, les tentatives de médiation fussent poursuivies, celles-ci pouvant en pareil cas seules conduire à un résultat, et la Diète n'ayant point autorité pour exercer une influence destructive de la souveraineté cantonale par l'ordre ou le droit d'une reconstitution.

Des députations d'autres Cantons, qui s'étaient prononcées dans l'origine pour le principe populaire, crurent trouver, dans les dispositions manifestées par le Grand Conseil du 30 janvier de se prêter à de nouvelles discussions sur la constituante, un droit suffisant de coopérer à un arrêté de reconstitution, et, renonçant ainsi au principe même de la souveraineté populaire, de créer au-dessus d'elle un droit en faveur de la Confédération.

Cette idée fut saisie ou du moins adoptée par plusieurs Cantons, mais avec plus ou moins de réflexion : les uns estimèrent qu'il ne valait plus la peine de tenir opiniâtement à la garantie d'une constitution qui n'était cependant pas légalement abrogée ; les autres pensèrent qu'en faisant ainsi bon marché d'un mouvement populaire partiel et de ses résultats, on arriverait plus vite à une manifestation populaire plus générale, ou que le pouvoir central de la Confédération en recevrait un accroissement notable ; plusieurs enfin espérèrent se débarrasser par là de discussions ultérieures.

Quelques Cantons se prononcèrent toutefois ouverte-

ment pour une reconstitution de par l'autorité fédérale comme seul moyen de salut, tandis que d'autres, usant de moyens de transition, voulaient les uns rendre hommage à la souveraineté cantonale dans son acception relative au peuple lui-même, prétendaient les autres interroger le peuple du Valais sur la question de savoir s'il voulait tenir à sa constitution de 1815, ou y renoncer, mais toujours pour intervenir plus tard dans un sens ou dans l'autre de la part du pouvoir central.

Le résultat de la délibération de la Diète, le 4 juillet, fut que onze députations seulement voulurent remettre l'examen des affaires du Valais à une Commission qui aurait à chercher des moyens de conciliation ; la douzième voix à laquelle on s'attendait, non sans motifs, celle de Zug, ne survint pas. Une majorité décréta le principe de la reconstitution du Valais, et le 11 juillet ce principe fut développé sur la proposition d'une Commission.

Ce fut une déviation de l'usage établi que de voir la Commission qui avait proposé le décret du 11 juillet, se borner à en justifier les motifs verbalement et pour ainsi dire en passant, au lieu de les produire par écrit et avec déduction. Le député de Vaud reprocha non sans fondement, à cette Commission, de n'avoir pas reproduit, à l'appui du projet d'arrêté du 11 juillet, les motifs que l'on avait fait valoir énergiquement le 4 du même mois, pour refuser de reconnaître la constitution du 30 janvier et, par suite, pour amener une majorité au principe de reconstitution.

On avait dit à cette époque, entr'autres choses, que

l'assemblée constituante de janvier 1839 et son œuvre ne reposaient pas sur le même principe qui avait servi de base aux constitutions d'autres Cantons régénérés par suite de mouvemens populaires ; que jusqu'à présent toute nouvelle constitution cantonale avait été délibérée et discutée par l'autorité suprême existante, et soumise à l'acceptation du peuple, ou qu'une assemblée constituante nommée par le peuple, en vertu d'une résolution de l'autorité suprême, avait fait ce travail et l'avait soumis au peuple, tandis que la constituante réunie à Sion en janvier 1839 n'avait été convoquée par aucune autorité constitutionnellement existante, ce qui, en d'autres termes, voulait dire : qu'une manifestation populaire n'a de droit à être reconnue que pour autant que l'autorité émanée d'une constitution qu'on voudrait abroger se prête, avant de s'annuler, à donner une teinte de légalité à l'œuvre encore inconnue de celle qui doit lui succéder.

La Commission qui proposait, le 11 juillet, un projet de décret non motivé, aurait pu se convaincre avec quelque réflexion, que même un décret de la Diète ne pouvait avoir, en matière de changement de constitution cantonale, plus de poids sous le rapport de droit que tout autre fait qui aurait troublé la transition naturelle et légale d'un ordre de choses à un autre, qu'un pareil décret ne constituait également qu'un fait qui pouvait devenir plus tard la source d'un droit, mais n'en était et ne pouvait jamais en être l'exercice.

Quoi qu'il en soit, la résolution de la Diète, conçue le 5 juillet dans un langage tortueux et de nature à fasciner les moins clairvoyans, fut formulée le 11 en termes

plus précis, et la reconstitution du Valais eut lieu. Ce fut par ordre de la Diète et de ses représentans que fut nommée une assemblée constituante.

Ce fut par ordre de la Diète que les représentans en firent l'ouverture, se réservant le droit de décider en première et dernière instance sur les réclamations relatives aux choix des membres de cette assemblée, et ils n'hésitèrent pas à fixer à l'avance le terme de son activité, en déterminant dès le 31 juillet le jour auquel la constitution, qui n'était pas encore faite, serait soumise au peuple.

Il est impossible de voir dans tout cela trace de reconnaissance du principe de la souveraineté cantonale, condition vitale de l'existence de chaque état confédéré aussi bien que du pacte.

On voit au contraire incontestablement, soit dans les résolutions, soit dans l'exécution, la tendance manifeste d'une marche dictatoriale.

La portion du peuple valaisan qui désirait un nouvel ordre de choses se soumit aveuglément à toutes ces mesures ; elle se disposa à *forger* une constitution cantonale malgré le mépris témoigné par la Confédération pour la base de toute indépendance cantonale, la souveraineté ; dès lors cette constitution devait manquer de toute force morale, cette portion du peuple ayant consenti à ce que ne fit jamais aucun parti politique, à sacrifier toute condition d'une existence honorable à un triomphe momentané.

L'autre partie du peuple, presque aussi nombreuse, n'obéit point à ces mesures dictatoriales, réserva itéra-

tivement les droits de souveraineté du Canton en général, et sa position légale en particulier ; il eût été plus prudent à elle peut-être de montrer quelque condescendance : la majorité de la population s'étant soumise, ses propres chefs ayant ébranlé eux-mêmes les anciennes formes par une conduite indécise et sans fixité de principes, et ayant d'ailleurs peu de chances d'éviter de déplorables complications.

Les députations à la Diète le sentaient vivement ; elles auraient voulu atteindre par la persuasion ce qu'elles comprenaient bien ne pouvoir être obtenu plus tard que par la force, et il ne manqua, le 16 août, qu'une voix pour faire donner l'ordre aux représentans de parcourir le Haut-Valais, d'éclairer le peuple de cette partie du pays sur sa position et sur le danger que lui ferait courir une opposition prolongée.

Les représentans qui n'avaient pas remis le pied dans le Haut-Valais depuis le mois de mars, n'ignorant pas la discussion qui avait eu lieu en Diète, ne purent cependant se résoudre à agir dans ce sens ; loin de là, ils se plaignirent à la Diète, le 19 août, de ne pas avoir de pleins pouvoirs pour agir d'une manière décisive et de nature à amener un résultat définitif. Aussi il arriva que, le 18 août, plus de 10,700 citoyens se prononcèrent pour conserver la constitution de 1815 et rejeter celle du 3 août, qui ne fut acceptée le 25 que par 7600 habitans.

Mais la première de ces votations n'ayant pas eu lieu de la manière prescrite par les représentans, et seulement au contraire selon les prescriptions de la consti-

tution de 1815, on n'y eut pas égard, et elle fut considérée comme non avenue. En conséquence, un rapport de Commission tendant à faire déclarer la constitution du 3 août, acceptée le 25 par 7605 citoyens, comme constitution légitime du Canton du Valais, devait être soumis le 6 septembre à la Diète; mais cette séance ne put avoir lieu.

L'interruption des séances de la Diète pendant dix-neuf jours offrit aux députations ample matière et le temps nécessaire aux réflexions.

La constitution émanée d'un décret de la Diète et des arrêtés des représentans avait droit à être reconnue par ceux auxquels elle devait son existence; la députation nommée en vertu de cette constitution, et pourvue de pouvoirs généraux, attendait aussi son admission en séance de l'assemblée fédérale. Les représentans demandaient, depuis le 29 août, leur rappel, fondant leur demande sur ce que les autorités qui avaient réclamé l'intervention fédérale, n'existaient plus, qu'il n'y avait plus aucun motif légitime de s'immiscer dans les affaires intérieures du Canton souverain du Valais, et enfin qu'il était important pour la considération, la dignité et l'avenir du nouveau gouvernement, d'être mis en demeure de prouver dès l'origine qu'il était en mesure de se soutenir par lui-même, qu'il pouvait se mouvoir librement dans le cercle qui lui était tracé par la constitution et par le pacte, et de ne pas avoir l'apparence d'être sous la tutelle fédérale, ou d'avoir besoin d'un autre appui que celui de la majorité du peuple valaisan.

Ce serait à ce nouveau gouvernement, disaient les re-

présentans, de lever les obstacles encore existans, ou s'il ne le pouvait, de réclamer les conseils et l'appui de la Confédération.

D'un autre côté plus de 10,700 citoyens firent remettre à la Diète une protestation contre la mise en activité de la nouvelle constitution, et, pour le cas où la Diète voudrait cependant lui assurer une existence légale, une demande en séparation du Canton en deux administrations, comme dernier moyen contre une oppression à laquelle ils résisteraient avec union et énergie, comme des hommes dignes de la liberté qui leur avait été transmise par leurs pères.

C'est ainsi qu'après deux mois de vains efforts la question du Valais n'avait fait que changer d'aspect sous quelques rapports, mais au fond était restée dans l'état où elle se trouvait lorsque la Diète s'en était emparée.

Abstraction faite de la constitution de 1815, on ne peut se dissimuler que la constitution du 30 janvier avait autant de droit à être reconnue par la Diète que celle du 3 août : l'une et l'autre émanent d'une assemblée constituante qui n'avait été convoquée directement ni indirectement par aucune autorité constitutionnelle ; l'une et l'autre, si elles se sont trouvées votées par une majorité de la population, ne l'ont été que par une majorité très-douteuse de citoyens habiles à voter ; toutes deux ont contre elles près de la moitié de la population avec les autorités existantes en vertu de la constitution de 1815 ; la différence n'existe qu'en ce qu'à la place des élémens intérieurs qui avaient produit la constitution du 30 janvier, c'est la Diète et ses représentans qui ont produit

celle du 3 août ; par conséquent, que cette dernière est à l'égard de la précédente en condition d'infériorité, n'étant pas le résultat de manifestations spontanées et indépendantes quoique irrégulières ; — et cependant il y eut des députations qui , ayant refusé de reconnaître la constitution du 30 janvier, voulaient reconnaître celle du 3 août.

Par contre, d'autres députations qui s'étaient aussi prononcées en Diète pour la reconstitution du Valais, ne crurent pas devoir en faire autant pour la constitution du 3 août dans la circonstance actuelle : à leurs yeux , les difficultés qu'on avait voulu écarter par la reconstitution s'étaient plutôt accrues qu'elles n'avaient diminué ; elles trouvèrent le résultat de la votation qui avait eu lieu selon les formes prescrites, comparé avec celui de la votation qui avait eu lieu par opposition à ces formes, tellement frappant, qu'elles prévirent qu'une constitution rejetée par une majorité réelle, et acceptée seulement par une minorité réelle, qui n'était majorité qu'en raison de la forme, devrait être soutenue envers et contre la majorité de la population, dont il ne serait peut-être pas prudent de méconnaître la souveraineté à ce point.

Ces mêmes députations émirent des doutes sur l'entière et exacte observation des prescriptions de la Diète et de ses représentans au sujet de la votation, de la manière dont elle avait eu lieu ou de ses résultats. Quelques-unes pensaient que la Diète, si elle avait eu le droit de prendre les arrêtés du 4 et du 11 juillet, avait aussi celui de les infirmer, d'autant plus qu'ils n'auraient pas atteint le but ; il fut observé que la Diète, qui

avait passé légèrement sur le droit résultant de la prescription formelle de l'article 57 de la constitution de 1815, ne devrait pas insister trop opiniâtement sur la reconnaissance du nouveau droit formel, établi par elle-même, ce dernier se trouvant en contradiction avec les faits.

Ces considérations, et d'autres de ce genre, déterminèrent les députations précitées à tendre la main à celles des autres qui s'étaient constamment opposées à la reconstitution, pour faire décider à présent par la Diète ce qui aurait dû l'être dès le commencement de juillet, c'est-à-dire, tenter une conciliation amiable au nom de la Diète entre les partis qui divisaient le Valais.

L'arrêté de la Diète du 26 septembre fut le résultat de cette attente. Pour que cet essai réussisse et que cet arrêté produise son effet, il ne faut pas que la volonté populaire apparaisse dépouillée de toutes les formes du droit public positif, qu'on la flagorne, ni par contre qu'on l'étouffe sous la lettre morte, car elle a aussi le droit de se manifester et le pouvoir de vivifier.

LETTRE DU DIRECTOIRE FÉDÉRAL

AUX GOUVERNEMENS

DE VAUD, BERNE, FRIBOURG ET GENÈVE,

AU COLONEL BONTEMS ET AUX REPRÉSENTANS.

*Aux Conseils d'Etat des Cantons de Berne, Fri-
bourg, Vaud et Genève.*

Zurich, le 21 décembre 1839.

« Messieurs,

« MM. les représentans fédéraux, chargés d'amener une médiation dans le Canton du Valais, nous ont exprimé leurs craintes de voir entraver leurs opérations par la rupture de la paix publique qui leur paraît imminente.

« Dans cet état de choses, il est de notre devoir d'inviter les gouvernemens des Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève à exercer la surveillance fédérale, de les engager à prendre toutes les mesures propres pour empêcher les populations d'autres Cantons d'intervenir d'une manière quelconque dans les affaires du Valais, et de les avertir de se tenir prêts à fournir à MM. les représentans fédéraux l'assistance

dont ils pourraient avoir besoin pour rétablir la paix publique.

« Afin que cette assistance puisse être accordée aussitôt que le Directoire fédéral le jugera convenable, nous engagerons les gouvernemens des Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève à mettre sur pied chacun un bataillon d'infanterie, dès qu'ils auront été informés par MM. les représentans que la guerre civile a effectivement éclaté dans le Canton du Valais, et à les mettre à la disposition de M. le colonel fédéral Charles Bontems de Genève, chargé du commandement supérieur. M. Bontems reçoit l'ordre de ne faire entrer ses troupes dans le Canton du Valais, qu'en vertu d'un ordre spécial que le Directoire fédéral s'est réservé de lui faire parvenir après avoir reçu des informations plus détaillées de la part de MM. les représentans.

« Nous saisissons cette occasion, etc., etc.

« Les Bourgmestres et Conseil exécutif du Canton de Zurich, Directoire fédéral. »

(Suivent les signatures.)

A M. LE COLONEL FÉDÉRAL CHARLES BONTEMS,
A GENÈVE.

Zurich, le 21 décembre 1839.

« Monsieur le colonel,

« Dans le cas qu'une intervention armée dans le Canton du Valais deviendrait nécessaire pour réprimer la

guerre civile, qui pourrait éclater d'un jour à l'autre, d'après les rapports de MM. les représentans fédéraux, nous avons cru devoir avertir les Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève, de mettre, à la première réclamation de MM. les représentans, chacun un bataillon d'infanterie sur pied.

« Le commandement supérieur de ces troupes, nous avons cru devoir le confier à vous, Monsieur le colonel.

« Nous vous engageons donc de vous mettre en rapport, d'un côté, avec MM. les représentans, sous les ordres immédiats desquels vous serez placé le cas échéant, et de l'autre côté avec les gouvernemens des états de Berne, Fribourg, Vaud et Genève.

« Vous aurez soin d'indiquer d'avance à ces gouvernemens, les points sur lesquels les troupes, une fois mises sur pied, doivent être dirigées, en ayant toutefois égard à ne les faire entrer sur le territoire valaisan qu'en vertu d'un ordre spécial du Directoire fédéral.

« Dès que la mise sur pied des troupes indiquées aura lieu, nous nous empresserons de convoquer la commission militaire pour faire régulariser le service.

« Agréez, etc., etc.

« Les Bourgmestres et Conseil exécutif du Canton de Zurich, Directoire fédéral. »

(Suivent les signatures.)

A MM. LES REPRÉSENTANS FÉDÉRAUX DANS LE
CANTON DU VALAIS.

Zurich, le 21 décembre 1839.

Tit.

« Nous sommes en possession de vos rapports du 14, 16 et 17 courant. Les craintes que vous exprimez que la paix du pays soit rompue dans le Canton du Valais, nous engagent à adresser un sérieux avertissement, aux deux gouvernemens de fait qui existent dans ce moment dans le Valais, comme vous pourrez le voir d'après l'annexe A. Vous êtes invités à envoyer à leurs adresses ces écrits expédiés par nous en doubles, et de vous faire donner un reçu de leur réception.

« De même, nous avons invité les Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève à exercer la surveillance fédérale, et à mettre des troupes sur pied, pour les cas précis mentionnés dans cette lettre d'avertissement, et dont vous recevez copie sous *Litt. B.*

« Nous vous engageons, Messieurs, comme développement ultérieur des motifs exprimés dans l'écrit susmentionné, à continuer très-sérieusement vos essais de médiation, ainsi que vos efforts pour conserver la paix du pays. Vous travaillerez dans ce sens, que toutes les communes, dont la position politique est devenue douteuse par suite des nouvelles votations sur la constitution, ne soient point troublées dans leurs rapports actuels, et que, d'un côté comme de l'autre, on n'élève pas de prétentions sur elles.

« Vous ne considérerez comme guerre civile que les voies de fait positives manifestées sérieusement ; et seulement dans le cas où de pareilles voies de fait éclateraient contre toute attente , vous inviterez les Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève à lever des troupes. Mais si la guerre civile devait effectivement avoir lieu, nous attendons que vous enverrez avec le plus de promptitude possible : *premièrement*, l'invitation sus-mentionnée aux Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève, et que vous vous entendrez avec M. le colonel fédéral Charles Bontems, à Genève, à qui l'on confiera le commandement des troupes qui pourront être mises sur pied, sur leur position préliminaire en dehors des frontières du Canton du Valais ; *secondement*, que vous nous donnerez, par estafette, connaissance des événemens, afin que nous puissions, d'après les circonstances, donner l'ordre aux troupes d'entrer en Valais, et *troisièmement*, de veiller autant que possible, que depuis le Canton du Valais l'on empêche le peuple d'autres Cantons d'y prendre part.

« Dans le cas où des troupes fédérales devraient décidément entrer sur le territoire du Canton du Valais, nous exigeons de la manière la plus précise, qu'elles ne soient employées exclusivement qu'au rétablissement de la paix du pays troublée, et à l'occupation des parties du pays d'où serait sorti le désordre qui aurait eu lieu, mais que ces troupes ne puissent être employées sous aucun prétexte quelconque à aucun autre but.

« Nous donnons à chaque Canton, par circulaire,

connaissance des mesures prises, et nous vous enverrons, aussitôt que possible, une copie des communications faites.

« Au reste, nous vous assurons, etc., etc.

« Bourgmestre et Conseil d'Etat du Canton de Zurich, comme Directoire fédéral. »

(*Suivent les signatures.*)

LETTRE

DU CONSEIL D'ÉTAT DU VALAIS AU DIRECTOIRE.

(7 Mars 1840.)

*Les Conseils d'Etat du Canton du Valais aux
Bourgmestres et Conseil d'Etat du Canton de
Zurich, Directoire fédéral.*

Sion, le 7 mars 1840.

Tit.

« Les moyens que vous proposez, par votre office du 14 février dernier, pour ramener le Valais à l'unité constitutionnelle, ne peuvent guère se concilier avec le désir que vous proclamez, au nom de la Confédération, de mettre un terme à nos divisions intestines, et d'assurer l'indivisibilité du Canton.

« L'indivisibilité est incompatible avec les entraves

dont vous cherchez à entourer l'administration cantonale, avec la protection que vous accordez à un parti qui ne doit son importance qu'au mépris qu'il a fait des ordres de la Diète.

« Vous repoussez la séparation, et ceux qui la sollicitent et tendent à la consommer, autant qu'il est en eux, sont érigés par vous en gouvernement.

« Vous prescrivez l'unité en imposant à l'autorité unitaire une circonscription administrative qui heurte ses droits et outrepassé vos pouvoirs.

« Une fraction du Valais vous fait reculer devant l'exécution de vos propres actes, et vous prétendez contraindre le Canton entier, stupéfait de tant de faiblesse, à sortir de la position que vous lui avez faite, et dans laquelle vous l'auriez habitué à se complaire !

« Comme membre de la Confédération, la majorité du Valais n'a point failli à ses devoirs ; à l'exemple de plusieurs Cantons et de celui de Zurich en particulier, elle a usé du droit d'un peuple libre en se donnant une constitution basée sur ses besoins, et en harmonie avec les principes de justice qui régissent la plupart des républiques. Le 2 août dernier, elle a fait, dans des vues de paix et de conciliation, le sacrifice de l'amour-propre cantonal. L'histoire dira comment la Diète l'en a récompensée, et quel prix était réservé à la partie du Valais qui, en se soumettant à ses arrêtés, a donné à la Confédération une si éclatante preuve d'attachement.

« Nous vous l'avons dit, fidèles et chers confédérés, et nous le répétons avec une conviction que les événemens viennent chaque jour raffermir : hors de la garantie de

la constitution que le peuple s'est donnée en 1839, il n'y a de solution possible à nos débats que la séparation. La garantie doit d'autant moins effrayer ceux des confédérés qui répugnent à user de moyens coercitifs, que la simple reconnaissance du gouvernement du Canton par la Diète amènerait infailliblement la soumission d'une partie considérable de nos adversaires.

« Nous connaissons les obligations que le Valais a contractées envers la Confédération, comme nous avons la conscience de celle que les hauts états confédérés ont à remplir vis-à-vis de nous. Que la Diète tienne sa parole, qu'elle fasse son devoir ; ce sera le moyen de remplir le nôtre.

« Telle est la réponse que l'état du Valais fait à votre communication du 14 février dernier.

« En terminant, nous devons ajouter, dans l'incertitude des prescriptions directoriales qui pourraient être adoptées en attendant la conclusion de nos différends, que nous sommes résolus à repousser toutes tentatives qui auraient pour but de ranger sous l'obéissance des dizains orientaux, ceux de nos citoyens qui, en exécution de l'arrêté fédéral du 11 juillet, ont voté la constitution du 3 août 1839.

« Nous saisissons cette occasion, etc., etc.

« Le président du Conseil d'Etat :

JANVIER DE RIEDMATTEN.

« Le secrétaire d'Etat :

DE BONS. »

LETTRES

DES CONSEILS D'ÉTAT DE SIERRE ET DE SION.

Sierre , 25 mars 1840.

C'est avec le sentiment de la plus profonde douleur, que nous venons vous faire part des excès graves auxquels se sont portés quelques gendarmes appartenant à l'administration des districts occidentaux, dans la commune d'Evolenz. Nous les retracerons brièvement.

D'entrée, nous devons faire observer, qu'à raison de la distance où les différens villages qui composent la commune d'Evolenz se trouvent les uns des autres, il est d'usage de débiter le sel, près de l'église du village les dimanches et jours de fêtes, aux personnes qui viennent assister au service divin. Nous y avons un débit de sel ; les partisans du nouvel ordre de choses y en ont un également ; ils y débitent le sel que l'administration des districts occidentaux leur envoie. Le désir de maintenir la paix nous avait engagés à nous taire, et à ne mettre aucun obstacle à ce débit.

Le 22 mars, au moment où la plupart des habitans des villages voisins, ayant fait leur provision de sel, avaient repris le chemin de leurs demeures, le président intrus de l'endroit, M. Favre, se rendit, accompagné de six gendarmes des dizains inférieurs, dans notre maga-

sin, et somma le détaillant, non-seulement de s'abstenir de tout débit ultérieur, mais encore de lui livrer tout le sel qui était en sa possession.

On ignore comment et par quelle voie ces gendarmes se sont rendus à Evolenaz ; avant leur subite apparition personne ne les avait aperçus. Ils sortirent de la maison dudit Favre et firent leur apparition avec lui. Comme on pouvait s'y attendre, le débitant de sel se refusa d'obéir à la sommation ; on le menaça, et il cria au secours. Le bruit attira immédiatement un grand nombre de gens sur le lieu de la scène ; les gendarmes les accueillirent avec des menaces et l'arme en joue. Comme ils continuaient à exiger la remise du sel, et serraient de très-près le débitant, les paysans s'apprêtèrent à soutenir ce dernier ; alors il s'engagea un combat, dans lequel cinq de ces paysans furent blessés par les gendarmes ; deux d'entre eux durent être transportés loin du lieu du combat, et, malgré la promptitude avec laquelle les secours de l'art leur ont été donnés, sont morts le lendemain de leurs blessures ; un troisième est blessé mortellement ; les blessures des deux autres sont moins dangereuses. Enfin, on réussit à désarmer deux gendarmes, et à leur enlever leurs fusils et leurs sabres ; un troisième eut son sabre brisé et son fusil saisi par un paysan. Forcés ainsi de suspendre le combat, les gendarmes se décidèrent enfin à quitter un lieu dont ils avaient fait un lieu de désolation, et partirent sans que personne songât à les poursuivre et à leur faire le moindre mal. En partant, ils menacèrent de revenir avec des troupes : ils retournèrent à Sion ; deux d'entre eux souffrent des contusions qu'ils ont reçues dans cette bagarre.

Voilà, Tit., ce qui s'est passé dans la commune d'Evolénaz, dans une commune dont plus des trois quarts reconnaissent l'autorité du gouvernement légitime, et dont la plus faible partie seulement est attachée au nouvel ordre de choses.

Nous nous abstenons de qualifier de pareils actes, de rechercher de quel droit et *dans quel but* les gendarmes de l'administration des dizains occidentaux se sont furtivement introduits dans une commune qui ne lui appartenait ni en suite de la volonté du peuple, ni par suite des dispositions provisoires arrêtées par les autorités directoriales, et y ont exercé les actes de violence que nous venons de mentionner. Cette conduite a d'autant plus lieu de frapper, que la majorité n'a jamais empêché la minorité de vendre, sans entrave, le sel des districts occidentaux, qu'en conséquence elle avait le droit d'attendre qu'elle serait libre aussi de vendre le sel des districts supérieurs; mais la minorité veut seule régner en maître. Non contente de faire largement usage de la condescendance fraternelle de la majorité pour débiter son sel, elle est allée jusqu'à vouloir s'attribuer le droit de vente exclusif, et déjà, le 9 mars, elle avait saisi et confisqué deux sacs de sel appartenant aux dizains supérieurs. Afin de ne pas risquer de compromettre la tranquillité publique, la majorité se tut, et évita d'avoir recours aux voies de fait. Quelle récompense a-t-elle reçue de ses dispositions pacifiques? L'audace de leurs adversaires s'est accrue, la commune est plongée dans l'affliction, plusieurs familles sont dans le deuil, le sang des citoyens a coulé, un père chéri a été enlevé à ses enfans.

En présence de semblables événemens, en présence des maux que la prolongation de l'état actuel des choses ne fait qu'accumuler, des mauvais traitemens auxquels sont exposés les habitans de la commune d'Evolenaz, fidèles à leur gouvernement, faudrait-il s'étonner que, pour écarter les dangers qui les menacent, il se décidât à rétablir dans cette commune l'ordre légal, à faire respecter les décisions de la majorité, et à ramener par la force les rebelles à l'obéissance.

Vous le reconnaitrez vous-mêmes, Tit., le sang répandu laisse dans les cœurs des traces ineffaçables, et des traitemens semblables à ceux qu'ont éprouvés les habitans d'Evolenaz sont, plus que tous les autres, propres à amener l'explosion qui nous menace depuis si longtemps.

Les persécutions auxquelles les habitans de Nendaz ont été exposés à Vetroz, ces jours derniers, ont aussi fait, sur les populations des dizains orientaux, la plus pénible impression. Dans la nuit du 16 au 17 mars, les maisons de ce village ont été cernées par une bande armée, les portes enfoncées, et les cultivateurs de Nendaz qui s'y trouvaient pour soigner la culture de leurs vignes, y ont été exposés aux traitemens les plus grossiers.

V. S. trouveront, sans doute, les moyens d'empêcher le retour de scènes semblables, et de rétablir l'ordre et la paix dans notre malheureux pays. Vous ne voudriez pas que l'une des parties du Canton puisse impunément fouler aux pieds la paix publique, et que l'autre laisse en silence et froidement massacrer ses conci-

toyens ; vous saurez, nous l'espérons au moins, faire respecter les droits des malheureux habitans d'Evolenz.

Nous profitons, etc.

Le grand-bailli :

M. DE COURTEN.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais aux Bourgmestres et Conseil d'Etat du Canton de Zurich, Directoire fédéral.

Sion, le 28 mars 1840.

Tit.

« Les événemens qui s'accomplissent en ce moment dans notre Canton, exigent des explications propres à les faire apprécier sous leur véritable aspect.

« Les villages d'Evolenz-et-Lannaz, dans le dizain d'Hérens, se sont placés sous notre administration par suite de leur franche adhésion au nouvel ordre de choses.

« Le sel de nos magasins y était vendu, mais le 15 de ce mois, on en a débité qui provenait du Haut-Valais : saisie en fut faite ; ce nonobstant, la vente fut reprise le 19, et protégée avec bravade par des hommes étrangers à la commune.

« Le Conseil d'Etat envoya alors à Evolenz, le 22 de ce mois, six gendarmes pour prêter main-forte à l'autorité.

« Le président de la commune, ayant voulu faire ces-

ser le débit, fut entouré et maltraité ; même chose arriva à deux gendarmes qui s'étaient successivement interposés ; les autres furent également assaillis et contraints de faire usage de leurs armes, mais sans faire feu, soit dans l'intérêt de leur défense, soit pour dégager le président et leurs camarades. Cinq des agresseurs ont été blessés, deux ont succombé. Le président et trois gendarmes ont reçu de graves blessures et sont meurtris de coups.

« Les agresseurs s'étant retirés, en déclarant aller chercher du secours et des armes, nos gendarmes crurent prudent de quitter le théâtre de ces excès.

« Les populations des villages voisins revinrent en effet armées : elles envahirent les habitations et s'y établirent en garnisaires, se faisant livrer les armes et des vivres à discrétion.

« Plusieurs citoyens ne durent leur salut qu'à la fuite ; le père et la mère du président, qui étaient de ce nombre, subirent d'affreux traitemens. Une cruauté raffinée fut exercée sur ce malheureux vieillard qui est moribond.

« Ces violences et ces atrocités ont pour but de soustraire la commune d'Evolenz-et-Lannaz à notre autorité.

« Nous espérons que ces excès, dont l'humanité rougit, ne se prolongeraient pas, mais leur continuation et leur accroissement nous engagea à réunir le Grand-Conseil, pour qu'il prît les mesures que le besoin d'une légitime défense réclamait.

« Dans l'intervalle, nous crûmes devoir sommer le président du dizain d'Hérens, de faire cesser cet état de

choses : il prétextait d'ignorance, et une seconde sommation ne fut pas mieux accueillie.

« Le Grand-Conseil, réuni dès le 26, a attendu jusqu'au lendemain pour prendre une détermination, espérant que la voix de la prudence, à défaut de celle de la justice et de l'humanité, se ferait entendre.

« Mais la prolongation de l'occupation de la commune d'Evolenz faisait supposer que l'autorité l'approuvait ; des troupes arrivées hier du Haut-Valais, et une distribution de munitions de guerre dissipèrent tout doute à ce sujet.

« Dès lors, le parti que le Grand Conseil avait à prendre était nettement tracé ; il a appelé les troupes sous les armes pour réintégrer la commune d'Evolenz-et-Lannaz dans sa position primitive, et assurer appui et protection aux citoyens qui ont cru pouvoir se confier à la parole donnée par la Diète fédérale du 11 juillet.

« Une fois ce but atteint, les troupes seront congédiées.

« Chers et fidèles confédérés, la détermination que l'honneur et l'humanité ont dictée au Grand-Conseil, doit recevoir l'approbation de tous les amis de la paix et de l'ordre public.

« Nous espérons que le Directoire fédéral n'y puisera pas un prétexte d'intervenir dans nos affaires intérieures, qu'il ne cherchera pas à entraver le gouvernement légal dans l'accomplissement d'un devoir sacré, et qu'il ne reniera pas les principes honorables que le gouvernement de Zurich a proclamés le 6 septembre.

« Nous protestons, à toute éventualité, contre toutes

mesures contraires aux droits et à l'indépendance de l'état du Valais.

« Nous avons l'honneur, etc., etc.

« Le président du Conseil d'Etat :

« Le secrétaire d'Etat adjoint :

A. BONVIN. »

*Aux Bourgmestres et Conseil d'Etat du Canton
de Zurich, Directoire fédéral.*

Sierre, 29 mars 1846.

Tit.

« Nous vous avons informés, par notre lettre du 25 mars, du triste événement qui avait eu lieu à Evolenaz le 22. De nouveaux faits, qui laissent craindre des suites plus déplorables encore, ont eu lieu dès lors. Déjà le 23, on vit arriver à Sion des militaires appelés par l'arrêté du Conseil d'Etat ; le nombre n'en était pas significatif, ce qui fit qu'on ne s'arrêta pas beaucoup à cette circonstance. Le bruit se répandait en même temps de la prochaine réunion du Grand Conseil ; le militaire s'augmentait progressivement, et l'on annonçait qu'il ne tarderait pas à arriver une force imposante. Cette assertion acquérait, depuis la réunion du Grand Conseil, plus de consistance ; quelques nouveaux détachemens venaient chaque jour grossir le nombre des militaires : aujourd'hui

il s'élève à un chiffre qui ne peut qu'annoncer des projets hostiles. La séance du Grand Conseil a été secrète ; il fallait ainsi se borner à quelques conjectures : le départ précipité de ses membres, joint à maintes autres circonstances, ne pouvait que donner des inquiétudes.

« L'habitant de Sion était lui-même soucieux ; en ce moment, des familles quittent la ville et en retirent leurs effets.

« En présence de ces faits et des bruits sinistres qui circulent, et qui nous faisaient craindre que la paix publique ne fût troublée, nous avons cru devoir mettre sur pied une compagnie de la force de 90 hommes, en annonçant que cette disposition n'avait en vue que de prévenir et de réprimer tout acte qui pourrait compromettre la tranquillité du pays. Nous avons divisé cette compagnie en deux détachemens, dont l'un a été stationné à Bramois, chef-lieu du dizain de Sion-campagne, et l'autre à Vex, chef-lieu du dizain d'Hérens.

« A la nouvelle que les dizains occidentaux avaient mis de piquet toutes leurs troupes, et avaient même ordonné que tout homme, apte à porter les armes, devait se tenir prêt au premier appel, nous en avons fait de même, et sur la certitude que nous avons acquise, qu'une force militaire imposante était déjà réunie à Sion, nous faisons aussi marcher sur la frontière quelques compagnies, pour le cas d'une agression qui serait aussi extraordinaire qu'injuste de la part de nos adversaires.

« Nous le répétons et nous l'annonçons publiquement, nous ne violerons pas la paix publique, nous savons la respecter ; nous ne serons jamais les agresseurs,

mais nous repousserons avec force ceux qui oseraient venir troubler chez nous la tranquillité. Nous répondrons avec vigueur à une agression.

« Nous rendons responsables de tous les désastres qu'amènerait la rupture de la paix publique, ceux qui l'enfreindraient, ceux qui ne craindraient pas d'attirer sur nos contrées la guerre civile. Nous nous adressons à l'autorité fédérale, pour qu'elle détourne du Valais cette calamité, en ordonnant aux dizains occidentaux de respecter l'ordre public, d'attendre, dans le calme et la tranquillité, la solution de nos dissidences politiques.

« Quels ne sont pas les regrets que laisse l'absence d'un *modus vivendi*, dont nous avons si souvent demandé l'établissement, mais en vain ! Nos prévisions à cet égard ne se réalisent que trop.

« M. le châtelain Loretan, membre de notre Diète cantonale, vous entretient plus en détail du sujet de la présente. Nous finissons à la hâte, en vous présentant, Tit., les nouvelles assurances, etc., etc.

« Au nom du Conseil d'Etat de la république et Canton du Valais :

M. DE COURTEN. »

*Aux Bourgmestres et Conseil d'Etat du Canton
de Zurich, Directoire fédéral.*

Sierre, le 31 mars 1840.

Tit.

« Nous recevons en ce moment, neuf heures et demie du soir, la nouvelle que les troupes des dizains occi-

dentaires ont occupé le hameau de Haut-Nendaz vers midi.

« Cette occupation a eu lieu, et vous l'apprendrez avec d'autant plus de surprise, avant l'heure qui, la veille, avait été fixée pour la réponse à donner aux propositions faites, dans une conférence, à la demande de Monseigneur l'évêque. La déclaration que nous y faisions, était une nouvelle expression de ce que nous avons constamment dit, de la ferme volonté de maintenir la paix du pays.

« Ces sentimens n'étaient pas ceux de nos adversaires. La tranquillité du Canton est donc compromise, et les maux de la guerre civile sont inévitables. Ce n'est pas notre fait; nous protestons ainsi contre toutes les suites d'une pareille violation du *statu quo*. Vous avez vous-mêmes déclaré, Tit., que celui qui, le premier, ferait un acte hostile, en supporterait toutes les suites. Qui a été ici l'agresseur? Les dizains occidentaux.

« Notre population, provoquée et ulcérée, se lèvera en masse; elle se défendra à outrance.

« En vous faisant connaître cet événement, nous avons l'honneur, etc., etc.

« Au nom du Conseil d'Etat de la république et Canton du Valais.

M. DE COURTEN. »



LETTRE DE M. DE LA HARPE.

(Avril 1840.)

Le Constitutionnel Neuchâtelois, du 14 courant, me met au nombre de ceux qui doivent avoir contribué par leurs conseils et leurs promesses à la réussite de l'entreprise qui vient d'avoir lieu dans le Valais.

Je n'ai certes pas, moi chétif, une prétention aussi élevée; mais si ma conduite, si mes écrits avaient pu concourir à un pareil résultat, j'en serais glorieux.

Je le serais, parce que la cause du Bas-Valais est parfaitement juste.

Je le serais, parce qu'elle déjoue les projets des gens à privilèges.

Je le serais surtout, parce que contrairement à de certains triomphes aristocratiques de 1831 et 1832, suivis de proscriptions encore existantes, aucun acte de vengeance, pas même une seule vexation appréciable ne l'a souillée.

1) La cause du Bas-Valais est parfaitement juste. Que demandait-il en effet? L'égalité des droits dont tous les peuples de la Suisse jouissent. Dans quelle forme? De la manière la plus convenable: d'abord par une délibération prise à une immense majorité des députés valaisans, qui décréta la révision de la constitution de 1815:

puis par la confection d'une première charte sanctionnée le 30 janvier 1839 ; enfin en renonçant à cette charte et en la remplaçant par une seconde, élaborée et acceptée à la suite d'arrêtés pris par la Diète fédérale les 4 et 11 juillet.

Cette nouvelle constitution renferme-t-elle une lésion de droit quelconque au préjudice des populations du Haut-Valais ? Jusqu'à présent personne ne l'a allégué, et nous défions le journal neuchâtelois de citer un seul article d'où l'on puisse inférer, même de la manière la plus indirecte, une pareille lésion : liberté pour tous, la voilà tout entière.

2) Les événemens du Valais ne déjouent-ils pas des projets liberticides ? Qui pourrait en effet dire que la vente de sel à Evolenaz, de la part du gouvernement de Sierre, n'était pas un acte provocateur ? Une réaction aristocratique était vraisemblablement préparée en Suisse à l'instar de celle de Zurich du 6 septembre. Les embarras de l'Argovie, de Berne, de Lucerne, du Tessin étaient bien propres à nourrir d'aussi misérables espérances.

L'envoi à Zurich d'un grand-châtelain du Haut-Valais dès l'origine du conflit, la conférence demandée par l'évêque qui, pendant un an, n'avait donné aucune marque d'intérêt au Bas-Valais, conférence dont le but évident était de gagner quelques jours et de donner le temps à l'armée fédérale d'arriver ; la joie qu'éprouvèrent les chefs de Sierre lorsqu'une dépêche leur annonça l'ordre du désarmement et l'avis d'une prochaine intervention ; les conciliabules, le mouvement que l'on remarquait

dans bon nombre de villes, chefs-lieux, sièges d'un vieux reste de système féodal ; le style menaçant de la circulaire directoriale du 4 avril et hostile au Bas-Valais ; enfin de certaines correspondances trouvées à Sierre, dit-on, tout conduit à cette conclusion, que quelques jours plus tard l'asservissement était consommé.

3) Les Bas-Valaisans se sont montrés après le jour du combat comme ils étaient auparavant, c'est-à-dire bons, loyaux, justes. Ils ont laissé liberté pleine et entière, à leurs frères égarés, de se prononcer : ils ne veulent pas d'une soumission forcée ; c'est par les sentimens de fraternité, de bienveillance, de cordiale affection qu'ils feront oublier la dernière crise ; amis et ennemis, tout le monde doit applaudir à cette honorable et belle conduite.

Le *Constitutionnel* rapporte une phrase de la lettre que j'ai écrite à la Diète le 30 septembre, dans laquelle j'exprime une opinion un peu sévère sur l'arrêté du 26 septembre ; ce n'est certes pas à bonne intention que ce passage est rappelé : il m'a cependant rendu service, en me donnant l'occasion de déclarer, que tout ce que j'ai dit alors et depuis, je le maintiens. Les événemens subséquens m'ont confirmé dans tout ce que j'exprimai à cette époque. J'ai toujours été convaincu que l'exécution de la décision du 11 juillet était le seul moyen de terminer convenablement et avec justice les débats politiques du Valais ; aussi est-ce dans ce sens que j'ai parlé au Vorort chaque fois que l'occasion s'en est offerte.

On lit en effet ces mots dans le rapport que les re-

présentans firent le 15 juin : « Le peuple des deux
« côtés est en général bon ; seul et abandonné à ses
« propres réflexions, il n'a pas d'animosité contre ses
« adversaires ; il paraît désirer vivement le terme des
« discordes qui agitent dans ce moment le pays, et si ce
« vœu n'a pas encore été exaucé, il faut en chercher la
« cause en dehors de ses sentimens à lui. »

Dans une des dernières lettres écrites au Directoire en septembre, les représentans fédéraux lui déclarent qu'ils ont « la conviction que si le peuple valaisan pouvait se
« prononcer sur la constitution du 3 août, plus des
« deux tiers l'accepteraient. »

L'expérience a prouvé la vérité de ces paroles. Le peuple Haut-Valaisan n'a jamais été accusé de lâcheté ; hé bien ! pourquoi ne s'est-il pas défendu ? C'est parce qu'il était las de son gouvernement, et qu'au premier signal il s'en est débarrassé.

Enfin, j'ai démontré par des calculs clairs et péremptoires que les soi-disant 11,000 votans pour la constitution de 1815 n'étaient qu'une tromperie. Que sont-ils devenus au moment du danger ? il n'y en avait que 200 au dire du journal de Neuchâtel. Nous serons plus près de la vérité en décuplant ce nombre ; mais il n'en reste pas moins vrai que les quatre cinquièmes sont restés chez eux, et n'ont manifesté aucun attachement à la constitution de 1815 : nous avons donc raison de dire que la majorité désirait celle de 1839.

« Si je voulais maintenant reproduire mon opinion sur l'organisation du pouvoir central en Suisse, je répéterais mes paroles du 30 septembre, c'est que *j'appelle de tous mes vœux son prompt changement.*

Les divers événemens dont la Suisse est le théâtre depuis 1831 prouvent à l'évidence que le Directoire fédéral, comme il est composé, ne peut ni protéger la liberté intérieure, ni la défendre d'une agression étrangère, qu'il est impuissant à assurer la liberté d'établissement, celle du commerce et de l'industrie ; en un mot, qu'il est dans l'impossibilité de faire avancer d'un pas la Suisse dans la carrière des progrès : l'on ne peut donc que désirer une forme de gouvernement qui puisse atteindre ce but.

Lausanne, le 16 avril 1840.

E. DE LA HARPE.

conseiller d'état, ancien représentant
fédéral en Valais.

T A G S B E F E H L.

Officiere, Unterofficiere, Soldaten !

Die Eidgenossenschaft, die Ehre und das Wohl unsers gemeinsamen Vaterlandes, fordern uns auf, eine heilige Pflicht zu erfüllen, und zu verhindern, dass das Blut unserer Brüder durch Brüder nicht vergossen werde. Bei solchen Umständen muss jede Meinungsverschiedenheit, jede andere Betrachtung weichen. Wir

Bundesgenossen! sollen mit Ruhe, Ernst und Unparteilichkeit ins Mittel treten zwischen Mitbürger, welche Leidenschaften irre führen, die nur Verderben und Reue über das denselben preisgegebene Land bringen können.

Unsere Aufgabe ist traurig und edel zugleich. Seid Ihr bereit, sie zu erfüllen? Ich fordere von Euch Vertrauen, Ordnung und Mannszucht. Vertrauet Eurerseits auf die Unparteilichkeit und das Wort Eures Obersten, der in seiner langen militärischen Laufbahn sich, als biederer Schweizer, mit gerechtem Stolz zu denen zählt, die ihrem Eide nie untreu wurden. Gott verhüte, dass uns jemals der Vorwurf gemacht werden könne, wir hätten unter der eidgenössischen Fahne, diesem ehrwürdigen Bilde unserer religiösen und bürgerlichen Freyheiten, die einen oder die andern unserer Mitbürger, unserer Waffenbrüder, unterdrücken wollen! Lasst uns denn die Verirrten am Rande des Abgrundes aufhalten, in den sie sich und mit ihnen die ganze Schweiz stürzen würden.

Diess sind die Wünsche und Absichten, die mich bewogen haben, einen Auftrag anzunehmen, dessen Erfüllung ohne Eure aufrichtige und vollständige Mitwirkung unmöglich wäre. Unsere Bayonette sollen den Wallisern als Freundeswaffen, und nur der Anarchie furchtbar erscheinen. So wird das Ausland sehen, dass die Schweizer im Stande sind, ihre Angelegenheiten selbst zu ordnen, und dann wird es uns auch innert und ausser unsern Grenzen seine Achtung nicht versagen.

Officiere, Unteroffiziere, und Soldaten! Ich zähle auf Eure unbedingte Mitwirkung, wie Ihr auch auf mich

zählen könnet. Mögen unsere vereinten Bestrebungen die Eintracht, diese wahre Stärke unsers Vaterlandes, wieder zurückführen ! Mögen augenblicklich vom Schwindelgeiste missleitete Völkerschaften sich bald wieder eine freundschaftliche Hand reichen ! Dieser Sieg wird uns, wann wir in unsere Heimath zurückgekehrt seyn werden, mehr wahre Zufriedenheit verschaffen, als die Trophäen eines durch Waffengewalt errungenen Ruhmes.

Lausanne, den 5 April 1840.

Der Eidgenössische Oberst

CARL BONTENS.

PS. Nous ignorons si cet ordre, destiné aux Cantons de Vaud, de Genève, de Fribourg et au Bas-Valais a été traduit en français.

CIRCULAIRE DIRECTORIALE.

Zurich, 4 avril 1840.

Tit. !

En convoquant de nouveau, pour le mardi 21 avril prochain, la Diète ordinaire de l'année 1839 prorogée le 28 septembre dernier, nous devons inviter les états

confédérés à y envoyer des députations munies d'instructions et de pouvoirs suffisans afin que l'assemblée fédérale puisse entrer en délibération ultérieure sur les affaires du Canton du Valais.

Ces délibérations se baseront principalement sur le §. XXIX de la première partie du recès de la Diète ordinaire de l'année 1839, et sur les circulaires que le Directoire a adressées, depuis l'ajournement de la Diète, aux Cantons en date du 10, 21 et 24 décembre 1839, du 10 et 24 janvier, 18 février, 30 mars, 1 et 3 avril de l'année courante.

Les délibérations sus-mentionnées de la Diète, et les circulaires directoriales avec les documens y joints, renferment des considérations développées et présentées sous les points de vue les plus divers sur les affaires du Canton du Valais, ainsi que des éclaircissemens plus exacts sur l'état des choses. Nous devons renvoyer les Cantons en général au contenu de ces actes.

Le 14 février dernier le Directoire fédéral avait adressé aux deux autorités administratives existant alors de fait dans le Canton du Valais, la proposition de charger un nombre de magistrats d'autres Cantons choisis par elles, de l'aplanissement des difficultés existant entre les différentes parties du Canton du Valais. Dès lors le Conseil d'Etat selon la constitution du 3 août 1839 a répondu au Directoire fédéral, en date du 7 mars dernier, par un refus auquel ce dernier n'a pas voulu répliquer, vu la manière insolite dans la correspondance fédérale dont cette déclaration était rédigée. En revanche le Conseil d'Etat selon la constitution de 1815, malgré qu'il

y ait été itérativement invité, n'a pas encore donné de réponse définitive aux propositions du 14 février. Le Directoire aurait volontiers attendu cette réponse avant de faire aux Cantons de nouvelles ouvertures sur les affaires du Canton du Valais, et cela d'autant plus qu'il avait l'intention de communiquer alors en même temps aux Cantons, et avec les éclaircissemens nécessaires, les déclarations données par le Conseil d'Etat existant de fait, à sa proposition datée du 14 février.

La tournure que les affaires du Canton du Valais ont prise en dernier lieu ne permet pas d'attendre plus longtemps; elle détermine le Directoire, bien qu'il ne possède pas au complet tous les actes nécessaires, à indiquer dès à présent d'une manière succincte les différens points de vue sous lesquels les affaires du Canton du Valais peuvent être envisagées, et sous lesquels on pourra travailler à les terminer.

Les moyens qui peuvent être proposés pour terminer les affaires dans l'intérêt de la Confédération sont particulièrement les suivans :

1) Maintien de la garantie fédérale accordée dans le temps à la constitution du 12 mai 1815, ou

2) Garantie fédérale de la constitution du 3 août 1839, ou

3) Séparation du Canton du Valais en deux administrations publiques distinctes dans l'intérieur, lesquelles formeront ensemble vis-à-vis de la Confédération un état confédéré, ou

4) Nouvelle intervention de l'autorité fédérale pour établir dans le Canton du Valais un état constitutionnel

par lequel, d'un côté, il serait également tenu compte des intérêts des différentes parties dont se compose le Canton, et qui d'un autre côté assurerait suffisamment les droits de la Confédération vis-à-vis du Canton du Valais qui, en 1815, est entré irrévocablement dans la Confédération suisse.

I. Quant à ce qui concerne le maintien de la garantie fédérale accordée dans le temps à la constitution du 12 mai 1815, on peut faire valoir en faveur de ce maintien, d'une part la circonstance que les dispositions expressément établies par cette constitution sur le mode de procéder à sa révision, n'ont pas jusqu'à présent trouvé leur application, et de l'autre, le fait que, dans la suite des collisions survenues dans le Canton du Valais, la majorité incontestable des citoyens du Canton s'est positivement prononcée pour le maintien de cette constitution.

Contre le maintien de cette garantie, en revanche, parle particulièrement la considération que l'autorité cantonale suprême qui a existé en vertu de la constitution de 1815, a prononcé le principe de la révision de la constitution avant d'avoir cessé de représenter constitutionnellement toutes les parties du pays, que, bientôt après, une partie considérable du Canton a renoncé formellement à l'ancien état constitutionnel, et que le maintien de cette garantie n'a été réclamé qu'après longues tergiversations, et seulement lorsque la constitution garantie avait été depuis longtemps remplacée dans une partie du Canton par une nouvelle constitution.

Qu'une partie seule de la population totale puisse,

pendant la durée de discussions et de collisions provoquées par la révision de la constitution, revenir selon son bon plaisir et dans toutes les circonstances à l'ancien ordre constitutionnel des choses, déjà abandonné en partie et dont la révision avait été décrétée par les autorités constitutionnelles, et y oblige aussi toute la population, c'est ce dont le Directoire croit pouvoir douter, d'autant plus, qu'à la suite des événemens survenus des rapports se sont formés qui ne sauraient plus être annulés par le bon plaisir d'une des parties seule, et qu'après d'aussi violentes commotions politiques, ce serait une entreprise hasardée que de faire valoir la proportion pure et simple des chiffres dans laquelle tous les citoyens de l'état se trouvent entr'eux, comme le seul et unique motif de consolider de nouveau une ancienne loi fondamentale déjà ébranlée, ou d'introduire une nouvelle constitution en écartant entièrement tous les autres rapports de fait, ou fondés en droit, quelque profonde que fût leur influence sur la vie publique.

Le Directoire envisagerait comme pernicieux un état de choses qui devrait son existence uniquement à la circonstance qu'une faible majorité de citoyens qui se trouve dans une position presque hostile vis-à-vis d'un nombre un peu moins fort de citoyens, soumettrait ces derniers sous tous les rapports sans avoir aucun égard aux intérêts particuliers, aux besoins et aux vœux de ceux-ci; un tel état de choses, qui ne serait que le résultat d'une effervescence momentanée, ne pourrait jamais offrir des garanties durables. Les états ne voudront certainement jamais prêter les mains à l'établissement d'un tel ordre de choses.

II. Pour la garantie par la Confédération de la constitution arrêtée le 3 avril 1839 dans le Canton du Valais, milite le fait que la discussion et l'acceptation de cette loi fondamentale, par une partie du peuple du Canton du Valais, peut être considérée comme l'intervention fédérale dans les affaires de ce Canton, telle qu'elle a été déterminée par la Diète au mois de juillet 1839, et cet autre fait que l'autre partie de la population du Canton du Valais n'avait été en aucune manière retenue par les autorités fédérales de prendre part à la délibération et à la votation sur cette constitution, mais y avait été au contraire formellement invitée.

Cette considération doit cependant céder devant le fait qui, dans la suite des discussions au sujet de cette constitution, est ressorti d'une manière incontestable et prouvée, savoir que cette constitution n'a été effectivement adoptée que par une minorité de la population, en opposition à la volonté positivement énoncée de la majorité, et qu'elle a été rejetée au contraire par une majorité effective de la population.

Mais s'il est inadmissible de rétablir par l'autorité de la Confédération, après les longues dissensions qui ont eu lieu, l'ancien ordre constitutionnel des choses, par la raison qu'une simple majorité de la population en opposition prononcée avec ses adversaires, s'est enfin déclarée pour un tel rétablissement exclusif qu'elle n'a pas le pouvoir d'effectuer par elle-même; dès lors, on peut admettre d'autant moins une intervention ou coopération plus ou moins décisive de la Confédération, pour consolider une constitution en faveur de laquelle il ne

s'était prononcé évidemment qu'une minorité de la population. Si l'on refuse la première demande parce qu'une majorité respectable se croit en droit de demander que ses rapports et ses intérêts soient pris en considération, et parce qu'elle ne veut pas par conséquent se soumettre d'une manière absolue à la volonté de la simple majorité des voix, on peut avec d'autant plus de droit repousser la dernière prétention, que les rapports et les intérêts de la majorité soient subordonnés à la volonté de la minorité.

A cette occasion le Directoire doit combattre l'opinion manifestée à plusieurs reprises, et énoncée particulièrement aussi envers le Directoire par le Conseil d'Etat selon la constitution du 3 août 1839, que la Confédération avait contracté vis-à-vis du Canton du Valais un engagement quelconque dans l'intérêt de la constitution du 3 août 1839 et avait manqué à cet engagement.

Les arrêtés pris le 4 et le 11 juillet 1839, par la Diète, dans les affaires du Canton du Valais, en vertu desquels une assemblée constituante s'est réunie dans le Canton du Valais, présentent tous les caractères des arrêtés pris par l'assemblée fédérale; ils sont par conséquent à considérer dans toutes leurs parties comme le résultat libre et spontané des délibérations de l'autorité fédérale suprême, placée au même degré au-dessus de tous les Cantons particuliers; l'arrêté de la Diète du 26 septembre 1839, par lequel de nouveaux essais de médiation sont ordonnés dans le Canton du Valais est absolument de la même nature. C'est avec le même droit formel avec lequel la Diète avait pris le 4 et le 11 juillet de l'année der-

nière ses arrêtés au sujet des affaires du Canton du Valais, que cette autorité a pu annuler ces premiers arrêtés par de nouveaux arrêtés, ou en suspendre l'exécution à un temps terminé ou indéterminé.

L'assertion, que par les premiers arrêtés on avait donné à une certaine partie du Canton du Valais ou à tout le Canton du Valais, ces assertions, disons-nous, tombent ainsi d'elles-mêmes sous tous les rapports.

Jamais la Diète n'a transigé avec le Canton du Valais ou avec des autorités qui le représentent avec plus ou moins de droit, au sujet de la reconstitution du Canton du Valais ou pour une conciliation à opérer dans ce Canton ; la Diète, lorsqu'elle le croit nécessaire dans l'intérêt de la Confédération, peut modifier des arrêtés déjà pris, avec la même indépendance avec laquelle elle a décidé par des arrêtés obligatoires sur les affaires du Canton du Valais.

C'est aussi avec la même indépendance, le Directoire l'espère, que la Diète renoncera formellement à l'exécution de l'arrêté de la Diète du 11 juillet 1839.

III. Par une séparation du Canton du Valais en deux administrations publiques dans l'intérieur, indépendantes l'une de l'autre, tandis que les deux administrations représenteraient ensemble le Canton du Valais vis-à-vis de la Confédération, on éviterait de livrer à la discrétion de l'adversaire politique l'une ou l'autre des portions de la population qui, par des intérêts et des vœux opposés, se sont déjà formées en masses compactes ennemies, et dont chacune voudrait faire valoir sa prépondérance sur l'autre. Par ce motif, et par la raison que

ça et là où les rapports du Canton du Valais, et de la Confédération suisse en général, ne sont que superficiellement jugés, la séparation est considérée comme le moyen le plus facile pour terminer les difficultés existantes, on pourrait de diverses parts être disposé à prêter les mains à une séparation dans le Canton du Valais.

Mais si l'on examine de plus près les circonstances, on peut facilement se convaincre que la séparation d'après un principe adopté, du Canton du Valais, rencontrerait de grands obstacles difficiles à vaincre, et qu'en suite d'une telle séparation au lieu d'un Canton fort, uni et non divisé, on aurait deux demi-Cantons, dont aucun ne pourrait conserver à la longue son indépendance, et dont aucun n'aurait la force vitale nécessaire.

Une semblable division d'un membre de la Confédération en deux moitiés indépendantes, aurait donc les conséquences les plus fatales pour la Confédération. Il y a déjà assez de morcellement dans la Confédération; tout Suisse qui aime sincèrement sa patrie ne peut qu'avec douleur voir les suites d'une semblable séparation qui a eu lieu il y a peu d'années dans un autre Canton; toute mesure de même nature affaiblirait la force de la Confédération dans l'intérieur et, vis-à-vis de l'étranger, pourrait avoir les conséquences les plus funestes pour tous les Cantons.

Le Directoire ne peut donc pas recommander non plus ce troisième moyen de terminer les affaires du Canton du Valais; c'est pour ne pas le favoriser, que le Directoire n'a pu se décider jusqu'ici à déterminer le *statu*

quo, ainsi qu'un *modus vivendi* entre les deux parties du Canton du Valais, et par la raison aussi que le Conseil d'Etat selon la constitution du 3 août 1839 avait protesté d'avance contre la mise à exécution de mesures de cette nature.

IV. La population du Canton du Valais n'ayant pas pu, comme dans d'autres Cantons où des discussions plus ou moins sérieuses ont eu lieu, ces dernières années, sur des questions de constitution, réunir spontanément autour d'une loi fondamentale, et la soumission d'une partie à l'autre, ou la séparation du Canton en deux administrations publiques distinctes, étant également des moyens pernicieux, il ne reste que le moyen de continuer l'intervention fédérale dans les affaires du Canton du Valais, cette intervention, qui a eu lieu au mois de janvier 1839 sur la demande des autorités cantonales constitutionnelles à cette époque, et qui a été appliquée depuis lors sans interruption.

Chargée par le pacte fédéral de veiller à la sûreté intérieure et extérieure, les objections que voudraient faire contre une telle intervention de la Confédération des autorités qui, sous le point de vue du droit public fédéral, n'ont pas une existence légale mais seulement une existence de fait tolérée, ne sont pas admissibles. Aussi longtemps que la Diète n'a pas reconnu formellement dans le Canton du Valais un ordre constitutionnel qui ait succédé à l'état de désordre actuel, aussi longtemps la Confédération ne reconnaît pas dans le Canton du Valais des autorités constitutionnelles qui puissent prétendre aux droits que le pacte fédéral accorde à un Canton constitué.

L'impuissance de la population du Canton du Valais de se reconstituer lui-même, sans assistance, d'une manière conforme aux intérêts de toutes les parties, cette impuissance étant constatée d'une manière non équivoque, le Directoire propose donc que la Diète travaille avec persévérance à ce que le peuple du Canton du Valais se donne le plus tôt possible une constitution valide pour tout le Canton et reconnue dans tout le Canton, une constitution par laquelle il sera autant que possible tenu compte des intérêts et des vœux de toutes les parties, mais que la Diète décide aussi que jusqu'à ce que cette reconstitution ait eu lieu et soit reconnue par elle, le Canton du Valais soit exclu de toute participation aux délibérations fédérales, et que les députations qui pourraient se présenter au nom de l'une ou de l'autre partie de la population de ce Canton ne soient pas admises dans la Diète.

Tous les Cantons partagent certainement avec le Directoire la conviction, que la Confédération doit employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre le Canton du Valais en état de pouvoir remplir de nouveau ses devoirs fédéraux comme état confédéré indivis, tel qu'il est entré dans le temps dans l'alliance, et comme Canton dûment constitué.

Quant à ce qui concerne les derniers événemens dans le Canton du Valais, le Directoire espère que tous les états sont pénétrés d'une telle horreur pour la guerre civile, qu'ils concourront sans hésitation à tous les moyens possibles pour mettre promptement et énergiquement terme à un désordre si funeste.

En terminant la présente circulaire, le Directoire doit proposer encore aux Cantons que la Diète désapprouve sérieusement la manière dont MM. les représentans fédéraux nommés le 26 septembre 1839 par elle, ont été traités à plusieurs reprises dans la partie inférieure du Canton du Valais. La municipalité de la ville de Sion a reconnu il est vrai, tout ce qu'avait de coupable une telle conduite, et a présenté à MM. les représentans des excuses convenables au nom de la commune de Sion. Mais l'autorité cantonale de fait du Bas-Valais n'a donné jusqu'ici aucun signe de désapprobation, en sorte qu'on est presque forcé d'admettre que cette étrange conduite a mérité son approbation.

Les Cantons, abstraction faite de la direction politique qu'ils prennent, sentiront tous avec le Directoire que dans aucune circonstance on ne peut permettre que les représentans de la Confédération soient insultés, et que des autorités qui ont toléré de pareils actes se sont jugées elle-mêmes aux yeux de toute personne impartiale.

Le Directoire vous assure du reste, etc.

Les Bourgmestres et Conseil d'Etat du Canton de Zurich, Directoire fédéral, et en leur nom,
pour le Bourgmestre en charge, le second Bourgmestre.

(*Suivent les signatures.*)



CONSTITUTION DU 3 AOUT.

(1839)

Au nom du Tout-Puissant !

Titre 1. — *Principes, dispositions générales.*

ARTICLE PREMIER. Le Valais forme un état souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

ART. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état ; elle seule y a un culte public : la loi lui assure son appui.

ART. 3. Les droits du clergé, séculier et régulier, sont maintenus.

ART. 4. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi, et selon les formes qu'elle prescrit.

ART. 5. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 6. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle prescrit.

ART. 7. La propriété est inviolable. Il ne peut être

dérégé à ce principe que pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 8. Chacun a le droit d'adresser des pétitions au Grand Conseil et aux autres autorités constituées.

ART. 9. Aucun bien-fonds ne peut être grévé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

ART. 10. Le Valaisan doit le service militaire à sa patrie ; la loi en répartit les charges entre tous, d'une manière équitable.

ART. 11. L'état supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigg.

ART. 12. L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple.

Titre II. — *Division du Canton.*

ART. 13. Le Canton est divisé en dizains. Les dizains sont composés de communes.

Un décret du Grand Conseil fixe le nombre et la circonscription des dizains et des communes, et désigne les chefs-lieux.

ART. 14. Sion est le chef-lieu du Canton. Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat et le tribunal d'appel du Canton y tiennent leurs séances.

Titre III. — *Etat politique des citoyens.*

ART. 15. Sont citoyens valaisans :

1) Les bourgeois ou communiars actuels d'une bourgeoisie ou commune du Canton.

2) Ceux qui ont acquis la naturalisation.

ART. 16. Nul ne peut être reçu bourgeois ou communier avant d'avoir été naturalisé valaisan.

ART. 17. Les habitans perpétuels sont valaisans.

Titre IV. — *Pouvoirs publics.*

ART. 18. Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire ;

Le pouvoir dizainal ;

Le pouvoir communal.

CHAPITRE I.

Pouvoir législatif.

ART. 19. Le pouvoir législatif est exercé par un Grand-Conseil.

Chaque dizain y envoie un député sur 1000 habitans ; la fraction de 501 et au-dessus compte pour 1000.

ART. 20. Le vénérable clergé a deux représentans au Grand Conseil ; l'un pour les dizains de Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigg et Conches ; l'autre pour ceux d'Hérens, Conthey, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey.

Le révérendissime évêque de Sion représente le clergé de la partie du Canton, dont il est originaire. Le clergé résidant dans l'autre partie, élit son représentant au Grand Conseil.

ART. 21. Les députés doivent voter pour le bien général d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 22. Les délibérations du Grand Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présens forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 23. Le Grand Conseil s'assemble de plein droit en session ordinaire le troisième lundi de mai, et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire, lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat.

ART. 24. Chaque session ordinaire est de quinze jours au plus. Sont exceptés les cas extraordinaires d'une gravité majeure.

ART. 25. Les séances du Grand Conseil sont publiques. Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ART. 26. Le Grand Conseil nomme dans son sein, et pour toute la législature, son président, son vice-président, deux scrutateurs et deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande.

ART. 27. Le Grand Conseil nomme dans son sein, ou en dehors, les membres du Conseil d'Etat et du tribunal d'appel du Canton : il choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

Le président du Conseil d'Etat n'est pas immédiatement rééligible.

ART. 28. Deux conseillers d'état seront choisis dans les dizains de Conches, Brigg, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre.

Deux seront nommés dans les dizains de Martigny,

Entremont, Saint-Maurice et Monthey ; et un dans ceux de Sion, Hérens et Conthey.

Il ne peut y avoir deux conseillers d'état du même dizain.

ART. 29. La députation à la Diète se compose de deux députés. Le Grand Conseil les nomme, à chaque session de mai et se fait rendre compte de leur mission.

Il nomme aussi les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.

ART. 30. Trois membres du tribunal d'appel du Canton seront choisis dans les six dizains orientaux ; trois dans les quatre dizains occidentaux ; et deux dans les dizains de Sion, Hérens et Conthey.

Le choix des trois autres membres sera libre, ainsi que celui des suppléans.

Le même dizain ne peut avoir plus de deux membres dans ce tribunal.

ART. 31. Le Grand Conseil a les attributions suivantes :

1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres, et prononce sur la validité de leur élection.

2. Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret.

3. Il accorde la naturalisation.

4. Il exerce le droit de grâce.

5. Il fixe le budget de l'état, en examine et arrête les comptes.

Les comptes sont rendus publics.

6. Il a le droit de battre monnaie et de tarifer les espèces.

7. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales, et les emprunts pour le compte de l'état.

8. Il fait les concessions de mines et autorise leur transfert.

9. Il émet le vote de l'état dans les affaires fédérales et donne les instructions aux députés à la Diète.

10. Il conclut les traités avec les Cantons et avec les états étrangers sur les objets qui ne sont pas du ressort de la Diète fédérale.

Il pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartenait à l'ancienne Diète.

12. Il examine la gestion du Conseil d'Etat.

13. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et la somme nécessaire pour les employés du Conseil d'Etat.

14. Il exerce la souveraineté en tout ce que la constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

ART. 32. Le Grand Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à lui présenter un projet de loi ou de décret. Le Conseil d'Etat est tenu de présenter le projet demandé dans l'une des deux premières sessions ordinaires qui suivent cette invitation.

ART. 33. Les amendemens apportés par le Grand Conseil à un projet de loi, seront communiqués au Conseil d'Etat. S'il y adhère, le projet amendé devient loi ; s'il n'y adhère pas le projet amendé est nécessairement représenté à la session suivante, et, si le Grand Conseil persiste dans les mêmes amendemens, le projet amendé devient loi.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

ART. 34. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de cinq membres.

ART. 35. Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

1. Il présente les projets de loi ou de décret, et propose les instructions pour les députés à la Diète ;

2. Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires ;

3. Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;

4. En cas de danger extérieur ou de troubles dans l'intérieur, il peut disposer de la force armée ; mais il doit immédiatement informer les présidens de dizain et les membres du Grand Conseil, des mesures qu'il aura prises, et, si les circonstances l'exigent, il convoquera le Grand Conseil.

5. Il entretient la correspondance avec les autorités fédérales, avec les Cantons et avec les états étrangers.

6. Il convoque le Grand-Conseil en session extraordinaire, quand il le juge nécessaire, ou sur la demande écrite et motivée de vingt députés ;

7. Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agens, dont la constitution ou la loi n'attribuent pas la nomination à une autre autorité ;

8. Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration.

ART. 36. Le Conseil d'Etat rend annuellement compte de sa gestion.

Il peut requérir de toutes les autorités, les renseignemens dont il a besoin pour son rapport.

Il se retire lorsque le Grand Conseil examine sa gestion et ses comptes.

ART. 37. Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion. La loi règle tout ce qui concerne cette responsabilité.

ART. 38. Les conseillers d'état ne peuvent être membres du Grand Conseil. Ils prennent part à ses discussions ; mais ils n'y ont pas voix délibérative.

ART. 39. Le Conseil d'Etat est juge du contentieux de l'administration jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

Il doit, à peine de dommages-intérêts, prononcer dans quinze jours, dès l'appointement à jugement, pour les affaires électorales, et dans trente jours pour les autres questions au contentieux.

ART. 40. Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départemens.

Un règlement en fixe le nombre, en précise les attributions.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

ART. 41. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 42. Chaque commune peut avoir un juge sous le nom de châtelain et vice-châtelain.

Il y a dans chaque dizain un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel.

Et pour le Canton, un tribunal d'appel du Canton.

ART. 43. Le tribunal d'appel du Canton est composé de onze membres; il a cinq suppléans.

L'organisation et la compétence actuelles des tribunaux sont d'ailleurs maintenues jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

CHAPITRE IV.

Pouvoir dizainal.

ART. 44. Il y a dans chaque dizain un conseil qui règle les affaires du dizain, répartit les charges entre les communes, et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 45. Le conseil du dizain est composé des députés des communes en nombre proportionné à leur population.

ART. 46. Le conseil du dizain élit son chef dans son sein ou en dehors, sous le nom de président du dizain.

Il nomme aussi son vice-président et son secrétaire.

Le président du dizain vote comme chef du corps.

ART. 47. Le président du dizain correspond avec le Conseil d'Etat, et lui est subordonné pour tout ce qui concerne l'administration du dizain.

La loi détermine ses autres fonctions.

CHAPITRE V.

Pouvoir communal.

ART. 48. Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire ;
2. Un conseil général ;
3. Un conseil communal.

ART. 49. L'assemblée primaire se compose :

1. Des bourgeois ou comuniers ;
2. Des citoyens valaisans domiciliés dans la commune depuis cinq ans.

Cependant le nombre des non-bourgeois ou non-comuniers ne peut jamais s'élever à plus du quart du nombre total des bourgeois ou comuniers. Ainsi, dans une commune qui compterait quatre-vingt bourgeois habiles à voter, vingt non-bourgeois seraient admis à l'assemblée primaire.

S'il y a des surnuméraires, les non-bourgeois élisent eux-mêmes leurs représentans, sous la direction du conseil communal. Ceux qui n'auraient pas été admis à l'assemblée primaire du lieu de leur domicile, conservent le droit de voter dans celle de leur propre commune.

ART. 50. L'assemblée primaire exerce le référendum, et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 51. Le conseil général se compose exclusivement des bourgeois ou comuniers.

Il délibère sur l'aliénation ou l'hypothèque des biens communs, sur la réception des bourgeois ou comuniers, sur les procès en appel et sur le règlement concernant la jouissance des communaux.

Il nomme les membres du conseil communal et fait les autres nominations qui lui sont attribuées.

Il prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal.

Ces comptes sont rendus publics.

ART. 52. Le conseil communal se compose de trois membres au moins, et de vingt-cinq au plus.

Le conseil fait les réglemens de police locale, administre les biens communs et les caisses publiques, arrête les dépenses, répartit les charges, et propose au conseil général le règlement sur la jouissance des communaux.

L'organisation et les autres attributions de ce conseil sont déterminées par la loi.

Titre V. — Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

ART. 53. Toute candidature est abolie pour les nominations aux fonctions civiles.

ART. 54. Les députés de chaque dizain au Grand-Conseil sont élus par un collège électoral.

Le collège électoral se compose des électeurs nommés par l'assemblée primaire de chaque commune, à raison d'un électeur sur cent habitans. La fraction de de cinquante-un et au-dessus est comptée pour cent.

Le Grand Conseil peut autoriser la formation de deux collèges électoraux dans le même dizain.

ART. 55. Le grand-châtelain, le vice-grand-châtelain, et les membres du tribunal du dizain sont nommés par le collège électoral.

ART. 56. Les châtelains et les vice-châtelains sont nommés par les assemblées primaires.

ART. 57. Les députés au conseil du dizain sont élus par le conseil général.

ART. 58. La durée des fonctions publiques, est fixée à deux ans.

Cette disposition ne préjuge pas l'organisation des conseils communaux qui est réservée à la loi.

ART. 59. Ne peuvent voter ni être élus :

1. Ceux qui sont habituellement à la charge du public ou des établissemens de bienfaisance ;

2. Ceux dont l'insolvabilité est constatée par jugement ou par acte de carence, à moins que cet état d'insolvabilité ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;

3. Les interdits, les aliénés et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;

4. Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie, ou qui ont été condamnés pour vol ou pour crime de faux ;

5. Ceux qui, ayant les moyens d'acquitter la partie virile des dettes de leurs ascendans, en auraient répudié la succession.

La loi peut déterminer d'autres motifs d'exclusion, à titre de peine.

ART. 60. Le fonctionnaire, qui tombe dans un des cas prévus à l'article 59, est par le fait déchu de ses fonctions.

ART. 61. Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec l'exercice des droits politiques.

ART. 62. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 63. Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 64. Pour être éligible à une fonction publique, il faut être habile à voter dans les assemblées primaires, et avoir vingt-cinq ans révolus.

ART. 65. Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un tribunal :

1. Père et fils ;
2. Beau-père et gendre ou beau-fils ;
3. Frères et frères consanguins ou utérins ;
4. Beaux-frères ;
5. Oncle et neveu.

ART. 66. Les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles ; sauf ce qui est réglé à l'article 20.

La loi statue sur les autres incompatibilités.

Titre VI. — *Dispositions additionnelles, mode de révision.*

ART. 67. Les lois, les capitulations militaires et les décrets de finances ou de naturalisation, portés par le Grand Conseil, ne sont exécutoires que trente jours après leur promulgation.

Dans cet intervalle, la majorité des citoyens valaisans peut le rejeter, si elle le juge convenable.

A cet effet, le président de la commune convoquera l'assemblée primaire pour le troisième dimanche après la publication ; il dressera procès-verbal de la votation, et le transmettra au président du dizain.

ART. 68. Dans le cas du rejet d'une loi sur les finan-

ces, celle qui existe sera maintenue jusqu'à ce qu'une autre loi l'ait remplacée.

ART. 69. Les affaires qui intéressent le Valais, comme Canton suisse, et qui dérivent des rapports ou des obligations établis par le Pacte fédéral, ne sont point soumises au référendum.

ART. 70. Il sera dressé tous les dix ans, à compter de 1837 inclusivement, un recensement de la population du Canton, pour servir de base à la représentation des communes et des dizains.

ART. 71. A dater du 1^{er} janvier 1840, le débit du sel aura lieu à un batz la livre.

ART. 72. Les lois, décrets, réglemens et arrêtés actuellement existans, non contraires à la présente constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 73. La présente constitution ne pourra subir de changement qu'après le laps de cinq ans, et dans le cas où il serait voté par la majorité absolue de la totalité des membres du Grand Conseil.

Tout changement sera soumis à la sanction des citoyens valaisans.

Donné en assemblée constituante, à Sion, le 3 août 1839.

Le président de l'assemblée constituante :

BARMAN, *Dr ès-droit*.

Les secrétaires :

BONJEAN, GANIOZ.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

Avant-propos.	v
Introduction	ix
CHAPITRE PREMIER. — Le Valais sous la constitution de 1815	i
CAPITRE II. — Tentative de changement. — Première constituante	15
» III. — Intervention fédérale.	25
» IV. — Diète fédérale. — Seconde reconstitution.	40
» V. — Nouvelle intervention fédérale	68
» VI. — Suite de l'intervention, levée de troupes.	80
» VII. — Fin de la médiation.	93
» VIII. — Affaire d'Evolenz, ses conséquences.	105
» IX. — Hostilités.	125
» X. — Fin des Hostilités	139
» XI. — Nouvelle intervention fédérale.	157
» XII. — Réunion du Valais. — Conclusion.	173
PIÈCES JUSTIFICATIVES. — Constitution de la Ré- publique et Canton du Valais (1815).	191
Lettre du Comité Central de Martigny	202
Assemblée du clergé.	204
Lettre du Vorort au Conseil du Valais	209
Lettre des Représentans du Haut-Valais	213
Notes et modifications des dix-huit articles que les dizains orientaux ont proposé, le 5 janvier 1839, aux sept membres de la Commission.	217
Arrêté du 11 juillet.	220

Compte rendu de la députation du Haut-Valais.	222
Protestation de l'Évêque de Sion.	224
Adresse des dizains orientaux à la Diète fédérale.	226
Protestation insérée au protocole de la Diète fédérale, le 28 septembre 1839.	237
Lettre de M. de La Harpe, à la Diète fédérale.	239
Lettre du Directoire aux Représentans fédéraux.	245
Discours du Président Barman au Grand Conseil.	253
Lettre des Représentans fédéraux au Conseil d'Etat de Sion.	258
Rapport du 1 ^r décembre 1839.	262
Lettre des Représentans fédéraux au Vorort.	277
Rapport des Représentans.	280
Considérations sur les affaires du Valais sous le point de vue fédéral.	284
Lettre du Directoire fédéral aux gouvernemens de Vaud, Berne, Fribourg et Genève, au colonel Bontems et aux Représentans.	320
Lettre du Conseil d'Etat du Valais au Directoire.	325
Lettres des Conseils d'Etat de Sierre et de Sion.	328
Lettre de M. de La Harpe.	339
Tagsbefehl.	343
Circulaire directoriale.	345
Constitution du 3 août. (1839.)	357
Tableau Synchronistique de l'histoire et des autorités du Valais. — Plan des opérations militaires pendant les journées du 31 mars, du 1 ^r et du 2 avril. — Carte du Valais, à la fin du volume.	



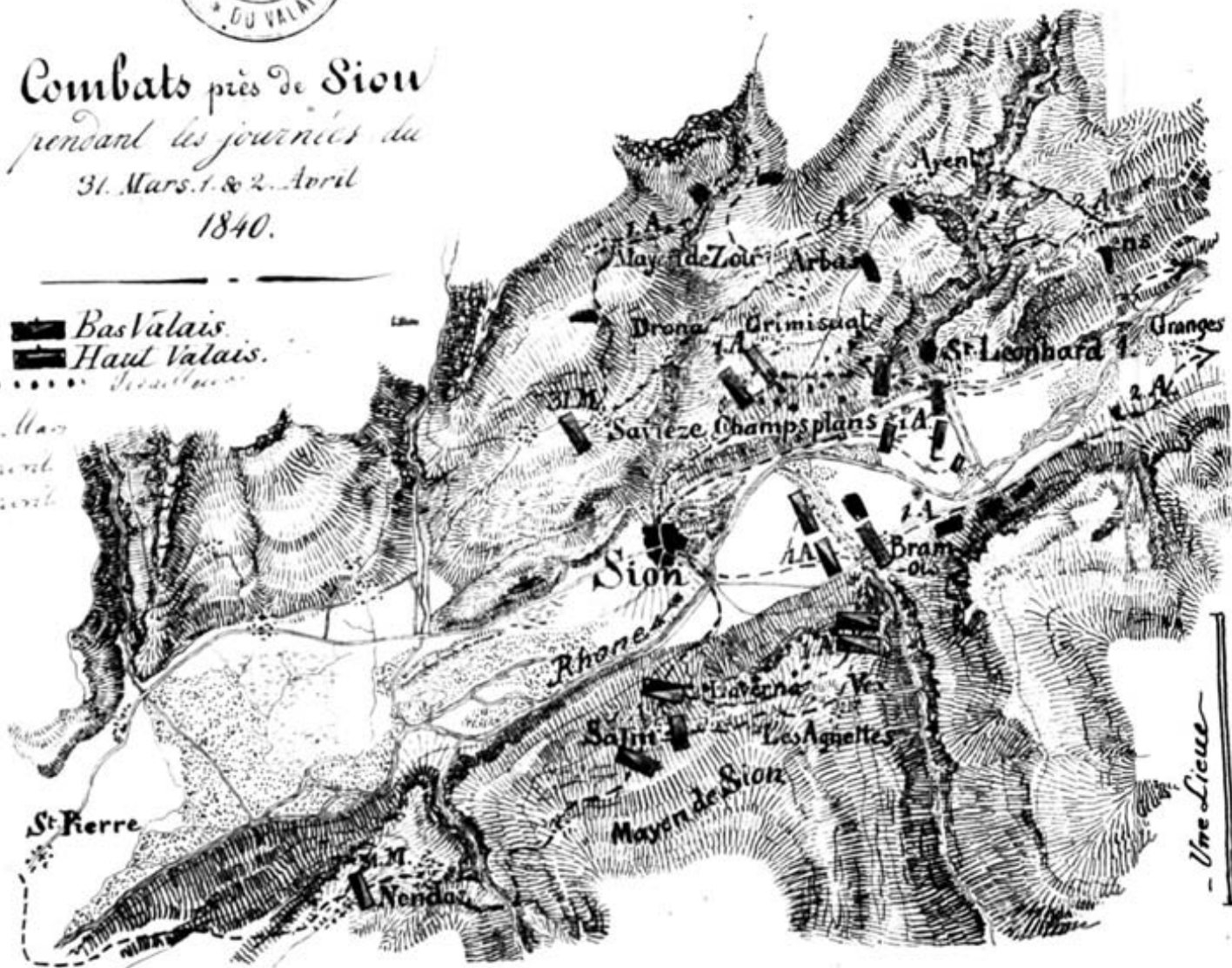




Combats près de Sion pendant les journées du 31. Mars. 1. & 2. Avril 1840.

 Bas Valais.
 Haut Valais.
..... Frontière.

31 M 31. Mars
1 A 1^{er} avril
2 A 2nd avril



L'auteur de cet écrit a pensé qu'un croquis, quelque grossier qu'il fût, ferait mieux comprendre les mouvemens qui ont eu lieu près de Sion le 31. mars. les 1^{er} et 2 avril. Il prie le lecteur de ne point s'attacher aux défauts d'exécution, et de s'aider de la carte du Valais pour bien saisir l'intelligence du plan.

Le rectangle rouge et noir indique les troupes du Bas-Valais.
Le rectangle rouge indique les troupes du Haut-Valais.
Les points rouges indiquent les principaux engagemens de tirailleurs.

Le points noirs, la direction des colonnes.
31 M signifie mouvemens du 31. Mars.
1 A " du 1^{er} Avril.
2 A " du 2 Avril.





TABLEAU

SYNCHRONISTIQUE DE L'HISTOIRE ET DES AUTORITÉS VALAISANES.

DATES.	FAITS MÉMORABLES.	EVÊQUES.	GRANDS-BAILLIFS.	DATES.	FAITS MÉMORABLES.	EVÊQUES.	GRANDS-BAILLIFS.
Avant J.-C.	Arrivée des Cimbres et des Tectosages.			Avant J.-C.	Bataille de Punicello. Supersaxe.		Jean Bimen, grand C ^e de Brigg.
113	Bataille de Villeneuve.			1487	Transaction entre l'évêque et les dizains.		Nicolas Valla, de Brigg.
107	Bataille d'Octodure contre Gaba.			1490	1000 Valaisans enrôlés par l'évêque vont périr dans l'expédition de Charles VIII, à Naples.		George Majoris, grand B ^e de Viège.
Après J.-C.				1495			Jean Bimen II.
15	Le Valais Romain.			1496		Nicolas Schinner.	François de Platea II.
291	Massacre de la Légion thébaïque.			1497			Nicolas Valla II.
381	Fondation de l'évêché d'Octodure.	S ^t -Théodore I.		1498	3000 Val. au secours de Milan pendant que 20000 Suisses passent le S ^t -Bernard pour la France, 99.		Nicolas Clavio, de Louèche.
390	Commencement de l'abbaye d'Agaune.	S ^t -Elie.		1499	800 Valaisans au secours des Suisses dans la guerre de Souabe; paix du 22 septembre 99.		George Majoris II.
411		S ^t -Florentin.		1500		Mathieu Schinner.	Martin Holzer, de Conches.
450	Les Bourguignons s'emparent du Valais.			1503			François de Platea III.
466	Gundioch partage la Bourgogne entre ses quatre fils.			1504			Nicolas Clavio II.
504	Gondebaud, l'un d'eux, s'empare des portions de ses frères.			1509	Schinner à Berne.		Jean de Platea, grand C ^e de Sierre.
513	Sigismond. Fondation d'Agaune. Concile d'Epaône.	S ^t -Théodore II.		1510	Il se brouille avec Supersaxe.		Jean Walker, grand C ^e de Moerel.
517	Sigismond est tué par les Franks. Gondemar.	Constance.		1511	Il est chassé du pays.		Arnold de Kalbermatten, B ^e de Rarogne.
549	Le Valais sous les Franks.	Rufus.		1512	Il y rentre et chasse Supersaxe à son tour.		Jean Walker II.
568	Chute du Mont Taurus. Lombards.	Agicola.		1513			Jean de Platea II.
584	Crimes de Bruchaut et Fétécépède.	Héliodore.		1514	Ambassadeur de l'empereur auprès d'Henri VIII.		Martin Steffler.
593	Constitution de Clotaire II.	Honorius.		1515	Bataille de Marignan.		Gille Venetz, juge de Brigg.
620	Conspiration d'Aléaune, patrie du Valais.	Leudemond.		1516	Supersaxe en prison à Rome. Berne le délivre; il chasse de nouveau Schinner.		Simon Inalbon, Juge de Viège.
654	Dagobert I. Clovis II.	Protasius.		1518			Jean Ruten, grand B ^e de Rarogne.
716	La Famille de Pepin d'Héristu.	S ^t -Amé.		1519			Pierre Zenlaupinen, de Conches.
764	Charles-Martel.	Ulcire.		1520			Jean Zentriegen, major de Rarogne.
768	Pepin-le-Bref roi. Carolingiens.	Aluborg.		1521			Antoine Wyss, de Sierre.
790	Charlemagne relève l'empire d'Occident.	S ^t -Althée.		1522	Massacre lors de l'élection.	Philippe de Platea, 1523.	Jean Verra, major de Louèche.
802		S ^t -Théodule.		1524	2000 Valaisans au service de François I ^{er} .		Gaspard Meretin, grand C ^e de Brigg.
817	Louis-le-Debonnaire.	Adalung.		1526			Antoine Venetz, juge de Brigg.
840	Lothaire I. Charles-le-Chauve.			1528			Gilles Imaharn, grand C ^e de Conches.
877	Louis-le-Régné. Charles-le-Gros.			1530			J ^e Antoine Venetz, juge de Brigg.
879	Chute des Carolingiens.			1533		Adrien I de Riedmatten.	Antoine Kuonen, juge de Brigg.
888	Boson est élu roi d'Arles.			1534	Alliance renouvelée avec les sept Cantons catholiques.		Jean Zentriegen II.
901	Rodolphe I de Strättlingen fonde le second royaume de Bourgogne.	S ^t -Guarin.		1535			Pierre Owig, grand B ^e de Brigg.
921		Mainfroi.		1536			Jost Kalbermatten, grand B ^e de Viège.
928	Ravages des Hongrois.	Annon.		1538	Conquêtes du Chablais jusqu'à Thonon.		J ^e Wünschenshauben, gr. B ^e de Louèche.
930	Le royaume d'Arles est réuni à la Bourgogne.	Villencus.		1540			Martin Clausen, grand B ^e de Conches.
936	Conrad.	Amédée I.		1542			Pierre Stokalper, juge de Brigg.
940	Les Hongrois et les Sarrasins peuplent en partie l'Entremont.			1544	Ouverture des mines de sel de Combiolaz.	Jean Jordan, 1547.	George Summermatter, gr. B ^e de Viège.
942		Aymon ou Amédée II.		1546	Cosmographie de Münster Bains de Bagnes détruits.		Jean Kalbermatten, grand B ^e de Sion.
958		Wilphid.		1548			Pierre Stokalper II.
959		Hugues I.		1550			Nicolas Imeich, grand C ^e de Viège.
990	Rodolphe III légue sa couronne à Conrad II, empereur d'Allemagne.	Eberhard de Bourgogne.		1552			Pierre Allet, grand B ^e de Louèche.
996		Guiliengus.		1554			Martin Clausen III.
999	Le Valais sous l'Empire.	Guillaume I.		1556	La Masse est enterrée.		Nicolas Imeich II.
1046	Règne d'Henri III dit le Noir.	Hugues II.		1558	Le Chablais restitué depuis Saint-Gingolph.		Ant. Kalbermatten, gr. Chat ^e de Sion.
1049	Henri IV. Querelles des investitures.	Guillaume II.		1560			Pierre Allet III.
1059	Tout l'empire partagé entre le pape et l'empereur.	Aymon ou Amédée III.		1562			Antoine Kalbermatten II.
1074	Henri à Canosse.	Hermanfroi.		1564	Alliance du Valais et Suisse cath. avec la France, 65.	Hildebrand de Riedmatten, 1565.	Maurice Zumbrennen, major de Conches.
1092	Élévation des ducs de Zähringen.	Giraud.		1566			Antoine Mayenzet, B ^e de Louèche.
1106	Henri V.	Othon.		1568			Mathieu Schinner, gr. B ^e de Conches.
1125	Lothaire II. Chanoines réguliers à St-Maurice.	Edmond.		1570	Simler écrit sa Vallesia.		Antoine Mayenzet II.
1138	Conrad III.	S ^t -Guérin.		1572			Jean Inalbon, grand C ^e de Viège.
1150	Frédéric I. Commandement de barons de Thurn. L'avouerie de Sion aux Zähringen.	Louis.		1574	Alliance perpétuelle du Valais avec le corps helvétique; il est admis aux Diètes, 79.		Antoine Mayenzet III.
1168		Amédée IV.		1576			Jean Inalbon II.
1170	Fribourg bâti.	Walther I.		1578	Alliance renouvelée avec la France.		Mathieu Schinner III.
1178	En 1182 Berchtold IV est battu à Münster.	Guillaume III.		1580			Jean Inalbon III.
1179	Traité de paix avec Humbert de Savoie.	Conon.		1582	Inondation de Bagnes, 1595.		G. Michlig Supersaxe, gr. B ^e de Brigg.
1189	Thomas de Savoie perd ses droits sur le Valais.	Guillaume IV.		1584			Antoine Mayenzet IV.
1191	Bataille du Grindelwald.			1586			Jean Inalbon IV.
1192	Valais. Berne bâtie. Henri VI.	Guillaume V.		1588			Antoine Mayenzet V.
1196	Philippe, empereur.	Udo.		1592			Gilles Jessen Pamater, gr. B ^e de Sion.
1198	Othon IV.	Nantelme.		1594			Jean Inalbon V.
1203	Frédéric II.	Guillaume VI, de Saillon.		1596			Mathieu Schinner IV.
1211	Bataille d'Ulrichen.	Verin de Saillon.		1598			Nicolas Kalbermatten, gr. C ^e de Sion.
1215	Guerre avec Thomas de Savoie.	Landri.		1599			Sébastien Zuber, grand C ^e de Viège.
1237	Aimon de Savoie, bienfaiteur de Bas-Valais.	Boson de Granges.		1600	Alliance avec les Grisons, 1600.	Adrien II, de Riedmatten, 1604.	Jean Rotten, grand B ^e de Rarogne.
1243	Première alliance du Valais avec Berne.	Henri de Rarogne.		1602	Alliance renouvelée avec la France.		Michel Magran, grand B ^e de Louèche.
1263	Mort de Pierre, dit le petit Châlemagne.			1603	Assemblée populaire du 18 août. La Diète du 17 mars séculier bannit les réformés.		Jean Rotten II.
1271	Alliance avec l'évêque de Coire.	Pierre d'Orens.	Martin de Jones, en 1281.	1607			
1275	Colons valaisans à Davos.	Boniface de Chaland.		1611	La calandrie Céronian - les Jéonites et les Caracins.		
1289	Deuxième alliance du Valais avec Berne.	Aymon ou Amédée IV, de Chatillon.	Humbert de Longeron, 1319.	1615	Peste en Valais.		
1300	Guerre de Savoie. Paix de la Borge.	Pierre II.		1617	Alliance renouvelée avec Berne.		
1303	Combat de la Seufzermatte (Loèche).	Aymon ou Amédée V, de Thurn.		1622	Id. avec les sept cantons catholiques.	Barthélemy Supersaxe.	
1323	Henri VII.	Philippe de Gastons.	Jean de la Tour-Chatillon, 1352.	1624	Angelin Preux mène 1000 Valaisans à Louis XIII.	Adrien III de Riedmatten.	
1324		Guisehard Tavelli.	Pierre Comte d'Arberg.	1632	Grands troubles entre les dizains et l'évêque.	Adrien IV de Riedmatten.	
1338	Combat du Bouveret contre la Savoie 1335.		Jean Cuin de Albona.	1638	900 Val. partent pour la France, 120 seul. reviennent.	Adrien V de Riedmatten.	
1342	Guerre avec Berne. Charles IV.		Jacques de Majoria, 1366.	1640			
1354	Conjointement avec la Gruyère.			1646	Couvent de Collombay. B. Ambuel met 2000 Valaisans au service de France.		
1356	Bulle d'or.			1662	Alliance renouvelée avec la France.		
1365	Guerre avec la Savoie et les nobles valaisans.			1664			
1373	Siège de Payerne.			1670			
1376	Guerre contre les Thurn. Combats de S ^t -Léonard et d'Arbaz. Les Thurn en fuite.	Edouard de Savoie, 1376.		1678			
1377	Edouard est chassé.	Aymon de Poypon, 1379.		1682			
1384	Guerre de Savoie terminée par la paix de Sion.	Pierre de Roverey, 1386.		1683			
1387	Edouard est chassé de nouveau.			1684			
1388	Bataille de Viège. Paix.			1687			
1393	Edouard est transféré à la Tanntaise.	Humbert de Billens.	Rodolphe de Gruyères, 1388.	1689			
1408	Troubles au sujet de l'élection de l'évêque.	Guillaume VII, de Rarogne.	Heblet, chevalier, de Savoie, 1392.	1699	2400 Val. au service de France.	F ^e -Joseph Supersaxe.	
1414	Traité de paix entre l'évêque et la Savoie.	Guillaume VIII, de Rarogne.	Guisehard, de Rarogne, 1408.	1701			
1416	La Masse. Guerre de Rarogne.			1707	Alliance renouvelée avec la France, 1715.		
1418	Alliance avec Lucerne, Uri, Unterwald.			1721			
1423	Bataille d'Ulrichen. Thomas in der bundt en 1420.	André de Gualdo.	Jean de Platea, de Viège.	1729			
1424	Paix en 1421.		Thomas Theiler, grand C ^e de Brigg.	1731			
1424	Appel à l'Empire de Hans Gruber; le Valais est mis au ban et excommunié.		Rodolphe, de Rarogne.	1737			
1428			Thomas Venetz.	1741			
1429			Thomas Theiler II.	1742	Un régiment de 1400 hommes au service sarde.	J. Hildebrand Rotten, 1752.	
1430			Ant. de Courten, grand C ^e de Brigg.	1752		F ^e -Frédéric Ambuel, 1760.	
1431	Mort de l'évêque Guillaume qui, après de nouvelles menées, va mourir à Rome.		Heinzmann de Sillinen, gr. ban ^e de Viège.	1758	Alliance avec la France, renouvelée à Soleure, 77.	Melchior Zenruffinen, 1780.	
1432			Antoine Kuonen, de Brigg.	1761		J.-Antoine Blatter, 1790.	
1434			Heinzmann de Sillinen II.	1762	Insurrection du Bas-Valais assoupie.		
1435			Thomas Venetz II.	1768	République helvétique.		
1436			Jean de Platea II.	1798	Valais indépendant. Route du Simplon.		
1437	Albert II d'Autriche.	Guillaume IX, de Rarogne.	Antoine de Courten II.	1802			
1439	Frédéric III.		Heinzmann de Sillinen III.	1807			
1442			Jean de Prato, de Conches.	1810			
1445	Guillaume signe les articles de Naters.		Antoine de Courten III.				
1446	Alliance des sept dizains avec Berne.		Antoine Kuonen II.				
1449	Troubles au sujet de l'élection de l'évêque.		Jean de Prato II.				
1452	Henri, évêque, fait révoquer une partie des articles de Naters.						
1453		Guillaume X de S ^e -Sabine.	Martin Zirren, grand C ^e de Brigg.	1823			
1458		Henri d'Asperling.	Nicolas Kalbermatten, de Rarogne.	1825			
1466		Walter II Supersaxe.		1827			
1468			Jean Huoter, grand B ^e de Brigg.	1829	Révolutions dans les Cantons.	Fabien Maurice Rotten.	
1470	Inondation du Rhône, 1469.		Gaspard Theiler, grand C ^e de Brigg.	1830	Révolutions dans les Cantons, Ligue de Sarnen.		
1471			Pierre de Platea, grand B ^e de Viège.	1831			
1472	Deuxième alliance avec Lucerne, Uri, Unterwald, 73.		Giles de Cumbis, de Louèche.	1832			
1476	Bataille de la Planta, 1475. Conquête du Bas-Valais.		Michel Champen, de Conches.	1833	Dissolution de la Ligue de Sarnen.		
1478	Piémontais à la Monnaya.		Théodule Venetz, de Stalden.	1834	Mémoire des quatre dizains occidentaux, pour réclamer l'égalité des droits.		
1480			Guillaume Supersaxe, de Conches.	1835			
1483	Transaction entre l'évêque et les dizains.	Jost de Sillinen, 1482.	Pierre Zengaffinen, gr. C ^e de Loèche.	1836			
1484			Antoine Lehner, grand juge de Brigg.	1837			
1485	Peste dans le Valais.		Thomas Venetz III.	1838			
1486			Hildebrand Lehner, de Brigg.	1839			
			Anselme auf der Eggen, de Conches.	1840			
			François de Platea, de Sierre.				

NB. Ce tableau est l'ouvrage de feu M. le grand-châtelain Bonjean de Vauvrie, qui l'avait continué jusqu'à l'année 1829, et qui avait bien voulu le confier à l'auteur de cet écrit; si la mort n'eût enlevé si rapidement M. Bonjean à son pays et à ses amis, peut-être eût-il fait subir à ce travail quelques modifications. Toutefois en l'état où il se trouve, nous avons pensé qu'il offrait assez d'intérêt pour être joint à un ouvrage sur le Valais, en souvenir d'un homme qui avait fait les recherches les plus laborieuses sur le Valais, et qui aurait sûrement jeté beaucoup de lumière sur l'histoire de son pays, si la mort lui eût permis de faire connaître les travaux qu'il avait commencés.





